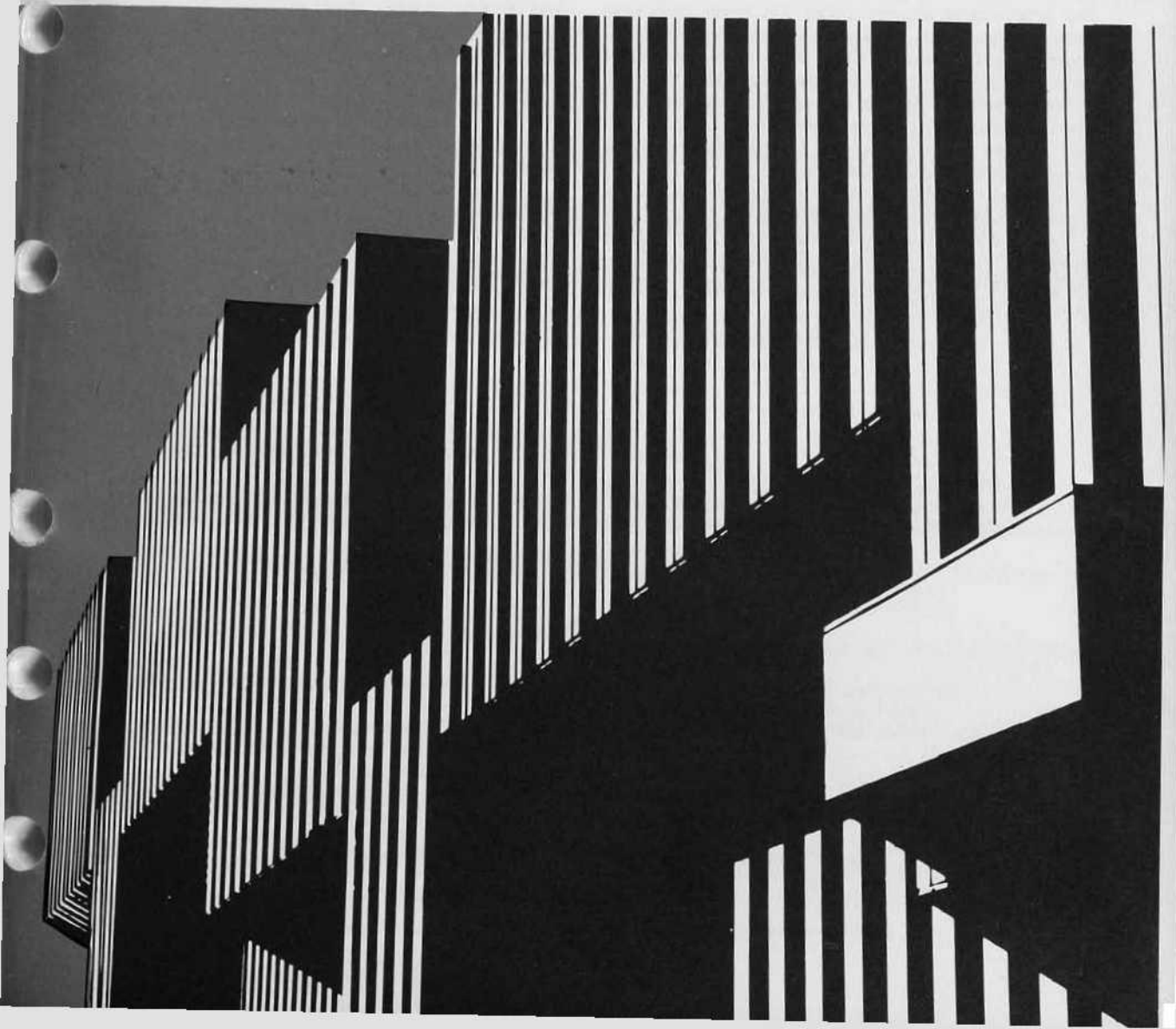
105e ANNÉE
VOL. 105
Nº 9
1059

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

PARTIE 2
LOIS ET RÈGLEMENTS

PART 2
LAWS AND REGULATIONS



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72, au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré à part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de $30 et le prix d'un exemplaire de $1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is $30, and single issues $1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1A 1G7, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1A 1G7, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Loi

Act

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public

Sanctionnée le 30 mars 1973

(P.L. 1)

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

CONSIDÉRANT que d'un message de l'honorable Hugues Lapointe, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de cette province, et du budget des dépenses qui l'accompagne, il appert que les sommes ci-après mentionnées sont requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement de la province, qui ne sont pas autrement prévues, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté qu'il soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, que:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des subsides n° 1, 1973/1974.*

2. Sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, $811,406,991.64 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

a) du sixième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année

An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service

Assented to 30th March 1973

(Bill 1)

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

WHEREAS it appears, by a message from the Honourable Hugues Lapointe, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of this Province, and the estimates accompanying the same, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the Government of the Province, not otherwise provided for, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service; May it therefore please Your Majesty that it be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, that:

1. This act may be cited as *The Appropriation Act No. 1, 1973/1974.*

2. There shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this Province a sum not exceeding, in all, $811,406,991.64 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for, being the aggregate of

(*a*) one-sixth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the Province, for the said

financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: $754,112,716.66;

b) d'un douzième additionnel des crédits du programme 1 pour le ministère des affaires sociales (4), i.e.: $2,250,000.00;

c) d'un douzième additionnel des crédits du programme 6 pour le ministère de l'éducation (10), i.e.: $21,057,566.66;

d) d'un douzième additionnel des crédits du programme 10 pour le ministère de l'éducation (10), i.e.: $32,078,991.66;

e) d'un sixième additionnel des crédits du programme 20 pour le ministère de l'éducation (10), i.e.: $654,466.66;

f) d'un sixième additionnel des crédits du programme 21 pour le ministère de l'éducation (10), i.e.: $1,253,250.00.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

3. Des comptes détaillés de tous les deniers dépensés en vertu de la présente loi seront soumis à la Législature de la province, conformément à l'article 72 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17).

4. Il sera également rendu compte à Sa Majesté des sommes dépensées en vertu de la présente loi.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature, viz.: $754,112,716.66;

(*b*) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 1 for the Department of Social Affairs (4), viz.: $2,250,000.00;

(*c*) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 6 for the Department of Education (10), viz.: $21,057,566.66;

(*d*) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 10 for the Department of Education (10), viz.: $32,078,991.66;

(*e*) an additional one-sixth of the appropriations under programme 20 for the Department of Education (10), viz.: $654,466.66;

(*f*) an additional one-sixth of the appropriations under programme 21 for the Department of Education (10), viz.: $1,253,250.00.

In addition there may be taken, for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

3. Detailed accounts of all moneys expended under this act shall be laid before the Legislature of the Province, in conformity with section 72 of the Financial Administration Act (1970, chapter 17).

4. The application of all sums expended under this act shall also be accounted for to Her Majesty.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

A.C. 853-73, 13 mars 1973
Rég. 73-129, 14 mars 1973

LOI DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS
(L.Q. 1972, ch. 30)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement concernant l'application de la Loi de la taxe sur les carburants adopté en vertu de la Loi de la taxe sur les carburants.

ATTENDU QUE la Loi de la taxe sur les carburants (L.Q., 1972, ch. 30) remplace la Loi de la taxe sur la gazoline (S.R.Q., 1964, ch. 74) et la Loi de la manutention de la gazoline (S.R.Q., 1964, ch. 75);

ATTENDU QU'en vertu de plusieurs dispositions de ladite Loi de la taxe sur les carburants le lieutenant-gouverneur en conseil a le pouvoir de faire des règlements;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint, intitulé «Règlement concernant l'application de la Loi de la taxe sur les carburants»;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le 1er juillet 1973;

QUE les arrêtés en conseil 1149 du 8 mai 1935, 1452 du 21 juin 1961, 952 du 11 juin 1963, 2126, 2127, 2128 et 2129 du 10 juillet 1968 et 3916 du 17 novembre 1971 soient abrogés à compter du 1er juillet 1973.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant l'application de la Loi de la taxe sur les carburants

Section I
INTERPRÉTATION ET GÉNÉRALITÉS

0.1 Dans le présent règlement, le mot «Loi» signifie la Loi de la taxe sur les carburants (L.Q., 1972, ch. 30).

0.2 Afin de faciliter le repérage des dispositions de la Loi donnant ouverture à une disposition réglementaire, les chiffres apparaissant avant le point dans la numérotation du présent règlement réfèrent, à titre indicatif seulement, à l'article de la Loi prévoyant cette disposition réglementaire.

0.3 Les dispositions déclaratoires et interprétatives contenues à l'article 1 de la Loi s'appliquent au présent règlement.

O.C. 853-73, 13 March 1973
Reg. 73-129, 14 March 1973

FUEL TAX ACT
(S.Q. 1972, ch. 30)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the approval of a regulation concerning the application of the Fuel Tax Act made under the Fuel Tax act.

WHEREAS the Fuel Tax Act (S.Q. 1972, ch. 30) replaces the Gasoline Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 74) and the Gasoline Handling Act (R.S.Q. 1964, ch. 75);

WHEREAS under several provisions of the Fuel Tax Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the regulation annexed hereto, entitled "Regulation respecting the application of the Fuel Tax Act", be made;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force on 1 July 1973.

THAT Orders in Council 1149 dated 8 May 1935, 1452 dated 21 June 1961, 952 dated 11 June 1963, 2126, 2127, 2128 and 2129 dated 10 July 1968 and 3916 dated 17 November 1971 be revoked effective 1 July 1973.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the application of the Fuel Tax Act

Division I
INTERPRETATION AND GENERAL

0.1 In this Regulation, the word "Act" means the Fuel Tax Act (S.Q. 1972, ch. 30).

0.2 As a means of ready reference to the pertinent section in the Act, the figure or figures preceding the decimal point of each section number in this Regulation correspond to the section number in the Act.

0.3 The declaratory and interpretative provisions of section 1 of the Act apply to this Regulation.

0.4 Les dispositions déclaratoires et interprétatives contenues dans la Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1) s'appliquent *mutatis mutandis* au présent règlement.

1.1 Aux fins du paragraphe *e* de l'article 1 de la Loi, les substances suivantes sont déclarées être de l'essence:

a) le benzol et tout mélange de benzol avec une autre substance;

b) le carburant connu sous le nom d'essence d'aviation et tout mélange de carburants ainsi connu; et

c) le gaz propane, le gaz butane et le gaz de pétrole liquéfié.

Section II
RÈGLES PARTICULIÈRES AUX USAGERS

3.1 Lorsqu'un usager qui détient un certificat d'enregistrement apporte au Québec de l'essence acquise hors du Québec et contenue lors de son entrée au Québec dans le réservoir de carburant installé comme équipement normal d'alimentation du moteur d'un véhicule-automobile autre qu'un véhicule de promenade, il doit calculer la quantité de cette essence utilisée au Québec d'après les renseignements prescrits à son égard en vertu de l'article 16 de la Loi.

3.2 Lorsqu'il appert du calcul effectué en vertu de l'article 3.1 que le nombre de gallons d'essence utilisés au Québec pendant un mois déterminé est inférieur au nombre de gallons d'essence achetés au Québec pendant ce mois, l'usager visé audit article a droit, non pas à un remboursement, mais à un crédit en gallons d'essence qu'il peut réclamer sur un rapport subséquent; cependant, tout crédit accumulé le 31 décembre de chaque année est éteint et ne peut plus être réclamé.

5.1 Aux fins de l'article 5 de la Loi, toute personne qui demande un remboursement de la taxe qu'elle a payée sur de l'essence doit le faire, sur la formule prescrite, dans les 12 mois de la date d'achat de l'essence et doit joindre à sa demande l'original des factures d'achat de l'essence et une preuve de paiement.

De plus, s'il s'agit d'une demande faite en vertu du paragraphe *g* dudit article, elle doit joindre à sa demande une preuve du transport et de la livraison de l'essence hors du Québec et une preuve du paiement de la taxe sur l'essence payée au gouvernement de l'endroit de la livraison ou, le cas échéant, une preuve de l'exemption d'une telle taxe à cet endroit sur l'essence ainsi exportée et utilisée.

5.2 La personne visée à l'article 5.1 doit tenir et conserver un inventaire contenant une description de la machinerie et des moteurs dans lesquels l'essence est utilisée, les billets de consommation de l'essence et un registre en indiquant la quantité transvasée à chaque fois dans le réservoir d'alimentation de chaque moteur ou machine.

Elle doit également tenir et conserver:

0.4 The declaratory and interpretative provisions of the Interpretation Act (R.S.Q. 1964, ch. 1) apply *mutatis mutandis* to this Regulation.

1.1 For the purposes of subparagraph *e* of section 1 of the Act, the following substances are declared to be gasoline:

(a) benzol and any blend of benzol with another substance;

(b) fuel commonly known as aviation fuel and any blend of fuel known under the same name; and

(c) propane gas, butane gas and liquefied petroleum gas.

Division II
SPECIAL RULES GOVERNING CONSUMERS

3.1 Where a consumer holding a registration certificate brings gasoline into Québec acquired outside the Province and contained, on its entry into Québec, in the fuel tank installed as standard equipment to supply the engine of a motor vehicle other than a pleasure vehicle, he shall calculate the quantity of such gasoline used in Québec in accordance with the required information prescribed in section 16 of the Act.

3.2 Where it appears from the calculation made under section 3.1 that the number of gallons of gasoline used in Québec in a given month is less than the number of gallons of gasoline purchased in Québec during such month, the consumer contemplated in the said section shall not be entitled to a refund but shall be entitled to a credit in gallons of gasoline which he may claim on a subsequent return; however, all credit accumulated at 31 December of each year shall become void and shall not be claimed thereafter.

5.1 For the purposes of section 5 of the Act, every person who applies for a refund of the tax paid on gasoline shall do so on the prescribed form within 12 months from the date of purchase of the gasoline, and shall annex to his application the originals of the purchase invoices and proof of payment.

In addition, in the case of an application made under subparagraph *g* of section 5, he shall annex thereto proof of transport and delivery of the gasoline outside Québec and proof of payment of the tax on gasoline to the Government at the place of delivery or, where applicable, proof of exemption at such place from the tax on gasoline thus exported and used.

5.2 The person contemplated in section 5.1 shall keep and maintin an inventory containing a description of the machinery and engines for which gasoline is used, he shall keep gasoline consumption vouchers and a register indicating each quantity put into the fuel tank supplying every engine or machine.

He shall also keep and maintain:

a) dans le cas d'un moteur muni d'un compteur d'heures, un registre des heures accumulées indiquant la lecture au début et à la fin de chaque mois;

b) dans le cas d'un moteur non muni d'un compteur d'heures, un registre journalier des heures de fonctionnement du moteur;

c) dans le cas d'une bétonnière, un registre mensuel du nombre de verges cubes de béton transportées;

d) dans le cas d'une carrière, un registre mensuel du nombre de tonnes de pierre concassées;

e) dans le cas d'une usine de béton bitumineux, un registre mensuel du nombre de tonnes de béton fabriquées; et

f) dans le cas d'une tourbière, un registre mensuel du nombre de verges cubes de tourbe extraites.

5.3 Aucun remboursement de la taxe payée n'est accordé en vertu de l'article 5 de la Loi pour de l'essence qui, immédiatement avant son utilisation, était contenue dans un réservoir alimentant à la fois un moteur propulsif et un moteur non propulsif.

5.4 Seule la personne qui achète et utilise de l'essence pour laquelle elle a droit à un remboursement de la taxe peut produire une demande de remboursement.

8.1 Lorsqu'un usager qui détient un certificat d'enregistrement apporte au Québec du mazout acquis hors du Québec et contenu lors de son entrée au Québec dans le réservoir de carburant installé comme équipement normal d'alimentation du moteur d'un véhicule-automobile autre qu'un véhicule de promenade, il doit calculer la quantité de ce maxout utilisé au Québec d'après les renseignements prescrits à son égard en vertu de l'article 16 de la Loi.

8.2 Lorsqu'il appert du calcul effectué en vertu de l'article 8.1 que le nombre de gallons de mazout utilisés au Québec pendant un mois déterminé est inférieur au nombre de gallons de mazout achetés au Québec pendant ce mois, l'usager visé audit article a droit, non pas à un remboursement, mais à un crédit en gallons de mazout qu'il peut réclamer sur un rapport subséquent; cependant, tout crédit accumulé le 31 décembre de chaque année est éteint et ne peut plus être réclamé.

9.1 Aux fins du paragraphe *a* de l'article 9 de la Loi, tout bateau utilisé principalement à des fins autres que l'agrément est un bateau commercial.

10.1 Les articles 5.1 à 5.4 s'appliquent *mutatis mutandis* à toute personne qui demande en vertu de l'article 10 de la Loi un remboursement de la taxe sur le mazout qu'elle a payée en y remplaçant le mot « essence » par le mot « mazout », les références à l'article 5 de la Loi par

(a) in the case of an engine equipped with an hour-meter, a register of the accumulated hours indicating the reading at the beginning and at the end of each month;

(b) in the case of an engine not equipped with an hour-meter, a daily register of the operating hours of the engine;

(c) in the case of a concrete-mixer, a monthly register of the number of cubic yards of concrete transported;

(d) in the case of a quarry, a monthly register of the number of tons of stone crushed;

(e) in the case of a bituminous concrete plant, a monthly register of the number of tons of concrete processed; and

(f) in the case of a peat bog, a monthly register of the number of cubic yards of peat extracted.

5.3 No refund of tax paid shall be granted under section 5 of the Act in respect of gasoline which, immediately before its use, was contained in a tank supplying a propulsion engine and a stationary engine simultaneously.

5.4 No claims for a gasoline tax refund shall be accepted other than from those persons who are entitled to a refund for the gasoline which they purchase and use.

8.1 Where a consumer holding a registration certificate brings fuel oil into Québec that was acquired outside Québec and contained, on its entry into Québec, in the fuel tank installed as standard equipment to supply the engine of a motor vehicle other than a pleasure vehicle, he shall calculate the quantity of such fuel oil used in Québec in accordance with the required information prescribed in section 16 of the Act.

8.2 Where it appears from the calculation made under section 8.1 that the number of gallons of fuel oil used in Québec in a given month is less than the number of gallons of fuel oil purchased in Québec during such month, the consumer contemplated in the said section is not entitled to a refund but shall be entitled to a credit in gallons of fuel oil which he may claim on a subsequent return; however, all credit accumulated at 31 December of each year shall become void and shall not be claimed thereafter.

9.1 For the purposes of paragraph *a* of section 9 of the Act, every vessel used principally other than for pleasure is deemed to be a commercial vessel.

10.1 Sections 5.1 to 5.4 apply *mutatis mutandis* to every person who applies under section 10 of the Act for a refund of tax paid on fuel oil, by replacing therein the word "gasoline" by the word "fuel oil", the references to section 5 of the Act by references to section 10 of the Act and

des références à l'article 10 de la Loi et l'expression « paragraphe *g* », dans le deuxiéme alinéa de l'article 5.1 par l'expression « paragraph *b* ».

18.8 Le titulaire d'un permis de coloration doit conserver le colorant dans un contenant scellé déposé dans un local situé à proximité de l'endroit où se fait la coloration du mazout; il a la responsabilité du colorant et doit veiller à ce qu'il ne serve pas à d'autres fins que la coloration du mazout en vertu de l'article 18 de la Loi.

18.9 Le titulaire d'un permis de coloration doit acquérir et installer l'outillage nécessaire à la coloration et le maintenir en bon état de fonctionnement.

18.10 Avant d'entreprendre la coloration du mazout, le titulaire d'un permis à cette fin doit soumettre au ministre un plan de l'outillage et des installations qu'il projette pour la coloration du mazout.

18.11 Nonobstant les articles 18.6 et 18.7, la coloration peut être faite manuellement jusqu'au 31 décembre 1973. Elle doit alors être effectuée par le titulaire d'un permis de coloration.

Section IV
PERMIS ET DOCUMENTS

29.1 Une personne qui n'est pas un raffineur détenant un certificat d'enregistrement et qui désire faire un mélange visé à l'article 29 de la Loi est exemptée de l'obligation d'obtenir le permis visé audit article si elle a signé une entente de perception avec le ministre et si le produit obtenu du mélange demeure sujet à la taxe.

32.1 Tout usager décrit au premier alinéa de l'article 16 de la Loi qui possède un certificat d'enregistrement doit conserver à sa principale place d'affaires au Québec une copie de la formule visée au paragraphe *c* du premier alinéa dudit article ainsi qu'une feuille de route comportant, pour chaque voyage de chaque véhicule-automobile, les renseignements suivants:

a) le numéro d'identification ou le numéro d'immatriculation du véhicule-automobile et de chaque remorque;

b) la date du voyage;

c) la nature du carburant utilisé par le véhicule-automobile;

d) le trajet effectué;

e) les points de sortie et d'entrée au Québec;

f) le nombre de milles parcourus au Québec et le nombre de milles parcourus hors du Québec;

g) la quantité de carburant versé dans le réservoir du véhicule-automobile au cours du voyage; et

the expression "subparagraph *g* " in the second paragraph of section 5.1 by the expression "subparagraph *b*".

18.8 The holder of a colouring permit shall keep the dolouring agent in a sealed container placed in a location situated close to the place where the colouring of fuel oil is done; he is responsible for the colouring agent and shall ensure that it is used for no purpose other than the colouring of fuel oil in virtue of section 18 of the Act.

18.9 The holder of a colouring permit shall acquire, install and maintain in good operating condition the equipment necessary for colouring.

18.10 Before commencing the colouring of fuel oil, the holder of a permit for such purpose shall submit to the Minister a plan of the projected equipment and installations for the colouring of fuel oil.

18.11 Notwithstanding sections 18.6 and A8.7, colouring may be effected by hand until 31 December 1973. in that event the colouring must be done by the holder of a colouring permit.

Division IV
PERMITS AND DOCUMENTS

29.1 Every person who is not a refiner holding a registration certificate and who wishes to make a blend contemplated in section 29 of the Act shall be exempt from the obligation to obtain the permit contemplated in the said section if he has signed a collection agreement with the Minister and if the product obtained from such blend remains subject to tax.

32.1 Every consumer described in the first paragraph of section 16 of the Act who holds a registration certificate shall keep, at his principal place of business in Québec, a copy of the form contemplated in subparagraph *c* of the first paragraph of the said section as well as a trip report containing, for each trip of every motor vehicle, the following information:

(a) the identification or registration number of the motor vehicle and of every trailer;

(b) the date of the trip;

(c) the type of fuel used by the motor vehicle;

(d) the route covered;

(e) the exit and entry points in Québec;

(f) the number of miles travelled within Québec and the number of miles travelled outside Québec;

(g) the quantity of fuel put into the tank of the motor vehicle during the trip; and

h) les nom et signature du chauffeur du véhicule-automobile.

32.2 L'usager visé à l'article 32.1 doit conserver les factures d'achat du carburant sur lesquelles doit apparaître le numéro d'identification ou le numéro d'immatriculation du véhicule-automobile; si le carburant provient de son propre dépôt de carburant, cet usager doit alors consigner le retrait de carburant dans un registre des retraits.

32.3 Un vendeur en détail qui exploite un poste d'essence doit conserver à sa principale place d'affaires au Québec les documents suivants:

a) les factures d'achat du carburant;

b) un registre journalier des lectures des compteurs de pompes distributrices donnant la quantité de gallons vendus pour chaque produit;

c) les factures de vente émises; et

d) un inventaire physique mensuel du carburant.

32.4 Un vendeur en détail autre que celui visé à l'article 32.3 doit conserver à sa principale place d'affaires au Québec les documents suivants:

a) les factures d'achat du carburant et un journal d'achats;

b) un journal de ventes et les factures de vente, pour tout le carburant vendu, contenant la description du carburant vendu, les nom et adresse de l'acheteur, le lieu de livraison ainsi qu'une indication séparée de la taxe, s'il y a lieu;

c) les bons de livraison; et

d) un inventaire physique mensuel du carburant.

53.1 Un véhicule-automobile saisi en vertu de l'article 40 de la Loi doit être vendu à l'enchère par un encanteur licencié qui doit au préalable donner un avis d'au moins 10 jours en la manière prévue à l'article 594 du Code de procédure civile.

16.1 Un usager visé au premier alinéa de l'article 16 de la Loi qui possède un certificat d'enregistrement doit fournir, sur la formule mentionnée au paragraphe *c* du premier alinéa dudit article, les renseignements suivants pour le mois précédent en ce qui concerne ses véhicules-automobiles autres que ses véhicules de promenade en procédant séparément pour ses véhicules-automobiles qui utilisent de l'essence et pour ceux qui utilisent du mazout:

a) le nombre de milles parcourus au Québec et le nombre total de milles parcourus au Québec et ailleurs;

b) la quantité d'essence ou, selon le cas, de mazout achetée au Québec et la quantité totale d'essence ou de mazout achetée au Québec et ailleurs; et

(h) the name and signature of the driver of the motor vehicle.

32.2 The consumer contemplated in section 32.1 shall keep invoices of the fuel purchased which must show the identification or registration number of the motor-vehicle; if the fuel was taken from his own storage tank, the consumer shall enter the quantities of fuel taken in a register kept for such purpose.

32.3 A retail dealer who operates a filling station shall keep the following documents at his principal place of business in Québec:

(a) all invoices of fuel purchased;

(b) a daily register of readings of all fuel pump meters giving, for each product, the quantity of gallons sold;

(c) all invoices in support of sales; and

(d) a monthly physical inventory of all fuel.

32.4 A retail dealer other than a dealer contemplated in section 32.3 shall keep the following documents at his principal place of business in Québec:

(a) all invoices of fuel purchased and a daily record of purchases made;

(b) for all fuel sold, a daily record of sales and invoices of such sales containing a description of the fuel sold, the name and address of the purchaser, the place of delivery and, where applicable, a separate indication of the tax;

(c) all delivery slips; and

(d) a monthly physical inventory of all fuel.

53.1 A motor vehicle seized under section 40 of the Act shall be sold by auction by a licensed auctioneer who must, prior to the sale, give notice of at least 10 days in the manner prescribed in article 594 of the Code of Civil Procedure.

16.1 Every consumer contemplated in the first paragraph of section 16 of the Act who holds a registrattion certificate shall furnish on the form prescribed in subparagraph *c* of the first paragraph of the said section for the preceding month, the following information concerning his motor vehicles serving other than as pleasure vehicles, submitting separate returns for vehicles using gasoline and those using fuel oil:

(a) the number of miles travelled in Québec and the total number of miles travelled in Québec and elsewhere;

(b) the quantity of gasoline or, as the case may be, of fuel oil purchased in Québec and the total quantity of gasoline or fuel oil purchased in Québec and elsewhere; and

c) la moyenne de milles parcourus par gallon d'essence ou, selon le cas, de mazout.

16.2 Un usager visé au deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi qui ne possède pas un certificat d'enregistrement peut obtenir le certificat de voyage occasionnel y mentionné en produisant sur la formule prescrite une demande à cet effet avant chaque voyage au Québec et en versant un droit de $0.05 par mille à parcourir au Québec avec un minimum de $5; le nombre de milles est basé sur l'itinéraire mentionné sur le certificat et calculé selon la carte routière officielle du Québec.

16.3 L'usager qui a obtenu le certificat visé à l'article 16.2 doit le conserver dans le véhicule-automobile pendant son séjour au Québec.

Section III
COLORATION DU MAZOUT

18.1 Dans la présente section, l'expression « mazout » ne comprend pas l'huile lourde ni le pétrole brut.

18.2 Tout raffineur et tout importateur doivent procéder à la coloration du mazout; cette coloration doit être faite de la manière prévue à la présente section.

18.3 La coloration du mazout se fait par l'addition au mazout d'un colorant, comprenant un agent-traceur, fourni par le ministre; cette addition se fait dans les proportions suivantes:

a) 73.3 livres avoirdupois de colorant pour chaque 1,000,000 de gallons de mazout;

b) 3,333 grammes ou 7 1/3 livres avoirdupois de colorant pour chaque 100,000 gallons de mazout;

c) 333 grammes ou 11 2/3 onces avoirdupois de colorant pour chaque 10,000 gallons de mazout;

d) 33.3 grammes ou 1 1/16 onces avoirdupois de colorant pour chaque 1,000 gallons de mazout;

e) 3.33 grammes ou 46 grains plus .33 grammes ou 2/19 d'une once avoirdupois plus .33 grammes de colorant pour 100 gallons de mazout; ou

f) 1.5 grammes ou 23 grains ou 1/19 d'une once avoirdupois de colorant pour chaque 45 gallons de mazout.

18.4 Lorsque le mazout qui doit être coloré est raffiné au Québec, la coloration doit se faire lors de l'emmagasinage du mazout dans les réservoirs de la raffinerie ou lors de la livraison du mazout aux voies de chargement, soit de la raffinerie, soit d'un terminus d'oléoduc ou d'un terminus marin exploité par le titulaire d'un permis de coloration.

18.5 Lorsque le mazout qui doit être coloré est importé au Québec, alors qu'il est déjà raffiné, la coloration doit se faire lors de l'emmagasinage du mazout dans les réservoirs

(c) the average number of miles travelled per gallon of gasoline or fuel oil, as the case may be.

16.2 Every consumer contemplated in the second paragraph of section 16 who does not hold a registration certificate may obtain the single trip certificate mentioned therein by submitting an application thereto on the prescribed from before each trip into Québec and by paying a $0.05 fee per mile to be travelled in Québec, with a minimum of $5; the number of miles is based on the route indicated on the certificate and calculated according to the Québec official road map.

16.3 The consumer who obtains the certificate contemplated in section 16.2 shall keep it in his motor vehicle during his stay in Québec.

Division III
COLOURING OF FUEL OIL

18.1 In this division, the expression "fuel oil" does not include bunker fuel or crude oil.

18.2 Every refiner and every importer shall colour fuel oil; such colouring shall be effected in the manner prescribed in this division.

18.3 The coulouring of fuel oil is done by adding a colouring agent, containing a tracer agent, furnished by the Minister; such addition shall be effected according to the following proportions:

(a) 73.3 pounds avoirdupois of colouring agent per 1,000,000 gallons of fuel oil;

(b) 3,333 grams or 7 1/3 pounds avoirdupois of colouring agent per 100,000 gallons of fuel oil;

(c) 333 grams or 11 2/3 ounces avoirdupois of colouring agent per 10,000 gallons of fuel oil;

(d) 33.3 grams or 1 1/16 ounces avoirdupois of colouring agent per 1,000 gallons of fuel oil;

(e) 3.33 grams or 46 grains plus .33 gram or 2/19 ounce avoirdupois plus .33 gram of colouring agent per 100 gallons of fuel oil; or

(f) 1.5 grams or 23 grains or 1/19 ounce avoirdupois of colouring per 45 gallons of fuel oil.

18.4 Where fuel oil to be coloured is refined in Québec, the colouring shall be done during the storage of the fuel oil in the tanks of the refinery, or during delivery of such fuel oil at the loading racks of the refinery, of an oil pipeline terminal or of a marine terminal operated by the holder of a colouring permit.

18.5 Where fuel oil to be coloured is imported into Québec and is already refined, the colouring shall be done during the storage of the fuel oil in the importer's tanks, or at

de l'importateur ou aux voies de chargement d'un terminus marin exploité par l'importateur, à moins que la coloration du mazout n'ait été faite conformément au présent règlement avant son importation.

S'il n'y a pas d'emmagasinage dans de tels réservoirs, la coloration doit se faire avant ou lors de l'entrée au Québec.

18.6 La coloration aux voies de chargement de camions-citernes doit se faire au moyen d'un système d'injection mécanique muni d'un dispositif d'arrêt automatique conçu de façon à empêcher la livraison de mazout non coloré en cas de défectuosité du système.

18.7 Le système de distribution du mazout aux voies de chargement de camions-citernes doit comporter des conduits de décharge distincts pour le mazout coloré et le mazout non coloré et chaque conduit doit être muni d'un compteur.

Section V
COMPENSATION AUX VENDEURS

57.1 La compensation visée à l'article 57 de la Loi pour un vendeur en détail est de $0.00033 par gallon d'essence, soit $33 pour 100,000 gallons; cette compensation est basée sur la quantité d'essence achetée pour revente et non pour l'usage personnel du vendeur.

57.2 Tout vendeur en détail qui possède un certificat d'enregistrement et qui n'a pas conclu d'entente avec le ministre en vertu de l'article 55 de la Loi peut réclamer une compensation en vertu de la présente section s'il répond aux conditions suivantes, à savoir:

a) s'il achète l'essence pour la revendre directement au consommateur;

b) s'il supporte les pertes dues à l'évaporation;

c) s'il paie la taxe à l'achat à son vendeur et la récupère lors de la vente;

d) si ses achats ne sont pas facturés sur la base du débit mesuré au compteur; et

e) si ses achats n'ont pas fait l'objet d'une demande de remboursement en vertu de l'article 5 de la Loi.

57.3 Un vendeur visé à l'article 57.2 doit produire au ministre, dans les 3 mois de la fin de la période pour laquelle il réclame une compensation, une formule de réclamation dûment remplie pour une période n'excédant pas 12 mois sur laquelle apparaissent le total des achats d'essence acquittés par lui au cours de cette période ainsi que la quantité d'essence qu'il a consommée pendant cette période; il doit également produire au ministre les factures d'achat pour la période ainsi qu'une preuve de paiement.

71-o

the loading racks of a marine terminal operated by the importer, unless the colouring of such fuel oil was done in accordance with this regulation before being imported.

Where the fuel oil is not stored in such tanks, colouring shall be done before or on its entry into Québec.

18.6 Colouring at the tank truck loading racks is effected by means of a mechanical injection system including an automatic cut-off device designed to prevent the delivery of non-coloured fuel oil in case of a defect in the system.

18.7 The fuel oil delivery system at the tank truck loading racks shall comprise separate loading spouts for coloured and non-coloured fuel oil and each spout shall be equirred with a meter.

Division V
COMPENSATION TO DEALERS

57.1 The compensation for retail dealers contemplated in section 57 of the Act shall be $0.00033 per gallon of gasoline, that is, $33 per 100,000 gallons; this compensation is based on the quantity of gasoline purchased for resale and not for the personal use of such dealer.

57.2 Every retail dealer holding a registration certificate who has not concluded an agreement with the Minister pursuant to section 55 of the Act may claim compensation under this division, provided that

(a) he purchase gasoline for direct resale to consumers;

(b) he sustain losses due to evaporation;

(c) he pay his dealer the tax at the time of purchase and recover it at the time of sale;

(d) his purchases are not invoiced on the basis of quantities delivered as measured by meter; and

(e) his purchases were not the object of an application for a refund under section 5 of the Act.

57.3 Every dealer contemplated in section 57.2 shall submit to the Minister, within 3 months from the end of the period for which he claims a compensation, a claim form duly completed for a period not exceeding 12 months, on which shall be shown the total gasoline purchased by him during such period as well as the quantity of gasoline that the used during the period; he shall also submit to the Minister the invoices of purchases made during such period as well as proof of payment.

71-o

Décision, du 14 mars 1973
Règ. 73-137, 19 mars 1973

LOI DES MARCHÉS AGRICOLES
(S.R.Q. 1964, ch. 120)

Producteurs de bois (Estrie)

Règlement numéro 7 concernant le paiement des contributions et perceptions

Plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie

Prenez avis que lors de son assemblée tenue le 14 mars 1973, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé en vertu de la Loi des marchés agricoles (S.R.Q. 1964, ch. 120) le règlement numéro 7 suivant du Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie et concernant le paiement des contributions et perceptions par les producteurs visés par le plan conjoint des producteurs de bois de l'Estrie.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Par: (Me) GILLES LEBLANC,
Secrétaire.

Règlement numéro 7 concernant le paiement des contributions et perceptions au Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie (U.C.C.)

1. Contribution: Tous les producteurs assujettis au Plan conjoint de producteurs de bois de l'Estrie doivent payer les contributions suivantes par unité de volume:

a) pour chaque unité de volume de 128 pieds cubes apparents (4′ x 4′ x 8′), une contribution de $0.35;

b) pour chaque unité de volume de 160 pieds cubes apparents (5′ x 4′ x 8′), une contribution de $0.44;

c) pour chaque unité de volume de 192 pieds cubes apparents (6′ x 4′ x 8′), une contribution de $0.53;

d) pour chaque unité de volume de 224 pieds cubes apparents (7′ x 4′ x 8′), une contribution de $0.61;

e) pour chaque unité de volume de 256 pieds cubes apparents (8′ x 4′ x 8′), une contribution de $0.70;

f) pour chaque unité de volume de 100 pieds cubes solides, une contribution de $0.41;

g) pour chaque unité de volume de mille pieds mesure de planche (1,000 p.m.p.), une contribution de $0.70;

Decision, 14 March 1973
Reg. 73-137, 19 March 1973

AGRICULTURAL MARKETING ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 120)

Wood producers (Eastern Townships)

Regulation 7 respecting the payment of contributions and levies

Joint plan of the wood producers of the Eastern Townships

Notice is hereby given that, at its meeting held on 14 March 1973 and pursuant to the Agricultural Marketing Act (R.S.Q. 1964, ch. 120), the Québec Agricultural Marketing Board approved Regulation 7 made by the *Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie* respecting the contributions and levies payable by the producers contemplated in the joint plan of the wood producers of the Eastern Townships.

Québec Agricultural Marketing Board.

Per: GILLES LEBLANC,
Secretary.

Regulation 7 respecting the payment of contributions and levies to the *Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie (U.C.C.)*

1. Contribution: Every governed by the Eastern Townships Wood Producers' Joint Plan shall pay the following contributions per unit of volume:

(a) $0.35 per unit of volume containing 128 apparent cubic feet (4′ x 4′ x 8′);

(b) $0.44 per unit of volume containing 160 apparent cubic feet (5′ x 4′ x 8′);

(c) $0.53 per unit of volume containing 192 apparent cubic feet (6′ x 4′ x 8′);

(d) $0.61 per unit of volume containing 224 apparent cubic feet (7′ x 4′ x 8′);

(e) $0.70 per unit of volume containing 256 apparent cubic feet (8′ x 4′ x 8′);

(f) $0.41 per unit of volume containing 100 actual cubic feet;

(g) $0.70 per unit of volume containing one thousand feet board measure (1,000 f.b.m.);

h) pour le bois vendu à la pièce, une contribution de 1.25% du prix de vente à l'usine.

2. Perception:

1) Le mode de retenue ainsi que les méthodes de remises au Syndicat sont négociés entre le Syndicat et les acheteurs pour tous les bois couverts par une convention.

Le mot «acheteur» a la même définition que celle prévue à l'article 1 *a)* de la Loi des marchés agricoles (S.R.Q. 1964, ch. 120).

2) Advenant le cas où le Syndicat est chargé de l'application d'un règlement de mise en vente en commun, il a droit de retenir à même le produit des ventes, la contribution prévue à l'article 1.

3) Lorsque le producteur vend son bois à des acheteurs qui n'ont pas de convention relativement aux prélevés avec le Syndicat ou à des personnes qui représentent ces acheteurs et qui n'ont pas de convention avec le Syndicat relativement aux prélevés, le producteur devra lui-même faire parvenir au Syndicat les prélevés au plus tard le 15 de chaque mois pour les expéditions du mois précédent.

3. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le présent règlement abroge le règlement numéro 4 du Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie.

65-o

(h) in the case of wood sold by the piece, a contribution of 1.25% of the selling price at the mill.

2. Levies:

(1) The methods of withholding and remitting to the Syndicate are determined jointly by the Syndicate and the purchaser for all wood covered by an agreement.

The word "purchaser" has the same meaning as that given in paragraph *a* of section 1 of the Agricultural Marketing Act (R.S.Q. 1964, ch. 120).

(2) Where the Syndicate is responsible for the carrying out of a joint marketing regulation, it shall have the right to withhold the contribution prescribed in section 1 from the proceeds of the sale.

(3) Where the producer sells his wood to purchasers who are not bound by an agreement with the Syndicate relative to levies, or to persons who represent such purchasers and who are not bound by an agreement with the Syndicate relative to levies, the producer himself shall forward the said levies to the Syndicate not later than the 15th day of each month for shipments made in the preceding month.

3. This regulation shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

This regulation revokes regulation 4 of the *Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie*.

65-o

A.C. 902-73, du 21 mars 1973
Rég. 73-148, 23 mars 1973

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q. 1972, ch. 55)

Bulletin officiel de la Commission

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Bulletin officiel de la Commission des transports du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des transports:

QUE l'arrêté en conseil 710-73 adopté le 7 mars 1973 soit modifié en remplaçant dans le sous-paragraphe *b* du 2ième paragraphe les mots «de $0.50» par les mots «d'un dollar».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

70-o

O.C. 902-73, 21 March 1973
Reg. 73-148, 23 March 1973

TRANSPORT ACT
(S.Q. 1972, ch. 55)

Official Bulletin of the Commission

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Québec Transport Commission Official Bulletin.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Order in Council 710-73 dated 7 March 1973 be amended by replacing, in subparagraph *b* of the 2nd paragraph of the purview the words "of $0.50" by the words "of one dollar".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

70-o

A.C. 903-73, 21 mars 1973
Règ. 73-149, 23 mars 1973

CODE DE LA ROUTE
(S.R.Q. 1964, ch. 231)

Motoneige

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 7.B modifiant le Règlement 7 sur la motoneige.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 7.B annexé à la proposition du ministre et modifiant le Règlement 7 sur la motoneige adopté par l'arrêté en conseil 2876-72 du 28 septembre 1972 soit adopté tel que rédigé et entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement 7.B modifiant le Règlement 7 sur la motoneige

7.B.1 Ledit Règlement est modifié en ajoutant après l'article 7.96 l'article suivant:

« **7.96.1** Nonobstant l'article 7.96, pour l'année d'immatriculation commençant le premier mai 1973 et se terminant le dernier jour d'avril 1974, la preuve sur une motoneige de son immatriculation est l'existence de la plaque métallique délivrée par le bureau et fixée à l'arrière du véhicule pour lequel elle a été émise. ».

70-o

O.C. 903-73, 21 March 1973
Reg. 73-149, 23 March 1973

HIGHWAY CODE
(R.S.Q. 1964, ch. 231)

Snowmobiles

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING Regulation 7.B amending Regulation 7 respecting snowmobiles.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 7.B annexed to the recommendation by the Minister, and amending Regulation 7 respecting snowmobiles made by Order in Council 2876-72 dated 28 September 1972, be approved as drafted and come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 7.B amending Regulation 7 respecting snowmobiles

7.B.1 The said Regulation is amended by adding, after section 7.96, the following section:

"**7.96.1** Notwithstanding section 7.96, the proof of registration of a snowmobile shall, for the registration year commencing 1 May 1973 and ending on the last day of April 1974, be the existence of a metallic plate issued by the Bureau and affixed at the rear of the vehicule for which it was issued.".

70-o

A.C. 942-73, 21 mars 1973
Règ. 73-150, 23 mars 1973

LOI DES HEURES D'AFFAIRES DES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX
(L.Q., 1969, ch. 60)

Rougemont

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de Rougemont, comté de Rouville.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (L.Q. 1969, ch. 60), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de Rougemont, comté de Rouville, pour la période s'étendant du 1er juin 1973 au 1er décembre 1973, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'industrie et du commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de Rougemont, comté de Rouville, pour la période s'étendant du 1er juin 1973 au 1er décembre 1973, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

68-o

O.C. 942-73, 21 March 1973
Reg. 73-150, 23 March 1973

COMMERCIAL ESTABLISHMENTS BUSINESS HOURS ACT
(S.Q., 1969, ch. 60)

Rougemont

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the Municipality of Rougemont, County of Rouville.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours (S.Q. 1969, ch. 60) the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of the said Act, may declare certain places to be tourist areas, thereby exempting the establishments located therein from the application of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare the territory of the Municipality of Rougemont, County of Rouville, to be a tourist area for the period extending from 1 June, 1973 to 1 December, 1973, for the purpose of exempting the commercial establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the Municipality of Rougemont, County of Rouville, be declared a tourist area for the period extending from 1 June, 1973 to 1 December, 1973, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

68-o

A.C. 948-73, 21 mars 1973
Règ. 73-151, 23 mars 1973

LOI DES SUBSIDES No 3, 1972/1973

Taxes scolaires
(remboursement aux agriculteurs)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le remboursement aux agriculteurs de 35% de la taxe scolaire pour l'année scolaire 1971-72 et règlements.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 (Finances) du budget des dépenses pour l'exercice financier 1972-73, des crédits sont prévus pour constituer la contribution de la taxe scolaire sur les fermes, c'est-à-dire pour rembourser aux agriculteurs de la province qui y ont droit ou payer à leur acquit 35% de la taxe scolaire 1971-72 sur leur ferme, y compris leurs bâtiments agricoles et leur résidence dessus construits, le tout suivant règlement du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de verser un acompte sur cette contribution et d'établir des règlements en vue de l'administration de ce programme.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des finances:

QUE pour les fins du règlement proposé, les expressions suivantes désignent:

a) «agriculture»: la culture du sol ou l'élevage d'animaux de ferme;

b) «exploitant agricole»: toute personne physique dont l'agriculture est la principale occupation;

c) «agriculteur»: toute personne physique qui est propriétaire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale occupation. Cette expression désigne également une société au sens du Code civil qui a pour objet principal l'exploitation en commun d'une ferme rentable qui est formée au moyen d'un contrat écrit et constituée d'exploitants agricoles dont la majorité a pour activité principale l'exploitation de cette ferme dont la propriété a été apportée à la société par un ou plusieurs d'entre eux. Cette expression désigne en outre une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies (ch. 271), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire, pourvu que tous ses actionnaires soient des personnes physiques, qu'au moins les deux tiers en valeur des actions de toute catégorie soient la propriété d'exploitants agricoles et qu'au moins la majorité d'entre eux ait pour activité principale l'exploitation de cette ferme; il faut également considérer comme agriculteurs, les personnes qui exploitent des fermes en vertu d'un bail du gouvernement du Canada, sur le territoire exproprié par celui-ci pour les fins de l'implantation du nouvel aéroport de Montréal:

O.C. 948-73, 21 March 1973
Reg. 73-151, 23 March 1973

THE APPROPRIATION ACT No. 3, 1972/1973

School Tax
(Reimbursement to farmers)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the reimbursement to farmers of 35% of the school tax for the 1971-72 school year and regulations.

WHEREAS under Item 12 of Section XI of the Schedule to The Appropriation Act No. 3, 1972-73, appropriations are provided to constitute the contribution towards school tax on farms, that is to say, to reimburse Québec farmers who are entitled thereto, or to pay on their behalf 35% of the 1971-72 school tax on their farms including their farm buildings and houses erected thereon, the whole according to regulation by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to make partial payment of such contribution and to make regulations for the administration of the said programme.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT, for the purposes of this regulation, the following expressions mean:

(a) "agriculture": the cultivation of the soil or the raising of livestock;

(b) "farm operator": any physical person whose principal occupation is agriculture;

(c) "farmer": any physical person who is the owner of a farm and shose principal occupation is agriculture. This word also means a partnership within the meaning of the Civil Code whose principal object is the joint operation of an economic farm, constituted by a written contract and composed of farm operators the majority of whom have as their principal activity the operation of such farm the ownership of which has been vested in the partnership by one or more of them. The said word also means a corporation constituted under the Companies Act (ch. 271), whose principal object and principal activity is the operation of an economic farm which it owns, provided that all of its shareholders are physical persons, that not less than two-thirds in value of the shares of any class is owned by farm operators and that the principal activity of at least the majority of them is the operation of sych farm; the persons who operate farms under a lease of the Government of Canada on the territory expropriated by the latter for the purposes of setting up the new Montréal airport, are also to be considered farmers;

d) «ferme»: tout immeuble exploité ou devant l'être dans un délai raisonnable pour fins agricoles;

QUE tout agriculteur ait droit au remboursement de 35% de la taxe scolaire 1971-72, imposée sur sa ferme d'après le rôle de perception de la commission scolaire, homologué pour l'année scolaire afférente, mais qu'il ne soit fait aucun remboursement pour une somme inférieure à un dollar ($1.00);

QUE le ministre des Finances soit autorisé à verser immédiatement, pour chaque commission scolaire, en acompte sur le remboursement de la taxe scolaire 1971-72, un montant ne devant pas dépasser 65% du paiement effectué à chaque commission scolaire en remboursement de la taxe 1970-71;

QUE les listes de remboursements soient préparées par chaque commission scolaire d'après les directives et formules fournies par le ministère de l'éducation et qu'elles soient signées et certifiées par le directeur général, sous son serment d'office;

QUE les listes de remboursements soient conplétées, vérifiées et transmises par la commission scolaire à la direction générale du financement du ministère de l'éducation;

QUE chacune de ces listes dûment approuvées par le ministre de l'éducation, soit la base des remboursements aux agriculteurs qui y ont droit, les paiements étant faits par chèque à l'ordre de la commission scolaire;

QUE le montant total des remboursements inscrits en regard du nom de chaque agriculteur sur la liste de remboursement préparée par la commission scolaire soit approuvé par le ministre de l'éducation, en vue du paiement du solde à payer à la commission scolaire;

QUE le ministre des finances envoie à chaque cultivateur impliqué par cette mesure, un avis indiquant le montant remboursé en sa faveur à la commission scolaire;

QUE le montant de $6,100,000 requis pour rembourser aux agriculteurs du Québec qui y ont droit ou payer à leur acquit 35% de la taxe scolaire 1971-72 sur leur ferme, y compris leurs bâtiments agricoles et leur résidence dessus construits, soit pris pour une somme de $4,000,000 à même l'article 12 (Finances) du budget des dépenses pour l'exercice financier 1972-73 et le solde, à même l'article approprié des crédits accordés en 1973-74 à ces fins par l'Assemblée nationale.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

73-o

(d) "farm": any immoveable operated or to be operated within a reasonable delay for agricultural purposes;

THAT every farmer be entitled to reimbursement of 35% of the 1971-72 school tax imposed on his farm in accordance with the school board collection roll homologated for the pertinent school year, but that no reimbursement be made for an amount less than one dollar ($1.00);

THAT the Minister of Finance be authorized to pay immediately, for each school board, in partial payment of the reimbursement of the 1971-72 school tax, an amount not exceeding 65% of the payment made to each school board in reimbursement of the 1970-71 tax;

THAT the reimbursement lists be completed, verified and board in accordance with the directives and forms furnished by the Department of Education and be signed and certified by the director-general under his oath of office;

THAT the reimbursement lists be comple ed, verified and transmitted by the school board to the Financial Branch of the Department of Education;

THAT each of the said lists duly approved by the Minister of Education be the basis of reimbursement of farmers entitled thereto, the payments being made by cheque to the order of the school board;

THAT the total amount of reimbursements entered opposite the name of each farmer on the reimbursement list prepared by the school board be approved by the Minister of Education for the purpose of payment of the balance to the school board;

THAT the Minister of Finance send to each farmer affected by this measure a notice indicating the amount reimbursement on his behalf to the school board;

THAT of the amount of $6,100,000 required for the reimbursement of Québec farmers entitled thereto, or to pay on their behalf 35% of the 1971-72 school tax on their farms including their farm buildings and houses erected thereon, the sum of $4,000,000 be taken out of Item 12 (Finance) of the budgetary expenses for the fiscal year 1972-73 and the balance out of the particular item of appropriations granted for 1973-74 for such purposes by the National Assembly.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

73-o

A.C. 961-73, 21 mars 1973
Rég. 73-152, 23 mars 1973

LOI DES TERRES ET FORÊTS
(S.R.Q. 1964, ch. 92)

Droits de coupe (réduction)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une réduction de droits de coupe dans le district électoral de Bonaventure.

ATTENDU QUE des réductions de 50% des taux de droits de coupe ont été accordés en vertu de l'arrêté en conseil 510 du 15 avril 1948 aux Syndicats de St-Alphonse et de St-Elzéar dans le district électoral de Bonaventure, par suite des conditions particulièrement difficiles et onéreuses du transport et que ces Syndicats continuent de bénéficier de ces réductions;

ATTENDU QUE l'Association coopérative forestière de New-Richmond et celle de St-Louis (canton de Carleton) opèrent dans les mêmes conditions et dans les mêmes régions et qu'il convient de leur accorder les mêmes avantages;

Vu le 2ième alinéa de l'article 4 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964, ch. 92);

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des terres et forêts;

QUE le ministre des terres et forêts soit autorisé tant et aussi longtemps que les conditions précitées existeront à accorder des réductions de 50% des taux de droits de coupe aux Associations coopératives sus-mentionnées.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

69-o

O.C. 961-73, 21 March 1973
Reg. 73-152, 23 March 1973

LAND AND FORESTS ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 92)

Stumpage Dues (reduction)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING a reduction in stumpage dues in the electoral district of Bonaventure.

WHEREAS reductions of 50% in the rate of stumpage dues were granted under Order in Council 510 dated 15 April 1948 to the Syndicates of St-Alphonse and St-Elzéar in the electoral district of Bonaventure dues to particularly difficult and onerous transport conditions, and whereas the said Syndicates still obtain such reductions;

WHEREAS the *Association Coopérative Forestière* of New Richmond and that of St-Louis (Township of Carleton) operate under the same aforesaid conditions and in the same regions, and whereas it is expedient that they be granted the said advantages;

Considering the second paragraph of section 4 of the Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, ch. 92);

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests;

THAT the Minister of Lands and Forests be authorized to grant reduction of 50% in the rate of stumpage dues to the abovementioned *Association Coopératives* for as long as the aforesaid conditions prevail.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

69-o

A.C. 969-73, 21 mars 1973
Rég. 73-153, 23 mars 1973

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(L.Q. 1972, ch. 19)

Registres des biens culturels

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le registre des biens culturels reconnus ou classés.

ATTENDU QU'un registre des biens culturels reconnus ou classés doit être tenu au ministère des affaires culturelles tel que prescrit à l'article 11 de la Loi sur les biens culturels (L.Q. 1972, ch. 19);

ATTENDU QUE la forme de ce registre de même que les frais exigibles pour la délivrance des extraits certifiés doivent être déterminés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la recommandation du ministre des affaires culturelles:

QUE le règlement concernant le registre des biens culturels reconnus ou classés annexé au présent arrêté en conseil soit approuvé;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant le registre des biens culturels reconnus et classés

1. **Forme du registre:** Le registre des biens culturels reconnus ou classés prévus à l'article 11 de la Loi sur les biens culturels (L.Q. 1972, ch. 19) a la forme déterminée à l'annexe I de ce règlement.

2. **Extrait certifié:** Le ministre des affaires culturelles, sous réserve du deuxième alinéa de l'article 13 de la Loi sur les biens culturels, délivre, à la demande de toute personne intéressée, un extrait certifié de l'inscription d'un bien culturel au registre des biens culturels reconnus ou classés.

Les frais exigibles sont de $1 pour chaque extrait certifié et leur paiement se fait à l'ordre du ministre des finances du Québec.

O.C. 969-73, 21 March 1973
Reg. 73-153, 23 March 1973

CULTURAL PROPERTY ACT
(S.Q. 1972, ch. 19)

Register of cultural property

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the register of recognized or classified cultural property.

WHEREAS under section 11 of the Cultural Property Act (S.Q. 1972, ch. 19), a register of recognized or classified cultural property shall be kept at the Department of Cultural Affairs;

WHEREAS the form of such register and the fees payable for the issuance of certified extracts thereof shall be determined by regulation made by the Lieutenant-Governor in Council;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the regulation respecting the register of recognized or classified cultural property annexed to this Order in Council be approved;

THAT this regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the register of recognized and classified cultural property

1. **Form of register:** The form of the register of recognized or classified cultural property, prescribed in section 11 of the Cultural Property Act (S.Q. 1972, ch. 19), is established in Schedule I to this Regulation.

2. **Certified extract:** Subject to the second paragraph of section 13 of the Cultural Property Act, the Minister of Cultural Affairs shall issue to any interested person, a certified extract of entries of cultural property in the register of recognized or classified cultural property.

The fee for each certified extract shall be fixed at $1, payable to the order of the Minister of Finance of Québec.

ANNEXE 1 / *SCHEDULE 1*

REGISTRE DES BIENS CULTURELS
REGISTER OF CULTURAL PROPERTY

Numéro de dossier
File No.

Région:
Region:

Municipalité:
Municipality:

Propriétaire / *Owner:*
(Nom et adresse / *Name and address*)

Gardien / *Custodian:*
(Nom et adresse / *Name and address*)

Catégorie de bien:
Class of property:

Type de protection:
Type of protection:

Date d'inscription:
Date of entry:

Acte (s) de transport depuis l'inscription:
Deed (s) of transfer since entry:

Références:
References:

I — DESCRIPTION DE L'OEUVRE D'ART
DESCRIPTION OF WORK OF ART

Numéro du dossier
File No.

Désignation ou titre:
Description or title:

Auteur:
Artist:

Matière et procédé:
Material and process:

Date:

Size:
Dimensions:

Signature ou poinçon:
Signature or mark:

Note:

II — DESCRIPTION DU BIEN HISTORIQUE
DESCRIPTION OF HISTORIC PROPERTY

Numéro du dossier
File No.

Audio visuel / *Audio-visual*

Désignation:
Description:

Nature du document:
Nature of document:

Format:

original
original

copie
copy

Duré:
Duration:

Langue:
Language:

Titre:
Title:

Producteur:
Producer:

Réalisateur:
Director:

Conseiller:
Adviser:

Distributeur:
Distributor:

Année de production:
Year of production:

Note:

II — DESCRIPTION DU BIEN HISTORIQUE
DESCRIPTION OF HISTORIC PROPERTY

Ethnologie / *Ethnology*

Numéro du dossier
File No.

Désignation et code:
Description and code:

Auteur:
Author:

Matière et procédé:
Material and process:

Période:
Period:

Dimensions:
Size:

Signes ou marques:
Marks or characteristics:

Note:

II — DESCRIPTION DU BIEN HISTORIQUE
DESCRIPTION OF HISTORIC PROPERTY

Archives / *Archives*

Numéro du dossier
File No.

Désignation:
Description:

Collection:
Collection:

Série:
Series:

Fonds:
Funds:

Nature:

Dates extrêmes:
Dates:

Espace occupé:
Space occupied:

Nombre d'articles (volumes, registres. liasses ou cartons):
Number of articles (volumes, registers, bundes or cartons):

Nombre de pièces (s'il y a lieu):
Number of documents (where applicable):

Note:

II — DESCRIPTION DU BIEN HISTORIQUE
DESCRIPTION OF HISTORIC PROPERTY

Imprimé / *Printed matter*

Numéro du dossier
File No.

A) Volumes / *Volumes:*

Auteur:
Author:

Titre:
Title:

Lieu d'édition:
Where published:

Éditeur:
Publisher:

Date:

Volume ou pagination:
Volume or number of pages:

Illustrations, cartes, etc.:
Illustrations, maps, etc.:

Dimensions en em:
Format in em:

Collection (s'il y a lieu):
Collection (where applicable):

B) Périodiques et journaux: / *Periodicals and newspapers:*

Titre:
Title:

Lieu d'édition:
Where published:

Éditeur:
Publisher:

Année de fondation:
Founding year:

Périodicité:
Periodicity:

Note:

III — DESCRIPTION DU MONUMENT HISTORIQUE
DESCRIPTION OF HISTORIC MONUMENT

Numéro du dossier
File No.

Désignation:
Description:

Délimitation physique (numéro civique, désignation cadastrale, géographique ou autre):
Physical boundaries (street number and cadastral, geographical or other description):

Nature de l'utilisation (s'il y a lieu):
Nature of use (where applicable):

Type d'immeuble:
Type of immoveable:

Époque de construction:
Period of construction:

Caractéristiques physiques:
Physical characteristics:

Note:

Enregistré au bureau d'enregistrement de.....
Registered at the Registry Office of

à..... le ..... jour
at *this* *day*

de..... 19..... sous le numéro d'enregistrement .....
of *19* *under registration number*

IV — DESCRIPTION DU SITE HISTORIQUE
DESCRIPTION OF HISTORIC SITE

Numéro du dossier
File No.

Désignation:
Description:

Délimitation physique (numéro civique, désignation cadastrale, géographique ou autre):
Physical boundaries (street number and cadastral, geographic or other description):

Nature des événements (s'il y a lieu):
Nature of events (where applicable):

Contenu de l'aire:
Area:

— Type d'immeuble:
Type of immoveable:

— Époque de construction:
Period of construction:

— Caractéristiques physiques:
Physical characteristics:

Note:

Enregistré au bureau d'enregistrement de.....
Registered at the Registry Office of

à..... le ..... jour
at *this* *day*

de..... 19 ..... sous le ou les numéros d'enregistrement.....
of *19* *under registration number(s)*

V — DESCRIPTION DU BIENS ARCHEOLOGIQUE
DESCRIPTION OF ARCHAEOLOGICAL PROPERTY

Numéro du dossier
File No.

Désignation et code:
Description and code:

Provenance:
Origin:

Attributs:
Characteristics:

Période:
Period:
Note:

Enregistré (le cas échéant) au bureau d'enregistrement de .....
Registered (where applicable) at the Registry Office of

à..... le ..... jour
at *this* *day*

de..... 19 ..... sous le ou les numéros d'enregistrement .....
of *19* *under registration number(s)*

VI — DESCRIPTION DU SITE ARCHÉOLOGIQUE
DESCRIPTION OF ARCHAEOLOGICAL SITE

Numéro du dossier
File No.

Désignation usuelle et code:
Common description and code:

Délimitation physique (numéro civique, désignation cadastrale, géographique ou autre):
Physical boundaries (street number and cadastral, geographical or other description):

Contenu occupationnel:
Occupational content:

Période:
Period:

Culture matérielle:
Material culture:

Note:

Enregistré au bureau de .....
Registered at the Registry Office of

à ..... le ..... jour
at *this* *day*

de ..... 19 ..... sous le ou les numéros d'enregistrement .....
of *19* *under registration number(s)*

67-o

A.C. 972-73, 21 mars 1973
Règ. 73-154, 23 mars 1973

LOI DES MÉCANICIENS EN TUYAUTERIE
(S.R.Q. 1964, ch. 154)

Code de plomberie (dispositions transitoires)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Code de plomberie du Québec.

ATTENDU QUE le 27 décembre 1972 le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté un Code de plomberie par l'arrêté en conseil 4028;

ATTENDU QUE la publication de ce code dans la *Gazette officielle du Québec* devait se faire normalement au début de février, mais qu'elle ne se fera en fait que vers la fin de mars;

ATTENDU QUE ce règlement entre en vigueur le 1er avril 1973;

ATTENDU QU'au 1er avril 1973, des travaux de plomberie seront en voie d'exécution conformément aux modalités du Code de plomberie abrogé par l'arrêté en conseil 4028;

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil peut en vertu de l'article 28 de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1964, ch. 154) faire des règlements concernant l'exécution des travaux de plomberie;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE les travaux de plomberie pour lesquels un permis d'exécution a été délivré avant le 1er avril 1973, soient continués jusqu'à leur parachèvement conformément à l'ancien code ou au nouveau code, au choix de l'auteur des travaux, à l'exception des travaux visés par les articles 4.7.1 à 4.7.8 qui devront être exécutés selon le nouveau code;

QUE cette période transitoire ne dépasse pas le 1er janvier 1974;

QUE cet arrêté soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

64-o

O.C. 972-73, 21 March 1973
Reg. 73-154, 23 March 1973

PIPE-MECHANICS ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 154)

Plumbing Code (transitional provisions)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Plumbing Code.

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council adopted a plumbing code under Order in Council 4028 dated 27 December 1972;

WHEREAS the publication of the said code in the *Québec Official Gazette* normally would have been made at the beginning of February but will now be made only at the end of March;

WHEREAS such Regulation shall come into force on 1 April 1973;

WHEREAS on 1 April 1973, plumbing work governed by the rules of the plumbing code which was revoked under Order in Council 4028 will be in progress;

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council may, pursuant to section 28 of the Pipe-Mechanics Act (R.S.Q. 1964, ch. 154), make regulations for the carrying out of plumbing works;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT plumbing work for which a licence was issued prior to 1 April 1973 be continued until completion, governed either by the rules of the former plumbing code or of the new code, the selected code being at the discretion of the person who authorized the said work, with the exception of the work contemplated in sections 4.7.1 to 4.7.8 which shall be carried out under the new code;

THAT this transitional period not extend beyond 1 January 1974;

THAT this Order in Council be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

64-o

A.C. 976-73, 21 mars 1973
Règ. 73-155, 23 mars 1973

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Coiffeurs pour dames (Montréal)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) de la commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal.

ATTENDU QUE la commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 673 du 30 mars 1965 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête de ladite commission conjointe est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre;

QUE le règlement de prélèvement de la commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Prélèvement

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20, de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), la commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal, chargée de surveiller et d'assurer l'observance du décret 673 du 30 mars 1965 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après.

O.C. 976-73, 21 March 1973
Reg. 73-155, 23 March 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Ladies' Hairdressing Trade (Montreal)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the levy regulation (Number 1) of the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal.

WHEREAS the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal commissioned to ensure the supervision and observance of Decree 673 of March 30, 1965, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, artisans and employees governed by the said decree;

WHEREAS the Joint Commission concerned has complied with the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143 and amendments):

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy regulation for the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION NUMBER 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143, and am.), the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal entrusted with the supervision and enforcement of Decree 673 of March 30, 1965 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, artisans and from employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described.

1. *Prélèvement:* Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973 et il est exercé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 673 du 30 mars 1965 et ses modifications ultérieures, doivent verser à la commission conjointe une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 673 du 30 mars 1965 et ses modifications ultérieures, doivent verser à la commission conjointe une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

c) les artisans assujettis au décret 673 du 30 mars 1965 et ses modifications ultérieures, doivent verser à la commission conjointe un montant fixe de $0.30 par semaine.

2. *Perception et remise:* L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre à la commission conjointe les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement à la commission conjointe par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Prévisions budgétaires:* Est annexé au présent règlement l'estimé des recettes et des déboursés de la commission conjointe pour l'année civile 1973.

COMMISSION CONJOINTE DES COIFFEURS POUR DAMES DE MONTRÉAL

Prévisions budgétaires pour la période du 1er mai au 31 décembre 1973

Revenus:

Cotisations patronales	$ 56,000
Cotisations ouvrières	$ 56,000
Cotisations artisanales	$ 17,000
Pourcentage sur réclamations	$ 2,000
Amendes	$ 2,400
Frais d'examens	$ 4,600
Intérêts sur placements comptabilité générale	$ 3,437
Autres revenus: intérêt de banque	$ 787
Total des revenus prévus	$142,224

1. *Levy:* The levy is exigible for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) all professional employers governed by Decree 673 of March 30, 1965 and all further amendments, shall pay the Joint Commission by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowance or bonuses);

(*b*) all employees governed by Decree 673 of March 30, 1965 and all further amendments, shall remit to the Joint Commission an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(*c*) artisans governed by Decree 673 of March 30, 1965 and all further amendments shall pay the Joint Commission a fix amount of $0.30 per week.

2. *Collection and remittance:* The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

Professional employers shall remit to the Joint Commission all amounts payable by themselves and by their employees when submitting their monthly report to the Committee.

The levy imposed by this regulations is payable each month to the Committee by the professional employer, artisan and the employee without previous formal notice.

3. *Estimate of revenue and expenditure:* An estimate of the revenue and expenditure of the Joint Commission for the period extending from January 1, 1973, to December 31, 1973, is attached to this regulation.

JOINT COMMISSION OF THE LADIES' HAIRDRESSING TRADE OF MONTREAL

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from May 1st to December 31st 1973

Revenue:

Employers' dues	$ 56,000
Employees' dues	$ 56,000
Artisans' dues	$ 17,000
Percentage on claims	$ 2,000
Fines	$ 2,400
Examination fees	$ 4,600
Interest on investments general accounting	$ 3,437
Miscellaneous: Bank interest	$ 787
Estimated total revenue	$142,224

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	$ 59,540
Assurance-chômage (part du comité)	$ 650
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 806
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$ 476
Assurances collectives (part du comité)	$ 758
Crédit maladie	$ 3,613
Commission des Accidents du Travail	$ 119
Papeterie et accessoires de bureau	$ 6,500
Frais judiciaires	$ 3,500
Location d'équipement	$ 500
Ententes de services	$ 707
Téléphones et télégrammes	$ 2,372
Frais postaux	$ 1,267
Intérêts et frais de banque	$ 262
Remboursement de dépenses autorisées	$ 85
Abonnement et publicité	$ 50
Publication de décret et publicité	$ 1,600
Assurance fidéjussion	$ 152
Assurances générales	$ 228
Vérificateur	$ 1,800
Autres dépenses	$ 426
Paies de séparation	$ 4,660
Total dépenses administration générale prévues	$90,071

Comptes dépenses administration inspection-vérification:

Salaires des inspecteurs	$ 41,860
Assurance-chômage (part du comité)	$ 485
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 441
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$ 335
Assurances collectives (part du comité)	$ 524
Crédit maladie	$ 3,007
Commission des Accidents du Travail	$ 84
Papeterie et accessoires de bureau	$ 100
Remboursement de dépenses autorisées	$ 607
Allocations automobiles	$ 3,858
Autres dépenses	$ 17
Paies de séparation	$ 7,555
Total dépenses administration inspecteurs	$ 58,873

General administration expensive:

Salaries, general administration	$ 59,540
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 650
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 806
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 476
Group Insurance (Committee's share)	$ 758
Sick leave credits	$ 3,613
Workmen's Compensation Commission	$ 119
Stationery and office equipment	$ 6,500
Legal fees	$ 3,500
Equipment rental	$ 500
Contracts for services	$ 707
Telephones and telegrams	$ 2,372
Postage	$ 1,267
Banking, interest and costs	$ 262
Reimbursement of authorized expenses	$ 85
Subscription and advertising	$ 50
Publication of decree and advertising	$ 1,600
Fidelity bond	$ 152
General Insurance	$ 228
Auditor's fees	$ 1,800
Other expenses	$ 426
Severance pay	$ 4,660
Estimated total, general administration expenses	$ 90,071

Inspection-auditing administration expenses:

Inspectors' salaries	$ 41,860
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 485
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 441
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 335
Group Insurance (Committee's share)	$ 524
Sick leave credits	$ 3,007
Workmen's Compensation Commission	$ 84
Stationery and office equipment	$ 100
Reimbursement of authorized expenses	$ 607
Automobile allowance	$ 3,858
Other expenses	$ 17
Severance pay	$ 7,555
Estimate total, inspection-auditing administration expenses	$ 58,873

Comptes dépenses administration propriété:		*Expenses for administration of premises:*	
Éclairage	$ 736	Light	$ 736
Chauffage	$ 1,000	Heating	$ 1,000
Entretien (matériel seulement)	$ 500	Maintenance (equipment only)	$ 500
Réparations générales	$ 2,000	General repairs	$ 2,000
Taxes municipales	$ 1,800	Municipal taxes	$ 1,800
Taxes scolaires	$ 1,800	School taxes	$ 1,800
Autres dépenses	$ 2,600	Other expenses	$ 2,600
Total dépenses administration propriété prévues	$ 10,436	Estimated total, expenses for administration of premises	$ 10,436
Comptes dépenses membres du comité:		*Expenses—Committee members:*	
Assemblées régulières jetons de présences	$ 600	Regular meetings, attendence fees	$ 600
Assemblées régulières frais déplacements	$ 1,800	Regular meetings, travelling expenses	$ 1,800
Assemblées spéciales jetons de présences	$ 200	Special meetings, attendance fees	$ 200
Assemblées spéciales frais déplacements	$ 600	Special meetings, travelling expenses	$ 600
Total dépenses membres du comité prévues	$ 3,200	Estimated total expenses committee members	$ 3,200
Comptes divers:		*Miscellaneous expenses:*	
Frais-examens de qualification du travail	$ 4,680	Competency examination expenses	$ 4,680
Immobilisations à même les revenus:		*Fixed assets paid out of revenue:*	
Outillage	$ 1,500	Equipment	$ 1,500
Équipements de bureau	$ 1,000	Office equipment	$ 1,000
Total immobilisations à même les revenus prévues	$ 2,500	Estimated total, fixed assets paid out of revenue	$ 2,500
Total reporté des revenus prévus	$142,224	Estimated total revenue carried forward	$142,224
Dépenses:		*Expenditure:*	
Comptes de dépenses administration générale	$ 90,071	General administration expenses	$ 90,071
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 58,873	Inspection-auditing administration expenses	$ 58,873
Comptes de dépenses administration propriété	$ 10,436	Expenses for administration of premises	$ 10,436
Comptes de dépenses membres du Comité	$ 3,200	Expenses committee members	$ 3,200
Comptes divers	$ 4,680	Miscellaneous expenses	$ 4,680
Total des dépenses prévues	$167,260	Estimated total expenses	$167,260
Déficit prévu, avant immobilisations	$ 25,036	Deficit, before capitalisation	$ 25,036
Moins:		*Deduct:*	
Immobilisations à même les revenus	$ 2,500	Fixed assets paid out of revenue	$ 2,500
Déficit prévu, après immobilisations	$ 27,536	Deficit, after capitalisation	$ 27,536

64-o

64-o

A.C. 977-73, 21 mars 1973
Règ. 73-156, 23 mars 1973

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Industrie du gant de cuir

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement du comité paritaire de l'industrie du gant de cuir.

ATTENDU QUE le comité paritaire de l'industrie du gant de cuir, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 1071-E du 7 octobre 1959, et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement.

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la pédiode comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du comité paritaire de l'industrie du gant de cuir, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Prélèvement

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20, de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le comité paritaire de l'industrie du gant de cuir, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 1071-E du 7 octobre 1959 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 16 octobre 1972, de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après.

1. *Prélèvement:* Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973 et il est exercé la façon suivante:

O.C. 977-73, 21 March 1973
Reg. 73-156, 23 March 1973

COLLECTIVE AGREEMENTS
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Leather Glove Industry

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the levy regulation (number 1) of the Joint Committee of the Leather Glove Industry.

WHEREAS the Joint Committee of the Leather Glove Industry commissioned to ensure the supervision and observance of Decree 1071-E of October 7, 1959, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy sums necessary for its operations from the professional employers and employees governed by the said decree;

WHEREAS the Joint Committee concerned has complied with the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy regulation for the Joint Committee of the Leather Glove Industry be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION NUMBER 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, ch. 143), the Joint Committee of the Leather Glove Industry entrusted with the supervision and enforcement of Decree 1071-E of October 7, 1959 and all further amendments, has decided at a meeting held on October 16, 1972, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers and from employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described.

1. *Levy:* The levy is exigible for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 1071-E du 7 octobre 1959 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis audit décret 1071-E du 7 octobre 1959 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. *Perception et remise:* L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement au comité paritaire par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Prévisions budgétaires:* Est annexé au présent règlement l'estimé des recettes et des déboursés du comité paritaire pour l'année civile 1973.

(*a*) all professional employers governed by Decree 1071-E of October 7, 1959 and all further amendments, shall pay the Joint Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowances or bonuses);

(*b*) all employees governed by Decree 1071-E of October 7, 1959 and all further amendments, shall remit to the Joint Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. *Collection and remittance:* The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

Professional employers shall remit to the Joint Committee all amounts payable by themselves and by their employees when submitting their monthly report to the Committee.

The levy imposed by this regulations is payable each month to the Committee by the professional employer and the employee without previous formal notice.

3. *Estimate of revenue and expenditure:* An estimate of the revenue and expenditure of the Joint Committee for the period extending from January 1, 1973, to December 31, 1973, is attached to this Regulation.

COMITÉPARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU GANT DE CUIR

Prévisions budgétaires pour la période du 1er janvier 1973 au 31 décembre 1973

Revenus:	
Cotisations patronales	$ 14,617
Cotisations ouvrières	$ 14,617
Pourcentage sur réclamations	$ 268
Amendes	$ 20
Intérêts sur placements comptabilité générale	$ 787
Total des revenus prévus	$ 30,309
Comptes dépenses administration générale:	
Salaires administration générale	$ 9,360
Assurance-chômage (part du comité)	$,98
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 86
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$ 77

THE JOINT COMMITTEE OF THE LEATHER GLOVE INDUSTRY

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st, 1973 to December 31, 1973

Revenue:	
Employers' dues	$ 14,617
Employees' dues	$ 14,617
Percentage on claims	$ 268
Fines	$ 20
Interests on investments general accounting	$ 787
Estimated total revenue	$ 30,309
General administration expensive:	
Salaries, general administration	$ 9,360
Unemployment Insurance (committee's share)	$ 98
Québec Pension Plan (committee's share)	$ 86
Québec Health Insurance Plan (committee's share)	$ 77

Assurances collectives (part du comité)	$	122
Caisse de retraite (part du comité	$	480
Commission des Accidents du Travail	$	19
Papeterie et accessoires de bureau	$	390
Frais judiciaires	$	1,500
Ententes de services	$	100
Téléphones et télégrammes	$	343
Frais postaux	$	156
Intérêts et frais de banque	$	30
Remboursement de dépenses autorisées	$	360
Abonnement et publicité	$	20
Publication de décret et publicité	$	100
Assurance fidéjussion	$	9
Assurances générales	$	49
Vérificateur	$	500
Total dépenses administration générale prévues	$	13,799

Comptes dépenses administration inspection-vérification:		
Salaires des inspecteurs	$	7,280
Assurance-chômage (part du comité)	$	92
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	86
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	59
Assurances collectives (part du comité)	$	122
Caisse de retraite (part du comité)	$	260
Commission des Accidents du Travail	$	15
Papeterie et accessoires de bureau	$	350
Remboursement de dépenses autorisées	$	1,300
Allocations automobiles	$	1,280
Gazoline	$	357
Autres dépenses	$	100
Total dépenses administration inspecteurs	$	11,301

Comptes dépenses administration propriété:		
Loyer	$	1,020
Taxes municipales (taxes d'eau)	$	72
Total dépenses administration propriété prévues	$	1,092

Comptes dépenses membres du comité:		
Assemblées régulières frais déplacements	$	2,746
Autres dépenses	$	263
Total dépenses membres du comité prévues	$	3,009

Group Insurance (committee's share)	$	122
Retirement pension fund (committee's share)	$	480
Workmen's Compensation Commission	$	19
Stationery and office equipment	$	390
Legal fees	$	1,500
Contracts for services	$	100
Telephones and telegrams	$	343
Postage	$	156
Banking, interest and costs	$	30
Reimbursement of authorized expenses	$	360
Subscription and advertising	$	20
Publication of decree and advertising	$	100
Fidelity bond	$	9
General Insurance	$	49
Auditor's fees	$	500
Estimated total, general administration expenses	$	13,799

Inspection-auditing administration expenses:		
Inspectors' salaries	$	7,280
Unemployment Insurance (committee's share)	$	92
Québec Pension Plan (committee's share)	$	86
Québec Health Insurance Plan (committee's share)	$	59
Group Insurance (committee's share)	$	122
Retirement pension fund (committee's share)	$	260
Workmen's Compensation Commission	$	15
Stationery and office equipment	$	350
Reimbursement of authorized expenses	$	1,300
Automobile allowance	$	1,280
Gasoline	$	357
Other expenses	$	100
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$	11,301

Expenses for administration of premises:		
Rent	$	1,020
Municipal taxes	$	72
Estimated total, expenses for administration of premises	$	1,092

Expenses — Committee members:		
Regular meetings, travelling expenses	$	2,746
Other expenses	$	263
Estimated total expenses — committee members	$	3,009

Total reporté des revenus prévus		$ 30,309	Estimated total revenue carried forward	$ 30,309
Dépenses:			*Expenditure:*	
Comptes de dépenses administration générale	$ 13,799		General administration Expenses	$ 13,799
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 11,301		Inspection-auditing Administration expenses	$ 11,301
Comptes de dépenses administration propriete	$ 1,092		Expenses for administration of premises	$ 1,092
Comptes de dépenses membres du Comités	$ 3,009		Expenses — comitee members	$ 3,009
Total des dépenses prévues		$ 29,201	Estimated total expenses	$ 29,201
Surplus prévu, avant immobilisations		$ 1,108	Estimated deficit, before capitalisation	$ 1,108

64-o

64-o

A.C. 978-73, 21 mars 1973
Règ. 73-157, 23 mars 1973

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Distributeurs de pain (Montréal)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (Numéro 1) du Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Prélèvement

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 13 novembre 1972, de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après.

1. *Prélèvement:* Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 978-73, 21 March 1973
Reg. 73-157, 23 March 1973

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Bread Delivery (Montreal)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the levy regulation (number 1) of the Parity Committee of Bread Delivery of the Montreal region.

WHEREAS the Parity Committee of Bread Delivery of the Montreal Region commissioned to ensure the supervision and abservance of Decree 85 of February 4, 1959, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, artisans and employees governed by the said decree;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 and amendments);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy regulation for the Parity Committee of Bread Delivery of the Montreal Region be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION NUMBER 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Parity Committee of Bread Delivery of the Montreal Region entrusted with the supervision and enforcement of Decree 85 of February 4, 1959 and all further amendments, has decided at a meeting held on November 13, 1972 to petition the Lieutenant-Governor In Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, artisans and from employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described.

1. *Levy:* The levy is exigible for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis audit décret 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis):

c) les artisans assujettis audit décret 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% du salaire déterminé au décret pour le compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

2. *Perception et remise:* L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paye, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement au comité paritaire par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Prévisions budgétaires:* Est annexé au présent règlement l'estimé des recettes et des déboursés du comité paritaire pour l'année civile 1973.

(*a*) all professional employers governed by Decree 85 of February 4, 1959 and all further amendments, shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowances or bonuses);

(*b*) all employees governed by Decree 85 of February 4, 1959 and all further amendments, shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(*c*) artisans governed by the said Decree 85 of February 4, 1959 and all further amendments, shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/2% of the wage determined in the decree for the least paid journeymen in their trade.

2. *Collection and remittance:* The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

Professional employers shall remit to the Parity Committee all amounts payable by themselves and by their employees when submitting their monthly report to the Committee.

The levy imposed by this regulations is payable each month to the Committee by the professional employer, artisan and the employee without previous formal notice.

3. *Estimate of revenue and expenditure:* An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1973, to December 31, 1973, is attached to this Regulation.

COMITÉ PARITAIRE DES DISTRIBUTEURS DE PAIN DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

Prévisions budgétaires pour la période du 1er janvier 1973 au 31 décembre 1973

Revenus:

Cotisations patronales	$ 24,754
Cotisations ouvrières	$ 24,754
Cotisations artisanales	$ 6,996
Amendes	$ 10,412
Intérêts sur placements comptabilité générale	$ 830
Total des revenus prévus	$ 67,746

PARITY COMMITTEE OF BREAD DELIVERY OF THE MONTREAL REGION

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st, 1973 to December 31, 1973

Revenue:

Employers' dues	$ 24,754
Employees' dues	$ 24,754
Artisans' dues	$ 6,996
Fines	$ 10,412
Interest on investments general accounting	$ 830
Estimated total revenue	$ 67,746

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	$	5,980
Assurance-chômage (part du comité)	$	85
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	91
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	47
Assurances collectives (part du comité)	$	237
Commission des Accidents du Travail	$	12
Papeterie et accessoires de bureau	$	1,000
Frais judiciaires	$	15,000
Location d'équipement	$	233
Téléphones et télégrammes	$	1,200
Frais postaux	$	450
Intérêts et frais de banque	$	90
Abonnement et publicité	$	300
Vérificateur	$	900
Autres dépenses petite caisse	$	200
Total dépenses administration générale prévues	$	25,825

Comptes dépenses administration inspection-vérification:

Salaires des inspecteurs	$	18,720
Assurance-chômage (part du comité)	$	197
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	192
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	143
Assurances collectives (part du comité)	$	476
Commission des Accidents du Travail	$	40
Remboursement de dépenses autorisées	$	470
Allocations automobiles	$	3,640
Gazoline	$	1,800
Autres dépenses, bonus annuel	$	250
Total dépenses administration inspecteurs	$	25,928

Comptes dépenses administration propriété:

Loyer	$	1,800
Éclairage	$	115
Entretien (matériel seulement)	$	200
Taxes municipales	$	232
Total dépenses administration propriété prévues	$	2,347

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblées régulières jetons de présences	$	720
Assemblées régulières frais déplacements	$	3,672

General administration expensive:

Salaries, general administration	$	5,980
Unemployment Insurance (Committee's share)	$	85
Québec Pension Plan (Committee's share)	$	91
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	47
Group Insurance (Committee's share)	$	237
Workmen's Compensation Commission	$	12
Stationery and office equipment	$	1,000
Legal fees	$	15,000
Equipment rental	$	233
Telephones and telegrams	$	1,200
Postage	$	450
Banking, interest and costs	$	90
Subscription and advertising	$	300
Auditor's fees	$	900
Other expenses	$	200
Estimated total, general administration expenses	$	25,825

Inspection-auditing administration expenses:

Inspectors' salaries	$	18,720
Unemployment Insurance (Committee's share)	$	197
Québec Pension Plan (Committee's share)	$	192
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	143
Group Insurance (Committee's share)	$	476
Workmen's Compensation Commission	$	40
Reimbursement of authorized expenses	$	470
Automobile allowance	$	3,640
Gasoline	$	1,800
Other expenses	$	250
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$	25,928

Expenses for administration of premises:

Rent	$	1,800
Light	$	115
Maintenance (equipment only)	$	200
Municipal taxes	$	232
Estimated total, expenses for administration of premises	$	2,347

Expenses, committee members:

Regular meetings, attendance fees	$	720
Regular meetings, travelling expenses	$	3,672

Assemblées spéciales jetons de présences	$ 180	Special meetings, attendance fees	$ 180
Assemblées spéciales frais déplacements	$ 918	Special meetings, travelling expenses	$ 918
Total dépenses membres du comité prévues	$ 5,490	Estimated total expenses, committee members	$ 5,490
Total reporté des revenus prévus	$ 67,746	Estimated total revenue carried forward	$ 67,746
Dépenses:		*Expenditure:*	
Comptes de dépenses administration générale	$ 25,825	General administration expenses	$ 25,825
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 25,920	Inspection-auditing administration expenses	$ 25,928
Comptes de dépenses administration propriété	$ 2,347	Expenses for administration of premises	$ 2,347
Comptes de dépenses membres du Comité	$ 5,490	Expenses Committee members	$ 5,490
Total des dépenses prévues	$ 59,590	Estimated total expenses	$ 59,590
Surplus prévu, avant immobilisations	$ 8,156	Estimated deficit, before capitalisation	$ 8,156

64-o

64-o

A.C. 979-73, 21 mars 1973
Règ. 73-158, 23 mars 1973

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Matériaux de construction

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité conjoint des matériaux de construction.

ATTENDU QUE le Comité conjoint des matériaux de construction, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 2203 du 6 décembre 1960, et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement.

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommendation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité comjoint des matériaux de construction, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil Exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Prélèvement

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20, de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le Comité conjoint des matériaux de construction, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 2203 du 6 décembre 1960 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 16 octobre 1972, de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après.

O.C. 979-73, 21 March 1973
Reg. 73-158, 23 March 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Building Materials

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the levy regulation (number 1) of the Building Material Joint Committee.

WHEREAS the Building Materials Joint Committee commissioned to ensure the supervision and abservance of Decree 2203 of December 6, 1960, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers and employees governed by the said decree;

WHEREAS the Joint Committee concerned has complied with the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy regulation for the Building Materials Joint Committee be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION NUMBER 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, ch. 143, and am.), the Building Materials Joint Committee entrusted with the supervision and enforcement of Decree 2203 to December 6, 1960 and all further amendments, has decided at a meeting held on October 16, 1972, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers and from employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described.

1. *Prélèvement:* Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973 et il est exercé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 2203 du 6 décembre 1960 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $^1/_{10}\%$ de leur liste paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis audit décret 2203 du 6 décembre 1960 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $^1/_{10}\%$ de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

2. *Perception et remise:* L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement au comité par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Prévisions budgétaires:* Est annexé au présent règlement l'estimé des recettes et des déboursés du comité paritaire pour l'année civile 1973.

COMITÉ CONJOINT DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Prévisions budgétaires
pour la période
du 1er janvier 1973 au 31 décembre 1973

Revenus:

Cotisations patronales	$ 28,300
Cotisations ouvrières	$ 28,300
Pourcentage sur réclamations	$ 3,000
Locations	$ 1,080
Intérêts sur placements Comptabilité générale	$ 24,000
Total des revenus prévus	$ 84,680

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	$ 39,595
Assurance-chômage (part du comité)	$ 190
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 345

1. *Levy:* The levy is exigible for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) all professional employers governed by Decree 2203 of December 6, 1960 and all further amendments, shall pay the Joint Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to $^1/_{10}\%$ of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowances or bonuses);

(*b*) all employees governed by Decree 2203 of December 6, 1960 and all further amendments, shall remit to the Joint Committee an amount equal to $^1/_{10}\%$ of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. *Collection and remittance:* The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

Professional employers shall remit to the Joint Committee all amounts payable by themselves and by their employees when submitting their monthly report to the Committee.

The levy imposed by this regulations is payable each month to the Committee by the professional employer and the employee without previous formal notice.

3. *Estimate of Revenue and Expenditure:* An estimate of the revenue and expenditure of the Joint Committee for the period extending from January 1, 1973 to December 31, 1973, is attached to this Regulation.

THE BUILDING MATERIALS JOINT COMMITTEE

Estimate of revenue and expenditure
for the period extending
from January 1st, 1973 to December 31, 1973

Revenue:

Employers' dues	$ 28,300
Employees' dues	$ 28,300
Percentage on claims	$ 3,000
Rentals	$ 1,080
Interest on investments general accounting	$ 24,000
Estimated total revenue	$ 84,680

General administration expenses:

Salaires, general administration	$ 39,595
Unemployment Insurance (committee's share)	$ 190
Québec Pension Plan (committee's share)	$ 345

Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	316
Assurance collectives (part du comité)	$	393
Caisse de retraite (part du comité)	$	2,557
Commission des Accidents du Travail	$	82
Papeterie et accessoires de bureau	$	1,200
Frais judiciaires	$	4,000
Location d'équipement	$	730
Ententes de services	$	250
Téléphones et télégrammes	$	2,300
Frais postaux	$	600
Intérêts et frais de banque	$	250
Remboursement de dépenses autorisées	$	1,350
Congrès et délégations	$	150
Abonnement et publicité	$	132
Publication de décret et publicité	$	500
Assurance fidéjussion	$	200
Assurances générales	$	345
Vérificateur	$	800
Autres dépenses	$	300
Total dépenses administration générale prévues	$	56,585

Québec Health Insurance Plan (committee's share)	$	316
Group Insurance (committee's share)	$	393
Retirement pension fund (committee's share)	$	2,557
Workmen's Compensation Commission	$	82
Stationery and office equipment	$	1,200
Legal fees	$	4,000
Equipement rental	$	730
Contracts for services	$	250
Telephones and telegrams	$	2,300
Postage	$	600
Banking, interest and costs	$	250
Reimbursement of authorized expenses	$	1,350
Conference and delegation expenses	$	150
Subscription and advertising	$	132
Publication of decree and advertising	$	500
Fidelity bond	$	200
General Insurance	$	345
Auditor's fees	$	800
Other expenses	$	300
Estimated total, general administration expenses	$	56,585

Comptes dépenses administration inspection-vérification:

Salaires des inspecteurs	$	26,080
Assurance-chômage (part du comité)	$	110
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	173
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	204
Assurance collectives (part du comité)	$	325
Caisse de retraite (part du comité)	$	1,768
Commission des Accidents du Travail	$	52
Papeterie et accessoires de bureau	$	300
Remboursement de dépenses autorisées	$	3,500
Allocations automobiles et entretien	$	6,350
Gazoline	$	3,300
Autres dépenses assurances automobiles	$	890
Total dépenses administration inspecteurs	$	43,052

Inspection-auditing administration expenses:

Inspectors' salaries	$	26,080
Unemployment Insurance (committee's share)	$	110
Québec Pension Plan (committee's share)	$	173
Québec Health Insurance Plan (committee's share)	$	204
Group Insurance (committee's share)	$	325
Retirement pension fund (committee's share)	$	1,768
Workmen's Compensation Commission	$	52
Stationery and office equipment	$	300
Reimbursement of authorized expenses	$	3,500
Automobile allowance and maintenance	$	6,350
Gasoline	$	3,300
Other expenses automobile insurances	$	890
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$	43,052

Comptes dépenses administration propriété:

Salaire de concierge à contrat	$	4,000
Éclairage	$	2,100
Entretien (matériel seulement)	$	1,142
Réparations générales	$	2,300
Taxes municipales	$	8,530

Expenses for administration of premises:

Janitor's salary on contract	$	4,000
Light	$	2,100
Maintenance (equipment only)	$	1,142
General repairs	$	2,300
Municipal taxes	$	8,530

Total dépenses administration propriété prévues		$ 18,072	Estimated total, expenses for administration of premises		$ 18,072
Comptes dépenses membres du comité:			*Expenses committee members:*		
Assemblées régulières jetons de présences		$ 720	Regular meetings, attendance fees		$ 720
Assemblées régulières frais déplacements		$ 7,200	Regular meetings, travelling expenses		$ 7,200
Jetons de présence, sous-comité de: Serrurerie et menuiserie métallique (790)		$ 480	Attendance fees, subcommittee Non-structural Metalwork		$ 480
Frais de déplacements, sous-comité de: Serrurerie et menuiserie métallique (790)		$ 1,920	Travelling expenses, subcommittee Non-structural Metalwork		$ 1,920
Jetons de présence, sous-comité de: Bureau d'examinateurs Serrurerie et menuiserie métallique		$ 450	Attendance fees, subcommittee Examiner's Office Non-structural Metalwork		$ 450
Jetons de présence, sous-comité de: Bureau d'examinateurs (marbre)		$ 100	Attendance fees, subcommittee Examiners' Office (Marble)		$ 100
Total dépenses membres du comité prévues		$ 10,870	Estimated total expenses, Committee members		$ 10,870
Total reporté des revenus prévus		$ 84,680	Estimated total revenue carried forward		$ 84,680
Dépenses:			*Expenditure:*		
Comptes de dépenses administration générale	$ 56,585		General administration expenses	$ 56,585	
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 43,052		Inspection-auditing Administration expenses	$ 43,052	
Comptes de dépenses administration propriété	$ 18,072		Expenses for administration of premises	$ 18,072	
Comptes de dépenses membres du Comité	$ 10,870		Expenses, Committee members	$ 10,870	
Total des dépenses prévues		$128,579	Estimated total expenses		$128.579
Déficit prévu, avant immobilisations		$ 43,899	Estimated deficit, before capitalisation		$ 43,899

64-o

64-o

A.C. 973-73, 21 mars 1973
Règ. 73-159, 27 mars 1973

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Abrogation de statuts et règlements

Alimentation détail (Montréal)

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que les statuts et les règlements du Comité paritaire de l'alimentation au détail, région de Montréal, approuvés par l'arrêté en conseil 2128 du 27 mai 1970 et ses modifications ultérieures, ont été abrogés par l'arrêté en conseil 973-73 du 21 mars 1973.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

64-o

O.C. 973-73, 21 March 1973
Reg. 73-159, 27 March 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Abrogation of Statutes and Regulations

Retail Food Stores (Montreal)

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.) the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that the statutes and regulations of The Parity Committee of the Retail Food Stores, Montreal region, approved by Order in Council 2128 of May 27, 1970 and all further amendments, have been abroged by Order in Council 973-73 of March 21, 1973.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy Minister.

64-o

A.C. 974-73, 21 mars 1973
Rég. 73-160, 27 mars 1973

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Modification de constitution et règlements

Coiffeurs (Québec)

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que la constitution et les règlements du Comité conjoint des coiffeurs de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil 190-E du 11 mars 1954 et modifications, ont été modifiés par l'arrêté en conseil 974-73 du 21 mars 1973.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

64-o

O.C. 974-73, 21 March 1973
Reg. 73-160, 27 March 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Amendment of Constitution and Regulations

Hairdressers (Québec)

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that the constitution and regulations of the Joint Committee of Hairdressers of Québec, approved by Order in Council 190-E of March 11, 1954 and amendments, have been amended by Order in Council 974-73 of March 21, 1973.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.
Deputy Minister.

64-o

A.C. 975-73, 21 mars 1973
Règ. 73-161, 27 mars 1973

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district.

ATTENDU QUE le comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 184 du 8 février 1950 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre;

QUE le règlement de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Prélèvement

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20, de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 184 du 8 février 1950 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 26 septembre 1972, de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après.

1. *Prélèvement:* Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 975-73, 21 March 1973
Reg. 73-161, 27 March 1973

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the levy regulation (number 1) of the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District.

WHEREAS the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District commissioned to ensure the supervision and observance of Decree 184 of February 8, 1950, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers and employees governed by the said decree;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.):

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy regulation for the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION NUMBER 1

Levy

Pursuant to subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143, and am.), the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District entrusted with the supervision and enforcement of Decree 184 of February 8, 1950 and all further amendments, has decided at a meeting held on September 26, 1972, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers and from employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described.

1. *Levy:* The levy is exigible for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 184 du 8 février 1950 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $^1/_{10}$% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 184 du 8 février 1950 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $^1/_{10}$% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. *Perception et remise:* L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement au comité paritaire par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Prévisions budgétaires:* Est annexé au présent règlement l'estimé des recettes et des déboursés du comité paritaire pour l'année civile 1973.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Prévisions budgétaires
pour la période
du 1er mai au 31 décembre 1973

Revenus:

Cotisations patronales	$ 76,579
Cotisations ouvrières	$ 76,579
Pourcentage sur réclamations	$ 21,500
Amendes	$ 10,145
Frais d'examens	$ 2,916
Intérêts sur placements comptabilité générale	$ 14,312
Ententes de services	$ 225
Autres revenus	$ 2,350
Total des revenus prévus	$204,606

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	$ 76,947
Assurance-chômage (part du comité)	$ 510
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$ 944

(*a*) all professional employers governed by Decree 184 of February 8, 1950 and all further amendments, shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to $^1/_{10}$% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowances or bonuses);

(*b*) all employees governed by Decree 184 of February 8, 1950 and all further amendments, shall remit to the Parity Committee an amount equal to $^1/_{10}$% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. *Collection and remittance:* The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

Professional employers shall remit to the Parity Committee all amounts payable by themselves and by their employees when submitting their monthly report to the Committee.

The levy imposed by this regulations is payable each month to the Committee by the professional employer and the employee without previous formal notice.

3. *Estimate of revenue and expenditure:* An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1973, to December 31, 1973, is attached to this regulation.

PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of revenue and expenditure
for the period extending
from May 1st to December 31st 1973

Revenue:

Employers' dues	$ 76,579
Employees' dues	$ 76,579
Percentage on claims	$ 21,500
Fines	$ 10,145
Examination fees	$ 2,916
Interest on investments general accounting	$ 14,312
Agreements for service support	$ 225
Miscellaneous	$ 2,350
Estimated total revenue	$204,606

General administration expensive:

Salaries, general administration	$ 76,947
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 510
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 944

Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	537
Assurances collectives (part du comité)	$	884
Caisse de retraite (part du comité)	$	2,251
Commission des Accidents du Travail	$	154
Papeterie et accessoires de bureau	$	5,000
Frais judiciaires	$	15,000
Location d'équipement	$	1,400
Ententes de services	$	72,623
Téléphones et télégrammes	$	3,000
Frais postaux	$	6,500
Remboursement de dépenses autorisées	$	900
Congrès et délégations	$	500
Abonnement et publicité	$	200
Publication de décret et publicité	$	7,500
Assurance fidéjussion	$	100
Assurances générales	$	440
Vérificateur	$	1,750
Total dépenses, administration générale prévues		$197,140

Comptes dépenses administration inspection-vérification:

Salaires des inspecteurs		$109,820
Assurance-chômage (part du comité)	$	842
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	1,036
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	841
Assurances collectives (part du comité)	$	1,960
Caisse de retraite (part du comité)	$	3,627
Commission des Accidents du Travail	$	219
Papeterie et accessoires de bureau	$	4,000
Remboursement de dépenses autorisées	$	3,600
Congrès et délégations	$	430
Allocations automobiles	$	25,200
Total dépenses, administration inspecteurs		$151,575

Comptes dépenses administration propriété:

Salaire de concierge	$	4,680
Assurance-chômage (part du comité)	$	42
Régime Rentes du Québec (part du comité)	$	78
Assurance maladie du Québec (part du comité)	$	36
Assurances collectives (part du comité)	$	81

Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	537
Group Insurance (Committee's share)	$	884
Retirement pension fund (Committee's share)	$	2,251
Workmen's Compensation Commission	$	154
Stationery and office equipment	$	5,000
Legal fees	$	15,000
Equipment rental	$	1,400
Contracts for services	$	72,623
Telephones and telegrams	$	3,000
Postage	$	6,500
Reimbursement of authorized expenses	$	900
Conference and delegation expenses	$	500
Subscription and advertising	$	200
Publication of decree and advertising	$	7,500
Fidelity bond	$	100
General Insurance	$	440
Auditor's fees	$	1,750
Estimated total, general administration expenses		$197,140

Inspection-auditing administration expenses:

Inspectors' salaries		$109,820
Unemployment Insurance (Committee's share)	$	842
Québec Pension Plan (Committee's share)	$	1,036
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	841
Group Insurance (Committee's share)	$	1,960
Retirement pension fund (Committee's share)	$	3,627
Workmen's Compensation Commission	$	219
Stationery and office equipment	$	4,000
Reimbursement of authorized expenses	$	3,600
Conference and delegation expenses	$	430
Automobile allowance	$	25,200
Estimated total, inspection-auditing administration expenses		$151,575

Expenses for administration of premises:

Janitor's salary	$	4,680
Unemployment Insurance (Committee's share)	$	42
Québec Pension Plan (Committee's share)	$	78
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$	36
Group Insurance (Committee's share)	$	81

Commission des Accidents du Travail	$ 9
Loyer	$ 7,492
Éclairage	$ 1,500
Entretien (matériel seulement)	$ 250
Taxes municipales	$ 541
Total dépenses, administration propriété prévues	$ 14,709
Comptes dépenses membres du comité:	
Assemblées régulières jetons de présences	$ 1,080
Assemblées régulières frais déplacements	$ 3,240
Assemblées spéciales jetons de présences	$ 180
Assemblées spéciales frais déplacements	$ 540
Jetons de présence, sous-comité de: Exécutif	$ 1,350
Frais déplacements, sous-comité de: Exécutif	$ 4,050
Autres dépenses	$ 920
Total dépenses, membres du comité prévues	$ 11,360
Comptes divers:	
Frais-examens de qualification du travail	$ 9,040
Immobilisations à même les revenus:	
Outillage	$ 500
Équipements de bureau	$ 9,776
Total immobilisations, à même les revenus prévues	$ 10,276
Total reporté des revenus prévus	$204,606
Dépenses:	
Comptes de dépenses administration générale	$197,140
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$151,575
Comptes de dépenses administration propriété	$ 14,709
Comptes de dépenses membres du Comité	$ 11,360
Comptes divers	$ 9,040
Total des dépenses prévues	$383,824
Déficit prévu, avant immobilisations	$179,218
Moins:	
Immobilisations à même les revenus	$ 10,276
Déficit prévu, après immobilisations	$189,494

Workmen's Compensation Commission	$ 9
Rent	$ 7,492
Light	$ 1,500
Maintenance (equipment only)	$ 250
Municipal taxes	$ 541
Estimated total, expenses for administration of premises	$ 14,709
Expenses, committee members:	
Regular meetings, attendance fees	$ 1,080
Regular meetings, travelling expenses	$ 3,240
Special meetings, attendance fees	$ 180
Special meetings, travelling expenses	$ 540
Attendance fees, executive subcommittee	$ 1,350
Travelling expenses, executive subcommittee	$ 4,050
Other expenses	$ 920
Estimated total expenses, committee members	$ 11,360
Miscellaneous expenses:	
Competency examination expenses	$ 9,040
Fixed assets paid out of revenue:	
Equipment	$ 500
Office equipment	$ 9,776
Estimated total, fixed assets paid out of revenue	$ 10,276
Estimated total revenue carried forward	$204,606
Expenditure:	
General administration expenses	$197,140
Inspection-auditing administration expenses	$151,575
Expenses for administration of premises	$ 14,709
Expenses, committee members	$ 11,360
Miscellaneous expenses	$ 9,040
Estimated total expenses	$383,824
Estimated deficit, before capitalisation	$179,218
Deduct:	
Fixed assets paid out of revenue	$ 10,276
Estimated deficit, after capitalisation	$189,494

Règ. 73-162, 30 mars 1973

CHARTE DE
L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
(L.Q. 1966/67, ch. 129)

Modification des statuts

Avis est donné que les statuts de l'Université de Montréal (R.A.L. p 8-541) sont modifiés en remplaçant l'article 8.01 par le suivant:

Nominations par l'assemblée:

« La procédure de nomination des 5 membres du conseil désignés par l'assemblée est la suivante:

A) le comité de nomination de l'assemblée adresse aux membres un avis des postes à pourvoir et un bulletin sur lequel chacun inscrit les noms des personnes qu'il propose; ces bulletins sont retournés au président du comité dans les 15 jours de leur envoi initial;

b) le comité transmet au recteur la liste des personnes proposées qui lui ont fait connaître leur acceptation de mise en candidature;

c) le recteur adresse aux membres de l'assemblée, au moins 15 jours avant la séance où le scrutin est tenu, un avis de convocation auquel il joint la liste des candidats dressée par le comité;

d) lors de cette séance, un scrutin particulier est tenu pour chacun des postes à pourvoir. Chacun des membres présents inscrits sur un bulletin le nom de la personne de son choix parmi ceux qui apparaissent sur la liste des candidats dressée par le comité;

e) deux scrutateurs nommés par l'assemblée dépouillent le scrutin. Est élu le candidat qui recueille la majorité absolue des suffrages exprimés au premier ou au second tour de scrutin, ou la majorité relative à un tour ultérieur;

f) sont éliminés les candidats qui, à un second tour de scrutin, n'ont pas obtenu la moitié du nombre des suffrages exprimés en faveur du candidat arrivant en tête;

g) au cas où, à un troisième tour de scrutin ou à un tour ultérieur, deux ou plusieurs candidats arrivent en tête avec un nombre égal de suffrages, on procède à un nouveau scrutin entre eux seulement.»

Le procureur de l'Université de Montréal,
MARC BRIÈRE, C.R.

74-0

Reg. 73-162, 30 March 1973

CHARTER OF THE
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
(S.Q. 1966/67, ch. 129)

Statutes (amendment)

NOTICE is hereby given that the Statutes of "Université de Montréal" (S.R. p 8-541) are amended by replacing section 8.01 by the following:

Appointments by the assembly:

" The procedure of appointment of the 5 members of the board designated by the assembly is the following:

(a) the nominating committee of the assembly addresses to the members a notice of the posts to be filled and a ballot-paper on which each writes the names of the persons which he proposes; these ballot-papers are returned to the chairman of the committee within 15 days of their having been initially sent out;

(b) the committee shall forward to the rector the list of candidates who have agreed to be nominated;

(c) the rector addresses to the members of the assembly at least 15 days before the meeting at which the ballot will take place, a notice of convocation to which he attaches a list of the candidates drawn up by the committee;

(d) at the said meeting, a ballot is held for each particular post to be filled. Each of the members present inscribes on a ballot-paper the name of the person of his choice among those who appear on the list of candidates drawn up by the committee;

(e) the candidate who receives the absolute majority of votes cast on the first or second ballot, or the relative majority of votes cast on a subsequent ballot shall be elected;

(f) the candidates who on the second ballot, have not received half the number of votes cast in favor of the leading candidate shall be eliminated;

(g) when on a third or subsequent ballot, two or more candidates lead with an equal number of votes, they alone shall be subjected to a new ballot."

MARC BRIÈRE, C.R.
Attorney for "Université de Montréal".

74-0

Décision, 29 mars 1973
Règ. 73-163, 30 mars 1973

LOI DE L'ASSURANCE-RÉCOLTE
(L.Q. 1966 / 67, ch. 44)

Haricots, maïs sucré et pois verts pour la transformation ou le conditionnement

Conformément à l'article 52 de la Loi de l'assurance-récolte (L.Q., 1966/67, ch. 44), avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi:

1. les prix unitaires suivants:

a) pour les haricots jaunes:
$50.00 la tonne

b) pour les haricots verts:
$40.00 la tonne

c) pour le maïs sucré:
$22.50 la tonne

d) pour les pois verts:
$90.00 la tonne ou, si l'exploitant dispose de performances antérieures, le prix équivalant au revenu brut moyen perçu au cours des années antérieures.

2. Les taux de cotisation suivants:

a) Cédule No 1—Cette cédule s'applique lorsque le rendement moyen est établi d'après les performances de l'exploitant pour une période de cinq ou de six années. Le taux est relié au degré de variation entre le rendement moyen de trois années de faible rendement par rapport au rendement moyen pour la période de cinq ou de six années.

Degré de variation	*Taux de cotisation*
ç .84 et plus	$2.00 le $100 de valeur assurable
.82 a .8399	$2.50 le $100 de valeur assurable
.80 à .8199	$3.00 le $100 de valeur assurable
.78 à .7999	$3.50 le $100 de valeur assurable
.76 à .7799	$4.00 le $100 de valeur assurable
— à .7599	$4.50 le $100 de valeur assurable

b) Cédule No 2—Cette cédule s'applique lorsque le rendement moyen est établi d'après les performances de l'exploitant pour une période de quatre années ou moins ou encore d'après la moyenne régionale.

Le taux de cotisation est établi:

—à $4.50 le $100 de valeur assurable pour toute étendue non drainée souterrainement;

—à $4.00 le $100 de valeur assurable pour toute étendue drainée souterrainement pour une deuxième année ou

Decision, 29 March 1973
Reg. 73-163, 30 March 1973

CROP INSURANCE ACT
(S.Q. 1966 / 67, ch. 44)

Beans, sweet corn and green peas for processing or conditioning

In accordance with section 52 of the Crop Insurance Act (S.Q., 1966/67, ch. 44), notice is hereby given that the Québec Crop Insurance Board has determined:

1. the following unit prices:

(a) for wax beans:
$50.00 per ton

(b) for string beans:
$40.00 per ton

(c) for sweet corn:
$22.50 per ton

(d) for green peas:
$90.00 per ton or, where the operator has previous production records, the price equivalent to the average gross revenue for previous years.

2. the following rates of assessment:

(a) Schedule 1—This schedule applies the everage yield is determined according to the production records of the operator for a five- or six-year period. The rate is fixed in accordance with the degree of variation between the everage yield of three years of low yield in relation to the average yield for the five- or six-year period.

Degree of variation	*Rates of assessment*
.84 and over	$2.00 per $100 of insurable value
.82 to .8399	$2.50 per $100 of insurable value
.80 to .8199	$3.00 per $100 of insurable value
.78 to .7999	$3.50 per $100 of insurable value
.76 to .7799	$4.00 per $100 of insurable value
— to .7599	$4.50 per $100 of insurable value

(b) Schedule 2—This schedule applies when the average yield is determined according to the production records of the operator for a period of four years or less, or according to the regional average.

The rate of assessment is determined as follows:

—$4.50 per $100 of insurable value for land without underground drainage;

—$4.00 per $100 of insurable value for land with underground drainage for the first year;

—à $3.00 le $100 de valeur assurable pour toute étendue drainée souterrainement pour une deuxiéme année ou plus.

Le secrétaire,
Me JEAN-MARC DUCHARME.

N.B.—Les taux de cotisation indiqués ci-dessus représentent la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale.

(R.A.L. p. 3-930)

78-o

—$3.00 per $100 of insurable value for land with underground drainage for a second year or longer.

JEAN-MARC DUCHARME, *Advocate,*
Secretary.

N.B.—The rates of assessment indicated above are that part payable by the insured, that is 50% of the total premium.

(S.R. p. 3-930)

78-o

Décision, 29 mars 1973
Règ. 73-164, 30 mars 1973

LOI DE L'ASSURANCE-RÉCOLTE
(L.Q. 1966/67, ch. 44)

Pommes de terre

Conformément à l'article 52 de la Loi de l'assurance-récolte (L.Q., 1966/67, ch. 44), avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi:

1. Les prix unitaires suivants:

a) primeures

—Option 1	$1.75 le quintal (100 livres)
—Option 2	$1.50 le quintal (100 livres)
—Option 3	$1.25 le quintal (100 livres)

b) tardives

—Option 1	$1.50 le quintal (100 livres)
—Option 2	$1.25 le quintal (100 livres)
—Option 3	$1.00 le quintal (100 livres)

2. Le taux de cotisation à $5 le $100 de valeur assurable.

Le secrétaire,
ME JEAN-MARC DUCHARME.

N.B.—Le taux de cotisation indiqué ci-dessus ($5.00) représente la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale ($10.00).

(R.A.L. p. 3-930)

78-o

Decision, 29 March 1973
Reg. 73-164, 30 March 1973

CROP INSURANCE ACT
(S.Q. 1966/67, ch. 44)

Potatoes

In accordance with section 52 of the Crop Insurance Act (S.Q. 1966/67, ch. 44), notice is hereby given that the Québec Crop Insurance Board has determined:

1. The following unit prices:

(a) early potatoes

—Option 1	$1.75 per hundredweight
—Option 2	$1.50 per hundredweight
—Option 3	$1.25 per hundredweight

(b) late potatoes

—Option 1	$1.50 per hundredweight
—Option 2	$1.25 per hundredweight
—Option 3	$1.00 per hundredweight

2. The rate of assessment: $5 per $100 of insurable value.

JEAN-MARC DUCHARME, *Advocate,*
Secretary.

N.B.—The rate of assessment indicated above ($5.00) is that part payable by the insured, that is 50% of the total premium ($10).

(S.R. p. 3-930)

78-o

A.C. 1011-73, 28 mars 1973
Règ. 73-165, 30 mars 1973

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(L.Q. 1971, ch. 34)

Ordonnance numéro 28

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 28 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971, ch. 34), soit approuvé l'ordonnance numéro 28 adoptée par le Conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal de la onzième assemblée du conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 1er février 1973

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M. Giroux, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 28:

D'ENGAGER M. André Hamel à titre de constable 1ère classe et au salaire afférent à ce poste;

D'ACCEPTER la démission de M. Claude Laliberté;

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

77-o

O.C. 1011-73, 28 March 1973
Reg. 73-165, 30 March 1973

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(S.Q. 1971, ch. 34)

Order No. 28

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING Order No. 28 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 28, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the eleventh meeting of the board of directors substituting for the James Bay Municipal Council held on 1 February 1973

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst, duly seconded by Mr. Giroux:

Order No. 28:

THAT Mr. André Hamel be engaged to fill the post of Constable 1st Class and with the salary particular thereto;

THAT the resignation of Mr. Claude Laliberté be accepted;

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

77-o

A.C. 1012-73, 28 mars 1973
Règ. 73-166, 30 mars 1973

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(L.Q. 1971, ch. 34)

Ordonnance no 29

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 29 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971, ch. 34), soit approuvé l'ordonnance numéro 29 adoptée par le Conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal de la onzième assemblée du conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 1er février 1973.

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M. Giroux, il est unanimement résolu:

Ordonnance no 29

D'AMENDER l'ordonnance no 12 du conseil municipal aux fins de modifier l'échelle de salaires des agents de sécurité de la Municipalité, le tout conformément au projet de revision déposé à l'assemblée et dont copie est annexée au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme si y récité au long.

DE SOUMETTRE la présente résolution à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

77-o

O.C. 1012-73, 28 March 1973
Reg. 73-166, 30 March 1973

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(S.Q. 1971, ch. 34)

Order No. 29

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING Order No. 29 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 29, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the eleventh meeting of the Board of Directors substituting for the James Bay Municipal Council held on 1 February 1973

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst, duly seconded by Mr. Giroux:

Order No. 29

THAT Order No. 12 of the Municipal Council be amended for the purpose of modifying the salary scale of security agents of the Municipality, the whole in accordance with the revision proposal which was tabled at the meeting, and a copy of which is annexed to these minutes to form an integral part thereof as if set out in full therein.

THAT this resolution be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

77-o

A.C. 1013-73, 28 mars 1973
Règ. 73-167, 30 mars 1973

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(L.Q. 1971, ch. 34)

Ordonnance no 30

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 30 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971, ch. 34), soit approuvé l'ordonnance numéro 30 adoptée par le Conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal de la douzième assemblée du conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 1er mars 1973

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M. Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 30:

D'ENGAGER M. Claude Aucoin à titre de constable, et au salaire afférent à ce poste.

D'ENGAGER M. Régean Désormeaux à titre de constable, et au salaire afférent à ce poste.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

77-o

O.C. 1013-73, 28 March 1973
Reg. 73-167, 30 March 1973

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(S.Q. 1971, ch. 34)

Order No. 30:

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING Order No. 30 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 30, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the twelfth meeting of the board of directors substituting for the James Bay Municipal Council held on 1 March 1973

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 30:

THAT Mr. Claude Aucoin be engaged to fill the post of Constable and with the salary particular thereto.

THAT Mr. Réjean Désormeaux be engaged to fill the post of Constable and with the salary particular thereto.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

77-o

A.C. 1014-73, 28 mars 1973
Règ. 73-168, 30 mars 1973

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(L.Q. 1971, ch. 34)

Ordonnance no 31

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 31 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971, ch. 34), soit approuvé l'ordonnance numéro 31 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal de la douzième assemblée du conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 1er mars 1973

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M. Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 31:

DE RESCINDER l'ordonnance no 29 du conseil municipal.

DE MODIFIER l'échelle de salaires des agents de sécurité de la Municipalité, le tout conformément au projet de revision déposé à l'assemblée, et dont copie dûment paraphée par le secrétaire est versée au dossier de la présente assemblée, et selon les directives des membres du conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

77-o

O.C. 1014-73, 28 March 1973
Reg. 73-168, 30 March 1973

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(S.Q. 1971, ch. 34)

Order No. 31

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING Order No. 31 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 31, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the twelfth meeting of the board of directors substituting for the James Bay Municipal Council held on 1 March 1973

It is unanimously ordered upon the recommendation of Mr. Ernst, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 31:

THAT Order No. 29 of the Municipal Council be rescinded.

THAT the salary scale of security agents of the Municipality be adjusted, the whole in accordance with the revision proposal tabled at the meeting and a copy of which, duly initialed by the Secretary, is entered in the file of this meeting, and in accordance with the directives of the board of directors substituting for the James Bay Municipal Council.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

77-o

A.C. 1015-73, 28 mars 1973
Règ. 73-169, 30 mars 1973

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(L.Q. 1971, ch. 34)

Ordonnance numéro 32

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 32 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971, ch. 34), soit approuvé l'ordonnance numéro 32 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal de la douzième assemblée du conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 1er mars 1973

ATTENDU QU'il est opportun qu'une étude sur les revenus municipaux soit effectuée.

ATTENDU QUE sous l'empire de l'ordonnance no 26, un budget de principe a été adopté aux fins susdites.

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M. Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 32:

QUE la Municipalité soit, par les présentes, autorisée à créer un comité d'étude aux fins d'analyser les sources de revenus de la Municipalité et de faire les recommandations appropriées à ce sujet au conseil municipal.

QUE MM. Richard Champagne et Jacques Duhamel soient nommés responsables dudit comité et qu'ils recrutent les spécialistes requis pour composer ledit comité.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

77-o

O.C. 1015-73, 28 March 1973
Reg. 73-169, 30 March 1973

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(S.Q. 1971, ch. 34)

Order No. 32

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING Order No. 32 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 32, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the twelfth meeting of the board of directors substituting for the James Bay Municipal Council held on 1 March 1973

WHEREAS it is expedient that a study of municipal revenues be made.

WHEREAS a formal budget was adopted for the above purposes under Order No. 26.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 32:

THAT the Municipality be hereby authorized to establish a committee of study for the purpose of analysing the sources of revenue of the Municipality, and to make the appropriate recommendations to the Municipal Council thereto.

THAT Richard Champagne and Jacques Duhamel be answerable for such committee and recruit the specialists required to form the said committee.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

77-o

A.C. 1016-73, 28 mars 1973
Règ. 73-170, 30 mars 1973

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(L.Q. 1971, ch. 34)

Ordonnance 33

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 33 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971 ch. 34), soit approuvé l'ordonnance numéro 33 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal de la douzième assemblée du conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 1er mars 1973

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M. Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 33:

QUE le directeur de la Sûreté Municipale de la Baie James, sous l'autorité et la responsabilité du gérant municipal, ait un pouvoir de dépenser jusqu'à un maximum de $500.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

77-o

O.C. 1016-73, 28 March 1973
Reg. 73-170, 30 March 1973

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(S.Q. 1971, ch. 34)

Order No. 33

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING Order No. 33 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 33, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the twelfth meeting of the board of directors substituting for the James Bay Municipal Council Held on 1 March 1973

It is unanimously ordered, upon the proposal of Mr. Ernst, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 33:

THAT the director of the Municipal Police Force, under the authority and responsibility of the municipal manager, be empowered to spend up to a maximum of $500.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

77-o

A.C. 1017-73, 28 mars 1973
Rég. 73-171, 30 mars 1973

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(L.Q. 1971, ch. 34)

Ordonnance no 34

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 34 de la municipalilé de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 34 de la Loi du développement de la région de la Baie James (L.Q. 1971, ch. 34), soit approuvée l'ordonnance numéro 34 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal de la douzième assemblée du conseil d'administration siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue le 1er mars 1973

ATTENDU QUE sous l'empire de la résolution 28.06 de son conseil d'administration, la Société de développement de la Baie James a résolu d'étendre les avantages de son régime de rentes de retraite aux employés de la Corporation Municipale de la Baie James à compter du 1er décembre 1972, le tout conformément en vertu du paragraphe 1.02 de la section (1) de son régime de rentes de retraite.

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M. Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 34:

D'ÉTENDRE les avantages du régime de rentes de retraite de la Société de développement de la Baie James aux employés de la Corporation Municipale de la Baie James à compter du 1er décembre 1972.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

77-o

O.C. 1017-73, 28 March 1973
Reg. 73-171, 30 March 1973

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(S.Q. 1971, ch. 34)

Order No. 34

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING Order No. 34 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 34, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the twelfth meeting of the board of directors substituting for the James Bay Municipal Council held on 1 March 1973

WHEREAS under Resolution 28.06 of its board of directors, the James Bay Development Corporation resolved to extend the benefits granted under its retirement pension plan to cover employees of the James Bay Municipal Corporation effective 1 December 1972, the whole in accordance with subsection 1.02 of section 1 of its retirement pension plan.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 34:

THAT the benefits granted under the retirement pension plan of the James Bay Development Corporation be extended to cover employees of the James Bay Municipal Corporation effective 1 December 1972.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

77-o

A.C. 1025-73, 28 mars 1973
Règ. 73-172, 30 mars 1973

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q. 1972, ch. 55)

Tarifs

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant les normes de tarifs, de taux ou de coûts de transport.

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu du paragraphe *d* de l'article 5 de la Loi des transports (L.Q., 1972, ch. 55) peut, par règlement, décréter des normes de tarifs, de taux ou de coûts de transport;

ATTENDU QUE la Commission des transports du Québec, en vertu du paragraphe *b* de l'article 29 de la Loi, doit, dans le cadre des règlements, fixer des taux et tarifs de transport;

ATTENDU QU'il y a lieu de décréter immédiatement des normes de tarifs, de taux ou de coûts de transport.

IL EST ORDONNÉ sur la recommandation du ministre des transports:

QUE soit adopté le Règlement annexé au présent arrêté en conseil et intitulé: «Règlement concernant les normes de tarifs, de taux ou de coûts de transport».

QUE ce Règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le 11 avril 1973.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant les normes de tarifs, de taux ou de coûts de transport

1. Les normes de tarifs, de taux ou de coûts de transport sont celles qui étaient en vigueur à la Régie des transports au moment où la Loi de la Régie des transports a été abrogée, conformément aux ordonnances générales et particulières de cette Régie.

2. La Commission fixe des taux et tarifs de transport dans le cadre des normes visées à l'article 1, soit en les confirmant, soit en les modifiant suivant l'indice du coût de la vie et les conditions économiques prévalant dans chaque région du Québec.

3. Dans le cas où aucune des normes visées à l'article 1 ne peut s'appliquer, la Commission fixe des taux et tarifs de transport en se basant sur lesdites normes et en les appliquant à des besoins nouveaux.

O.C. 1025-73, 28 March 1973
Reg. 73-172, 30 March 1973

TRANSPORT ACT
(S.Q. 1972, ch. 55)

Tariffs

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

REGULATION respecting standards for transport tariffs, rates or costs.

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to subparagraph *d* of section 5 of the Transport Act (S.Q., 1972, ch. 55) may, by regulation, prescribe standards for transport tariffs, rates or costs;

WHEREAS the Québec Transport Commission, pursuant to subparagraph *b* of section 29 of the Act, shall, within the scope of the regulations, fix transport rates and tariffs;

WHEREAS it is expedient to prescribe standards for transport tariffs, rates or costs forthwith.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the Regulation annexed to this Order in Council entitled: "Regulation respecting standards for transport tariffs, rates or costs" be made.

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*, and come into force on 11 April 1973.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting standards for transport tariffs, rates or costs

1. Standards for transport tariffs, rates or costs shall be those in effect under the Transport Board, at the time of revocation of the Transportation Board Act and in accordance with the general and special orders made by such Board.

2. The Commission shall fix transport rates and tariffs within the scope of the standards contemplated in section 1, either by ratification thereof, or by modification in accordance with the cost-of-living index and the economic conditions prevailing in each region of Québec.

3. Where none of the standards contemplated in section 1 can be applied, the Commission shall fix transport rates and tariffs on the basis of the said standards, and by applying the latter to new requirements.

4. À moins que le contexte ne s'y oppose ou n'indique un sens différent, les expressions et mots définis au Règlement sur l'interprétation des règlements sur le transport adopté par l'arrêté en conseil 2876-72 du 28 septembre 1972, font partie intégrante du présent règlement et ont la signification indiquée dans ce règlement chaque fois qu'ils se rencontrent au présent règlement.

70-o

4. Unless the context indicates a different meaning, the words and expressions defined in the Regulation respecting interpretative provisions of the Transport Regulations which was approved by Order in Council 2876-72 dated 28 September 1972 shall be an integral part of this Regulation and shall have the meaning indicated in this Regulation each time they are used in this Regulation.

70-o

A.C. 1029-73, 28 mars 1973
Règ. 73-173, 30 mars 1973

RÉGIME DES RENTES DU QUÉBEC
(L.Q. 1965, ch. 24)

Prestations

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Régie des rentes du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des affaires sociales:

QUE soit approuvé, sous l'autorité de l'article 227 du Régime de rentes du Québec (L.Q. 1965, ch. 24), dans ses versions française et anglaise, le règlement adopté par la Régie des rentes du Québec à sa séance du 1er mars 1973, et dont copie est jointe au présent arrêté en conseil;

QUE ce règlement n'entre en vigueur qu'après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement amendant le Règlement sur les prestations

1. Le Règlement sur les prestations adopté sous l'autorité du Régime de rentes du Québec, approuvé par l'arrêté en conseil 2243 du 24 novembre 1966 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 17 décembre 1966, modifié par l'arrêté en conseil 2970 du 1er octobre 1969, publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 25 octobre 1969 et par l'arrêté en conseil 3375 du 10 septembre 1970, publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 26 septembre 1970, est de nouveau modifié en retranchant, après l'article 2.06 ce qui suit:

«Calcul des gains admissibles d'un travailleur n'ayant pas de numéro d'assurance sociale.»

2. L'article 2.07 dudit règlement est abrogé.

3. L'article 3.06 dudit règlement est modifié en insérant, après les mots «sa qualité et», ce qui suit: «, à la demande de la Régie,».

4. L'article 3.10A dudit règlement, adopté sous l'autorité du Régime de rentes du Québec et approuvé par l'arrêté en conseil 3375 du 10 septembre 1970 (publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 26 septembre 1970), est remplacé par le suivant:

«**3.10A** Le requérant d'une prestation doit, sur demande, produire à la Régie une déclaration avec preuve à l'appui indiquant le montant du salaire admissible

O.C. 1029-73, 28 March 1973
Reg. 73-173, 30 March 1973

QUÉBEC PENSION PLAN
(S.Q. 1965, ch. 24)

Benefits

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Québec Pension Board.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT, pursuant to section 227 of the Québec Pension Plan (S.Q. 1965, ch. 24), both the French and English texts of the Regulation made by the Québec Pension Board at its sitting held on 1 March 1973, a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved;

THAT this Regulation come into force only after its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation to amend the Regulation respecting benefits

1. The Regulation respecting benefits made under the Québec Pension Plan, approved by Order in Council 2243, dated November 24, 1966 and published in the *Québec Official Gazette*, on December 17, 1966, amended by Order in Council 2970 dated October 1st, 1969, and published in the *Québec Official Gazette* on October 25, 1969, and by Order in Council 3375 dated September 10, 1970, published in the *Québec Official Gazette* on September 26, 1970, is again amended by striking out, after section 2.06, the following:

"Calculation of pensionable earnings of a worker who has no Social Insurance Number."

2. Section 2.07 of the said Regulation is repealed.

3. Section 3.06 of the said Regulation is amended by inserting, after the words "qualifications and", the following: ", if the Board so requests,".

4. Section 3.10A of the said Regulation made under the Québec Pension Plan and approved by Order in Council 3375, dated September 10, 1970 (published in the *Québec Official Gazette* on September 26, 1970), is replaced by the following:

"**3.10A** An applicant for a benefit shall, upon request, file with the Board a statement supported by evidence of the contributor's pensionable salary and wages and of

du cotisant et de ses gains admissibles d'un travail autonome ainsi que de ses contributions pour toute année déterminée par la Régie. »

5. L'article 3.16 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« **3.16** Lorsqu'une personne a reçu le paiement d'une prestation auquel elle n'a aucun droit, ou dont le montant excède celui auquel elle a droit, la Régie, sans préjudice à tout autre recours légal, peut retenir toute somme due à cette personne jusqu'à concurrence des montants que celle-ci a reçus sans droit ou en trop. »

6. Ledit règlement est modifié en insérant après l'article 3.16 ce qui suit:

« **Ajustement**

« **3.17** Lorsque le produit obtenu par suite du calcul visé à l'article 130 de la Loi est un nombre comportant plus de deux décimales, la seconde décimale est augmentée d'une unité si la troisième décimale est un chiffre égal ou supérieur à cinq.

Dans tous les cas, seules les deux premières décimales sont retenues.

Suspension d'une prestation

« **3.18** La Régie peut suspendre le paiement de toute prestation pendant la durée d'une enquête sur l'admissibilité du bénéficiaire ou pendant le temps nécessaire à la détermination des gains de travail.

« **3.19** Lorsqu'il y a interruption de fréquentation scolaire, la Régie doit suspendre, en tout ou en partie, le paiement d'une prestation à un bénéficiaire dont l'admissibilité est assujettie à la fréquentation à plein temps d'une institution d'enseignement, à compter du début de l'interruption et pendant la période nécessaire pour vérifier si cette interruption est appréciable ou non.

« **3.20** Dans les cas visés aux articles 3.18 et 3.19, la Régie donne immédiatement avis de la suspension au bénéficiaire concerné. Elle procède sans délai à l'enquête ou à la vérification nécessaire et avise le bénéficiaire de sa décision. »

7. L'article 4.06 dudit règlement est modifié:

a) en remplaçant dans le paragraphe *a* les mots « loi de l'impôt provincial sur le revenu » par les mots « Loi sur Les impôts »

b) en remplaçant dans le paragraphe *b* les mots « loi de l'impôt provincial sur le revenu » par les mots « Loi sur les impôts ».

8. Ledit règlement est modifié en retranchant, après l'article 4.10, ce qui suit:

« Suspension de la prestation ».

his pensionable self-employed earnings and also of his contributions for any year as determined by the Board."

5. Section 3.16 of the said Regulation is replaced by the following:

"**3.16** Where a person has received a benefit payment to which he is not entitled or a benefit payment in excess of the amount to which he is entitled, the Board may, without prejudice to any other legal recourse, retain any sum due to that person up to the amounts overpaid or unduly paid to that person."

6. The said Regulation is amended by inserting, after section 3.16, the following:

"Adjustment

"**3.17** Where the product obtained by the calculation contemplated in section 130 of the Act is a number including more than 2 decimals, the second decimal shall be increased by one unit if the third decimal is equal to or higher than 5.

In all cases, only the first two decimals shall be retained.

Suspension of benefits

"**3.18** The Board may suspend payment of any benefit during an investigation as to the eligibility of the beneficiary or pending the determination of his employment earnings.

"**3.19** When school attendance is interrupted, the Board shall suspend payment of any benefit, or portion of benefit, to a beneficiary whose eligibility is contingent upon full-time attendance at an educational institution, effective from the beginning of the interruption and during such period as is necessary to verify whether or not the interruption is substantial.

"**3.20** Where sections 3.18 and 3.19 apply, the Board shall forthwith notify the beneficiary involved of any such suspension. The Board shall, without delay, proceed with the required investigation or examination and notify the beneficiary of its decision."

7. Section 4.06 of the said Regulation is amended

(a) by replacing in subparagraph *a* the words "Provincial Income Tax Act" by the words "Taxation Act";

(b) by replacing in subparagraph *b* the words "Provincial Income Tax Act" by the words "Taxation Act".

8. The said Regulation is amended by striking out, after section 4.10, the following:

"Suspension of Benefits".

9. Les articles 4.11 et 4.12 dudit règlement sont abrogés.

10. L'article 5.02 dudit règlement adopté sous l'autorité du Régime de rentes du Québec et approuvé par l'arrêté en conseil 2970 du 1er octobre 1969 (publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 25 octobre 1969) est abrogé.

11. La section VI dudit règlement comprenant les articles 6.01 à 6.04, adoptée sous l'autorité du régime de rentes du Québec et approuvée par l'arrêté en conseil 3375 du 10 septembre 1970 (publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 26 septembre 1970), est remplacée par ce qui suit:

«Section VI
SUBSISTANCE ET FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Définition

«**6.01** Lorsqu'il faut déterminer si une personne subvient aux besoins d'une autre, l'expression «dans une large mesure» signifie une proportion supérieure à 50%.

Fréquentation scolaire

«**6.02** L'expression «institution d'enseignement» signifie une école, collège, université ou autre institution qui dispense une formation ou enseignement de nature spécialisée, professionnelle ou technique.

«**6.03** L'expression «fréquenter à plein temps» signifie être inscrit à un cours comme étudiant régulier à temps complet et satisfaire aux exigences de l'institution fréquentée relatives à l'assistance aux cours.

Nonobstant l'alinéa précédent, un enfant est réputé fréquenter à plein temps une institution d'enseignement

a) pendant la période normale de vacances annuelles s'il a effectivement complété l'année d'études qui la précède immédiatement et,

b) dans les autres cas, à la dernière des trois dates mentionnées au paragraphe *b* de l'article 101 de la loi.

Toutefois n'est pas réputé fréquenter à plein temps une institution d'enseignement le salarié inscrit à un cours mis à sa disposition ou payé par son employeur, sauf décision contraire de la Régie pour des raisons jugées valables.

«**6.04** L'expression «sans interruption appréciable» signifie que l'interruption n'a pas duré plus d'une année à compter de la date du début de cette interruption.

Pour établir la durée de l'interruption, il ne sera pas tenu compte de la période normale de vacances annuelles durant laquelle a débuté l'interruption.

9. Sections 4.11 and 4.12 of the said Regulation are repealed.

10. Section 5.02 of the said Regulation made under the Québec Pension Plan and approved by Order in Council 2970 dated October 1, 1969 (published in the *Québec Official Gazette*, on October 25, 1969) is repealed.

11. Division VI of the said Regulation, comprising sections 6.01 to 6.04, made under the Québec Pension Plan and approved by Order in Council 3375, dated September 10, 1970 (published in the *Québec Official Gazette* on September 26, 1970) is replaced by the following:

"Division VI
MAINTENANCE AND SCHOOL ATTENDANCE

Definition

"**6.01** Where it is to be determined whether a person maintains another person, the expression "substantially" means a proportion higher than 50%.

School Attendance

"**6.02** The expression "educational institution" means a school, college, university or other institution which provides a training or education of a specialized, professional or technical nature.

"**6.03** The expression "to be in full-time attendance" means to be enrolled for a course as a regular and full-time student and to meet the institution requirements respecting attendance at classes.

Notwithstanding the above paragraph, a child shall be deemed to be in full-time attendance at an educational institution

(a) during the normal period of scholastic vacation if he has actually completed the immediately preceding academic year and,

(b) in all other cases, at the later of the three dates mentioned in subparagraph *b* of section 101 of the Act.

Nevertheless, an employee enrolled for a course provided or paid by his employer is not deemed to be in full-time attendance at an educational institution unless the Board decides to the contrary for reasonable cause.

"**6.04** The expression "substantially without interruption" means that the interruption has not lasted more than one year after the date when such interruption began.

When computing the duration of such interruption, the normal period of scholastic vacation during which the interruption began is not to be taken into account.

La Régie peut néanmoins décider qu'une interruption dont la durée excède la période ci-dessus n'est pas appréciable, si elle résulte de la maladie de l'enfant ou de toute autre cause jugée valable.

Circonstances

« **6.05** Aux fins de l'article 102 de la loi, la veuve d'un cotisant est réputée subvenir entièrement ou dans une large mesure aux besoins d'un enfant à la charge de ce cotisant si, au décès de ce dernier, elle vit avec cet enfant.

« **6.06** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 103 et du paragraphe *b* de l'article 104 de la loi, une cotisante admissible invalide ou défunte est réputée avoir subvenu entièrement ou dans une large mesure aux besoins de son enfant lorsque, immédiatement avant son invalidité ou lors de son décès, elle vivait avec lui alors qu'elle n'abitait pas avec son conjoint ou qu'elle n'avait pas de conjoint.

Toutefois, si la cotisante et son conjoint vivaient ensemble, il doit être prouvé à la satisfaction de la Régie que la cotisante subvenait entièrement ou dans une large mesure aux besoins de son enfant et que son conjoint ne pouvait régulièrement le faire.

« **6.07** La Régie peut décider que l'enfant et la veuve ou que l'enfant et la cotisante ne cessent pas ou n'ont pas cessé de vivre ensemble lorsque, pour cause de maladie ou pour toute autre raison jugée valable par la Régie, l'un d'eux vit ou vivait éloigné de l'autre.

« **6.08** Aux fins du paragraphe *e* de l'article 119 de la loi, le veuf invalide doit établir à la satisfaction de la Régie que la cotisante subvenait entièrement ou dans une large mesure à ses besoins et qu'il n'avait pas les ressources suffisantes lors du décès de la cotisante pour subvenir régulièrement à ses propres besoins. »

12. Ledit règlement est modifié en ajoutant, à la fin, après l'article 7.04, ce qui suit:

« Examens périodiques

« **7.05** Toute personne déclarée invalide doit, à la demande de la Régie, se soumettre aux examens médicaux qu'elle indique à la date ou dans le délai qu'elle fixe.

À défaut par le bénéficiaire de se soumettre aux examens susdits à la date fixée ou dans le délai imparti, sans raison jugée valable par la Régie, celle-ci peut déclarer qu'il a cessé d'être invalide au sens de la loi à compter de cette date ou de l'expiration de ce délai. »

(R.A.L. p. 2-221)

76-o

The Board may, however, decide that an interruption the duration of which exceeds the aforementioned period is not substantial, if it occured by reason of the child's illness or of any other reasonable cause.

Circumstances

"**6.05** For the purposes of section 102 of the Act, the widow of a contributor is deemed to maintain wholly or substantially a dependent child of a contributor if, at the time of the latter's death, she was living with this child.

"**6.06** For the purposes of subparagraph *b* of section 103 and of subparagraph *b* of section 104 of the Act, a qualified disabled or deceased female contributor is deemed to have wholly or substantially maintained her child where, immediately before her disability or at the time of her death, she was living with him while she was not living with her spouse or while she had no spouse.

Nevertheless, if the female contributor was living with her spouse, it must be established to the satisfaction of the Board that she was in fact maintaining wholly or substantially her child and that her spouse was unable to do so regularly.

"**6.07** The Board may decide that the child and the widow or the child and the disabled female contributor do not cease or have not ceased to live together where, by reason of illness or any other reason acceptable to the Board, they are or were living apart.

"**6.08** For the purposes of paragraph *e* of section 119 of the Act, the disabled widower must establish, to the satisfaction of the Board, that he was being maintained wholly or substantially by the female contributor and that he did not have the necessary means, at the time of her death, to maintain himself on a regular basis."

12. The said Regulation is amended by adding, after section 7.04, the following:

"Periodic Examinations

"**7.05** Any person determined to be disabled shall, if the Board so requests, undergo the prescribed medical examinations at the date or within the time limit fixed by the Board.

Should a beneficiary fail to undergo the aforesaid examinations at such date or within such time limit without any grounds deemed reasonable by the Board, the latter may declare this person no longer disabled for the purpose of the Act, effective from this date or the expiry of the afore-mentioned time limit."

(S.R. p. 2-221)

A.C. 1130-73, 28 mars 1973
Règ. 73-174, 30 mars 1973

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PÉRIODES CRITIQUES
(L.Q. 1972, ch. 39)

Pluies excessives (1972)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des pluies excessives au cours de l'année 1972 aux productions et dans la région désignées.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE le Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des pluies excessives au cours de l'année 1972 aux productions et dans la région désignées ainsi que la formule (2)CS-1 du formulaire annexé audit Règlement adopté par l'arrêté en conseil 4010-72 du 27 décembre 1972, soient modifiés par le Règlement reproduit en annexe au présent arrêté en conseil.

QUE ce dernier Règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et qu'il entre en vigueur à la date de telle publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des pluies excessives au cours de l'année 1972 aux productions et dans la région désignées

1. L'article 1 du Règlement concernant un crédit spécial pour les producteurs agricoles ayant subi des dommages causés par des pluies excessives au cours de l'année 1972 aux productions et dans la région désignées, est modifié en remplaçant le paragraphe *a* de l'article 1 par le suivant:

« **a)** « animaux de ferme »: les animaux d'espèce bovine, chevaline, ovine et porcine ainsi que les oiseaux de basse-cour; ».

2. La formule (2)CS-1 annexée audit Règlement est modifiée en remplaçant, en première page, sous le titre « Objet du Prêt », après le mot « Catégories », le paragraphe A par le suivant:

O.C. 1130-73, 28 March 1973
Reg. 73-174, 30 March 1973

ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS
(S.Q. 1972, ch. 39)

Excessive rains (1972)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Regulation concerning special credit to agricultural producers in designated areas who suffered losses to designated productions from excessive rains in 1972.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization;

THAT the Regulation concerning special credit to agricultural producers in designated areas who suffered losses to designated productions from excessive rains in 1972 and also Form (2)CS-1 of the formulary annexed to the said Regulation, made by Order in Council 4010-72 dated 27 December 1972, be amended by the Regulation annexed to this Order in Council;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation concerning special credit to agricultural producers in designated area who suffered losses to designated productions from excessive rains in 1972

1. The Regulation concerning special credit to agricultural producers in designated areas who suffered losses to designated productions from excessive rains in 1972 is amended by replacing paragraph *a* of section 1 by the following:

"**(a)** livestock: animals of the bovine, equine, ovine or porcine species and poultry;".

2. Form (2)CS-1 annexed to the Regulation is amended by replacing paragraph A in the first page, under "Purpose of Loan", after the words "Loan categories", by the following:

« A) Dépenses se rapportant à l'achat d'aliments nécessaires au maintien de troupeaux d'espèce bovine, chevaline, ovine et porcine ainsi que des oiseaux de bassecour; ».

3. Que les deux modifications prévues ci-dessus prennent effet à compter du 10 janvier 1973, date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* du Règlement précité.

72-o

''(A) Expenditure on feed for cattle, horses, sheep of hogs, and for poultry;''.

3. That the two above amendments come into force upon, from and after 10 January 1973, being the date on which the Regulation was published in the *Québec Official Gazette*.

72-o

A.C. 1147-73, 28 mars 1973
Règ. 73-176, 30 mars 1973

LOI DE L'ACCRÉDITATION DES LIBRAIRES
(L.Q. 1965, ch. 21)

Aide aux libraires

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'aide aux librairies agréées.

ATTENDU QUE la récente dévaluation du dollar américain a entraîné une augmentation de la valeur des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien;

ATTENDU QUE cette dévaluation a eu comme effet de diminuer très largement (29% en moyenne) la marge de profit du libraire lorsqu'il vend aux institutions subventionnées;

ATTENDU QU'il y a lieu, de ce fait, de modifier le Règlement concernant l'aide aux librairies agréées (A.C. 354-72, du 2 février 1972, *G.O.* 26 février et 25 mars 1972 p. 1957 et 2973);

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre des affaires culturelles:

QUE le Règlement modifiant le Règlement concernant l'aide aux librairies agréées soit approuvé;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement concernant l'aide aux librairies agréées

1. Le Règlement concernant l'aide aux librairies agréées édicté par l'arrêté en conseil 354-72 du 2 février 1972 est modifié en remplaçant le tableau A par le suivant:

TABLEAU A

PRIX QUE DOIVENT PAYER LES INSTITUTIONS SUBVENTIONNÉES

Livres étrangers, non soumis à une exclusivité au Canada, que les librairies agréées peuvent acheter de l'éditeur étranger original (ou de son diffuseur exclusif) et qui leur sont facturés en monnaies étrangères.

O.C. 1147-73, 28 March 1973
Reg. 73-176, 30 March 1973

BOOKSELLERS ACCREDITATION ACT
(S.Q. 1965, ch. 21)

Assistance to accredited brookshops

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING assistance to accredited bookshops.

WHEREAS the recent devaluation of the American dollar produced an increase in the value of foreign currency with respect to the Canadian dollar;

WHEREAS the result of such devaluation was a marked decrease (an average of 29%) in the margin of profits realized by booksellers in their sales to subsidized institutions;

WHEREAS, for this reason, it is expedient to amend the Regulation respecting assistance to accredited bookshops (O.C. 354-72 dated 2 February 1972, *O.G.* 26 February and 25 March 1972, pages 1957 and 2923);

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the Regulation amending the Regulation respecting assistance to accredited bookshops be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation respecting assistance to accredited bookshops

1. The Regulation respecting assistance to accredited bookshops enacted by Order in Council 354-72 dated 2 February 1972 is amended by replacing Table A by the following:

TABLE A

PRICES TO BE PAID BY SUBSIDIZED INSTITUTIONS

Foreign books not under exclusive distribution rights in Canada that may be purchased by accredited bookshops from the original foreign publisher (or his exclusive foreign distributor) and for which they are billed in foreign currency.

Remises de base obtenue par les librairies agréées — *Basic discounts obtained by accredited brookshops*	Catégories de livres correspondant en général aux remises de base ci-contre — *Categories of books generally corresponding to the basic discounts opposite*	Taux de conversion des monnaies étrangères servant à déterminer les prix nets que doivent payer les institutions sur les livres provenant de — *Foreign currency exchange rate used in determining the net prices to be paid by institutions for books from*					
		France — *France*	Belgique — *Belgium*	Suisse — *Switzerland*	E.U. soumis à aucun droit de douane — *U.S.A. If not dutiable*	E.U. soumis à des droits de douane — *U.S.A. If dutiable*	Grande-Bretagne — *Great Britain*
40% et /*and* 38%	Littérature générale, ouvrages pour la jeunesse, livres d'art, littérature religieuse, utilité pratique, collections de poche, etc. /*General literature, books for youth, art books, religious literature applied crafts, pocket-books, etc.*	.226 (F-1)	.0265 (B-1)	.318 (S-1)	.90 (E-1)	1.00 (ED-1)	2.52 (G-1)
35% et/*and* 33 1/3%	—idem—	.235 (F-2)	.0281 (B-2)	.336 (S-2)	.90 (E-2)	1.00 (ED-2)	2.69 (G-2)
30% et /*and* 25%	Dictionaires, encyclopédies, livres scientifiques et techniques, médecine, droit, érudition, enseignement, manuels scolaires agréés par le min. de l'éducation, etc. /*Dictionaries, encyclopedias, scientific and technical, medical, law, general knowledge and teaching books, school-books approved by the Dept. of Education, etc.*	.253 (F-3)	.0298 (B-3)	.354 (S-3)	1.05 (E-3)	1.15 (ED-3)	2.83 (G-3)
20%	Érudition, encyclopédies, etc. *General knowledge, encyclopedias, etc.*	.286 (F-4)	.0343 (B-4)	.401 (S-4)	1.05 (E-4)	1.15 (ED-4)	3.20 (G-4)
15%	—idem—	.286 (F-5)	.0343 (B-5)	.401 (S-5)	1.20 (E-5)	1.30 (ED-5)	3.20 (G-5)
10%	—idem—	.286 (F-6)	.0343 (B-6)	.401 (S-6)	1.20 (E-6)	1.30 (ED-6)	3.20 (G-6)
0%	—idem—	.286 (F-7)	.0343 (B-7)	.401 (S-7)	1.20 (E-7)	1.30 (ED-7)	3.20 (G-7)

(R.A.L. p. 2-064)
67-o

(S.R. p. 2-064)
67-o

A.C. 1150-73, 28 mars 1973
Règ. 73-177, 30 mars 1973

Identification visuelle des véhicules gouvernementaux

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'identité visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux.

ATTENDU QU'un programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec est administré par le service de normalisation visuelle de la direction générale de l'Édition du ministère des communications;

ATTENDU QUE ce programme comporte déjà des normes visuelles en matière de papeterie et de signalisation des immeubles;

ATTENDU QU'il y a lieu de poursuivre ce programme en donnant à l'ensemble des véhicules automobiles gouvernementaux une identité visuelle globale et dynamique;

ATTENDU QU'il est opportun de protéger la propriété et l'exclusivité d'utilisation de ces normes;

ATTENDU QUE le ministère des communications, en vertu du paragraphe *e* de l'article 3 de la Loi du ministère des communications (L.Q., 1969, ch. 65) et de l'arrêté en conseil 1981 du 1er juin 1971 créant la Direction générale de l'édition gouvernementale, a le mandat d'assurer des services et fonctions de normalisation et de production graphiques, en vue de permettre la réalisation d'une politique des Communications.

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre des communications:

QUE soit adoptée la norme intitulée «Norme d'identification visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux» annexée au présent arrêté en conseil;

QUE soit adoptée la norme couleur «bleu Québec» du Bureau de la normalisation du Québec, portant le numéro BNQ 9901-901-1973-03-06, annexée au présent arrêté en conseil;

QUE les ministères et organismes publics au sens de l'article 3 de la Loi du ministère des communications (L.Q., 1969, ch. 65) dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (L.Q. 1965, ch. 14) ainsi que les organismes publics dont les ressources proviennent, pour plus de la moitié, du fonds consolidé du revenu et dont le budget est voté annuellement par l'Assemblée nationale, à l'exclusion de la Sûreté du Québec, soient tenus d'appliquer cette norme sur les véhicules automobiles qu'ils possèdent, au fur et à mesure de l'achat, du remplacement ou de la réparation des véhicules;

O.C. 1150-73, 28 March 1973
Reg. 73-177, 30 March 1973

Visual identification of Government vehicles

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the visual identification of Government motor vehicles.

WHEREAS a Government of Québec visual identification programme is administered by the visual standardization service of the Publications Branch of the Department of Communications;

WHEREAS this programme already comprises visual standards for stationery and signs on immoveables;

WHEREAS it is expedient to expand this programme by giving all Government motor vehicles a uniform and striking visual identification;

WHEREAS it is expedient to protect the ownership and exclusive use of such standards;

WHEREAS under subparagraph *e* of section 3 of the Communications Department Act (S.Q. 1969, ch. 65) and under Order in Council 1981 dated 1 June 1971 by which the Government Publications Branch was created, the Department of Communications is empowered to provide the services and functions of standardization and graphic arts, in order to implement a Communications policy.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Communications:

THAT the standard entitled, "Visual identification standard of Government motor vehicles", annexed to this Order in Council, be adopted;

THAT the colour standard "Québec blue" of the Québec Standards Bureau, numbered BNQ 9901-901-1973-03-06 and annexed to this Order in Council, be adopted;

THAT the departments and public bodies within the meaning of section 3 of the Communications Department Act (S.Q. 1969, ch. 65), whose officers or employees must, by law, be appointed or remunerated in accordance with the Civil Service Act (S.Q. 1965, ch. 14), and any public body more than one-half of whose resources are derived from the consolidated revenue fund and whose budget is voted annually by the National Assembly, with the exception of the Québec Police Force, be bound to apply this standard to all motor vehicles in their possession upon the purchase, replacement or repair of such vehicles;

QUE le ministère des communications, par son service de normalisation visuelle de la direction générale de l'Édition, surveille l'application de ces normes;

QUE le ministre des communications prenne les mesures pour protéger la propriété et l'exclusivité d'utilisation de ces normes en les enregistrant auprès des autorités compétentes.

QUE le présent arrêté en conseil prenne effet au moment de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

THAT the Department of Communications supervise the application of such standards through its visual standardization service of the Publications Branch;

THAT the Minister of Communications take the necessary measures to protect the ownership and exclusive use of such standards by registering them with the competent authorities.

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Norme d'identification visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux

1. Couleur:

1.1 Principe: Toutes les parties peintes et extérieures des véhicules automobiles gouvernementaux doivent être « bleu Québec », BNQ 9901-901, seule l'identification apparaissant en blanc. L'expression « véhicule automobile », ci-après appelé véhicule, comprend tout le matériel roulant sur les chemins et terres publics y compris les « véhicules automobiles » et « combinaisons de véhicules » au sens du Code de la route.

1.2 Exceptions: Deux facteurs répondant à des fonctions définies motivent l'utilisation d'autres couleurs de fond que le « bleu Québec ».

1.2.1 Facteurs de sécurité:

Les véhicules affectés aux fonctions définies ci-dessous et exigeant, pour des raisons sécuritaires, un signalement visuel des plus efficaces doivent être « jaune sécurité ».

Toutes les parties peintes et extérieures de ces véhicules doivent être jaunes 505-109 conformément à la norme ONGC 1-GP-12c, seule l'identification apparaissant en noir.

1.2.1.1. Les véhicules appelés à circuler à vitesse réduite ou à stationner sur les voies rapides.

1.2.1.2. Les véhicules appelés à circuler principalement de nuit ou dans des conditions de visibilité réduite.

1.2.1.3. Les véhicules opérant ou stationnant sur les chantiers.

1.2.1.4. Les véhicules appelés à effectuer des opérations de secours.

1.2.2. Facteurs de discrétion:

L'identification des véhicules répondant aux facteurs de discrétion non exceptionnels se limite à la seule application de l'emblème officiel, en petite dimension.

Visual identification standard of Government motor vehicules

1. Colour:

1.1 Rule: All exterior and painted parts of Government motor vehicles shall be "Québec blue", BNQ 9901-901 and only identification markings thereon shall be white. The expression "motor vehicle", hereinafter called vehicle, shall comprise all rolling-stock operating on public highways and lands, including "motor vehicles" and "combinations of motor vehicles" within the meaning of the Highway Code.

1.2 Exceptions: The use of field colours other than "Québec blue" shall be based on two factors corresponding to specific functions.

1.2.1 Safety factors:

Vehicles used for the purposes described below and requiring, for safety reasons, the most effective visual identification shall be "safety yellow".

All exterior and painted parts of such vehicles shall be yellow 505-109 in accordance with CGSB Standard 1-GP-12C, and only identification markings thereon shall be black.

1.2.1.1 Slow-moving vehicles or vehicles required to stop on freeways.

1.2.1.2. Vehicles required to operate principally after dark or in conditions of reduced visibility.

1.2.1.3 Vehicles operating or stopping on work sites.

1.2.1.4 Vehicles required for rescue operations.

1.2.2. Discretionary factors:

Vehicles that meet the non-exceptional discretionary factors shall be identified by only a small official emblem affixed thereon.

Le facteur de discrétion exceptionnel recherché dans l'aspect de certains véhicules permet à ces derniers d'échapper à toutes normes.

2. Identification:

2.1 Composition: L'identification est composée des éléments suivants:

2.1.1 Les éléments composant l'identification doivent être blancs sur bleu ou noirs sur jaune.

2.1.2. Le caractère est « l'Helvética médium ».

2.1.3. L'emblème officiel (fleur de lys traversée du mot « Québec ».

2.1.4. Le nom du ministère dans son appellation simplifiée.

2.1.5. La codification chiffrée.

2.2 Position: La position exacte des différents éléments composant l'identification doit être conforme aux modèles établis pour les différentes catégories et types de véhicules.

2.2.1. L'emblème officiel doit apparaître ordinairement sur les deux côtés des véhicules (groupé avec le nom du ministère) et à l'arrière des véhicules, sur le côté gauche.

2.2.2. Le nom du ministère, disposé généralement sur une ou deux lignes et précédé par l'emblème, doit apparaître ordinairement sur les deux côtés des véhicules. Les mots identifiant les ministères sont alignés sur la gauche et débutent à la hauteur du sommet de l'emblème.

2.2.3. La codifieation chiffrée doit apparaître sur les deux côtés des véhicules (dans la mesure du possible à l'avant et à la hauteur de la ligne supérieure de l'identification du ministère et à l'arrière, à droite à la hauteur du sommet de l'emblème).

2.3 Dimension: L'emblème doit avoir une hauteur équivalente à celle d'une identification disposée sur deux lignes, l'interligne étant égal à 1/2 hauteur de majuscule.

La hauteur d'une lettre majuscule ainsi que les chiffres doivent avoir 2 pouces et l'emblème 5 1/4 pouces dans l'identification de la majorité des véhicules.

Des lettres de 1 pouce de hauteur avec l'emblême de 2 5/8 pouces sont requises pour l'identification des plus petits véhicules, tel que motocyclettes, motoneiges et autres.

2.4 Procédés techniques d'application: Le nom du ministère et l'emblème apparaissant sur les côtés des véhicules doivent être appliqués au moyen de décalques au ciment, produits d'après les modèles (« prêts à photographier ») établis pour chaque ministère.

La codification chiffrée apparaissant sur les côtés et à l'arrière des véhicules, ainsi que l'emblème à l'arrière

Vehicles that meet the exceptional discretionary factor shall be free of all standards.

2. Identification:

2.1 Composition: The identification consists of the following elements:

2.1.1 Identification markings shall be white on a blue field or black on a yellow field.

2.1.2 Lettering shall consist of "*Helvética médium*" characters.

2.1.3 The official emblem (*fleur de lys* transversed by the word "Québec").

2.1.4 The name of the Department in abbreviated form.

2.1.5 The numbered coding.

2.2 Location: The precise location of the various elements of identification shall comply with the models established for the various categories and types of vehicles.

2.2.1 The official emblem shall customarily appear on both sides of the vehicle (together with the name of the Department) and at the rear of the vehicle on the left side.

2.2.2 The name of the Department, generally occupying one or two lines and preceded by the emblem, shall customarily appear on both sides of the vehicle. The words used to identify the Departments shall be alligned to the left and begin at the level of the peak of the emblem.

2.2.3 The numbered coding shall appear on both sides of the vehicle (as far as possible at the front and at the level of the top line of the identification of the Department, and at the rear to the right on the same level as the peak of the emblem).

2.3 Size: The height of the emblem shall be equal to that of an identification consisting of two lines, the interspacing of which shall be equal to 1/2 the height of the capital letters.

In the identification of the majority of vehicles, capital letters and figures shall be 2 inches in height and the emblem shall be 5 1/4 inches in height.

In the case of smaller vehicles, such as motorcycles, snowmobiles, etc., the height of the letters shall be 1 inch and that of the emblem 2 5/8 inches.

2.4 Technical means of affixing: The name of the Department and the emblem appearing on both sides of the vehicle shall be affixed by cement stickers based on the ("ready to photograph") model established for each Department.

The numbered coding appearing on both sides and on the rear of the vehicle as well as the emblem on

des véhicules doivent être découpés à l'emporte-pièce dans du vinyl adhésif par pression.

NORME

COULEUR « BLEU QUÉBEC »

B.N.Q. 9901-901 — 1973-03-06

1. Objet:

1.1 La présente norme a pour objet de définir les caractéristiques du « Bleu Québec » utilisé par le Gouvernement du Québec pour l'identification de ses véhicules, l'impression de sa papeterie, la signalisation à l'intérieur et à l'extérieur des édifices de l'État et pour divers autres objets.

1.2 Cette norme ne couvre pas les exigences de la couleur du drapeau du Québec dont le bleu est défini dans la norme BNQ 7192-160.

2. Terminologie: La terminologie utilisée dans cette norme est celle couramment employée en français, dans le domaine de la colorimétrie.

3. Documents:

3.1 Les documents mentionnés ci-dessous s'appliquent à la présente norme. Il s'agit dans chaque cas de la version en vigueur à la date d'appel d'offres, sauf indication contraire.

Normes de l'American Society for Testing and Materials

ASTM D1729: « Visual Evaluation of Color Differences of Opaque Materials ».

ASTM E308: « Spectrophotometry and Description of Color in CIE 1931 System ».

3.2. On peut obtenir des exemplaires de ces documents en s'adressant à:

ASTM: American Society for Testing and Materials 1916 Race Street, Philadelphia, Pa 19103, U.S.A.

4. Exigences générales:

4.1 La couleur doit être uniforme sur toute la surface où elle est appliquée.

4.2 La couleur bleue appliquée sous forme de peinture, teinture, encre ou autre doit être visuellement identique d'un subjectile à l'autre.

the rear shall be die-stamped from pressurized vinyl adhesive.

STANDARD

COLOUR — "QUÉBEC BLUE"

Q.S.B. 9901-901 — 1973-03-06

1. Object:

1.1 The object of this standard is to define the characteristics of "Québec Blue" used by the Québec Government for the identification of its vehicles, the printing of its stationery, the identification signs posted inside and outside public buildings and for various other purposes.

1.2 This standard shall not cover the colour requirements of the Québec flag whose colour is defined in BNQ Standard 7192-160.

2. Works and expressions: The words and expressions used in this standard shall be those commonly used in the field of colorimetry.

3. Documents:

3.1 The documents mentioned hereinafter shall apply to this standard. In each case, the document is that in force on the date of calls for tenders, unless otherwise stipulated.

Standards of the American Society for Testing and Materials.

ASTM D1729: "Visual Evaluation of Color Differences of Opaque Materials".

ASTM E 308: "Spectrophotometry and Description of Color in CIE 1931 Systems".

3.2 Copies of these documents may be obtained by writing to:

ASTM: American Society for Testing and Materials 1916 Race Street, Philadelphia, Pa 19103, U.S.A.

4. General requirements:

4.1 The colour must be uniform over the entire surface on which it is applied.

4.2 The colour blue, whether applied in the form of paint, dye, ink or by other means, shall be visually identical on all supports.

5. Exigences particulières:

5.1 La couleur bleue utilisée pour l'identification visuelle doit avoir les caractéristiques chromatiques suivantes:

X — 12.23
Y — 15.37
ZX — 43.07
LX — 0.17302
LY — 0.21749

5.2 La tolérance totale doit être inférieure ou égale à 2 unités McAdams pour la peinture et de 5 unités McAdams pour tout autre matériau.

5.3 Lorsqu'une vérification par contretypage est effectuée, on ne doit noter aucune différence appréciable entre l'étalon secondaire et l'échantillon à analyser.

5.4 Les caractéristiques de la couleur doivent être déterminées conformément à la méthode E308 de l'ASTM. Le contretypage doit être effectué selon la méthode D1729 de l'ASTM.

5.5 Les valeurs numériques données à l'article 5.1 ont été lues au moyen des appareils suivants: Spectronic 505 Bausch & Lomb et DPE Digital Computer.

6. Remarques:

6.1 Conformité: Le Bureau de Normalisation du Québec peut, sur demande, effectuer la vérification de la conformité à la présente norme.

6.2 Des étalons secondaires de la couleur servant à l'identification visuelle peuvent être obtenus en s'adressant au Bureau de Normalisation du Québec.

6.3 Tout commentaire ainsi que toute demande de renseignements additionnels doivent être adressés au Bureau de Normalisation du Québec.

79-o

5. Specific requirements:

5.1 The colour blue which is used for visual identification shall have the following chromatic characteristics:

X — 12.23
Y — 15.37
Z — 43.07
LX — 0.17302
LY — 0.21749

5.2 The admitted tolerance for paint shall be less than or equal to 2 McAdams units and 5 McAdams units for other material.

5.3 When verifying by colour-matching, no significant difference must be observed between the standard and the sample to be compared.

5.4 The colour characteristics shall be determined in accordance with ASTM method E308. Colour-matching shall be made in accordance with ASTM method D 1729.

5.5 The numerical values given in section 5.1 were read by means of the following instruments: Spectronic 505 Bausch & Lomb and DPE Digital Computer.

6. Remarks:

6.1 Conformity: The Québec Standards Bureau may, upon request, verify conformity of this standard.

6.2 The standards of the colour used in visual identification may be obtained by writing to the Québec Standards Bureau.

6.3 All comments and any requests for additional information must be addressed to the Québec Standards Bureau.

79-o

A.C. 1154-73, 28 mars 1973
Règ. 73-178, 30 mars 1973

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Coiffeurs de Drummondville

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du comité conjoint des coiffeurs de Drummondville.

ATTENDU QUE le comité conjoint des coiffeurs de Drummondville, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 2468 du 27 décembre 1961 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité conjoint est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministère du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du comité conjoint des coiffeurs de Drummondville dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Prélèvement

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20, de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le comité conjoint des coiffeurs de Drummondville, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 2468 du 27 décembre 1961 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 5 décembre 1972, de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après.

1. *Prélèvement*: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 1154-73, 28 March 1973
Reg. 73-178, 30 March 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Hairdressers of Drummondville

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Joint Committee of Hairdressers of Drummondville.

WHEREAS the Joint Committee of Hairdressers of Drummondville commissioned to ensure the supervision and observance of Decree 2468 of December 27, 1961, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, artisans and employees governed by the said decree;

WHEREAS the Joint Committee concerned has complied with the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy regulation for the Joint Committee of Hairdressers of Drummondville be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION NUMBER 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.), the Joint Committee of Hairdressers of Drummondville entrusted with the supervision and enforcement of Decree 2468 of December 27, 1961 and all further amendments, has decided at a meeting held on December 5, 1972, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, artisans and from employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described.

1. *Levy:* The levy is exigible for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 2468 du 27 décembre 1961 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité conjoint une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 2468 du 27 décembre 1961 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité conjoint une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

c) Les artisans assujettis, dans la zone 1, au décret 2468 du 27 décembre 1961 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité conjoint un montant fixe de 40¢ par semaine.

d) les artisans assujettis, dans la zone 2, au décret 2468 du 27 décembre 1961 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité conjoint un montant fixe de 35¢ par semaine.

2. *Perception et remise:* L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité conjoint les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement au comité conjoint par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Prévisions budgétaires*: Est annexé au présent règlement l'estimé des recettes et des déboursés du comité conjoint pour l'année civile 1973.

(*a*) all professional employers governed by Decree 2468 of December 27, 1961 and all further amendments, shall pay the Joint Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowance or bonuses).

(*b*) all employees governed by Decree 2468 of December 17, 1961 and all further amendments, shall remit to the Joint Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(*c*) in zone I, artisans governed by Decree 2468 of December 27, 1961 and all further amendments, shall pay the Joint Committee a fix amount of 40¢ per week;

(*d*) in zone II, artisans governed by Decree 2468 of December 27, 1961 and all further amendments, shall pay the Joint Committee a fix amount of 35¢ per week.

2. *Collection and remittance:* The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

Professional employers shall remit to the Joint Committee all amounts payable by themselves and by their employees when submitting their monthly report to the Committee.

The levy imposed by this regulation is payable each month to the Committee by the professional employer and the employee without previous formal notice.

3. *Estimate of revenue and expenditure:* An estimate of the revenue and expenditure of the Joint Committee for the period extending from January 1, 1973, to December 31, 1973, is attached to this Regulation.

COMITÉ CONJOINT DES COIFFEURS DE DRUMMONDVILLE

Prévisions budgétaires pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1973

Revenus:

Cotisations patronales	$ 2,600
Cotisations ouvrières	$ 2,600
Cotisations artisanales	$ 5,900
Amendes	$ 200
Frais d'examens	$ 500

THE JOINT COMMITTEE OF HAIRDRESSERS OF DRUMMONDVILLE

Estimate of revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31, 1973

Revenue:

Employers' dues	$ 2,600
Employees' dues	$ 2,600
Artisans' dues	$ 5,900
Fines	$ 200
Examination fees	$ 500

Intérêts sur placements, comptabilité générale	$ 150
Total des revenus prévus	$11,950
Comptes dépenses administration générale:	
Salaires administration générale	$ 4,160
Assurance-chômage, (part du comité)	$ 30
Régime Rentes du Québec, (part du comité)	$ 36
Assurance maladie du Québec, (part du comité)	$ 47
Commission des accidents du travail	$ 20
Papeterie et accessoires de bureau	$ 300
Téléphones et télégrammes	$ 280
Frais postaux	$ 364
Intérêts et frais de banque	$ 35
Abonnement et publicité	$ 30
Publication de décret et publicité	$ 200
Assurance fidéjussion	$ 25
Assurances générales	$ 18
Vérificateur	$ 240
Total dépenses, administration générale prévues	$ 5,985
Comptes dépenses administration inspection-vérification:	
Salaires des inspecteurs	$ 2,160
Régime Rentes du Québec, (part du comité)	$ 5
Assurance maladie du Québec, (part du comité)	$ 16
Papeterie et accessoires de bureau	$ 35
Remboursement de dépenses autorisées	$ 1,600
Total dépenses, administration inspecteurs	$ 3,816
Compte dépenses administration propriété:	
Salaire du concierge	$ 45
Loyer	$ 520
Total dépenses, administration propriété prévues	$ 565
Comptes dépenses membres du comité:	
Assemblées régulières, jetons de présences	$ 270
Assemblées régulières, frais déplacements	$ 1,242
Autres dépenses	$ 210
Total dépenses membres du comité prévues	$ 1,722
Comptes divers:	
Frais-examens de qualification du travail	$ 540

Interest on investments, general accounting	$ 150
Estimated total revenue	$ 11,950
General administration expensive:	
Salaries, general administration	$ 4,160
Unemployment Insurance (Committee's share)	$ 30
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 36
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 47
Workmen's Compensation Commission	$ 20
Stationery and office equipment	$ 300
Telephones and telegrams	$ 280
Postage	$ 364
Banking, interest and costs	$ 35
Subscription and advertising	$ 30
Publication of decree and advertising	$ 200
Fidelity bond	$ 25
General Insurance	$ 18
Auditor's fees	$ 240
Estimated total, general administration expenses	$ 5,985
Inspection-auditing administration expenses:	
Inspectors' salaries	$ 2,160
Québec Pension Plan (Committee's share)	$ 5
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	$ 16
Stationery and office equipment	$ 35
Reimbursement of authorized expenses	$ 1,600
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$ 3,816
Expenses for administration of premises:	
Janitor's salary	$ 45
Rent	$ 520
Estimated total, expenses for administration of premises	$ 565
Expenses, committee members:	
Regular meetings, attendance fees	$ 270
Regular meetings, travelling expenses	$ 1,242
Other expenses	$ 210
Estimated total expenses committee members	$ 1,722
Miscellaneous expenses:	
Competency examination expenses	$ 540

Total reporté des revenus prévus	$11,950
Dépenses:	
Comptes de dépenses administration générale	$ 5,985
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	$ 3,816
Comptes de dépenses administration propriété	$ 565
Comptes de dépenses, membres du Comité	$ 1,722
Comptes divers	$ 540
Total des dépenses prévues	$12,628
Déficit prévu, avant immobilisations	$ 678

64-o

Estimated total revenue carried forward	$ 11,950
Expenditure:	
General administration expenses	$ 5,985
Inspection-auditing, administration expenses	$ 3,816
Expenses for administration of premises	$ 565
Expenses, committee members	$ 1,722
Miscellaneous expenses	$ 540
Estimated total expenses	$ 12,628
Deficit, before capitalisation	$ 678

64-o

A.C. 1155-73, 28 mars 1973
Règ. 73-179, 30 mars 1973

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Confection pour dames

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du comité conjoint de la confection pour dames au Québec.

ATTENDU QUE le comité conjoint de la confection pour dames au Québec, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 523 du 11 mai 1955 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité conjoint est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du comité conjoint de la confection pour dames au Québec dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Prélèvement

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20, de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le comité conjoint de la confection pour dames au Québec, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 523 du 11 mai 1955 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 4 décembre 1972, de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après.

O.C. 1155-73, 28 March 1973
Reg. 73-179, 30 March 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Ladies' Cloak and Suit Industry

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the levy regulation (number 1) of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for Québec.

WHEREAS the Joint Committee of the Ladies' Clock and Suit Industry for Québec commissioned to ensure the supervision and observance of Decree 523 of May 11, 1955 including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers and employees governed by the said decree;

WHEREAS the Joint Committee concerned has complied with the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964. chapter 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy regulation for the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for Québec be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION NUMBER 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection *i* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.), the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for Québec entrusted with the supervision and enforcement of Decree 523 of May 11, 1955 and all further amendments, has decided at a meeting held on December 4, 1972, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers and from employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described.

1. *Prélèvement:* Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er mai 1973 et le 31 décembre 1973 et il est exercé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 523 du 11 mai 1955 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité conjoint une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations au 'bonis);

b) les salariés assujettis au décret 523 du 11 mai 1955 et ses modifications ultérieures, doivent verser au comité conjoint une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. *Perception et remise:* L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité conjoint les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement au comité conjoint par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Prévisions budgétaires:* Est annexé au présent règlement l'estimé des recettes et des déboursés du comité conjoint pour l'année civile 1973.

COMITÉ CONJOINT DE LA CONFECTION POUR DAMES DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Prévisions budgétaires
pour la période
du 1er janvier au 31 décembre 1973

Revenus:

Cotisations patronales	$ 46,000
Cotisations ouvrières	$ 46,000
Pourcentage sur réclamations	$ 250
Amendes	$ 350
Intérêts sur placements vacances	$ 1,685
Total des revenus prévus	$ 94,285

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	$ 36,175
Assurance-chômage, (part du comité)	$ 313
Régime Rentes du Québec, (part du comité)	$ 630
Assurance maladie du Québec, (part du comité)	$ 520

1. *Levy:* The levy is exigible for the period extending from May 1, 1973 to December 31, 1973; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(*a*) all professional employers governed by Decree 523 of May 11, 1955 and all further amendments, shall pay the Joint Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commission, allowances or bonuses);

(*b*) all employees governed by Decree 523 of May 11, 1955 and all further amendments, shall remit to the Joint Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. *Collection and remittance:* The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

Professional employers shall remit to the Joint Committee all amounts payable by themselves and by their employees when submitting their monthly report to the Committee.

The levy imposed by this Regulation is payable each month to the Committee by the professional employer and the employee without previous formal notice.

3. *Estimate of revenue and expenditure:* An estimate of the revenue and expenditure of the Joint Committee for the period extending from January 1, 1973, to December 31, 1973, is attached to this Regulation.

THE JOINT COMMITTEE OF THE LADIES' CLOAK AND SUIT INDUSTRY FOR QUÉBEC

Estimate of revenue and expenditure
for the period extending
from January 1st to December 31, 1973

Revenue:

Employers' dues	$ 46,000
Employees' dues	$ 46,000
Percentage on claims	$ 250
Fines	$ 350
Interest on vacation pay invested	$ 1,685
Estimated total revenue	$ 94,285

General administration expensive:

Salaries, general administration	$ 36,175
Unemployment Insurance, (Committee's share)	$ 313
Québec Pension Plan, (Committee's share)	$ 630
Québec Health Insurance Plan, (Committee's share)	$ 520

Assurances collectives, (part du comité)	$	2,060
Commission des Accidents du Travail	$	82
Papeterie et accessoires de bureau	$	1,000
Frais judiciaires	$	9,000
Location d'équipement	$	4,858
Ententes de services	$	270
Télephones et télégrammes	$	1,344
Frais postaux	$	624
Abonnement et publicité	$	70
Publication de décret et publicité	$	350
Assurances générales	$	165
Vérificateur	$	2,300
Autres dépenses	$	300
Total dépenses, administration générale prévues	$	60,061
Comptes dépenses administration inspection-vérification:		
Salaires des inspecteurs	$	13,912
Assurance-chômage, (part du comité)	$	94
Régime Rentes du Québec, (part du comité)	$	125
Assurance maladie du Québec, (part du comité)	$	105
Caisse de retraite, (part du comité)	$	515
Papeterie et accessoires de bureau	$	560
Remboursement de dépenses autorisées	$	1,200
Allocations automobiles	$	1,820
Autres dépenses	$	518
Total dépenses, administration inspecteurs	$	18,849
Comptes dépenses administration propriété:		
Loyer	$	10,662
Taxes municipales	$	775
Total dépenses, administration propriété prévues	$	11,437
Comptes dépenses membres du comité:		
Assemblées régulières jetons de présences	$	720
Assemblées régulières frais déplacements	$	1,440
Total dépenses, membres du comité prévues	$	2,160
Total reporté des revenus prévus	$	94,285

Group Insurance, (Committee's shares)	$	2,060
Workmen's Compensation Commission	$	82
Stationery and office equipment	$	1,000
Legal fees	$	9,000
Equipment rental	$	4,858
Contracts for services	$	270
Telephones and telegrams	$	1,344
Postage	$	624
Subscription and advertising	$	70
Publication of decree and advertising	$	350
General Insurance	$	165
Auditor's fees	$	2,300
Other expenses	$	300
Estimated total, general administration expenses	$	60,061
Inspection-auditing administration Expenses:		
Inspectors' salaries	$	13,912
Unemployment Insurance, (Committee's share)	$	94
Québec Pension Plan, (Committee's share)	$	125
Québec Health Insurance Plan, (Committee's share)	$	105
Retirement pension fund, (Committee's share)	$	515
Stationery and office equipment	$	560
Reimbursement of authorized expenses	$	1,200
Automobile allowance	$	1,820
Other expenses	$	518
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	$	18,849
Expenses for administration of premises:		
Rent	$	10,662
Municipal taxes	$	775
Estimated total, expenses for administration of premises	$	11,437
Expenses, committee members:		
Regular meetings, attendance fees	$	720
Regular meetings, travelling expenses	$	1,440
Estimated total expenses, committee members	$	2,160
Estimated total revenue carried forward	$	94,285

Dépenses:

Comptes de dépenses, administration générale	$ 60,061
Comptes de dépenses, administration inspection-vérification	$ 18,849
Comptes de dépenses, administration propriété	$ 11,437
Comptes de dépenses, membres du Comité	$ 2,160
Total des dépenses prévues	$ 92,507
Surplus prévu, avant immobilisations	$ 1,778

64-o

Expenditure:

General administration, expenses	$ 60,061
Inspection-auditing, administration expenses	$ 18,849
Expenses for administration of premises	$ 11,437
Expenses, committee members	$ 2,160
Estimated total expenses	$ 92,507
Estimated surplus, before capitalisation	$ 1,778

64-o

A.C. 1156-73, 28 mars 1973
Règ. 73-180, 30 mars 1973

LOI DES ACCIDENTS DE TRAVAIL
(S.R.Q. 1964, ch. 159)

Amiante

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transfert d'industries dans la Classe 10 de la Cédule I.

ATTENDU QUE la Loi des accidents du travail (S.R.Q., 1964, ch. 159 et am.) et plus spécialement les articles 59, 77 et 81, permettent à la Commission de transférer certaines industries d'une classe à une autre classe de la Cédule I;

ATTENDU QUE le règlement numéro 50 (1973) dont copie est annexée aux présentes, adopté par la Commission à sa séance du 14 février 1973, a pour objet de transférer l'industrie de la fabrication de fibres et articles en amiante de la Classe 17 à la Classe 10 de la Cédule I;

ATTENDU QU'il est approprié que cette industrie soit jointe à des industries dont les activités sont comparables afin de permettre, sur la base de la mutualité, une meilleure répartition des risques et ne pas occasionner des taux différents de cotisation;

ATTENDU QU'il y a lieu de transférer cette industrie à laquelle réfère ledit règlement numéro 50 (1973) et de l'adopter;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 50 (1973), approuvé par la Commission des accidents du travail à sa séance du 14 février 1973 et dont copie est annexée, soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif.
JULIEN CHOUINARD.

Règlement numéro 50 (1973) concernant le transfert d'industries dans la Classe 10 de la Cédule I

La Commission des accidents du travail de Québec, en exécution de la Loi des accidents du travail (S.R.Q., 1964, ch. 159 et am.),

O.C. 1156-73, 28 March 1973
Reg. 73-180, 30 March 1973

WORKMEN'S COMPENSATION ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 159)

Asbestos

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the approval of Regulation No. 50 (1973) of the Québec Workmen's Compensation Commission relating to the transfer of industries to Class 10 in Schedule I.

WHEREAS the Workmen's Compensation Act (R.S.Q., 1964, ch. 159 and am.), and more particularly Sections 59, 77 and 81 thereof empower the Commission to modify the classification of industries in Schedule I;

WHEREAS Regulation No. 50 (1973), a copy of which is annexed hereto, adopted by the Commission at its meeting of 14 February 1973, concerns the transfer of the manufacturing of fibre and articles made from asbestos from Class 17 to Class 10 in Schedule I;

WHEREAS it is expedient that the said industry be included with industries whose activities are comparable in order to effect, on the basis of reciprocity, a better distribution of the risks and not give rise to different assessment rates;

WHEREAS it is expedient to transfer the said industry to which Regulation No. 50 (1973) refers and adopt the Regulation;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation No. 50 (1973), approved by the Québec Workmen's Compensation Commission at its meeting of 14 February 1973, and copy of which is annexed hereto, be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation No. 50 (1973) concerning the transfer of industries to Class 10 in Schedule I

The Québec Workmen's Compensation Commission, pursuant to the Workmen's Compensation Act (R.S.Q., 1964, ch. 159 and am.),

1. Ordonne et statue:

que l'industrie de la fabrication de fibres et articles en amiante soit transférée de la Classe 17 à la Classe 10 de la Cédule 1.

2. Le présent règlement numéro 50 (1973) entre en vigueur le 1er mai 1973.

(R.A.L. p. 6-801)

64-o

1. Orders and decrees:

that the industry for the manufacturing of fibre and articles made from asbestos be transferred from Class 17 to Class 10 in Schedule I.

2. That this Regulation No. 50 (1973) come into force on 1 May 1973.

(S.R. p. 6-801)

64-o

Règ. 73-181, 2 avril 1973

LOI SUR LE DIVORCE
(S.R.C. 1970, ch. D-8)

Règles de pratique (divorce)

AMENDEMENTS aux Règles de pratique de la Cour supérieure du Québec en matière de divorce.

Les amendements suivants aux Règles de pratique de la Cour supérieure du Québec en matière de divorce établies en vertu de l'article 19 de la Loi sur le divorce, (S.R.C. 1970, ch. D-8), et publiées dans la *Gazette officielle du Québec* le 22 juin 1968 et le 23 août 1969, ont été adoptés à une assemblée des juges de cette Cour tenue à cette fin au Palais de Justice, à Québec, les 9 et 10 février 1973.

1. L'article 1 est modifié en retranchant dans la cinquième ligne les mots « actuellement en vigueur ».

2. L'article 4 est abrogé et remplacé par le suivant:

« **4.** La cause sera continuée devant le tribunal du domicile du mari ou devant celui de la dernière résidence des époux. Cependant, dans le cas où le mari a son domicile en dehors du Québec, ou ne peut être trouvé, la cause sera continuée devant le tribunal de la résidence de l'épouse. »

3. L'article 7 du texte français est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *d* le chiffre « 3 » par le chiffre « 5 ».

4. L'article 17 est modifié en ajoutant dans la cinquième ligne, après le mot « juge », les mots « le registraire ».

5. L'article 18 est modifié en ajoutant dans la neuvième ligne, après le mot « juge », les mots « ou le registraire »; et en ajoutant dans la douzième ligne, après le mot « juge », les mots « ou le registraire ».

6. L'article 19 est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne le mot « reçue » par le mot « déposée ».

7. Le sous-paragraphe 2 de l'article 24 est abrogé et remplacé par le suivant:

« **2)** sur la première procédure par un intimé ou un mis en cause après comparution: $25; ».

FRÉDÉRIC DORION,
Juge en chef.

FREDERICK T. COLLINS,
Juge en chef adjoint suppléant.

(R.A.L. p. 1-829)

75-o

Reg. 73-181, 2 April 1973

DIVORCE ACT
(R.S.C. 1970, ch. D-8)

Rule of practice (divorce)

AMENDMENTS to the Rules of Practice of the Superior Court of Québec concerning divorce.

The following amendments to the Rules of Practice of the Superior Court of Québec concerning divorce enacted in virtue of Section 19 of the Divorce Act, (R.S.C. 1970, ch. D-8), and published in the *Québec Official Gazette* of June 22, 1968 and August 23, 1969, have been adopted at a meeting of Judges of the said Court held for the purpose at the Court House, Québec, on 9th and 10th February, 1973.

1. Section 1 is modified by deleting in the fifth line the words "presently in force".

2. Section 4 is repealed and replaced by the following:

"**4.** The case shall be continued before the Court of the domicile of the husband or before the Court of the last residence of the consorts. But if the husband is domiciled outside the Province of Québec or cannot be found, the case shall be continued before the Court where the wife resides."

3. The French text of section 7 is modified by substituting in the second line of sub-paragraph *d* the figure "5" for the figure "3".

4. Section 17 is modified by adding in the forth line, after the word "Judge", the words "or the registrar".

5. Section 18 is modified by adding in the ninth line, after the word "judge", the words "or the registrar", and by adding in the twelfth line, after the word "Judge", the words "or the registrar".

6. Section 19 is modified by substituting in the second line the word "filed" for the word "received".

7. Sub-paragraph 2 of section 24 is repealed and replaced by the following:

"**2)** upon the first proceeding by a respondent or mis en cause after presentation of an appearance; $25;".

FRÉDÉRIC DORION,
Chief Justice.

FREDERICK T. COLLINS,
Acting Associate Chief Justice.

(S.R. p. 1-829)

75-o

Règ. 73-182, 2 avril 1973

CODE DE PROCÉDURE CIVILE
(L.Q. 1965, ch. 80)

Tarif des huissiers

Tarif des huissiers de la Cour Supérieure

Nous, soussignés, Juges de la Cour supérieure du Québec, nous prévalant de l'article 47 du Code de procédure civile, déclarons établir, pour les huissiers de la Cour supérieure, les tarifs d'honoraires suivants:

Significations

1. Signification et rapport de toute procédure introductive d'instance dont le montant est déterminé:
   a) jusqu'à $10,000 ..... $ 5.00
   b) excédant $10,000 ..... $ 10.00
2. Signification et rapport de telle procédure dont le montant n'est pas déterminé (séparation de corps, divorce, injonction, etc.) .. $ 10.00
3. Signification de toute autre procédure, incidente ou accessoire:
   a) à un procureur ..... $ 2.00
   b) à une partie ..... $ 3.00
4. Signification de tout subpoena, assignation d'un juré ..... $ 2.00
5. Tout rapport de *non est inventus*, portes closes, rebellion, etc.:
   a) jusqu'à $10,000 ..... $ 5.00
   b) excédant $10,000 ..... $ 10.00

Arrestations

6. Exécution y compris le rapport de tout mandat d'amener, internement, *habeas corpus* et arrestations ..... $ 15.00

Saisies meubles et immeubles

7. Demande de paiement si non suivie de saisie. $ 5.00
8. Saisie:
   a) jusqu'à $10,000 ..... $ 10.00
   b) excédant $10,000 ..... $ 20.00
9. Rédaction de chaque série de 3 procès-verbaux ..... $ 3.00
10. Chaque copie additionnelle ..... $ 1.00

Reg. 73-182, 2 April 1973

CODE OF CIVIL PROCEDURE
(S.Q. 1965, ch. 80)

Tariffs of bailiffs

Tariff of bailiffs of the Superior Court

We the undersigned Judges of the Superior Court of Québec, under Article 47 of the Code of Civil Procedure, do hereby fix the following tariffs of fees for bailiffs of the Superior Court:

Service

1. Service and return of every proceeding introductive of suit, whose amount is determined:
   (a) up to $10,000 ..... $ 5.00
   (b) more than $10,000 ..... $ 10.00
2. Service and return of such proceeding whose amount is not determined (separation from bed and board, divorce, injunctions, etc.). $ 10.00
3. Service of any other proceeding, incidental or accessory:
   (a) to an attorney ..... $ 2.00
   (b) to a party ..... $ 3.00
4. Service of any subpoena, summonning of juros ..... $ 2.00
5. *Non est investus* returns, closed doors, rebellion, etc.:
   (a) up to $10,000 ..... $ 5.00
   (b) more than $10,000 ..... $ 10.00

Arrests

6. Carrying out and return of any warrant for arrest, confinement, *habeas corpus* and arrests ..... $ 15.00

Seizure of moveables and immoveables

7. Request for payment where not followed by seizure ..... $ 5.00
8. Seizure:
   (a) up to $10,000 ..... $ 10.00
   (b) more than $10,000 ..... $ 20.00
9. Drawing up of each series of minutes in triplicate ..... $ 3.00
10. Each additional copy ..... $ 1.00

11. Pour avis de vente à toutes les parties au bas du procès-verbal de saisie ..... $ 3.00

12. Pour mettre sous verrou ou sous garnison $. 10.00

13. Pour enlèvement d'effets lors d'une saisie. $ 10.00

14. Tout rapport de saisie et rapport à la suite d'opposition ou avis de surseoir ..... $ 3.00

15. Réception du dépôt ou cautionnement lors de la saisie ..... $ 5.00

16. En tout temps après la saisie, réception du cautionnement ou acceptation d'une caution (art. 739 C.P.C.):
a) jusqu'à $10,000 ..... $ 15.00
b) excédant $10,000 ..... $ 20.00

17. Rapport de *nulla bona*, y compris examen des lieux et évaluation des biens ..... $ 5.00

18. Vacation à l'ouverture des portes ..... $ 10.00

19. Certificat de saisie immobilière ..... $ 3.00

20. Rédaction d'avis ou attestations requises par les articles 617 et 623 (C.P.C.) ..... $ 5.00

21. Chaque signification de tels avis ou attestations ..... $ 5.00

Avis de saisie

22. Rédaction d'avis de la seconde saisie à être donné au premier saisissant et à l'officier instrumentant (art. 587 C.P.C.) y compris toutes copies additionnelles requises ..... $ 5.00

23. Chaque signification de tels avis ..... $ 5.00

Avis de vente

24. Rédaction de nouveaux avis de vente, original et toutes copies nécessaires à la suite d'une saisie suspendue ..... $ 5.00

25. Chaque signification de tels avis ..... $ 3.00

Annonces de vente

26. Rédaction d'annonces de vente en français et en anglais à être publiées dans les journaux y compris le dépôt au shérif—avec en plus les déboursés et transports requis pour telles publications ..... $ 8.00

27. À défaut de journaux, pour rédaction d'annonces de vente, affichage et dépôt au shérif $ 8.00

11. Notice of sale to all parties at the end of the minutes of the seizure ..... $ 3.00

12. For placing under lock or guard ..... $ 10.00

13. For removal of property under seizure ... $ 10.00

14. Every return of seizure and return following opposition or notice of stay of proceedings $ 3.00

15. Receipt of deposit or security at the time of seizure ..... $ 5.00

16. At any time after seizure, receipt of security or acceptance of a surety (C.C.P. Art. 739):
(a) up to $10,000 ..... $ 15.00
(b) more than $10,000 ..... $ 20.00

17. Return of *nulla bona*, including examination of premises and evaluation of property .. $ 5.00

18. Attendance at the opening of doors ..... $ 10.00

19. Certificate of seizure of immoveables ... $ 3.00

20. Drafting of notices or statement required under Articles 617 and 623 (C.C.P.) ..... $ 5.00

21. Every service of such notices or statements. $ 5.00

Notice of seizure

22. Drafting of notice of the second seizure to be given to the first seizing creditor and to the seizing officer (Art. 587), including all additional copies required ..... $ 5.00

23. Every service of such notices ..... $ 5.00

Notice of sale

24. Drafting of new notices of sale, including original and all copies required after a suspended seizure ..... $ 5.00

25. Every service of such notices ..... $ 3.00

Notices of sale

26. Drafting of notices of sale in French and English to be published in newspapers, including filing with the sheriff— plus costs and transportation expenses required for such publication ..... $ 8.00

27. In default of newspapers, for the drafting of notices of sale, the posting up and filing thereof with the sheriff ..... $ 8.00

Vente mobilière et immobilière

28. Demande de paiement ..... $ 5.00

29. Lecture d'annonces et conditions de vente immobilière ..... $ 5.00

30. Vente:

a) jusqu'à $10,000 ..... $ 15.00

b) excédant $10,000 ..... $ 25.00

31. Pour dresser procès-verbal de vente ..... $ 5.00

32. Certificat de vente immobilière ..... $ 3.00

33. Vacation au Bureau des véhicules-auto pour transfert des licences, y compris procès-verbal et transport; lorsque la distance du lieu de la vente au Bureau des licences est plus de 5 milles, le tarif prévu à l'article 44 s'appliquera ..... $ 8.00

Recors

34. Pour recors ou assistants $5.00 de l'heure avec un minimum de $3.00 pour chaque saisie.

Possession ou séquestre

35. Exécutif d'un bref de possession ou de mise en séquestre ..... $ 20.00

36. Application de scellés ou levée de scellés totale ou partielle ..... $ 20.00

Offres réelles

37. Vacation à offres réelles ..... $ 8.00

38. Signification et rapport suivant le montant des offres ..... $ 5.00

Appel

39. Pour chaque signification d'une inscription en appel et toute autre procédure en appel. $ 3.00

Tutelle et curatelle

40. Signification de toute requête ou jugement. $ 3.00

41. Signification de tout avis de convocation .$ 2.00

Transport

42. Frais de transport, pour aller seulement, par mille ..... $ 0.60

Si le même acte de procédure doit être signifié à plusieurs personnes, les frais de transports consécutifs seront calculés selon la distance entre chaque lieu de signification seulement.

Sale of moveables and immoveables

28. Request for payment ..... $ 5.00

29. Reading of the notice and conditions of the sale of immoveables ..... $ 5.00

30. Sale:

(a) up to $10,000 ..... $ 15.00

(b) more than $10,000 ..... $ 25.00

31. Drawing-up of minutes of the sale ..... $ 5.00

32. Certificate of sale of the immoveable ... $ 3.00

33. Attendance at the Motor Vehicle Bureau for transfer of licences, including minutes and transportation expenses; where the distance between the place of sale and the Licence Bureau is more than 5 miles, the tariff prescribed in section 44 shall apply ..... $ 8.00

Bailiff's assistant

34. For bailiff's assistant or other assistants, $5.00 per hour with a minimum of $3.00 for each seizure.

Possession or sequestration

35. Execution of a writ of possession or sequestration ..... $ 20.00

36. Affixing of seals or total or partial removal of seals ..... $ 20.00

Tenders

37. Attendance at tenders ..... $ 8.00

38. Service and return according to amount of the tenders ..... $ 5.00

Appeal

39. For each service of an inscription in appeal and every other proceeding in appeal ... $ 3.00

Tutorship and curatorship

40. Service of every petition or judgment ... $ 3.00

41. Service of every notice of convocation .. $ 2.00

Transportation

42. Transportation fee per mile, outward trip only $ 0.60

If service of the same proceeding must be made upon several persons, the successive transportation fees shall be calculated according to the distance between each place of service only.

Extra

43. Pour tout travail qui nécessite plus d'une heure, pour chaque heure additionnelle .. $ 10.00

44. Pour toute signification ou exécution faite en dehors des heures légales et durant les jours non juridiques ..... Honoraires, plus 1/2

Québec, 10 février 1973,

FRÉDÉRIC DORION,
Juge en chef.

(R.A.L. p. 1-683)

75-o

Extra

43. For work requiring more than one hour, for each additional hour ..... $ 10.00

44. For every service or execution outside legal hours or on non-juridical days ..... Fees plus 1/2

Québec, 10 February 1973.

FRÉDÉRIC DORION,
Chief Justice.

(S.R. p. 1-683)

75-o

A.C. 1004-73, 28 mars 1973
Règ. 73-183, 30 mars 1973

LOI DE L'EXÉCUTIF
(S.R.Q. 1964, ch. 9)

Transfert

Present: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les terrains de camping et de caravaning.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE l'arrêté en conseil 277-72 du 2 février 1972 soit abrogé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

77-o

O.C. 1004-73, 28 March 1973
Reg. 73-183, 30 March 1973

EXECUTIVE POWER ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 9)

Transfer

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING camping grounds and trailer parks

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order in Council 277-72 dated 2 February 1972 be revoked.

JULIEN CHOUINARD.
Clerk of the Executive Council.

77-o

A.C. 1153-73, 28 mars 1973
Rég. 73-184, 3 avril 1973

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Alimentation détail—Québec

Abrogation de constitution et règlements

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'alimentation au détail, région de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil 1880 du 3 juin 1944 et ses modifications ultérieures, ont été abrogés par l'arrêté en conseil 1153-73 du 28 mars 1973.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

64-o

O.C. 1153-73, 28 March 1973
Reg. 73-184, 3 April 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Retail Food Trade—Québec

Abrogation of constitution and regulations

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that the constitution and regulations of The Retail Food Trade Parity Committee of Québec, approved by Order in Council 1880 of June 3, 1944 and all further amendments, have been abrogated by Order in Council 1153-73 of March 28, 1973.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.
Deputy Minister.

64-o

A.C. 1211-73, 4 avril 1973
Règ. 73-185, 5 avril 1973

LOI DU BARREAU
(L.Q. 1966/67, ch. 77)

Acte dérogatoire

Present: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 1 du Barreau.

ATTENDU QUE le Conseil général du Barreau du Québec a adopté un règlement, à sa séance des 19 et 20 janvier 1973, tenue au Lac Beauport, apportant une modification à l'article 36 du Règlement 1 du Barreau du Québec;

ATTENDU QUE les formalités prévues pour la Loi ont été suivies;

ATTENDU QUE selon le paragraphe 2 de l'article 14 de la Loi du Barreau (L.Q., 1966/67, ch. 77) cette modification doit recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et être publiée dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, sur proposition du ministre de la Justice:

QUE soit approuvé le Règlement modifiant le Règlement 1 du Barreau dont copie est annexée au présent arrêté en conseil.

QUE la publication soit faite à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant les Règlements du Barreau

1° L'article 36 du Règlement 1 est modifié en ajoutant le paragraphe 3 suivant:

« 3. Il est dérogatoire pour un avocat de fournir au directeur de l'entraînement professionnel des renseignements incorrects, incomplets ou faux sur un stage qui a ou aurait été fait sous son autorité ou sa responsabilité. »

75-o

O.C. 1211-73, 4 April 1973
Reg. 73-185, 5 April 1973

BAR ACT
(S.Q. 1966/67, ch. 77)

Derogatory act

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING a By-Law amending By-Law 1 of the Bar.

WHEREAS the General Council of the Bar of Québec, at its meeting held on 19 and 20 January 1973 at Lake Beauport, adopted a by-law amending section 36 of By-Law 1 of the Bar of Québec;

WHEREAS the formalities prescribed by the Act were complied with;

WHEREAS, according to subsection 2 of section 14 of the Bar Act (S.Q., 1966/67, ch. 77), such amendment must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and be published in the *Québec Official Gazette*;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the By-Law amending By-Law 1 of the Bar, a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved.

THAT publication thereof be made in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

By-Law amending By-Laws of the Bar

1. Article 36 of By-Law 1 is amended by adding the following paragraph 3:

"3. It is derogatory for an advocate to furnish the director of professional training with incorrect, incomplete or false information concerning a clerkship which has or should have been carried out under his authority and responsibility."

75-o

A.C. 1203-73, 4 avril 1973
Règ. 73-186, 5 avril 1973

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX
(L.Q. 1971, ch. 48)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

ATTENDU QUE, par l'arrêté en conseil 3322-72 du 8 novembre 1972, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 25 novembre 1972 (page 10566) le lieutenant-gouverneur en conseil a édicté un règlement général sous l'autorité de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.Q., 1971, ch. 48);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement général;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE le Règlement modifiant le règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et prenne effet à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux

Le règlement adopté en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux par l'arrêté en conseil 3322-72, est modifié en remplaçant l'article 0.1.4 par le suivant:

«**0.1.4 Professionnel:** Toute personne occupant une fonction pédagogique ou éducative dans un établissement de même que toute personne y exerçant des activités de physicien ou podiatre et les membres en règle de:

a) la Corporation des audio-prothésistes du Québec;

b) la Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec;

c) la Corporation des conseillers sociaux du Québec;

d) l'Association professionnelle des criminologues du Québec;

e) l'Association des hygiénistes dentaires de la province de Québec;

O.C. 1203-73, 4 April 1973
Reg. 73-186, 5 April 1973

THE ACT RESPECTING HEALTH SERVICES AND SOCIAL SERVICES
(S.Q. 1971, ch. 48)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Regulation under the Act respecting health services and social services.

WHEREAS by Order in Council 3322-72 dated 8 November 1972, published in the *Québec Official Gazette* dated 25 November 1972 (p. 10566), the Lieutenant-Governor in Council enacted a general regulation under the Act respecting health services and social services (S.Q. 1971, ch. 48);

WHEREAS it is expedient to amend the said general regulation;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the Regulation amending the Regulation under the Act respecting health services and social services, annexed to this Order in Council, be enacted;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation under the Act respecting health services and social services

The Regulation under the Act respecting health services and social services, enacted by Order in Council 3322-72, is amended by replacing section 0.1.4 by the following:

"**0.1.4 Professional:** The following are professionals within the meaning of the Act: every person who fulfills a pedagogical or educational function in an establishment and every person who performs therein the duties of physician or podiatrist; also members in good standing of:

(a) The *Corporation des audio-prothésistes du Québec;*

(b) the *Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec;*

(c) the *Corporation des conseillers sociaux du Québec;*

(d) the *Association professionnelle des criminologues du Québec;*

(e) the *Association des hygiénistes dentaires de la province de Québec;*

f) The Québec Society of occupational therapists;

g) la Corporation des physiothérapeutes de la province de Québec;

h) l'Association des psycho-éducateurs du Québec;

i) l'Association des techniciens dentaires de la province de Québec;

j) la Corporation des techniciens inhalo-thérapeutes du Québec;

k) la Corporation des technologistes médicaux du Québec;

ou de toute corporation professionnelle pouvant remplacer les corporations ou associations ci-haut énumérées sont considérés comme des professionnels au sens de la Loi.»

Ledit règlement est modifié en remplaçant, au paragraphe 6*b* de l'article 1.1.1, le mot «Laurentides», par les mots: «Laurentides-Lanaudière».

76-o

(f) the Québec Society of occupational therapists;

(g) the *Corporation des physiothérapeutes de la province de Québec;*

(h) the *Association des psycho-éducateurs du Québec;*

(i) the *Association des techniciens dentaires de la province de Québec;*

(j) the *Corporation des techniciens inhalo-thérapeutes du Québec;*

(k) the *Corporation des technologistes médicaux du Québec;*

or of any professional corporation that replaces the corporations or associations mentioned above.

The said Regulation is amended by replacing, in subsection 6*b* of section 1.1.1, the word "Laurentian" by the words: "Laurentian-Lanaudière".

76-o

Décision, 28 mars 1973
Règ. 73-187, 5 avril 1973

LOI DES MARCHÉS AGRICOLES
(S.R.Q. 1964, ch. 120)

Producteurs de lait

Plan conjoint des producteurs de lait du Québec

Règlement de pool

Prenez avis que lors de son assemblée du 28 mars 1973, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé, pour qu'il entre en vigueur dès la présente publication, le règlement de pool ci-après remplaçant le règlement de la Fédération des producteurs de lait du Québec publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 16 janvier 1971, ainsi que ses amendements publiés le 1er mai 1971, le 28 août 1971, le 4 décembre 1971, le 13 mai 1972, le 10 juin 1972 et le 28 octobre 1972.

Régie des marchés agricoles du Québec
par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

Decision, 28 March 1973
Reg. 73-187, 5 April 1973

AGRICULTURAL MARKETING ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 120)

Milk producers

Québec Milk Producers' Joint Plan

Pool Regulation

Notice is hereby given that at a meeting held on 28 March 1973, the Québec Agricultural Marketing Board approved the following Pool Regulation, replacing the Regulation of the *Fédération des producteurs de lait du Québec* published in the *Québec Official Gazette* on 16 January 1971, and also amendments thereto published on 1 May 1971, 28 August 1971, 4 December 1971, 13 May 1972, 10 June 1972 and 28 October 1972. This Regulation shall come into force upon the date of its publication.

Québec Agricultural Marketing Board
per: GILLES LEBLANC, *Advocate,*
Secretary.

Règlement de pool de la Fédération des producteurs de lait du Québec

Section I
DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) «plan»: le plan conjoint des producteurs de lait du Québec;

b) «producteur»: toute personne qui produit et met en marché le produit visé par le plan;

c) «Fédération»: la Fédération des producteurs de lait du Québec;

d) «Régie»: la Régie des marchés agricoles du Québec;

e) «Commission»: la Commission canadienne du lait;

f) «marchand de lait»: la même signification que celle indiquée dans la Loi des produits laitiers et leurs succédanés (L.Q. 1969, ch. 45);

g) «fabrique»: la même signification que celle indiquée dans la Loi des produits laitiers et leurs succédanés;

h) «mise en marché»: la même signification que celle indiquée dans le plan;

Pool Regulation of the *Fédération des producteurs de lait du Québec*

Division I
DEFINITIONS

In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

(a) "plan": the Québec milk producers' joint plan;

(b) "producer": a person engaged in the production and marketing of the product contemplated in the plan;

(c) "*Fédération*": the "*Fédération des producteurs de lait du Québec*";

(d) "Board": the Québec Agricultural Marketing Board;

(e) "Commission": the Canadian Dairy Commission;

(f) "milk dealer": the same meaning as in the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act (S.Q. 1969, ch. 45);

(g) "factory": the same meaning as in the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

(h) "marketing": the same meaning as in the plan;

i) « contingent »: désigne le contingent de subventions émis par la Commission;

j) « classe I »: la même signification que celle indiquée dans les ordonnances de la Régie et leurs amendements;

k) « quota de lait de consommation »: le nombre de livres de lait qui sert de base pour le paiement du lait de classe I;

l) « période de quotas »: la période qui sert de base à l'établissement des quotas de lait de consommation, soit les mois d'octobre, novembre et décembre d'une année et les mois de janvier et février de l'année suivante;

m) « demande moyenne »: désigne la quantité de lait utilisée par les marchands de lait en classe I au cours de l'année qui débute le 1er avril précédant la période des quotas et se termine le 31 mars suivant, multipliée par 125%;

n) « surplus éligible »: la différence entre le nombre moyen de livres de lait livré quotidiennement par un producteur à un marchand de lait par l'entremise de la Fédération, durant la période de quotas, et le quota de lait de consommation détenu par le producteur à la fin de ladite période;

o) « classe II, III, IV »: celles qui sont définies dans une convention homologuée intervenue avec les acheteurs ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu, ou fixées par ordonnance de la Régie;

p) « période de paie »: un mois de calendrier;

q) « lait excédentaire »: tout le lait mis en marché par un producteur pendant une période de paie et qui ne lui est pas payé en classe I;

r) « différentiel de gras »: la variation du pourcentage de gras évalué en dixième ou en centième de 1% en plus ou en moins de 3.4% de gras de lait;

s) « déductions »: les contributions autorisées par le plan ou ses règlements, y compris les frais d'écoulement de surplus de lait et de produits laitiers, les frais de transport et de publicité, ainsi que ceux d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'application du présent règlement;

t) « jour ouvrable »: le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, à moins que l'un de ces jours soit décrété fête légale;

u) « année »: la période comprise entre le 1er janvier d'une année et le 31 mars de l'année suivante:

v) « lait Kosher »: le lait acheté par un marchand de lait, de producteurs désignés à cette fin, pour embouteillage comme lait Kosher.

(i) "subsidy quota": the subsidy quota issued by the Commission

(j) "class I": the same meaning as in orders of the Board and in amendments thereto;

(k) "fluid milk quota": the number of pounds of milk used as a basis for the payment of class I milk;

(l) "quota period": the period used as a basis for fixing fluid milk quotas, being the months of October, November and December of one year and the months of January and February of the following year;

(m) "average demand": the quantity of class I milk utilized by milk dealers during the year beginning of 1 April prior to the quota period and ending on the following 31 March, multiplied by 125%;

(n) "admissible surplus": the difference between the average number of pounds of milk delivered daily by a producer to a milk dealer through the *Fédération* during the quota period, and the fluid milk quota held by the producer at the end of such period;

(o) "classes II, III and IV": those defined in a ratified agreement made with buyers or in an arbitration award in lieu thereof, or fixed by an order of the Board;

(p) "pay period": one calendar month;

(q) "excess milk": the entire milk marketed by a producer during a pay period not paid to him as class I milk;

(r) "fatty content differential": the variation of the percentage of fatty content evaluated on the basis of one-tenth or one-hundredth of 1% over or under 3.4% of milk-fat;

(s) "deductions": the contributions authorized under the plan or its regulations, including the cost of disposal of excess milk and milk products, transport and advertising expenses, as well as implementation, supervision and verification expenses incurred in the application of this Regulation;

(t) "working day": Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, unless one of such days is a legal holiday;

(u) "year": the period between 1 January of a given year and 31 March of the following year;

(v) "Kosher milk": milk purchased by a milk dealer from producers designated for such purpose for bottling as Kosher milk.

Section II
QUOTAS

§ 1. *Généralités*

2. Tout producteur doit détenir un quota de lait de consommation et un quota de lait de transformation; il peut également détenir un contingent.

3. Il est interdit à un producteur de mettre en marché du lait sans détenir un quota de lait de consommation et un quota de lait de transformation; toutefois, un producteur qui dispose de son quota de lait de consommation peut continuer de mettre en marché du lait pour une période maximum de 6 mois.

4. Un producteur ne peut détenir qu'un seul quota de lait de transformation et un seul quota de lait de consommation; ces quotas peuvent être répartis sur plusieurs fermes selon le désir du producteur.

5. Le quota de lait de transformation d'un producteur qui cesse pendant un (1) an de mettre en marché du lait, lui est retiré par la Fédération et porté à la réserve prévue à l'article 34.

6. Un producteur ne peut mettre en marché que du lait provenant de son troupeau.

7. Sauf les dispositions de l'article 31, toute personne qui commence à mettre en marché du lait après l'entrée en vigueur du present reglement doit détenir un quota de lait de transformation d'au moins 3,500 livres de matière grasse (L.M.A.), à moins qu'il s'agisse du transfert complet de tous les quotas détenus par le cédant.

8. La Fédération peut ajuster les quotas de lait de transformation selon le « Plan global provisoire de commercialisation du lait » convenu avec la Commission, selon le présent règlement.

9. Quand un producteur cesse de produire du lait par suite d'une force majeure ou d'une épizootie, il doit, dans les 60 jours, demander à la Fédération de conserver ses quotas en suspens pendant une période maximum de 12 mois; s'il ne subit qu'une baisse de production, il a le droit de revendiquer, preuve à l'appui, avant la fin de la période de quotas, le maintien de ses quotas.

10. Les quotas calculés conformément au présent règlement sont attribués par la Fédération à chaque producteur. Ces quotas entrent en vigueur le 1er avril et la Fédération doit en informer les producteurs avant le 15 juin.

Division II

QUOTAS

g 1. *General*

2. Every producer must hold a fluid milk quota and an industrial milk quota; he may also hold a subsidy quota.

3. No producer shall market milk unless he holds a fluid milk quota and an industrial milk quota; however, a producer who disposes of his fluid milk quota may continue to market milk for a maximum period of 6 months.

4. No producer may hold more than one industrial milk quota and one fluid milk quota; such quotas may be assigned to several farms, upon the request of the producer.

5. The industrial milk quota of a producer who ceases to market milk for one year shall be withdrawn by the *Fédération* and assigned to the reserve provided for in section 34.

6. A producer may only market milk from his own herd.

7. Notwithstanding section 31, every person who engages in the marketing of milk after the coming into force of this Regulation must hold an industrial milk quota of at least 3,500 pounds of fatty content (*P.F.C.*), unless the aggregate quotas held by such person are transferred to another person.

8. The *Fédération* may adjust industrial milk quotas in accordance with the "Interim comprehensive milk marketing plan" agreed to by the Commission, in accordance with this Regulation.

9. Where a producer ceases producing milk due to reasons of *force majeure*, or epizooty, he must request the *Fédération*, within 60 days thereof, to keep his quota in abeyance for a maximum period of 12 months; where he only suffers a decrease in production, the producer shall be entitled to claim, prior to the end of the quota period, the upholding of his quotas, upon presentation of proof in support of such claim.

10. The quotas fixed in accordance with this Regulation shall be allotted by the *Fédération* to each producer. Such quotas shall come into force on 1 April and the *Fédération* must notify the producers thereof prior to 15 June.

§ 2. *Calcul du quota de lait de transformation*

11. Chaque année, le calcul du quota de lait de transformation de chaque producteur est fait par la Fédération qui procède de la façon suivante:

a) elle établit le montant que représente 80% du quota de lait de transformation détenu par chaque producteur au 31 mars de l'année en cours;

b) elle établit le nombre total de livres de lait sur lequel chaque producteur a payé des frais de mise en marché conformément au chapitre VII pour l'année en cours;

c) si le résultat obtenu au paragraphe *b* est égal ou supérieur au résultat obtenu au paragraphe *a*, le producteur conserve le même quota de lait de transformation pour l'année à venir;

Si le résultat obtenu au paragraphe *b* est inférieur au résultat obtenu au paragraphe *a*, le quota de lait de transformation du producteur est diminué de la différence entre les paragraphes *a* et *b*;

d) en aucun cas, les dispositions du présent règlement ne même que le contingent;

Si le quota de lait de transformation résultant de l'application du paragraphe *c* est inférieur au contingent, le quota de lait de transformation du producteur est le même que le contingent.

e) à partir du 1er avril 1973, le résultat du calcul du quota de lait de transformation est converti en livres de matière grasse (L.M.G.), selon le test moyen de lait livré par un producteur pour l'année laitière se terminant le 31 mars 1972.

§ 3. *Calcul du quota de lait de consommation*

12. Pour établir le quota de lait de consommation de chaque producteur, à l'exception des producteurs visés par le dernier alinéa de l'article 20, la Fédération procède de la façon suivante:

a) elle totalise le nombre de livres de lait mis en marché par chaque producteur durant la période de quotas et divise cette quantité par 151; si un producteur a acquis tout le quota de lait de consommation d'un autre producteur durant la période de quotas, la quantité de lait mise en marché par le cédant au cours de la période de quotas doit être ajoutée à celle de l'acquéreur pour les fins de calcul de son quota de lait de consommation;

b) si la quantité obtenue au paragraphe *a* est inférieure ou égale au quota détenu par le producteur, cette quantité devient son quota de lait de consommation;

c) tout producteur dont le quota de lait de consommation a été diminué l'année précédente, conformément au paragraphe précédent, peut récupérer en totalité ou en partie le quota qu'il détenait dans la mesure ou sa production pendant la période de quotas lui permet de remplir en totalité ou en partie le quota qu'il détenait;

§ 2. *Calculation of the industrial milk quota*

11. Every year, the calculation of the industrial milk quota of each producer shall be made by the *Fédération*, proceeding as follows:

(a) it shall fix the amount which 80% of the industrial milk quota held by each producer on 31 March of the current year represents;

(b) it shall fix the total amount of pounds of milk on which each producer paid marketing expenses for the current year, in accordance with Chapter VII;

(c) where the result obtained in paragraph *b* is equal to or higher than the result obtained in paragraph *a* the producer shall keep the same industrial milk quota for the following year;

Where the result obtained in paragraph *b* is less than the result obtained in paragraph *a*, the industrial milk quota shall be decreased by the difference between paragraphs *a* and *b*;

(d) under no circumstances shall the provisions of this Regulation affect the subsidy quota issued by the Commission. Should the industrial milk quota resulting from the application of paragraph *c* be less than the subsidy quota, the industrial milk quota of the producer shall be the same as the subsidy quota;

(e) from 1 April 1973, the result of the calculation of the industrial milk quota shall be converted into pounds of fatty content (P.F.C.), in accordance with the average test of the milk delivered by a producer for the milk year ending 31 March 1972.

§ 3. *Calculation of the fluid milk quota*

12. To fix the fluid milk quota of each producer, with the exception of producers contemplated in the last paragraph of section 20, the *Fédération* shall proceed as follows:

(a) it shall total the number of pounds of milk marketed by each producer during the quota period and divide this total by 151; where a producer acquired the entire fluid milk quota of another producer during the quota period, the quantiry of milk marketed by the transferor during the quota period must be added to that of the transferee, for the purposes of calculating his fluid milk quota;

(b) where the total obtained in paragraph *a* is less than or equal to the quota held by the producer, such quantity shall become his fluid milk quota;

(c) a producer whose fluid milk quota was decreased in the preceding year, in accordance with paragraph *b*, may recover all or part of the quota which he held, insofar as his production during the quota period allows him to fulfil all or part of his former quota;

d) elle additionne les quotas de lait de consommation détenus par les producteurs qui les ont remplis durant la période de quotas avec ceux revisés en vertu des paragraphes *b* et *c*;

e) elle établit la demande moyenne et la divise par 365 pour connaître la demande moyenne journalière; elle soustrait de la demande moyenne journalière la quantité de quotas que représente les diminutions prévues au paragraphe *b* et une quantité suffisante pour pourvoir aux attributions de quotas relatives à l'intégration graduelle selon la sous-section 4.

f) si le résultat obtenu au paragraphe *e* est égal ou inférieur au total obtenu au paragraphe *d*, le quota de lait de consommation demeure le même pour le producteur qui a un surplus éligible;

g) si le résultat obtenu au paragraphe *e* est supérieur à celui obtenu au paragraphe *d*, elle augmente le quota de lait de consommation du producteur qui a un surplus éligible, comme suit:

i) elle soustrait le total obtenu au paragraphe *d* du résultat obtenu au paragraphe *e*;

ii) elle multiplie le résultat du sous-paragraphe *i* par 100 et divise le produit par le total des surplus éligibles;

iii) elle multiplie le surplus éligible de chaque producteur par le pourcentage obtenu au sous-paragraphe *ii*. Le résultat obtenu est ajouté au quota de lait de consommation utilisé au paragraphe *d*. La somme constitue le quota de lait de consommation de ce producteur.

13. Le quota de lait de consommation du producteur désigné comme producteur de lait Kosher par la Fédération s'établit de la même façon en y ajoutant, pour chaque producteur, la quantité de lait payé comme Kosher au cours de l'année 1969-1970.

En cas de disparition du marché de lait Kosher, la quantité de lait incorporée au quota de lait de consommation en vertu de l'alinéa précédent est retranché dudit quota et une quantité égale est ajoutée au quota de lait de transformation des producteurs concernés.

Les transferts de quotas de lait Kosher ne peuvent se faire qu'entre producteurs de lait Kosher ou à un producteur qui accepte d'assumer les mêmes obligations.

§ 4. *Intégration graduelle*

14. Toute personne détenant un quota de mise en marché en vertu d'un autre plan conjoint de lait au Québec peut devenir un producteur et être assujettie au présent règlement dans les limites et selon les exigences fixées au présent règlement.

Au cours d'un année, la somme des quotas de mise en marché de producteurs régis par les autres plans conjoints

(d) it shall total the fluid milk quotas held by producers who filled such quotas during the quota period with those revised pursuant to paragraphs *b* and *c*;

(e) it shall fix the average demand and divide it by 365 to establish the average daily demand; it shall subtract from the average daily demand the quantity of quotas represented by the decreases provided for in paragraph *b* and a sufficient quantity to provide for the allotment of quotas with respect to the gradual integration provided for in subdivision 4;

(f) if the result obtained in paragraph *e* is equal to or less than the total obtained in paragraph *d*, the fluid milk quota shall remain the same for the producer who has an eligible surplus;

(g) if the result obtained in paragraph *e* is higher than that obtained in paragraph *d* it shall increase the fluid milk quota of the producer by an admissible surplus as follows:

(i) it shall subtract the total obtained in paragraph *d* from the result obtained in paragraph *e*;

(ii) it shall multiply the result of subparagraph *i* by 100 and devide the product by the total of surpluses;

(iii) it shall multiply the admissible surplus of each producer by the percentage obtained in subparagraph *ii*. The result obtained shall be added to the fluid milk quota utilized in paragraph *d*. The sum shall become the fluid milk quota of such producer.

13. The fluid milk quota of the producer designated by the *Fédération* as a Kosher milk producer shall be fixed in the same manner by adding thereto, for each producer, the quantity of milk paid as Kosher milk during the year 1969-1970.

Should the market for Kosher milk be discontinued, the quantity of milk incorporated in the fluid milk quota under the preceding paragraph shall be deleted from the said quota and a quantity equal thereto shall be added to the industrial milk quota of the producers concerned.

Transfers of Kosher milk quotas may be made only between Kosher milk producers or to a producer who agrees to assume the same obligations.

§ 4. *Gradual integration*

14. Every person holding a marketing quota under another joint milk plan in Québec may become a producer and be subject to this Regulation within the limits and in accordance with the requirements fixed in this Regulation.

The sum of marketing quotas of producers governed by other joint milk plans in Québec and availing themselves

de lait au Québec et se prévalant de la présente sous-section, ne peut excéder 50,000,000 livres de lait.

15. Toute personne détentrice d'un quota de mise en marché en vertu d'un autre plan conjoint de lait au Québec, peut devenir un producteur et être assujettie au présent règlement en déposant une demande écrite à cette fin auprès de la Fédération, entre le 1er février et le 31 juillet chaque année. Cette demande doit être accompagnée des documents pertinents pour démontrer que la personne intéressée satisfait aux exigences des paragraphes suivants:

a) le requérant doit avoir produit du lait avant et continuellement depuis le 1er avril 1970, ou avoir acquis une ferme en exploitation et le troupeau depuis cette date et continuer de l'exploiter;

b) il doit prouver que son lait et ses installations laitières sont conformes aux Lois et règlements provinciaux ou municipaux applicables concernant la qualité et l'hygiène;

c) s'il s'agit d'une personne domiciliée dans les comtés municipaux de Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Drummond, Arthabaska, Nicolet, Yamaska, Bagot, Richelieu, St-Hyacinthe, Shefford, Brome, Missisquoi, Iberville, St-Jean, Verchères, Rouville, Champly, Laprairie, Napierville, Châteauguay, Beauharnois, Huntingdon, Vaudreuil-Soulanges, St-Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Montcalm, L'Assomption, Laval, Jacques-Cartier, Deux-Montagnes, Terrebonne, Argenteuil, elle doit être en mesure de se conformer aux règlements et ordonnances de la Communauté urbaine de Montréal, qui lui sont applicables;

d) le requérant doit posséder un bassin réfrigérant pouvant contenir au moins 5 traites au moment de la production maximum du troupeau;

e) il doit être détenteur d'un contingent de subsides émis par la Commission; et

f) il doit avoir livré depuis le 1er avril 1970, toute sa production à un marchand de lait.

16. Chaque année, ou selon les besoins, la Fédération doit distribuer par région qu'elle détermine par résolution, la quantité de lait prévu à l'article 14, de façon à répondre aux besoins du commerce de ces régions, mais sans perturber indûment le marché de lait de consommation.

17. La fédération totalise les quotas de mise en marché des requérants. Si cette quantité est inférieure ou égale à 50 millions de livres de lait, tous les requérants doivent être acceptés comme producteurs, aux conditions de la présente sous-section et ce, nonobstant l'article 16.

18. Si la quantité de quotas de mise en marché des requérants est supérieure à 50 millions de livres de lait, la Fédération procède de la façon suivante:

of this subdivision, may not exceed 50,000,000 pounds of milk, for a given year.

15. Every person holding a marketing quota under another joint milk plan in Québec may become a producer an be subject to this Regulation by submitting a written application therefore to the *Fédération*, between 1 February and 31 July each year. The said application must be accompanied by relevant documents proving that the person concerned meets the following requirements:

(a) the applicant must have produced milk prior to, and continuously since 1 April 1970, or have, since such date, purchased a farm in operation and a herd and have continued operating such farm;

(b) he must prove that his milk and dairy installations comply with the applicable provincial or municipal laws and regulations respecting quality and hygiene;

(c) in the case of a person domiciled in the municipal counties of Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Drummond, Arthabaska, Nicolet, Yamaska, Bagot, Richelieu, St. Hyacinthe, Shefford, Brome, Missisquoi, Iberville, St. Jean, Verchères, Rouville, Chambly, Laprairie, Napierville, Châteauguay, Beauharnois, Huntingdon, Vaudreuil-Soulanges, St. Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Montcalm, L'Assomption, Laval, Jacques-Cartier, Deux-Montagnes, Terrebonne, Argenteuil, he must be prepared to conform with the by-laws and ordinances of the Montreal Urban Community, applicable to such person;

(d) the applicant must own a refrigeration tank with a capacity of at least 5 milkings at maximum herd production;

(e) he must hold a subsidy quota issued by the Commission; and

(f) he must have delivered his entire production to a milk dealer since 1 April 1970.

16. Every year or when required, the *Fédération* must assign by regions fixed by resolution, the quantity of milk prescribed in section 14, in order to meet the needs of the trade in the said regions, without unduly affecting the fluid milk market.

17. The *Fédération* shall total the marketing quotas of the applicants. Where the total is less than or equal to 50 million pounds of milk, all the applicants must be accepted as producers, under the terms of this subdivision and notwithstanding section 16.

18. Where the aggregate marketing quotas of applicants total more than 50 million pounds of milk, the *Fédération* shall proceed as follows:

a) si, pour une région, la quantité de quotas de mise en marché des requérants de cette région est équivalente ou inférieure à la quantité attribuée à cette région, la Fédération doit reconnaître comme producteurs, tous les requérants qui, dans cette région, répondent aux exigences;

b) si, pour la région, la quantité de quotas de mise en marché des requérants est supérieure à la quantité préalablement attribuée à cette région, l'excédent doit être redistribué aux autres régions au prorata de la quantité préalablement établie pour chaque région;

c) dans le cas du paragraphe *b* ou lorsqu'il s'agit pour la fédération d'accepter ou de refuser un requérant dans le but de se conformer au deuxième alinéa de l'article 14, la Fédération doit tenir compte des facteurs suivants:

i) de l'approvisionnement des fabriques de lait industriel de la région;

ii) des routes de ramassage du lait;

iii) de la distance de la ferme du producteur à la laiterie la plus proche;

iv) du volume de production des producteurs;

v) des rapports de qualité du lait des producteurs requérants; et

vi) de tout autre critère de nature à assurer un approvisionnement planifié et une sélection objective et équitable des producteurs.

19. La Fédération peut également constituer un comité formé de personnes compétentes à évaluer les critères susmentionnés, pour recommander qui d'un requérant ou d'un autre sera accepté comme producteur.

20. La Fédération attribue un quota de lait de consommation à toute personne choisie conformément aux articles précédents, comme suit:

1) pour la première année, 12% du quota de mise en marché qui lui a été sttribué le 1er avril 1970, ou un maximum de 56 livres de lait par jour;

2) par la suite, au 1er avril de chacune des 4 années subséquentes, une quantité égale à celle attribuée la première année.

Sauf pour l'année 1973, lors de la première revision qui suit leur attribution, les quotas attribués entre le 1er novembre et le 1er avril ne sont pas soumis à la revision des quotas prévue à la sous-section 3 pour l'année et valent jusqu'à la fin de l'année laitière subséquente.

21. Lorsque le quota de mise en marché du requérant, au moment de la demande, est inférieur à celui prévu à l'article 20, le quota de lait de consommation est attribué selon le quota de mise en marché en vigueur au moment de la demande.

(a) where the aggregate marketing quotas of applicants of a given region are equal to or less than the quantity allotted to such region, the *Fédération* must recognize as producers all applicants who, in such region, meet the requirements;

(b) where, for the region, the aggregate marketing quotas of applicants are higher than the quantity previously allotted to such region, the surplus must be reassigned to other regions in proportion to the quantiry previously fixed for each region;

(c) in the case of paragraph *b* or should the *Fédération* accept or refuse an applicant in order to comply with the second paragraph of section 14, the *Fédération* must take the following factors into consideration:

(i) the supplying of industrial milk factories in the region;

(ii) the milk collection routes;

(iii) the distance between the producer's farm and the closest dairy;

(iv) the volume of production of producers;

(v) the milk quality reports of applicant producers; and

(vi) every other criterium likely to assure planned supplying and an objective and equitable selection of producers.

19. The *Fédération* may also establish a committee made up of qualified persons to evaluate the above criteria and to recommend which applicant should be accepted as producer.

20. The *Fédération* shall allot the following fluid milk quota to every person selected in accordance with the preceding sections:

(1) for the first year, 12% of the marketing quota which was allotted to him on 1 April 1970, or a maximum of 56 pounds of milk per day;

(2) subsequently, on 1 April of each of the 4 following years, a quantity equal to that allotted the first year.

Except for the year 1973, upon the first revision following their allotment, the quotas allotted between 1 November and 1 April shall not be subject to the quota revision prescribed in subdivision 3 for such year and shall be valid until the end of the subsequent milk year.

21. Where the marketing quota of the applicant, at the time of his application, is less than that prescribed in section 20, the fluid milk quota shall be fixed in accordance with the marketing quota in force at the time of the application.

22. Le quota de mise en marché détenu par le producteur en vertu d'un autre plan conjoint de lait devient le quota de lait de transformation prévu au présent règlement.

23. Les demandes reçues mais non acceptées par la Fédération doivent être retournées au requérant en lui mentionnant que la demande a été refusée et en lui indiquant quand il lui sera possible de faire une nouvelle demande.

24. Le quota de lait de consommation, qu'un producteur cesse d'utiliser dans les 5 ans de la première attribution, est retourné à la réserve constituée en vertu de l'article 34, sauf dans le cas de transfert complet de tous les quotas à un autre producteur.

§ 5. *Négociabilité et transfert de quotas*

25. Pour les fins de l'article 26, le Québec est divisé en 4 zones:

a) zone 1: les comtés électoraux de Rivière-du-Loup, Rimouski, Matapédia, Matane, Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Témiscouata;

b) zone 2: les comtés électoraux de Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami, Lac-St-Jean, Roberval;

c) zone 3: les comtés électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda, Témiscamingue;

d) zone 4: tous les autres districts électoraux.

Les producteurs qui livrent du lait à une fabrique sise dans la zone 4 peuvent céder leur quota à toute personne du Québec, mais peuvent en acquérir uniquement de personnes qui livrent à une fabrique sise dans leur propre zone.

Les producteurs qui livrent à une fabrique sise dans la zone 1, 2 ou 3 peuvent céder leur quota à des personnes qui livrent à l'intérieur de leur propre zone, et peuvent en acquérir de personnes qui livrent à une fabrique dans leur propre zone ou dans la zone 4.

26. Sauf l'exception prévue à l'article 24, après approbation par la Fédération, le quota de lait de transformation et le quota de lait de consommation peuvent être cédés en tout ou en partie par le détenteur à une autre personne selon les règles suivantes:

a) le quota de lait de consommation est négociable indépendamment du quota de lait de transformation et vice-versa;

b) un détenteur de quotas peut les céder par partie à plusieurs personnes pourvu que celles-ci soient déjà détentrices de quotas de mise en marché;

c) il peut toutefois céder en entier ses quotas à une seule personne qui n'est pas détentrice de tels quotas, à la condition qu'il abandonne la production;

d) sous réserve de l'article 7, le père peut céder une partie de ses quotas à son fils. Il n'est pas alors tenu d'abandonner la production;

22. The marketing quata held by the producer under another joint milk plan shall become the industrial milk quota prescribed in this Regulation.

23. Applications received but not accepted by the *Fédération* must be sent back to the applicant, stating that the application was refused and indicating when he may submit another application.

24. The fluid milk quota which a producer ceases to utilize within 5 years of the first allotment shall be returned to the reserve prescribed in section 34, except when the entire quotas are transferred to another producer.

§ 5. *Negotiability and transfer of quotas*

25. For the purposes of section 26, Québec shall be divided into 4 zones:

(a) zone 1: the electoral counties of Rivière-du-Loup, Rimouski, Matapédia, Matane, Bonaventure, Gaspé North, Gaspé South, Témiscouata;

(b) zone 2: the electoral counties of Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami, Lake St. Jean, Roberval;

(c) zone 3: the electoral counties of Abitibi East, Abitibi West, Rouyn-Noranda, Témiscamingue;

(d) zone 4: all the other electoral districts.

Producers who deliver milk to a factory located in zone 4 may transfer their quotas to any person in Québec, but may only acquire such quota from persons who deliver to a factory located in their own zone.

Producers who deliver to a factory located in zones 1, 2 or 3 may transfer their quota to persons who deliver within their own zone, and may acquire a quota from persons who deliver to a factory within their own zone or in zone 4.

26. With the exception of section 24, the industrial milk quota and the fluid milk quota may be transferred in whole or in part by the holder to another person, after approval by the *Fédération* and in accordance with the following rules:

(a) the fluid milk quota shall be negotiable independently of the industrial milk quota and *vice versa*;

(b) the holder of quotas may transfer some quotas to several persons provided that such persons are already the holders of marketing quotas;

(c) he may however transfer all his quotas to one person who does not already hold quotas, provided he cease production;

(d) subject to section 7, a father may transfer part of his quotas to his son. He shall not then be compelled to cease production;

e) plusieurs détenteurs de quotas peuvent s'associer ou s'incorporer et mettre en commun leurs exploitations et leurs quotas. S'ils décident par la suite de dissoudre ladite société ou compagnie, ils reprennent chacun les quotas qu'ils détenaient au moment de l'association ou incorporation et proportionnellement à ces quotas, le supplément ou la diminution apportés en vertu du présent règlement; ceux qui sont déjà associés ou incorporés au moment de l'entrée en vigueur de ce règlement, peuvent également dissoudre ladite société ou compagnie et se répartir les quotas comme ils l'entendent, sujet à l'article 7;

f) l'excédent du quota de lait de transformation sur le contingent détenu par un producteur peut être transféré indépendamment du contingent. Le contingent ou partie du contingent ne peut être transféré sans être accompagné d'une égale quantité de quotas de lait de transformation.

27. La demande de transfert de la totalité ou d'une partie des quotas doit être adressée à la Fédération par le cédant sur une formule qui lui est fournie par la Fédération sur demande.

28. Les quotas doivent être transférés par la Fédération à toute personne qui remplit les exigences du présent règlement. Dans le cas de transfert d'un quota de lait de consommation, l'acquéreur d'un tel quota doit satisfaire aux exigences des lois et règlements le concernant. De plus, le transfert peut être refusé par la Fédération si le requérant n'est pas situé à l'intérieur d'un circuit de ramassage de lait déjà établi.

29. Sous réserve de l'article 33, les demandes de transfert reçues au cours d'un mois entrent en vigueur le premier jour du mois suivant pourvu qu'elles soient acceptées par la Fédération.

30. Une fois que le transfert est en vigueur, l'acquéreur ne peut utiliser, pour le reste de l'année, que la partie du quota non utilisé par le cédant.

31. Si une personne, propriétaire d'un troupeau, exploitant, au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, un commerce de lait cru ou pasteurisé, abandonne ou cède son circuit de distribution à un marchand de lait, cette personne devient un producteur et la Fédération lui attribue un quota, pourvu qu'elle rencontre les exigences des lois et règlements. Cette personne a droit à un quota de lait de consommation égal à 125% des ventes en classe I effectuées par le marchand de lait dans ce circuit au cours des 30 jours qui suivent la transaction, ou, s'il est possible de l'établir, égal à 125% des ventes faites par le producteur au cours des 12 mois qui précèrent la vente de ce circuit. Il a également droit à un quota de lait de transformation égal à la différence entre son quota de lait de consommation et la production de son troupeau au cours de la même période, si cette dernière est supérieure.

(e) Several holders of quotas may form a company or corporation and jointly operate their enterprises and quotas. Should they subsequently decide to dissolve their company or corporation, they each recover the quotas which they at the time of forming the company or corporation and, in proportion to the said quotas, the increase or decrease resulting from this Regulation; those who had formed a company or corporation before the coming into force of this Regulation may also dissolve their company or corporation and apportion the quotas according to agreement, subject to section 7;

(f) the industrial milk quota surplus over the subsidy quota held by a producer may be transferred independently of the subsidy quota. The quota subsidy or part thereof may not be transferred without being accompanied by an equal quantity of industrial milk quotas.

27. The application to transfer all or part of quotas must be sent to the *Fédération* by the transferor on a form furnished by the *Fédération* upon request.

28. The quotas must be transferred by the *Fédération* to every person who complies with the requirements of this Regulation. In the case of the transfer of an industrial milk quota, the transferee of such quota must comply with the requirements of the laws and regulations respecting such transfer. Furthermore, the transfer may be refused by the *Fédération* if the applicant is not located within a milk collection route already established.

29. Subject to section 33, the applications for transfer received during a given month shall come into force on the first day of the following month, provided they are accepted by the *Fédération*.

30. Once the transfer is in force the transferee may use only the part of the quota not utilized by the transferor, for the remainder of the year.

31. If a person, who owns a herd and who operates, at the time of the coming into force of this Regulation, a raw milk or pasteurized milk business, abandons or transfers his distribution route to a milk dealer, such person shall become a producer and shall be allotted a quota by the *Fédération*, provided that he fulfils the requirements of the laws and regulations. Such persons shall be entitled to a fluid milk quota equal to 125% of the sales in class I made by the milk dealer on such route during 30 days following upon the transaction, or, if possible to establish, equal to 125% of the sales made by the producer during the 12 months preceding the sale of such route. He shall also be entitled to an industrial milk quota equal to the difference between his fluid milk quota and the production of his herd during the same period, should the latter be higher.

Si cette personne détenait un quota de mise en marché en vertu d'un autre plan conjoint de lait dans la province de Québec, son quota de mise en marché devient son quota de lait de transformation, à moins que, suivant l'alinéa précédent, on en arrive à une quantité supérieure, auquel cas son quota de lait de transformation est majoré d'autant.

32. Il est interdit à un producteur de transférer des quotas ou parties de quotas à une personne qui en fait le commerce. Toutes les transactions concernant les quotas doivent être complétées directement de producteur à producteur et par l'entremise de la Fédération seulement. Tout producteur à qui est attribué ou transféré un quota ou une partie de quota de lait de consommation ne peut en disposer en tout ou en partie dans les 6 mois qui suivent l'attribution, sauf pour un motif valable accepté par la Fédération.

33. 1) Aucune demande de transfert de quota n'est acceptée durant la période comprise entre le 1er jour de février et le 1er jour de mai de chaque année, sauf s'il s'agit d'une demande de transfert de la totalité des quotas à un autre producteur qui acquiert l'exploitation du cédant et continue la production sur la même ferme.

2) Aucune demande de transfert de quotas de lait de transformation ayant pour effet de diminuer à moins de 3,500 livres de matière grasse le quota de lait de transformation du cédant ne peut être acceptée, à moins que le producteur n'ait abandonné la production.

§ 6. *Réserve*

34. La réserve de quotas est constituée comme suit:

a) Pour les quotas de lait de consommation,

i) de la différence entre la quantité de lait obtenu au paragraphe *b* de l'article 12 et le quota que détenait le producteur;

ii) de la quantité jugée suffisante pour pourvoir aux attributions de quotas en vertu de l'intégration graduelle selon la sous-section 4.

b) Pour le quota de lait de transformation,

i) des quantités que représente la différence établie au deuxième alinéa du paragraphe *c* de l'article 11;

ii) des quantités attribuées par le Commission selon le «plan global provisoire de commercialisation du lait».

35. À même la réserve, la Fédération ajuste comme suit les quotas de lait de transformation détenus par les producteurs au 1er novembre 1972, à l'exception des producteurs visés par la sous-section 4:

a) En ajoutant au quota de lait de transformation de chaque producteur une quantité égale à 7 1/2% de son quota de lait de transformation au 1er novembre 1972;

If such person held a marketing quota under another joint milk plan in Québec, his marketing quota shall become his industrial milk quota, unless a higher quantity is obtained according to the preceding paragraph, in which case his industrial milk quota shall be increased accordingly.

32. It is forbidden for a producer to transfer quotas or parts of quotas to any person dealing therein. All transactions respecting quotas must be made directly from producer to producer and solely through the *Fédération*. Every producer who is allotted or transferred a fluid milk quota or part thereof may not dispose of such quota in whole or in part within 6 months following upon the said allotment unless he has justifiable grounds for so doing, accepted by the *Fédération*.

33. (1) No application for transfer of quota shall be accepted during the period between 1 February and 1 May of each year, unless the application is made for the transfer of the aggregate quotas to another producer who purchases the operation of the transferor and continues production on the same farm.

(2) No application for transfer of an industrial milk quota, the effect of which would be to decrease to less than 3,500 pounds of fatty content the industrial milk quota of the transferor, may be accepted, unless the producer ceases production.

§ 6. *Reserve*

34. The quota reserve shall be constituted as follows:

(a) for fluid milk quotas:

(i) from the difference between the quantity of milk obtained in paragraph *b* of section 12 and the quota held by the producer;

(ii) from the quantity deemed sufficient to provide for the allotment of quotas under the gradual integration pursuant to subdivision 4.

(b) For industrial milk quotas:

(i) from the quantities represented by the difference obtained in the second subparagraph of paragraph *c* of section 11;

(ii) from the quantities allotted by the Commission in accordance with the "Interim comprehensive milk marketing plan".

35. From the reserve, the *Fédération* shall adjust the industrial milk quotas held by the producers at 1 November 1972, as follows, but with the exception of producers contemplated in subdivision 4:

(a) by adding to the industrial milk quota of each producer a quantity equal to 7 1/2% of his industrial milk quota at 1 November 1972;

b) En ajoutant, pour les producteurs dont le quota de lait de transformation est inférieur au contingent, une quantité égale à la différence entre le contingent et le quota de lait de transformation revisé au paragraphe *a*;

c) En ajoutant au quota de lait de transformation du producteur, tel que revisé en vertu des paragraphes *a* et *b*, un nombre de livres de matières grasses suffisant pour atteindre le minimum de 3,500 livres de matière grasse.

§ 7. *Frais de mise en marché*

36. La retenue de contributions est effectuée sur le paiement de tout le lait mis en marché par le producteur en excédent de 111% de ses ventes en classe I, selon les modalités et le quantum déterminés par la commission en vertu du plan global provisoire de commercialisation du lait.

37. Ces sommes sont recueillies par la Fédération et remises à la Commission selon les modalités convenues entre elles.

Section III
VENTE EN COMMUN

§ 1. *Généralités*

38. Le lait expédié aux fabriques par les producteurs est mis en vente en commun sous la direction et la surveillance de la Fédération.

39. Chaque producteur doit recevoir, pour le même pourcentage de son quota de lait de consommation ou de sa production si elle est inférieure à ce quota pendant la période de paie, le prix établi pour la classe I en vertu des ordonnances de la Régie, indépendamment de l'utilisation en cette classe par les marchands de lait à qui sa production a été livrée, sauf toutefois, les ajustements relatifs au différentiel de gras et les déductions. Le pourcentage du quota de lait de consommation à être payé au prix de cette classe s'établit selon la méthode décrite à l'article 40.

§ 2. *Paiement du lait*

40. Pour établir la paie de lait des producteurs pour une période de paie, la Fédération doit:

a) pour la classe I,

i) établir la production de chaque producteur en totalisant le lait expédié à une ou plusieurs fabriques au cours de la période de paie;

ii) multiplier le quota de lait de consommation de chaque producteur par le nombre de jour de calendrier de la période de paie. Si le producteur est suspendu, la Fédération doit soustraire le nombre de jours de suspension de la période de paie avant de multiplier le quota de lait de consommation;

(b) by adding, for producers whose industrial milk quota is less than the quota subsidy, a quantity equal to the difference between the subsidy quota and the industrial milk quota revised in paragraph *a*;

(ç) by adding to the industrial milk quota of the producer revised in accordance with paragraphs *a* and *b*, a number of pounds of fatty content sufficient to attain the minimum of 3,500 pounds of fatty content.

§ 7. *Marketing costs*

36. The withholding of contributions shall be made on payment of all the milk marketed by the producer in excess of 111% of his sales in class I, in accordance with the terms and proportions fixed by the Commission under the "Interim comprehensive milk marketing plan".

37. The said sums shall be collected by the *Fédération* and forwarded to the Commission in accordance with the terms agreed to by both parties.

Division III
JOINT SALES

§ 1. *General*

38. The milk delivered to factories by producers shall be marketed jointly under the management and supervision of the *Fédération*.

39. Each producer must receive, for an equal percentage of his fluid milk quota or of his production if the said production is lower than such quota for a given pay period, the price fixed for class I milk under the orders of the Board, irrespective of the utilization made of such class by the milk dealers to whom his production was delivered, with the exception however of the adjustments in respect of the fatty content differential and the deductions. The percentage of the fluid milk quota to be paid at the price of the said class is fixed in accordance with the method described in section 40.

§ 2. *Payment of milk*

40. To fix the payment of milk to producers for a pay period, the *Fédération* must:

(a) For class I,

(i) establish the production of each producer by totalling the milk delivered to one or several factories during the pay period;

(ii) multiply the fluid milk quota of each producer by the number of calendar days in a given pay period. If the producer is suspended, the *Fédération* must subtract the number of days of suspension from the pay period before multiplying the fluid milk quota;

iii) additionner les quotas de lait de consommation ainsi multipliés pour tous les producteurs qui ont rempli leur quota avec la production de ceux qui ne l'ont pas rempli;

iv) additionner les quantités de lait utilisé en classe I par tous les marchands de lait au cours de la période de paie et le cas échéant, ajouter ou déduire les ajustements prévus aux articles 44 et 45;

v) multiplier la quantité obtenue au sous-paragraphe iv) par 100 et diviser par la quantité obtenue au sous-paragraphe iii);

vi) multiplier les quantités utilisées au sous-paragraphe iii) par le pourcentage obtenu au sous-paragraphe v);

vii) multiplier le nombre de livres de lait de classe I obtenu au sous-paragraphe vi) pour chacun des producteurs par le prix établi pour la classe I compte tenu du différentiel de gras et de son prix.

b) pour le lait excédentaire:

i) multiplier la quantité de lait utilisé par les marchands de lait en classe II par le prix convenu pour cette classe, dans une convention avec le Conseil de l'industrie laitière du Québec Inc. ou dans une sentence arbitrale en tenant lieu;

ii) multiplier la quantité de lait utilisé par les marchands de lait en classe III par le prix convenu comme ci-haut pour cette classe;

iii) multiplier la quantité de lait utilisé par les marchands de lait en classe IV par le prix convenu comme ci-haut pour cette classe;

iv) multiplier la quantité de lait autrement utilisé en vertu de l'article 42 par le prix convenu avec les marchands de lait concernés;

v) additionner ensemble les sommes d'argent obtenues par les opérations prévues aux sous-paragraphes i), ii), iii) et iv);

vi) le cas échéant, ajouter ou déduire les ajustements prévus aux articles 44 et 45;

vii) diviser le total des sommes d'argent obtenues au sous-paragraphe v) ou vi) ci-dessus, par le total de livres de lait excédentaire;

viii) multiplier la quantité de lait excédentaire de chaque producteur par le prix moyen, compte tenu du différentiel de gras et de son prix;

c) pour les déductions:

Du total des sous-paragraphes vii) du paragraphe *a* et du sous-paragraphe viii) du paragraphe *b*, la Fédération fait les déductions.

41. Sujet à une convention à intervenir avec les marchands de lait, le paiement final selon l'article 40 est effectué au plus tard le 16 du mois suivant la période de paie. Le 1er

(iii) total the fluid milk quotas thus multiplied for those producers who filled their quota with the production of those who did not fill their quota;

(iv) total the quantities of milk utilized in class I by all the milk dealers during the pay period and add or subtract any adjustments prescribed in sections 44 and 45;

(v) multiply the quantity obtained in subparagraph (iv) by 100 and divide by the quantity obtained in subparagraph (iii);

(vi) multiply the quantities used in subparagraph (iii) by the percentage obtained in subparagraph (v);

(vii) multiply the number of pounds of class I milk obtained in subparagraph (vi) for each producer by the price fixed for class I, taking into account the fatty content differential and the price thereof.

(b) For excess milk:

(i) multiply the quantity of milk utilized by milk dealers in class II by the price agreed upon for such class, according to an agreement with the "Conseil de l'Industrie laitière du Québec.", or in an arbitration award in lieu thereof;

(ii) multiply the quantity of milk utilized by milk dealers in class III by the price agreed upon, as above, for such class;

(iii) multiply the quantity of milk utilized by the milk dealers in class IV by the price agreed upon, as above, for such class;

(iv) multiply the quantity of milk utilized otherwise, in accordance with section 42, by the price agreed upon with the milk dealers concerned;

(v) total the sums of money obtained through the operations prescribed in subparagraphs (i), (ii), (iii) and (iv);

(vi) where applicable, add or subtract the adjustments prescribed in sections 44 and 45;

(vii) divide the total amounts of money obtained in subparagraphs (v) or (vi) above, by the total number of pounds of excess milk;

(viii) multiply the quantity of excess milk of each producer by the average price, taking into account the fatty content differential and the price thereof;

(c) For deductions:

The *Fédération* shall make the deductions from the total of subparagraph (vii) of paragraph *a* and of subparagraph (viii) of paragraph *b*.

41. Subject to an agreement to be made with the milk dealers, the final payment prescribed in section 40 shall be made not later than the 16th day of the month following

du mois suivant la période de paie, la Fédération verse un acompte pour le lait livré entre le 1er et le 15ième jour de la période de paie. Cet acompte est basé sur le pourcentage d'utilisation en classe I pour le mois précédent. Le prix du lait excédentaire est celui établi pour le mois précédent. Le pourcentage de gras utilisé pour la paie au producteur, est celui du mois précédent moins un dixième de 1%. Le calcul est alors fait de la façon décrite à l'article 40.

42. Tout le lait non utilisé par les marchands de lait dans les classes I, II, III, IV doit être envoyé aux postes de surplus accrédités. La Fédération doit accréditer un ou des postes de surplus d'une manière aussi avantageuse que possible pour les producteurs tout en tenant compte des exigences d'une mise en marché ordonnée, efficace et juste du lait.

43. Sans préjudice à tout autre recours, à défaut par un marchand de lait de remettre à la Fédération dans les 3 jours de son échéance tout montant dû à celle-ci aux termes du présent règlement, il est loisible à la Fédération d'ordonner aux conditions jugées appropriées, la cessation des livraisons de lait à cette fabrique, après lui avoir adressé une mise en demeure écrite de 5 jours ouvrables, copie de cet avis doit être adressée en même temps à la Régie. Si dans le délai de cette mise en demeure, le marchand de lait n'a pas remédié à son défaut, la cessation des livraisons durera tant et aussi longtemps qu'il n'aura pas payé les montants dus.

Avis de la décision de la Fédération est donné sans délai au marchand de lait et au producteur intéressé.

Il peut y avoir appel à la Régie de cette décision selon les dispositions du paragraphe *b* de l'article 10 de la Loi des Marchés agricoles. La décision de la Fédération est alors suspendue jusqu'à l'adjudication sur l'appel.

Au cas de suspension, le lait du producteur est dirigé par la Fédération à l'un ou l'autre des postes de surplus accrédités. Elle peut aussi le diriger temporairement ou définitivement, selon le cas, vers une fabrique désignée par la Fédération et consentante à recevoir ce lait.

44. Les montants payés par les marchands de lait suite à la vérification des formules RMA-1 par la Régie, ou par suite de l'application de l'article 50 de la Loi des marchés agricoles, doivent être versés à la Fédération et sont ajoutés par cette dernière au sous-paragraphe iv) du paragraphe *a* ou au sous-paragraphe vi) du paragraphe *b* de l'article 40 dans le calcul de la paie des producteurs. Tout autre remboursement, ajustement ou correction résultant d'erreur cléricale ou autrement, s'effectue par l'entremise de la Fédération, et selon le cas, par voie de diminution ou d'augmentation soit du pourcentage du quota à être payé en classe I ou du prix moyen du lait excédentaire de la période de paie qui suit la réception d'un avis de correction.

the pay period. On the 1st day of the month following the pay period, the *Fédération* shall make a partial payment for the milk delivered between the 1st and the 15th day of the pay period. Such partial payment shall be based on the percentage of utilization in class I for the preceding month. The price of excess milk shall be that fixed for the preceding month. The price of excess milk shall be that fixed for the preceding month. The percentage of fat used to calculate payment to the producer shall be that of the preceding month, less one-tenth of 1%. The calculation shall then be the same as prescribed in section 40.

42. All the milk not utilized by the milk dealers in classes I, II, III and IV must be sent to the accredited surplus stations. The *Fédération* must accredit one or several surplus stations in a manner as advantageous as possible for the producers, taking into account the requirements for an orderly, efficient and fair marketing of milk.

43. Without prejudice to any further claim, failure by a milk dealer to deliver to the *Fédération* within three days following upon its expiry any amount owed to the latter, in accordance with this Regulation, the *Fédération* shall be entitled to suspend milk deliveries to such factories, under the conditions deemed appropriate, following upon a written formal notice of 5 working days thereto, a copy of which must be forwarded at the same time to the Board. If within the period of time prescribed in the putting into default, the milk dealer has not rectified his default, suspension of deliveries shall continue until the amounts have been paid.

Notice of the decision of the *Fédération* shall be given without delay to the milk dealer and to the producer concerned.

An appeal may be entered with the Board against such decision in accordance with paragraph *b* of section 10 of the Agricultural Marketing Act. The decision of the *Fédération* shall then be suspended until the appeal is adjuged.

In the case of a suspension, the producer's milk shall be sent by the *Fédération* to one of the accredited surplus station. The *Fédération* may also send it temporarily or definitively, as the case may be, to a factory agreeing to receive such milk, designated by the *Fédération*.

44. The amounts paid by milk dealers following upon verification of forms RMA-1 by the Board, or following upon the application of section 50 of the Agricultural Marketing Act, must be paid to the *Fédération* and shall be added by the latter to subparagraph (iv) of paragraph *a* or to subparagraph (vi) of paragraph *b* of section 40 to calculate the producer's pay. Every other reimbursement, adjustment or correction resulting from clerical error of otherwise shall be made through the *Fédération* and, as the case may be, by means of decreasing or increasing either the percentage of the quota to be paid in class I or the average price of excess milk for the pay period following upon the receipt of a correction notice.

45. À défaut par un marchand de lait de transmettre à la Fédération les rapports prévus dans une convention avec le Conseil de l'industrie laitière du Québec Inc. ou une sentence arbitrale en tenant lieu pour une période donnée, il est loisible à la Fédération de fixer, de son propre chef et au meilleur des renseignements qu'elle peut se procurer, le nombre total de livres de lait reçu par la fabrique pendant cette période ainsi que l'utilisation faite dans chaque classe.

Si la Fédération ne peut établir avec vraisemblance l'utilisation faite dans chaque classe par un marchand de lait en défaut de transmettre les rapports ci-dessus prévus, elle demande à la Régie de l'établir selon l'arrêté en conseil 463-72.

Section IV
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

46. Sans préjudice à tout autre recours, au cas de violation de l'une quelconque des dispositions du présent règlement par un poste de surplus accrédité, la Fédération peut l'aviser par écrit de l'infraction qui lui est reprochée. À défaut par ce poste de surplus accrédité de remédier à la situation dans un délai de 5 jours de la réception de cet avis, il sera loisible à la Fédération de retirer l'accréditation conférée à ce poste de surplus.

Avis de cette décision de la Fédération doit être donnée au poste de surplus accrédité intéressé et aux autres marchands de lait. Cette décision de la Fédération prendra effet 30 jours après signification de cet avis au poste de surplus accrédité.

Dans l'intervalle, ce dernier peut en appeler à la Régie de la décision de la Fédération dans le but de la faire modifier ou révoquer. Dans ce cas, cette décision est suspendue jusqu'à l'adjudication par la Régie. Le jugement sur cet appel est transmis par la Fédération aux marchands de lait intéressés.

47. Toute décision prise par la Fédération aux termes du présent règlement peut être revisée par la Régie à la demande de tout producteur.

48. La Fédération est autorisée à abroger, modifier, ou amender le présent règlement en tout temps sujet toutefois à l'approbation de la Régie.

49. Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent règlement, le texte français prévaut.

50. Le présent règlement remplace le «règlement de pool» adopté par la Fédération, approuvé par la Régie, et publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 16 janvier 1971, et ses amendements.

45. Should a milk dealer fail to transmit to the *Fédération* the reports prescribed in an agreement with the "*Conseil de l'industrie laitière du Québec inc.*" or in an arbitration award in lieu thereof for a given period, the *Fédération* shall be allowed to fix, in its own authority and to the best of its knowledge, the total number of pounds of milk delivered to the factory during such period and how they were utilized in each class.

Should the *Fédération* be unable to reasonably establish the utilization made in each class by a milk dealer who has failed to transmit the reports prescribed above, it shall request the Board to establish it, in accordance with Order in Council 463-72.

Division IV
GENERAL PROVISIONS

46. Without prejudice to any other recourse, in the case of an infringement of any one of the provisions of this Regulation by an accredited surplus station, the *Fédération* may notify the latter in writing of the infraction charged against it. Should the accredited surplus station neglect to rectify the situation within the 5 days following upon the receipt of the notice, the *Fédération* shall be entitled to cancel the accreditation conferred upon such surplus station.

Notice of such decision of the *Fédération* must be given to the accredited surplus station concerned and to other milk dealers. Such decision by the *Fédération* shall become effective 30 days after notification thereof to the accredited surplus station.

In the interval, the accredited surplus station may enter in appeal to the Board against such decision, in order to have it modified or quashed. Should there be an appeal, the said decision shall be suspended until the Board's decision is rendered. The decision on such appeal shall be transmitted by the *Fédération* to the milk dealers concerned.

47. Every decision taken by the *Fédération* under this Regulation may be revised by the Board upon the request of a producer.

48. The *Fédération* is authorized to revoke, modify or amend this Regulation at any time, subject however to the approval of the Board.

49. Should there be a discrepancy between the French text and the English text of this Regulation, the French text shall prevail.

50. This Regulation replaces the "Pool Regulation" made by the *Fédération*, approved by the Board, and published in the *Québec Official Gazette* on 16 January 1971, and amendments thereto.

Ce remplacement n'a pas pour effet d'affecter aucune résolution, règlement, entente, convention, décision, ordre, procédure, matière, acte ou chose, faits ou accomplis en vertu du règlement précédent et ses amendements.

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

65-o

This replacement Regulation shall not affect any resolution, regulation, agreement, covenant, decision, order, procedure, matter, deed or act, made or executed under the preceding Regulation and amendments thereto.

This Regulation shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

65-o

Projet de règlement

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)

Projet de modification

Coiffure (Québec)

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil des modifications à la première partie du « Statut du coiffeur » rendu obligatoire par l'arrêté en conseil 1886-A du 2 novembre 1960 et à l'effet d'ajouter à tout article concernant les taux de salaires de tous les décrets régissant les métiers de la coiffure dans la province de Québec une disposition spéciale relative aux salaires des apprentis coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames.

1. Remplacer l'article 39 du chapitre III du « Statut du coiffeur » par le suivant:

« **39.** Dans un salon de coiffure, la durée des heures normales de travail de l'apprenti est déterminée par l'employeur, mais elle ne doit pas être inférieure à 40 heures ni excéder la durée des heures normales inscrite au décret pour le salarié permanent ».

2. Disposition spéciale relative aux salaires des apprentis: Malgré toute autre disposition du présent décret, la rémunération hebdomadaire minimale de l'apprenti ne peut être inférieure au taux horaire établi ci-dessous multiplié par le nombre d'heures normales de la semaine de travail.

	1er mai 1973
1re année	$ 1.25
2e année	$ 1.45
3e année	$ 1.60

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

64-o

Regulation draft

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)

Amendement Draft

Hairdressers (Québec)

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that he intends to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, amendments to the first part of "The Hairdresser's Code" rendered obligatory by Order in Council 1886-A of November 2, 1960 and to add, to every section concerning the wage rates of all decrees governing the hairdressing trades in the Province of Québec, a special provision respecting wages for Men's and Women's Apprentice Hairdressers.

1. Section 39 of Chapter III of "The Hairdresser's Code" shall be replaced by the following;

"**39.** In a beauty or hairdressing salon, an apprentice's standard working hours are those laid down by the employer, but they shall not be under 40 hours nor exceed the standard hours of work, laid down in this decree, for a permanent employee".

2. Special provision respecting apprentices' wages: Notwithstanding any other provision of this decree, an apprentice's wekkly remuneration shall not be inferior to the hourly rate laid down below, multiplied by the work week standard hours.

	May 1, 1973
1st year	$ 1.25
2nd year	$ 1.45
3rd year	$ $1.60

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the 30 days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

64-o

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Projet de modification

Coiffure (Hull)

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à l'article 8 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), qu'il a reçu une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret 3652 du 13 novembre 1968 et modifications, relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Hull:

Remplacer l'article 118 par le suivant:

« **118. Zone I:** La semaine normale de travail est de 41 heures réparties de la façon suivante:

le lundi: jour chômé;
les mardi et mercredi: de 8 h.30 à 18 h;
les jeudi et vendredi: de 8 h.30 à 21 h;
le samedi: de 8 h. à 16 h. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

64-o

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Amendment Draft

Hairdressers (Hull)

Pursuant to section 8 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.) the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that he has been petitioned to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, the following amendment to Decree 3652 of November 13, 1968 and amendments, respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the Hull Region.

Section 118 shall be replaced by the following:

"**118. Zone I:** The 41-hour standard work week is scheduled as follows:

Monday: non-working day;
Tuesday and Wednesday: from 8:30 to 18 hrs;
Thursday and Friday: from 8:30 to 21 hrs;
Saturday: from 8 hrs to 16 hrs."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the 30 days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

64-o

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Projet de modification

Camionnage — Montréal

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal rendue obligatoire par le décret 913 du 16 juin 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

Les dispositions de la Troisième Partie sont remplacées par les suivantes:

1.00 Champ d'application industriel:

1.01 a) Sont assujettis à la présente partie, tous les employeurs professionnels, les employeurs et les artisans qui effectuent pour autrui moyennant rémunération, le ramassage, l'enlèvement et le déchargement des ordures et qui ont leur place d'affaires ou qui exercent leur activité dans le champ d'application territorial de la présente partie.

b) La présente partie ne s'applique que si le camion ou un autre véhicule utilisé pour le ramassage, l'enlèvement et le déchargement des ordures est la propriété des employeurs professionnels, employeurs ou artisans décrits au paragraphe *a* ci-dessus ou est loué ou utilisé autrement par ces derniers.

1.02 Champ d'application professionnel: La présente partie s'applique à tous les salariés dont les emplois sont définis à l'article 2.00, mais non aux contremaîtres, aux employés de bureau et aux employés qui ont le pouvoir d'embaucher et de congédier.

1.03 Champ d'application territorial: Le champ d'application territorial de la présente partie comprend:

a) la Ville de Montréal et toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal; et

b) toutes les municipalités situées dans un rayon de 30 milles de l'île de Montréal.

2.00 Définitions: Dans la présente partie, les mots et expressions suivants ont le sens et la signification qui leur sont donnés ci-dessous:

2.01 Tout employeur qui exerce lui-même le travail d'un aide ou d'un chauffeur est considéré comme salarié.

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Amendment draft

Cartrage Industry — Montreal

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (RS.Q. 1964, ch. 143 and am.) the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Montreal region, rendered obligatory by Decree 913 of June 16, 1948 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

The provisions of the Third Part shall be replaced by the following:

1.00 Industrial jurisdiction:

1.01 (a) All professional employers, employers and artisans who collect, remove and unload garbage for a third party for payment, and who have their place of business or perform their activities within the territorial jurisdiction of the present part, are subject to the provisions of the present part.

(b) This part applies only if the truck or other vehicle used for the collection, removal or unloading of garbage is the property of professional employers, employers or artisans described in the above subsection "a" or is rented or used otherwise by these latter.

1.02 Professional jurisdiction: This part applies to all employees whose occupations are defined in section 2.00 below, but not to foreman, office employees or those employees who have the authority to hire or dismiss.

1.03 Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of this part includes:

(a) the city of Montreal and all the municipalities on the Island of Montreal:

(b) all the municipalities situated within a radius of 30 miles of the Island of Montreal.

2.00 Definitions: In this part, the following words and expressions have the meaning hereinafter given them:

2.01 Any employee who performs the work of a helper or a driver is considered as an employee.

2.02 Le terme «salarié habituel» désigne tout salarié qui travaille à plein temps et de façon continuelle chez l'employeur et qui a travaillé un minimum de 50 jours ouvrables complets pendant une période minimale de 90 jours de calendrier consécutifs.

2.03 Le terme «salarié temporaire» désigne tout salarié qui est disponible pour travailler à plein temps et de façon continuelle chez l'employeur et qui n'a pas travaillé un minimum de 50 jours ouvrables complets pendant une période minimale de 90 jours de calendrier consécutifs.

2.04 Le terme «salarié temporaire cumulard» désigne tout salarié qui n'est pas disponible pour travailler à plein temps et de façon continuelle et qui travaille le soir seulement.

2.05 Le terme «salarié» désigne tout salarié habituel, temporaire ou temporaire cumulard, lorsqu'il est employé dans la présente partie.

2.06 Le terme «chauffeur» désigne toute personne, qui conduit un véhicule à moteur pour lequel l'employeur professionnel, l'employeur ou l'artisan, visé par l'article 1.02 de la présente partie, reçoit une rémunération pour son usage et; qui peut travailler au ramassage, à l'enlèvement et au déchargement des ordures.

2.07 Le terme «aide» désigne tout salarié qui travaille au ramassage, à l'enlèvement, au déchargement des ordures, ou qui assiste un chauffeur ou un autre aide dans l'exécution d'un tel travail.

2.08 L'expression «salarié affecté à la division municipale» désigne tout salarié qui effectue un travail en accomplissement d'un contrat intervenu entre son employeur et une municipalité.

2.09 L'expression «salarié affecté à la division commerciale ou industrielle» désigne tout salarié qui effectue un travail en accomplissement d'un contrat intervenu entre son employeur et toute exploitation commerciale ou industrielle, de nature privée ou publique, incluant toute collecte spéciale pour déchets de dimension volumineuse provenant de municipalités.

2.10 L'expression «jours ouvrables» désigne tous les jours où les salariés doivent travailler, sauf les samedis, les dimanches et les jours fériés prévus dans la présente partie.

2.11 Le mot «ordures» désigne l'ensemble des objets dont on veut se défaire, tels que les ordures ménagères, les cendres et tous autres rebuts, déchets, détritus ou residus urbains provenant des maisons d'habitation privées ou publiques, de municipalités, de restaurants, de magasins,

2.02 The term "permanent employee" means any employee who works full time and regularly for an employer, and who has worked a minimum of 50 complete work days during a minimum of ninety consecutive calendar days.

2.03 The term "temporary employee" means any employee who is available to work full time and regularly for an employer, and who has not worked a minimum of 50 complete work days during a minimum of 90 consecutive calendar days.

2.04 The term "temporary multiple job holder" means any employee who is not available for full time or regular work and who works at night only.

2.05 The term "employee" means any permanent, temporary or temporary multiple job holder, when he is employed in the present part.

2.06 The term "driver" means any person who drives a motor vehicle for which the professional employer, the employer or artisan referred to in section 1.02 of the present part receives a remuneration for its use and; who may work in the collecting, removal and unloading of garbage.

2.07 The term "helper" means any employee engaged in the collecting, removal, and unloading of garbage, or who assists a driver or another helper in the carrying out of such work.

2.08 The expression "employee assigned to the municipal division" means any employee who performs work to fulfill a contract concluded between his employer and a municipality.

2.09 The expression "employee assigned to the commercial or industrial division" means any employee who performs work to fulfill a contract concluded between his employer and any commercial or industrial exploitation, public or private, including any special collection of a large amount of garbage from municipalities.

2.10 The expression "work days" means days when employees must work, except Saturdays, Sundays and general holidays provided for in the present part.

2.11 The word "garbage" means a group of objects which are to be got rid of, such as domestic garbage, ashes and any other scrap, wastes, rubbish or urban residue from private or public houses, municipalities, restau-

d'hôpitaux, de clubs, etc., ou provenant d'une exploitation commerciale ou industrielle, privée ou publique.

3.00 Heures de travail:

3.01 Pour tous les salariés habituels:

a) la semaine normale de travail est au maximum de 45 heures réparties sur 5 jours, du lundi au vendredi inclusivement;

b) la journée normale de travail est au maximum:

i) de 9 heures pour ceux qui sont affectés à la division commerciale ou industrielle;

ii) de 12 heures pour ceux qui sont affectés à la division municipale.

3.02 Tout salarié qui travaille au cours d'une journée ouvrable doit être payé à son taux horaire régulier de salaire pour tout le temps consacré, sur demande de l'employeur, à travailler, à faire le plein d'essence, le graissage ou à exécuter toute autre tâche et aura droit à un minimum de quatre heures et demie de paie à son taux horaire régulier de salaire.

3.03 Tout salarié qui est requis par l'employeur de demeurer chez lui en attente le samedi, le dimanche ou un jour férié, a droit à un minimum de quatre heures et demie de paie à son taux horaire régulier de salaire pour chacun de ces jours même si l'employeur ne l'a pas fait se rapporter au travail.

3.04 Tout salarié habituel qui est requis par l'employeur de se présenter au travail et qui se présente effectivement au début de sa journée normale de travail, a droit à une indemnité égale à quatre heures et demie de paie à son taux horaire régulier de salaire pour chacun de ces jours sauf en cas de force majeure ou sauf si l'employeur l'avise de ne pas se présenter au travail au moins une heure avant la fin de la journée normale de travail précédente.

3.05 Tout salarié habituel doit être payé à son taux horaire régulier de salaire à compter du moment où il se présente au travail, dans les locaux de l'employeur selon la demande de ce dernier.

3.06 Horloge de pointage: Tout employeur régi par la présente partie, qui emploie 2 salariés ou plus, doit avoir une horloge de pointage ou une feuille de temps acceptée par le comité paritaire que chaque salarié doit signer pour chaque jour.

4.00 Période de repas et de repos:

4.01 Aucun salarié ne prendra ni ne sera contraint de prendre plus d'une demi-heure continu non payée, par repas. Tout salarié devra prendre cette période de repas entre la cinquième (5ième) et la septième (7ième) heure con-

rants, stores, hospitals, clubs, etc., or from a private or public, commercial or industrial exploitation.

3.00 Hours of work:

3.01 For all permanent employees:

(a) the standard workweek consists of a maximum of forty-five (45) hours scheduled over five (5) days, Monday through Friday;

(b) the standard workweek consists of a maximum:

i) of 9 hours for those assigned to the commercial or industrial section;

ii) of 12 hours for those assigned to the municipal section.

3.02 Any employee who performs the work of gasing, greasing or the carrying out of any other duty, upon the request of the employer, on a work day, shall be paid at his standard hourly wage rate and shall be entitled to a minimum of four and a half ($4^1/_2$) hours pay at his standard hourly wage rate.

3.03 Any employee asked by his employer to stay on standby on Sunday or a general holiday, is entitled to a minimum of four and half ($4^1/_2$) hours pay at his regular hourly wage rate for each of the aforesaid days even if the employer did not call him in to work.

3.04 Any permanent employee who is called in to work by the employer and reports in at the beginning of his standard work day, is entitled to an indemnity equal to four and a half ($4^1/_2$) hours pay at his standard hourly wage rate for each of the said days except in the case of absolute necessity or except in the case the employer advises him not to come in to work at least one (1) hour before the end of the preceding standard work day.

3.05 Any permanent employee shall be paid at his standard hourly wage rate from the moment he reports in to work on the premises of the employer according to the latter's request.

3.06 Time clock: Any employer governed by the present part, who has in his employ 2 or more employees, shall have a time clock or a time sheet accepted by the Parity Committee and which shall be signed daily by each employee.

4.00 Rest period and mealtime:

4.01 No employee shall take nor shall be compelled to take more than one unpaid continuous half-hour ($^1/_2$), per meal. Every employee shall take this meal period between the fifth (5th) and sixth (6th) consecutive work

sécutive de travail pourvu qu'il prenne cette période de repas à l'endroit où il se trouve à ce moment-là dans son itinéraire.

4.02 Il sera alloué aux salariés une période de repos de 10 minutes par départ du centre d'opération et ce, sans perte de salaire.

5.00 Heures supplémentaires—Travail du samedi et du dimanche.

5.01 Toutes les heures travaillées par les salariés habituels,

a) en plus de 9 heures par journée normale de travail pour ceux qui travaillent dans la division commerciale ou industrielle, ou

b) en plus de 12 heures par journée normale de travail pour ceux qui travaillent dans la division municipale, ou

c) en plus de 45 heures par semaine normale de travail, seront considérées comme heures supplémentaires et devront être payées au taux horaire régulier de salaire majoré de 50%.

5.02 Tout salarié requis de se rapporter au travail le samedi sera payé au taux horaire régulier de salaire majoré de 50%, avec un minimum garanti de quatre heures et demi. Ce temps supplémentaire pour le travail du samedi s'appliquera de 11:59 heures p.m. le vendredi à 11:59 p m., le samedi. Toutefois, le présent paragraphe ne s'appliquera pas au travail accompli le samedi matin par les salariés qui en ce faisant, complètent leur journée normale de travail du vendredi.

5.03 Tout salarié requis de se rapporter au travail le dimanche sera payé au taux horaire régulier de salaire majoré de 100%, avec un minimum garanti de quatre heures et demie. Ce temps supplémentaire pour le travail du dimanche s'appliquera de 11:59 heures p.m. le samedi à 11:59 heures p.m. le dimanche.

5.04 La majoration ajoutée au taux horaire régulier de salaire d'un salarié habituel pour les heures supplémentaires, ne doit être payée qu'une fois pour les mêmes heures, bien qu'un ou plusieurs des paragraphes ci-dessus puissent s'appliquer à ces mêmes heures.

6.00 Jours fériés chômés et payés aux salariés habituels:

6.01 Les jours suivants sont considérés comme des jours fériés chômés et payés, peu importe le jour où ils tombent: le jour de l'An, le lendemain du Jour de l'An, le vendredi saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada, la fête du Travail, l'Action de Grâces, le jour de Noël, le lendemain du Jour de Noël.

hour provided he takes this meal period at the place indicated in his itinerary for that moment.

4.02 A ten (10)-minute rest period shall be granted to the employees per departure from the operation centre and this without loss of wages.

5.00 Overtime—Saturday and Sunday work:

5.01 All hours worked by permanent employees,

(a) in addition to a 9-hour standard work day for those working in the commercial or industrial section, or

(b) in addition to a 12-hour standard work day for those working in the municipal section, or

(c) in addition to 45 hours per standard workweek, shall be considered as overtime and shall be paid at time and one-half the standard hourly wage rate.

5.02 Every employee called in to work on a Saturday shall be paid at time and one half the standard hourly wage rate, with a guaranteed minimum of 4 hours and one half (4 1/2). This overtime for Saturday work shall apply from 11:59 p.m. on Friday to 11:59 p.m. on Saturday. However, the present subsection does not apply to work performed on a Saturday morning by employees who are finishing their standard work day for Friday.

5.03 Every employee called in to work on a Sunday shall be paid double time the standard hourly wage rate, with a guaranteed minimum of four and one half hours (4 1/2). This overtime for Sunday work shall apply from 11:59. p.m. on Saturday to 11:59 p.m. on Sunday.

5.04 The increase added to a permanent employee's standard hourly wage rate for overtime, shall be paid only once for the same hours, even if one or more of the above subsections apply to these same hours.

6.00 General paid holidays for permanent employees:

6.01 The following days shall be considered as general paid holidays irrespective of the day on which they fall: New Years, the day after New Years, Good Friday, the Queen's Birthday, St. Jean the Baptist, Canada Day. Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, the day after Christmas.

6.02 1) Pour avoir droit à un jour férié et payé, tout salarié habituel devra avoir travaillé:

a) la journée normale de travail précédente;

b) la journée normale de travail suivante;

c) la journée de la cueillette double suivante; et

d) le jour férié si ses services sont requis.

2) Tout salarié habituel qui aura ainsi droit à un jour férié sera rémunéré à son taux horaire régulier de salaire multiplié par 9 heures.

6.03 Si un jour férié est observé («proclamé») en dedans d'une période de vacances annuelles payées d'un salarié habituel, ce dernier recevra compensation pour un jour de paie extra ou un jour supplémentaire de vacances avec paie, selon le choix dudit salarié habituel. Aucun salarié habituel ne sera forcé de travailler plus tard que 21:30 p.m. la veille du jour de Noël et du jour de l'An.

6.04 Tout salarié qui travaille un jour férié sera rémunéré à son taux horaire régulier de salaire multiplié par le nombre d'heures travaillées, en plus de sa paie de jour férié, s'il y a lieu, avec un minimum garanti de quatre heures et demie.

Toutes les heures travaillées par les salariés habituels pendant un jour férié en plus de 9 heures pour ceux qui travaillent dans la division commerciale ou industrielle ou en plus de 12 heures pour ceux qui travaillent dans la division municipale seront considérées comme des heures supplémentaires et devront être payées au taux horaire régulier de salaire majoré de 50%.

7.00 Congés annuels payés:

7.01 La période de référence s'étend du 1er janvier de l'année précédente au 31 décembre de la même année.

7.02 Tout salarié qui, au premier janvier de l'année courante, n'a pas accompli un an de service continu pour son employeur, a droit à une journée de congé payé par mois de service continu sans toutefois que la durée totale de ce congé n'excède 2 semaines. L'indemnité afférente à ce congé est égale à 4% des gains du salarié entre la date de son embauchage et le 31 décembre de l'année précédente.

7.03 Tout salarié qui, au premier janvier de l'année courante, a accompli un an de service continu ou plus pour son employeur a droit à 2 semaines de congé payé. L'indemnité afférente à ce congé est égale à 4% des gains du salarié pendant la période de référence.

7.04 Tout salarié habituel qui, au premier janvier de l'année courante, a accompli 5 ans de service continu ou plus pour son employeur, a droit à 3 semaines de congé

6.02 (1) In order to be entitled to one (1) day of vacation with pay, every permanent employee shall have worked;

(a) the previous standard work day:

(b) the following standard work day:

(c) the following day of a double garbage run; and

(d) the general holiday if his services are required.

(2) Every permanent employee thus entitled to a general holiday shall be remunerated at his standard hourly wage rate multiplied by 9 hours.

6.03 Should a general holiday fall within the period of a permanent employee's paid holidays, the latter shall receive compensation for one extra day's pay or one extra day of vacation, according to the said permanent employee's choice. No permanent employee shall be forced to work later than 21:30 p.m. on Christmas Eve and New Year's Eve.

6.04 Every employee who works on a general holiday shall be remunerated at his standard hourly wage rate multiplied by the number of hours worked, in addition to his general holiday pay, if any, with a guaranteed minimum of four and one half ($4^1/_2$) hours.

All hours worked by permanent employees during a general holiday in addition to 9 hours for those working in the commercial or industrial section or in addition to 12 hours for those working in the municipal section shall be considered as overtime and shall be paid at time and one half the standard hourly wage rate.

7.00 Annual vacation with pay:

7.01 The qualifying period shall extend from January 1 of the previous year to December 31 of the same year.

7.02 Any employee, who on May 1 of the current year has not completed on year of continuous service for his employer, shall be entitled to one day of vacation with pay per month of continuous service but the total vacation period shall not exceed 2 weeks. The vacation pay for the said vacation shall be four percent (4%) of the employee's earnings from his hiring date to December 31 of the previous year.

7.03 Any employee who, on January 1 of the current year, has completed one year or more of continuous service for his employer shall be entitled to 2 weeks' vacation with pay. Vacation pay for the said vacation shall be 4% of the employee's earnings for the qualifying period.

7.04 Any permanent employee who, on January 1 of the current year, has completed 5 years or more of continuous service for his employer, shall be entitled to 3 weeks'

payé. L'indemnité afférente à ce congé est égale à 6% des gains du salarié pendant la période de référence.

7.05 Tout salarié habituel qui, au premier janvier de l'année courante, a accompli 18 ans de service continu ou plus pour son employeur, a droit à 4 semaines de congé payé. L'indemnité afférente à ce congé est égale à 8% des gains du salarié pendant la période de référence.

7.06 Tout salarié dont l'emploi prend fin, doit recevoir une indemnité compensatrice calculée conformément aux paragraphes 7.02, 7.03, 7.04 ou 7.05 selon le cas, s'il n'a pu bénéficier des congés annuels auxquels il avait droit. De plus, il doit recevoir une indemnité compensatrice additionnelle égale à 4% à 6% ou à 8% de ses gains entre le 1er janvier de l'année courante et la date de la fin de son emploi, conformément aux paragraphes 7.02, 7.03, 7.04 ou 7.05selon le cas.

7.07 L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé payé avant le départ en vacances de ce dernier.

8.00 Sécurité sociale:

L'employeur doit payer, par l'entremise du comité paritaire, ainsi qu'il est stipulé ci-dessous, à chaque mois civil pour chacun de ses salariés qui a travaillé au moins 45 jours de calendrier, un montant de $11.25 pour qu'il s'inscrive à un régime d'assurance collective. À compter du 1er janvier 1974, le montant de $11.25 sera changé pour $12.45. Le présent article ne s'applique pas aux salariés temporaires cumulards.

8.01 Un nouveau salarié n'est éligible à l'assurance qu'après avoir terminé sa période d'essai de 45 jours.

Cependant, tout salarié qui a perdu son emploi par suite de maladie ou de manque de travail et qui revient chez le même employeur, a droit à l'assurance à compter de la date à laquelle il a effectué 45 heures chez cet employeur. L'employeur n'est pas tenu de verser le montant de $11.25 pour le mois durant lequel l'assurance est remise en vigueur.

8.02 Le régime d'assurance doit fournir les avantages suivants:

a) assurance-vie,

b) assurance accident et maladie,

c) frais médicaux et d'hospitalisation,

d) indemnité hebdomadaire, et

e) prestations pour personnes à charge.

8.03 Il est entendu que durant une période d'invalidité due à un accident ou maladie, le salarié continue d'être assuré

vacation with pay. Vacation pay for the said vacation shall be 6% of the employee's earnings for the qualifying period.

7.05 Any permanent employee who, on January 1 of the current year, has completed 18 years or more of continuous service for his employer, shall be entitled to 4 weeks' vacation with pay. Vacation pay for the said vacation shall be 8% of the employee's earnings for the qualifying period.

7.06 Any employee whose employ comes to an end, shall receive compensation pay calculated in accordance with subsections 7.02, 7.03, 7.04 or 7.05 as the case may be, if he has not had the annual vacation to which he was entitled. Furthermore, he shall receive additional compensation pay equal to 4% or 6% or 8% of his earnings between January 1 of the current year and the day his employment ended, in accordance with subsection 7.02, 7.03, 7.04 or 7.05 as the case may be.

7.07 The employer shall pay the employee the indemnity for the paid vacation before the latter leaves on vacation.

8.00 Social security:

Each calendar month the employer shall remit to the Parity Committee, for each of his employees who has worked at least 45 calendar days, the amount of $11.25 to have such employee covered by a group insurance plan. After January 1, 1974, the amount of $11.25 shall be raised to $12.45. The present section does not apply to temporary employees who are multiple job holders.

8.01 A new employee is eligible for insurance only after having completed a 45 day trial period.

However, every employee who has lost his employment through illness or lack or work, and who returns in the employ of the same employer shall be entitled to the insurance when he has completed 45 hours of work for the said employer. The employer shall not be required to pay the amount of $11.25 for the month in which the insurance is put into force again.

8.02 The insurance plan shall provide the following benefits:

(a) life insurance,

(b) sickness and accident insurance,

(c) hospital and doctor's fees,

(d) weekly indemnity, and

(e) benefits for dependents.

8.03 During an employee's invalidity due to an accident or sickness, the employee shall continue to be insured

et l'employeur est exempt de payer les primes pour tout le temps de l'invalidité.

8.04 À partir du moment où l'employeur est appelé à contribuer la prime de $11.25 par mois par employé incluant les prestations pour les personnes à charge, l'employeur peut dès lors annuler tout autre régime d'assurance qui pourrait être en vigueur pour les personnes à charge.

8.05 Tout les salariés doivent se soumettre promptement à tout examen médical demandé par l'employeur, pourvu toutefois que ce dernier paie les frais de tel examen. L'employeur a le droit de choisir le médecin qui fera subir l'examen médical. Si le salarié choisit le médecin, les frais seront aux dépens du salarié.

8.06 L'employeur se réserve le droit de fixer, pour l'examen médical, des heures en dehors des heures de travail. Si, toutefois, l'employeur fixe pour l'examen médical, un heure comprise dans la période normale de travail d'un salarié, celui-ci doit alors payer pour le temps consacré à l'examen au taux horaire normal de salaire.

8.07 Un salarié qui subit une lésion corporelle pendant son travail, doit être payé au taux horaire normal pour le temps qu'il met à aller consulter un médecin, jusqu'à la fin de sa journée normale de travail, jusqu'à concurrence de 7 heures, à condition que le salarié ne soit pas payé par la Commission des accidents du travail pour le jour pendant lequel l'accident s'est produit.

8.08 L'assurance de tout salarié se termine automatiquement à la date où il quitte son employeur, Cependant, l'employeur est tenu de verser au comité paritaire un montant de $11.25 pour le mois entier durant lequel le salarié a quitté son emploi.

8.09 Ce régime est administré par le comité paritaire qui peut nommer un sous-comité à cet effet, lequel est chargé de percevoir les cotisations des employeurs et de les verser suivant un contrat approuvé par le surintendant des assurances du Québec.

8.10 Le régime d'assurance collective prévu au présent article doit toujours être négocié dans un contrat unique couvrant tous les assujettis et être administré avec la collaboration du comité paritaire.

8.11 Le contrat d'assurance est sujet à l'approbation du Surintendant des assurances du Québec et son fonctionnement soumis à sa surveillance.

8.12 Les articles 8.00 à 8.11 de la présente partie ne s'appliquent pas aux employeurs et aux salariés assujettis à une convention collective de travail avec la partie

and the employer shall be exempted from paying the premiums respecting such employee during the latter's entire period of invalidity.

8.04 As soon as the employer will be required to contribute the premium of $11.25 per month per employee, including benefits for dependents, he shall be allowed to cancel any other insurance plan that might be in force covering benefits for dependents.

8.05 Any medical examination requested by the employer shall be promptly complied with by all employees provided however, that the employer pays for such examination. The employer has the right to select his own examining physician. If the employee selects the physician, he shall pay the medical fees.

8.06 The employer reserves the right to make appointments for examination at times other than during working hours. If, however, an employer should arrange for a medical examination during the normal shift hours of an employee, then the employee must be paid for the actual time involved at his regular rate of pay.

8.07 An employee, in case of physical injury while on duty, shall be paid at his straight time hourly rate for the time spent to visit a doctor, up to the end of his regular working day, but in no case shall this exceed 7 hours, provided the employee is not paid by the Workmen's Compensation Commission for the day on which the accident happened.

8.08 The insurance of every employee shall terminate automatically immediately upon leaving his employer. However, the employer is required to pay to the Parity Committee an amount of $11.25 for the whole month in which the employee has left his employment.

8.09 This plan is administered by the Parity Committee and the latter may appoint a sub-committee for that purpose which will be entrusted with the collection of employers' assessments and the remittance thereof according to a contract approved by the Superintendent of Insurance of Québec.

8.10 The group insurance plan referred to in the present section shall always be negotiated through an individual contract covering all employees governed by the decree and shall be administered with the collaboration of the parity committee.

8.11 The insurance contract is subject to the approval of the Superintendant of Insurance of Québec and its administration submitted to his surveillance.

8.12 Sections 8.00 to 8.11 of this part do not apply to employers and employees governed by a collective labour agreement with the present union contracting

contractante syndicale actuelle (Union des chauffeurs de camions, Hommes d'Entrepôts & Aides, Local 106), prévoyant pour les salariés habituels, à titre de sécurité sociale, des avantages égaux ou supérieurs à ceux décrits au présents décret.

9.00 Taux horaire minimal de salaire et primes:

9.01 Les salariés ont droit aux taux horaires réguliers minimaux de salaire mentionnés à l'annexe A ci-attachée.

9.02 1) Le salaire doit être versé intégralement au salarié par chèque, à chaque semaine.

2) Le chèque de paie doit contenir les mentions suivantes:

a) le nom de l'employeur;

b) les noms et prénoms du salarié;

c) la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;

d) le nombre d'heures effectuées;

e) le nombre d'heures payées au taux horaire;

f) le nombre d'heures payées au taux majoré de 50%;

g) le nombre d'heures payées au taux majoré de 100%;

h) le taux horaire de salaire;

i) le montant du salaire brut;

j) la nature et le montant des retenues opérées; et

k) le montant du salaire net.

9.03 Si, au cours d'une semaine normale de travail un salarié habituel est affecté à une division durant 50% ou plus des heures qu'il a effectuées au cours de ladite semaine, il a droit au taux horaire minimal de salaire prévu à l'article 9.01 pour son emploi dans cette division.

9.04 Tout salarié habituel dont le départ pour sa journée normale de travail s'effectue entre 13:00 heures p.m. et 5 heures le lendemain matin a droit à une prime de poste de $0.10 l'heure. Cette prime ne doit pas être incluse dans le calcul de la majoration pour heures supplémentaires.

10.00 Congés de deuil:

10.01 Dans le cas de mortalité des proches, (père, mère, épouse, enfants, frères, soeurs, beau-père et belle-mère), tout salarié habituel aura droit de s'absenter de son travail pendant 3 jours consécutifs de calendrier en autant que le dernier de ces 3 jours soit le jour des funérailles. Dans les cas de mortalité des beaux-frères et/ou belles-soeurs, un jour d'absence sera accordé pour assister aux funérailles. Toutefois, si un plus grand laps de temps

party (« *Unions des chauffeurs de camions, Hommes l'Entrepôts et Aides, Local 106* »), which provides social security benefits for permanent employees, that are equal to or superior to those found in this decree.

9.00 Minimum hourly wage rates and premiums:

9.01 Employee are entitled to the standard minimum hourly wage rates mentioned in Appendix A annexed hereto.

9.02 (1) The employee shall be paid, every week, in full, by cheque;

(2) The pay cheque shall contain the following particulars:

(a) employer's name;

(b) employee's family name and first names;

(c) payment date and work period covered;

(d) number of hours worked;

(e) number of hours paid at the hourly rate;

(f) number of hours paid at time and one half;

(g) number of hours paid at double time;

(h) hourly wage rate;

(i) gross amount of wages;

(j) type and amount of deductions made;

(k) net amount of wages.

9.03 Should a permanent employee be assigned to a section during a standard workweek, for 50% or more of hours carried out during the said week, he shall be entitled to the minimum hourly wage rate provided for in section 9.01 for his occupation in the said section.

9.04 Any permanent employee, who leaves for his standard work day between 13:00 hrs. p.m. and 5 o'clock the next morning, is entitled to a $0.10 an hour shift premum. The said premium shall not be included in the calculation for overtime increases.

10.00 Bereavement leave:

10.01 In the event of the death of near relations, (father, mother, wife, children, brothers, sisters, father-in-law and mother-in-law), every permanent employee shall be entitled to be absent from work during 3 consecutive calendar days provided the last of the said 3 days is the funeral day. In the event of the death of brothers-in-law and / or sisters-in-law, one day of absence shall be granted to attend the funeral. However, if a greater

est requis en raison de cette mortalité, une permission d'absence sera accordée par l'employeur, sans paie.

10.02 Si l'un ou plus de ces jours tombe durant un jour ouvrable pour ce salarié habituel, ce dernier sera rémunéré pour chacun desdits jours ouvrables durant lesquels il aura été ainsi absent, à son taux horaire régulier de salaire multiplié par 9. Sur demande de l'employeur, ce salarié devra apporter un certificat de sépulture.

11.00 Conditions générales:

1) Tout travail exécuté dans la division municipale, exception faite des parcours de nature rurale, sera effectué par des équipes de salariés composées d'un chauffeur et de deux aides.

2) Tout travail exécuté dans la division commerciale ou industrielle sera effectué par des équipes de salariés tel que mentionné ci-dessous:

Camion-tasseur — avec chargement arrière ou avant — 1 chauffeur et un aide

Camion ouvert — sans chargement requis du chauffeur — 1 chauffeur

Camion ouvert — avec chargement requis — 1 chauffeur et un aide

Camion auto-chargeur de contenants de 10 verges et plus — 1 chauffeur

11.01 Ordonnance numéro 3: Lorsque les conditions du présent décret sont inférieures à celles établies par l'Ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les conditions plus avantageuses de ladite ordonnance s'appliquent.

11.02 Ordonnance numéro 4: Lorsque la rémunération du salarié déterminée selon les dispositions du présent décret est inférieure à celle déterminée selon l'Ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, cette dernière rémunération doit être payée par l'employeur.

11.03 Toute équipe de 2 hommes ne sera tenue de soulever des contenants d'une pesanteur excédant 200 livres.

11.04 Tout employeur devra, lors de l'engagement d'un salarié établir des conditions d'emploi ou autres qui ne sont pas inférieures ou contraires aux stipulations de la troisième partie du présent décret.

11.05 Tout travail devra être distribué aux salariés dans l'ordre suivant, et ce afin de fournir un plein emploi:

a) au salarié habituel,

b) au salarié temporaire,

c) au salarié temporaire cumulard.

period of time is requested in the event of death, the employer shall grant a leave of absence, without pay.

10.02 Should one or more of the aforesaid days fall on a work day for the said permanent employee, the latter shall be paid, for each of the said work days during which he was absent, at his standard hourly wage rate multiplied by 9. Upon the employer's request, the employee shall produce a burial certificate.

11.00 General conditions:

(1) All work performed in a municipal division, except for rural runs shall be carried out by teams composed of a driver and two helpers;

(2) All work performed in a commercial or industrial division shall be carried out by teams of employees as mentioned below:

Dump-truck — with back or front loading — 1 drive and one helper

Open truck — no loading required from the driver — 1 driver

Open truck — loading required 1 driver and one helper

Self-loading truck with containers of 10 yards and more — 1 driver.

11.01 Ordinance No. 3: When conditions of the present decree are inferior to those established by Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission, the more advantageous conditions of the said Ordinance apply.

11.02 Ordinance No. 4: When an employee's remuneration, determined in accordance with the present decree, is inferior to that determined in accordance with Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission, the latter remuneration shall be paid by the employer.

11.03 Any two-man team shall not be obliged to lift containers weighing more than 200 pounds.

11.04 Any employer shall, when hiring an employee, establish working conditions or others that shall not be inferior or contrary to the specifications in the third part of this decree.

11.05 All work shall be distributed to employees in the following order, to supply regular employment;

(a) to a permanent employee,

(b) to a temporary employer,

(c) to a temporary multiple job employee.

12.00 Durée et renouvellement:

12.01. Durée: La présente partie entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et le demeure jusqu'au 28 décembre 1975.

12.02 Renouvellement: Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, par lettre recommandée dans un délai d'au plus 60 d'au moins 30 jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente. Une copie de tel avis doit également être envoyée au ministre du travail et de la main-d'oeuvre.

12.00 Term and renewal:

12.01 Term: This part comes into force from the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until December 28, 1975.

12.02 Renewal: This division shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other party, by registered mail, written notice to the contrary, no more than 60 and no less than 30 days before its original expiry or before expiry of any subsequent year. A copy of such notice shall also be sent to the Minister of Labour and Manpower.

ANNEXE « A » / *APPENDIX "A"*

TAUX HORAIRE RÉGULIER DES SALAIRES / *REGULAR HOURLY WAGE RATES*

À PARTIR DU / *FROM:*	*28-12-72*	*28-6-73*	*3-1-74*	*4-7-74*	*2-1-75*	*3-7-75*	*30-10-75*
1. Salariés habituels: ***Regular employees:***							
A) Chauffeurs/*Drivers:*							
Division commerciale ou industrielle / *Commercial or industrial division:*							
Équipement spécialisé tels que camions autochargeur de contenants de 20 verges et plus et camions-tasseurs à chargement-avant / *Specialized equipment such as self-loading trucks with containers of 20 yards and more, and front-loading dump-trucks*	$4.13	$4.28	$4.43	$4.58	$4.78	$5.00	$5.20
Tout autre équipement / *Any other equipment*	3.92	4.07	4.22	4.37	4.57	4.80	5.00
Division municipale / *Municipal division:*							
Tout équipement / *All equipment*	3.87	4.02	4.17	4.32	4.52	4.75	4.95
B) Aides / *Helpers:*							
Les deux divisions / *Both divisions*	3.67	3.82	3.97	4.12	4.32	4.55	4.75
2. Salariés temporaires: ***Temporary employees:***							
A) Chauffeurs / *Drivers*	3.43	3.58	3.73	3.88	4.08	4.30	4.50
B) Aides / *Helpers*	3.30	3.45	3.60	3.75	3.95	4.15	4.35

3. Salariés temporaires cumulards:
Pluralist temporary employees:

A) Chauffeurs / *Drivers*	3.43	3.58	3.73	3.88	4.08	4.30	4.50
B) Aides / *Helpers*	3.30	3.45	3.60	3.75	3.95	4.15	4.35

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

64-o

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the 30 days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy Minister.

64-o

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)

Projet de modification

Camionnage — Montréal

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal rendue obligatoire par le décret 913 du 16 juin 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

Les articles 1.00 à 12.01 sont remplacés par les suivants:

« **Section I**
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.00 Champ d'application territorial: Le champ d'application territorial du décret comprend:

a) la ville de Montréal et toutes les municipalités situées sur l'Île de Montréal;

b) les municipalités suivantes sises en dehors de l'Île de Montréal, sur la rive sud: la réserve indienne de Caughnawaga, Brossardville, Saint-Hubert, Saint-Lambert, Longueuil, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Ville LeMoyne, Ville Laflèche, Candiac, Laprairie, Delson, Côte Sainte-Catherine et Saint-Constant;

c) la municipalité suivante sise en dehors de l'Île de Montréal, sur la rive nord: la ville de Laval.

2.00 Champ d'application industriel: Sont assujettis au décret, les employeurs professionnels, les employeurs et les artisans qui font du transport par camion ou autres véhicules automobiles pour autrui moyennant rémunération et qui ont leur place d'affaires ou qui exercent leurs activités dans le champ d'application territorial du décret.

Ce transport comprend toute opération de chargement ou de déchargement, soit manuelle soit mécanique, exécutée dans le seul but de rendre des matériaux à destination, est assujettie au décret.

Cependant, lorsque cette opération de chargement ou de déchargement comporte une opération de construction ou de démolition, elle n'est pas assujettie au décret.

Aussi, lorsque sur un chantier de construction, des salariés, avec ou sans l'aide de machines, font du travail de chargement ou de déchargement et de construction ou de démolition, ces salariés ne sont pas assujettis au décret.

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143)

Amendment draft

Cartage Industry — Montreal

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.) the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Montreal region, rendered obligatory by Decree 913 of June 16, 1948 and amendments have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

Sections 1.00 to 12.01 shall be replaced by the following:

"**Division I**
GENERAL PROVISIONS

1.00 Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of this decree encompasses:

(a) city of Montreal and all the municipalities on the Island of Montreal;

(b) the following South Shore municipalities outside the Island of Montreal: Caughnawaga reservation, Brossardville, St-Hubert, Saint-Lambert, Longueuil, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Ville Le moyne, Ville Laflèche, Candiac, Laprairie, Delson, Côte Sainte-Catherine and Saint-Constant.

(c) the following North Shore municipality outside the Island of Montreal: Ville de Laval.

2.00 Industrial jurisdiction: All professional employers, employer and artisans who are engaged in the transportation of goods by truck or other motor vehicles for payment and who have their place of business or carry out their business in the territorial jurisdiction of this decree are subject to the decree.

Any manual or mechanical loading or unloading operation performed for the sole purpose of having materials arrive at their destination is subject to the decree.

However, when such loading or unloading operation includes any construction or demolition operation, it is not subject to this decree.

Similarly, when employees working on a construction site perform loading or unloading operations, either manually or by means of machines, and also perform construction or demolition work, such employees are not subject to the decree.

2.01 Toutefois, le décret ne s'applique pas à tout chauffeur qui peut, au sens de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (Ch. 45, 1968) ou de tout décret rendu sous son autorité, être considéré comme travailleur de l'industrie de la construction.

2.02 Le décret ne régit pas cependant le transport du lieu de l'exécution du contrat au lieu de déchargement des déblais ou de la pierre d'excavation et des matériaux enlevés ou démolis.

2.03 Le décret ne s'applique pas aux camionneurs publics et à leurs salariés qui font le transport sur une route régulière entre la ville de Montréal et tout endroit situé en dehors du champ d'application territorial du décret.

2.04 Le décret ne s'applique pas aux opérations qui complètent le transport à longue distance et qui comprennent la cueillette et la livraison de marchandises pour autant que ces opérations sont effectuées par l'entreprise qui a fait le transport à longue distance de telles marchandises.

2.05 Le décret ne s'applique pas aux employeurs et aux artisans de Candiac, Laprairie, Delson, Côte Sainte-Catherine et Saint-Constant, ni à leurs salariés sauf s'ils exploitent, avec ou sans permis de la Régie des transports, un service local à l'intérieur de l'Île de Montréal.

2.06 Le décret ne s'applique pas aux employés permanents d'une entreprise déjà régie par un autre décret.

2.07 Le décret ne s'applique pas au transport du lait et des produits laitiers fluides, sauf le lait évaporé.

2.08 Les salariés dont les fonctions sont mentionnées à l'article 7.00, affectés à un service accessoire relatif au transport ou complétant un service de transport, sont assujettis au décret.

2.09 Tout employeur ou employeur professionnel dont les opérations de camionnage se font en partie à l'intérieur et en partie à l'extérieur du champ d'application du décret y est assujetti pour ce qui concerne ses opérations à l'intérieur du champ d'application de ce décret.

3.00 Champ d'application professionnel: Le décret s'applique à tous les salariés dont les emplois sont définis à l'article 4.00 du décret, mais il ne s'applique pas aux contremaîtres, aux employés de bureau et aux employés qui ont le pouvoir d'embaucher et de congédier.

3.01 Le décret s'applique à tous les salariés, même les salariés temporaires qui ont travaillé au cours de la période mentionnée sur le rapport mensuel au comité paritaire.

2.01 However, the decree does not apply to any driver who may be considered as a construction industry employee as provided for in the Construction Industry Labour Relations Act ch. 45, 1968, or in any decree passed under the authority of the said Act.

2.02 This decree does not apply to the transport from the job to the dumping ground, of excavated material or stone and of demolished or cleared material.

2.03 This decree does not apply to those public truckers and their employees engaged in driving over a regular route between the city of Montreal and any point outside the territorial jurisdiction of the decree.

2.04 This decree does not cover delivery or pickup operations for the completion of long distance transportation of goods, inasmuch as these operations are carried out by the enterprise which effected the long distance transportation of such goods.

2.05 This decree does not cover employers and artisans in Candiac, Laprairie, Delson, Côte Sainte-Catherine and Saint-Constant, nor the employees thereof, unless they operate a local service within the Island of Montreal, with or without a permit from the Transportation Board.

2.06 The decree does not apply to regular employees employed by a concern already governed by another decree.

2.07 The decree does not apply to the transportation of milk and fluid dairy products, except evaporated milk.

2.08 Employees whose functions or duties are mentioned in section 7.00 and who are assigned to any accessory service related to transportation or completing any transportation service are subject to the decree.

2.09 Any employer or professional employer whose cartage operations are executed partly inside and outside of the decree's jurisdiction is governed by the decree where his operations outside of the decree's jurisdiction are concerned."

3.00 Professional jurisdiction: The decree covers all employees whose occupations are defined in section 4.00 of this decree. However, it does not apply to foremen, office employees or those employees who have the authority to hire or dismiss.

3.01 The decree applies to all employees, even temporary employees, who have worked in the period mentioned in the monthly report forwarded to the Parity Committee.

4.00 Définitions: Dans ce décret, les mots et termes suivants signifient:

a) « chauffeur de camion ordinaire »: un salarié qui conduit un camion d'au plus 2 essieux;

b) « chauffeur de camion tandem »: le conducteur d'un camion ordinaire de plus de 2 essieux;

c) « chauffeur de semi-remorque »: le conducteur d'un ensemble tracteur-remorque;

d) « chauffeur de camion citerne »: un salarié qui conduit un équipement genre remorque-citerne;

e) « chauffeur de train »: un salarié qui conduit un tracteur tirant plus d'une remorque;

f) « chauffeur de fardier »: le conducteur d'un ensemble tracteur fardier dont le tracteur a 3 essieux et le fardier un minimum de 2 essieux;

g) « chauffeur »: le détenteur d'un permis de chauffeur ou de conducteur suivant la Loi des véhicules automobiles (S.R.Q., 1941, ch. 142 et am.) qui conduit un véhicule à moteur pour lequel l'artisan ou l'employeur, visé par l'article 2.00, reçoit une rémunération pour son usage, quel que soit le genre de transport ou de service qu'il donne;

h) « manutentionnaire »: tout salarié affecté au chargement ou au déchargement des camions ou à la manutention de marchandises;

i) « pointeau »: tout salarié qui effectue la vérification et l'enregistrement des marchandises reçues ou expédiées, y compris le travail clérical attaché à ces tâches, mais excluant le travail de commis de bureau;

j) « conducteur de chariot automoteur »: tout salarié qui conduit un véhicule à moteur connu sous le nom de chariot automoteur ou de chariot élévateur à fourche;

k) « aide de 18 ans et moins »: toute personne âgée de 18 ans au plus qui fait de la surveillance, mais ne manutentionne pas de marchandises d'un poids supérieur à 60 livres.

5.00 1) Durée du travail: La semaine normale de travail ne doit pas excéder 45 heures. Tout travail exécuté en plus de 9 heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement ou de 45 heures durant la semaine, entraîne une majoration du taux horaire régulier de 50%. Le travail supplémentaire permis après la durée quotidienne de 9 heures ne doit pas être compté aux fins de calcul des heures supplémentaires au-delà de la durée hebdomadaire. Le travail du samedi entraîne une majoration du taux horaire régulier de 50%. Le travail du dimanche entraîne une majoration du taux horaire régulier de 100%.

4.00 Definitions: In this decree, the following words and terms mean:

(a) "Driver on straight truck": any employee who drives a truck not having more than 2 axles;

(b) "tandem truck driver": any employee who drives a truck having more than 2 axles;

(c) "driver of a semi-trailer": the driver of a trailor tractor;

(d) "tank truck driver": any employee who drives a vehicle of trailer-tank type;

(e) "train driver": any employee who drives a tractor pulling more than one trailer;

(f) "float driver": the driver of a float-tractor combination which trailer has 3 axles and the float a minimum of 2 axles;

(g) "driver": the holder of a license as chauffeur or operator in pursuance of the Highway Code (R.S.Q., 1941, ch. 142 and am.) and drives a motor vehicle for the use of which the artisan or employer referred to in section 2.00 receives a remuneration, regardless of the type of transport or service given;

(h) "dockman": any employee in charge of loading or unloading of trucks or of the handling of the merchandise;

(i) "checker": any employee who performs the checking and booking of merchandise, acknowledging receipt or shipping of merchandise, including clerical work connected to the said tasks but excluding office clerk functions;

(j) "tow motor driver": any employee who operates a motor vehicle known under the name of tow motor or fork lift;

(k) "helper, 18 years and under": a person of not more than 18 years of age and engaged in watching but not handling goods weighing over 60 pounds.

5.00 (1) Hours of work: The standard workweek shall not exceed 45 hours. Time and one half shall be paid for all work performed over and above the 9-hour day Monday through Friday or the 45-hour week. All overtime allowed after the 9-hour day is not to be included in the calculation of overtime in excess of the standard workweek. Time and one half for the hourly rate shall be paid for work performed on Saturday and double time for the hourly rate shall be paid for any work performed on Sunday.

2) À compter du 1er octobre 1974, la semaine normale de travail ne devra pas excéder 42 1/2 heures. Tout travail exécuté en plus de 8 1/2 heures par jour, du lundi au samedi, ou de 42 1/2 heures durant la semaine, entraînera une majoration du taux horaire régulier de 50%. On ne doit pas compter le travail supplémentaire permis après la durée de 8 1/2 heures aux fins de calcul des heures supplémentaires au-delà de la durée hebdomadaire.

5.01 Par dérogation à l'article 5.00, lorsqu'il s'agit d'employeurs travaillant pour des clients en vertu de contrats écrits, sur une base annuelle, le lundi peut être substitué au samedi à la condition que cette substitution ne varie pas, si ce n'est avec le consentement de l'employeur et des salariés et qu'un avis de ce changement ait été transmis au préalable au comité paritaire.

5.02 Tout salarié assujetti au décret doit être payé au taux normal de salaire, à compter du moment où il se présente au travail dans les locaux de l'employeur à la demande de ce dernier. De même, le temps que le salarié consacre à faire le plein d'essence, le graissage, à attendre des instructions, à voyager et à exécuter d'autres tâches exigées par l'employeur, entraîne une rémunération au taux normal de salaire et est réputé faire partie de la journée de travail.

5.03 Sauf lorsqu'il y a une interruption de travail causée par un cas de force majeure, tout salarié visé par le décret, a droit à une indemnité minimale égale à 7 heures consécutives de paye au taux normal de salaire pour chaque jour où il se présente au travail à moins que l'employeur ou son représentant ne l'avise au moins 1 heure avant la fin de la période de travail précédente, personnellement ou au moyen d'un avis écrit affiché, de ne pas se présenter au travail. À compter du 1er janvier 1975, l'indemnité minimale sera portée à 8 heures consécutives. L'indemnité minimale pour le travail supplémentaire du samedi et du dimanche est de 6 heures par jour.

5.04 Tout salarié qui reçoit l'ordre de retourner au travail dans les 3 heures qui suivent la fin de sa période ordinaire de travail, a droit à une indemnité minimale égale à 2 heures de paye au taux normale de salaire.

5.05 Aucun salarié ne doit prendre ni ne doit être forcé de prendre plus d'une heure entière ininterrompue pour chaque repas. Toutefois, l'employeur peut ordonner au salarié de prendre 30 minutes au minimum pour le repas si la prise d'une heure ininterrompue entraîne une période d'attente supplémentaire. Le repas du midi peut être pris entre 11 h 30 et 13 h 3? et le repas du soir entre 17 h et 19 h.

(2) As of October 1, 1974, the standard workweek shall not exceed 42 1/2 hours. All work performed over 8 1/2 hours per day, from Monday through Saturday, or 42 1/2 hours during the week shall be paid time and one half of the hourly rate. Overtime allowed after the daily 8 1/2 hours shall not be counted for the purposes of the overtime exceeding the week hours.

5.01 Notwithstanding section 5.00, in the case of employers working for customers under the terms of written contracts, on a yearly basis. Monday may be substituted for Saturday, provided that this substitution shall not vary except with the consent of the employer and the employees and that a notice of this change has been previously forwarded to the Parity Committee.

5.02 All employees covered by the decree shall be paid at their regular wage rates from the time they report for work on the premises of the employer at his request and all the time spent in gasing, oiling, awaiting dispatches, travelling time or any other duties requested by the employer shall be considered as part of the regular day's shift and paid in accordance with the applicable regular wage rates.

5.03 Except when circumstances beyond control prevent the operation, all employees covered by the decree shall receive a minimum of 7 consecutive hours' pay at their regular wage rate each day they report for work, unless notified personally by the employer or his representative, or by a written notice posted 1 hour prior to the termination of their previous shift, that they are not to report for work. From January 1, 1975, the minimum indemnity shall be raised to 8 consecutive hours. The minimum indemnity for overtime on Saturday and Sunday shall be 6 hours per day.

5.04 Every employee who is ordered to return to work within 3 hours after finishing his regular work shift shall be entitled to a minimum of 2 hours pay at his regular wage rate.

5.05 No employee shall take nor be compelled to take more than 1 continuous hour per meal. However, should the taking of a full continuous hour for meals cause additional waiting time, the employer may instruct the employee to take not less than 30 minutes. The noon meal shall be taken between 11.30 and 13.30 and the evening meal between 17 hrs and 19 hrs.

5.06 Tout employeur doit avoir une horloge de pointage ou une feuille de présence que chaque salarié doit signer chaque jour.

5.07 Aucun aide ne doit travailler à titre de chauffeur à moins que tous les chauffeurs disponibles ne soient occupés.

5.08 Tout employeur doit accorder une période de repos sans diminution de paye, de 15 minutes le matin et de 15 minutes l'après-midi aux salariés qui travaillent 4 heures ou plus en tant que manutentionnaires, manutentionnaires d'entrepôts, pointeaux ou conducteurs de chariots automoteurs.

5.09 L'employeur qui exige comme condition d'embauchage d'un salarié que ce dernier porte un uniforme, doit acheter l'uniforme et il doit le payer en entier.

Si le salarié désire un uniforme, l'employeur doit acheter l'uniforme et retenir $3.00 par semaine sur la paye du salarié jusqu'à parfait paiement, à moins d'entente différente entre l'employeur et le salarié.

5.10 Aucun employeur n'a le droit d'engager un salarié temporaire, à moins que tous ses salariés habituels ne soient au travail à plein temps.

5.11 Au cas de décès de son épouse, de son père, de sa mère ou d'un enfant, un salarié bénéficie d'un congé payé maximal de 3 jours ouvrables qu'il y a dans la période qui s'étend du jour du décès au jour des funérailles, et pourvu qu'il assiste à ces dernières. Ce congé peut être étendu, à la demande du salarié, jusqu'à 5 jours de travail, les 2 jours supplémentaires étant sans solde.

Au cas du décès de son beau-père, de sa belle-mère, d'un frère ou d'une soeur, un salarié a droit à un congé maximal de 2 jours sans paie et d'un jour payé, s'il assiste aux funérailles et si celles-ci ont lieu entre le lundi et le vendredi.

5.12 a) Tout salarié assujetti au décret doit être payé en espèces toutes les semaines, le vendredi, à la fin de la journée de travail ou le jeudi si le paiement est fait par chèque.

b) L'employeur n'a pas le droit, pour aucune raison, de retenir la paie d'un salarié.

6.00 Heures supplémentaires: Le travail fait en sus des 9 heures normales au cours d'une journée quelconque est du travail supplémentaire et entraîne une majoration du taux horaire de salaire de 50% pour les 5 premières heures et une majoration de 100% pour toutes les heures suivantes. À la fin des heures supplémentaires, le salarié a droit à une période de repos de 8 heures consécutives. À compter du 1er octobre 1974, le travail fait en sus de 8 1/2 heures, sera considéré comme travail supplémentaire.

5.06 All employers shall have a time clock, or a time card that must be signed by the employees daily.

5.07 No helper shall work as a driver unless all the available drivers are working.

5.08 For those employees performing 4 hours or more as dockmen, warehousemen, checkers and / or towmotor operators, a rest period of 15 minutes with pay shall be granted in the morning and 15 minutes in the afternoon.

5.09 If an employee is requested by the employer to wear a uniform as a condition of employment, such uniform shall be purchased by the employer and the cost of such uniform shall be paid by the employer.

If the employee wishes to have a uniform, the employer will purchase if for him and deduct $3.00 a week from his wages until its cost is completely paid-up, unless otherwise agreed between the employee and the employer.

5.10 No employer is allowed to hire an occasional employee, unless all permanent employees are working full-time.

5.11 In the event of the death of his spouse, his father, his mother, or his child, the employee shall be given at the very most 3 working days off with pay to attend the funeral provided the day between the day of death and the day of the funeral are working days and provided he attends the funeral. This vacation may be extended to 5 working days, upon request by the employee, the 2 extra days being without pay.

In the event of the death of his father-in-law, mother-in-law, brother or sister, an employee shall be entitled to a maximum of 2 days off without pay and 1 day with pay, if the funeral is held between Monday and Friday and he attends.

"**5.12 (a)** All employees subject to this decree shall be paid in currency every week, on Friday, at the end of their standard working day, or on Thursday if they are paid with a cheque.

(b) The employer shall under no consideration have the right to keep an employee's pay."

6.00 Overtime: All time worked in excess of the 9-hour standard work day is considered as overtime and shall be paid at time and one half the hourly wage rate for the first 5 hours and double time for all subsequent hours. After the overtime work is terminated, the employee shall be entitled to 8 consecutive hours' rest. After October 1, 1974, all time worked in excess of 8 1/2 hours shall be considered as overtime.

6.01 Tout salarié qui conduit sur une route irrégulière entre la ville de Montréal et tout point situé en dehors du champ d'application territorial du décret, doit être rémunéré de la façon prévue à l'article 6.00 plus haut.

6.02 Un salarié qui ne s'est pas présenté au travail tel qu'on le lui a demandé durant la semaine n'a pas le droit de travailler le samedi à moins qu'il puisse établir par un certificat de médecin qu'il a été malade.

7.00 Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés suivants:

6.01 Every employee who drives over an irregular route between the city of Montreal and any point outside this decree's territorial jurisdiction shall be paid as specified in the above section 6.00.

6.02 Any employee who has not reported for work as requested during the week shall not be entitled to work on Saturday, unless he can prove illness by means of a doctor's certificate.

7.00 The following minimum rates of wages shall be paid to the employees listed hereunder:

TAUX HORAIRES / *HOURLY RATES*

			À compter du *As of* 1/10/73		À compter du *As of* 1/10/74	
	À l'embauchage *Starting rate*	Après 1 mois *After 1 month*	À l'embauchage *Starting rate*	Après 1 mois *After 1 month*	À l'embauchage *Starting rate*	Après 1 mois *After 1 month*
Chauffeur de camion citerne / *Tank truck driver*	$4.02	$4.22	$4.42	$4.62	$4.82	$5.02
Chauffeur de camion citerne à l'huile lourde / *Driver of bunker oil tank truck*	4.07	4.27	4.47	4.67	4.87	5.07
Chauffeur de fardier / *Float driver*	4.07	4.27	4.47	4.67	4.87	5.07
Chauffeur de remorque auto-commande / *Steering dolly trailer driver*	4.07	4.27	4.47	4.67	4.87	5.07
Chauffeur de train / *Train driver*	4.07	4.27	4.47	4.67	4.87	5.07
Chauffeur de semi-remorque et de camion tandem / *Semi-trailer driver, tandem truck driver*	3.97	4.17	4.37	4.57	4.77	4.97
Chauffeur de camion ordinaire / *Driver on straight truck*	3.92	4.12	4.32	4.52	4.72	4.92
Opérateur d'une grue-bélier / *Bull-moose operator*	3.96	4.16	4.36	4.56	4.76	4.96
Conducteur de chariot auto-moteur, pointeau, manutentionnaire / *Towmotor operator, checker, warehouseman and dockman*	3.86	4.06	4.26	4.46	4.66	4.86
Responsable d'une équipe de machinerie / *Head machinery man*	4.05	4.25	4.45	4.65	4.85	5.05
Homme de machinerie / *Machinery man*	3.95	4.15	4.35	4.55	4.75	4.95

TAUX HORAIRES / *HOURLY RATES*

			À compter du *As of* 1 / 10 / 73		À compter du *As of* 1 / 10 / 74	
	À l'embauchage *Starting rate*	Après 1 mois *After 1 month*	À l'embauchage *Starting rate*	Après 1 mois *After 1 month*	À l'embauchage *Starting rate*	Après 1 mois *After 1 month*
Déménageur de piano / *Piano mover* ...	4.05	4.25	4.45	4.65	4.85	5.05
Aide général / *General helper*	3.72	3.92	4.12	4.32	4.52	4.72
Aide de 18 ans et moins / *Helper, 18 years and under*	1.60	1.66	1.80	1.80	1.90	1.90

7.01 a) 1. Tout salarié qui doit, à la demande de son employeur, commencer à travailler entre minuit et 6 h doit être payé au taux normal de salaire mamgé de 50% jusqu'à 6 h après quoi, toute heure travaillée doit être payée au taux horaire normal pour les premières 9 heures.

2. À compter du 1er octobre 1974, toute heure travaillée doit être payée au taux horaire normal pour les premières 8 1/2 heures.

3. Le travail effectué et décrit dans les paragraphes ci-dessus est réputé travail supplémentaire.

b) Travail de nuit irrégulier: Tout salarié qui commence à travailler entre 17h et minuit doit recevoir une prime de $0.15 l'heure. Le salarié doit être payé au taux de salaire majoré de 50% après 9 heures de travail. À compter du 1er octobre 1974, le salarié doit être payé au taux de salaire majoré de 50% après 8 1/2 heures de travail.

c) Équipe régulière de nuit pour un même client et/ou un même entrepôt: Tout salarié qui commence régulièrement son travail entre 18h et 6h doit recevoir une prime de $0.10 l'heure pour toutes les heures effectuées.

7.02 Primes payables au chauffeur de tracteur remorque ordinaire:

1) Un chauffeur de tracteur remorque ordinaire qui travaille occasionnellement en qualité de chauffeur de fardier doit recevoir une prime de $0.20 l'heure en sus du taux horaire normal du chauffeur de tracteur remorque ordinaire.

2) Toute heure de travail effectuée sur une remorque en mouvement et qui transporte un chargement de 80 à 100 pieds de longueur inclusivement entraîne le paiement d'une prime de $0.20 l'heure en sus du taux horaire normal du chauffeur de tracteur remorque ordinaire.

7.01 (a) (1) Any employee required by his employer to begin work between midnight and 6:00 a.m. shall be paid time and a half his regular wage rate for any work performed until 6:00 a.m.; thereafter, his regular wage rate will be paid to him for any work performed during the first 9 hours following the said 6:00 a.m.

(2) After October 1, 1974, 9 hours shall be replaced by 8 1/2 hours.

(3) Work performed as described in the above subsections shall be considered as overtime."

(b) Irregular night work: Any employee who starts to work between 17 hrs and midnight shall be paid a $0.15 premium. After 9 hours' work, he shall be paid time and a half his regular wage rate. After October 1, 1974, 9 hours shall be replaced by 8 1/2 hours.

(c) Regular night shift for the same customers and /or at the same terminal: A premium of $0.10 per hour for every hour worked shall be granted to any employee who regularly starts work between 6:00 p.m. and 6:00 a.m.

7.02 Premiums payable to regular tractor drivers:

(1) Whenever a regular tractor driver works as float driver he shall be paid a $0.20 per hour premium in addition to the regular hourly rate of straight tractor drivers.

(2) For every hour when loaded and hauling a semi-trailer whose load is from 80 to 100 feet long inclusively, a premium of $0.20 per hour will be paid in addition to the regular hourly rate of the straight tractor driver.

3) Toute heure de travail effectuée sur une remorque en mouvement et qui transporte un chargement de plus de 100 pieds de longueur entraîne le paiement d'une prime de $0.40 l'heure en sus du taux horaire normal du chauffeur de tracteur remorque ordinaire.

4) La seule prime payable au chauffeur de fardier est de $0.20 l'heure en sus de son taux horaire normal pour toutes les heures effectuées lorsque le fardier est chargé, en mouvement, et qu'il tire un chargement de plus de 100 pieds de longueur.

Il n'y a pas de cumul de primes; seule la prime la plus élevée s'applique.

7.03 Prime: $0.10 l'heure au conducteur de chariot automoteur lorsque celui-ci est appelé à effectuer la double fonction de conducteur et de pointeau.

7.04 L'employeur peut, à sa discrétion, payer à un salarié un taux plus élevé que celui que fixe le décret pour son emploi.

7.05 Disposition spéciale relative aux salaires: Malgré toute autre disposition du présent décret, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale qui lui serait payable selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Comission du salaire minimum ou toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

7.06 Le chef d'équipe, défini comme étant un salarié à la tête de 6 salariés ou plus et responsable de leur travail, doit recevoir une prime de $0.10 l'heure en sus du salaire établi pour son emploi dans le décret.

7.07 Tout salarié qui est temporairement muté de son emploi ordinaire à un autre emploi pour lequel le décret stipule un taux de salaire plus élevé, doit être payé au taux le plus élevé pour tout le temps qu'il a été ainsi déplacé temporairement, s'il l'a été pendant 1 jour ou plus. Toutefois, on ne peut faire subir aucune diminution de salaire à un salarié habituel qui est appelé à travailler temporairement à un emploi qui comporte un taux de salaire moins élevé.

7.08 1) Le salaire de tout salarié doit être versé en entier à chaque période de paye dans une enveloppe scellée, en espèces ou par chèque.

2) Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe, le chèque ou un bulletin de paye distinct

a) le nom de l'employeur;

b) les nom et prénoms du salarié;

c) le matricule du salarié;

d) la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;

(3) For every hour when loaded and hauling a semi-trailer whose load is more than 100 feet long, a premium of $0.40 per hour shall be paid in addition to the regular hourly rate of the straight tractor driver.

(4) The only premium payable to the float driver will be $0.20 per hour in addition to his regular hourly rate for all hours, when loaded and driving, employed to pull a load whose length exceeds 100 feet.

In the event that there is combination of premiums, the highest premium only shall prevail.

7.03 Premium: $0.10 per hour for a towmotor operator when he is called upon to perform the work of a driver and a checker.

7.04 Any employer may, at his option, pay an employee at a rate higher than his classification calls for under the decree.

7.05 Special provision respecting wages: Notwithstanding any other provision of the present decree, the employer shall pay the employee at least the minimum weekly remuneration coming to him according to Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum Wage Commission or any other further Ordinance that could amend or replace it.

7.06 A leading-hand, meaning any employee in charge of a group of 6 or more employees and responsible for their work, shall be paid at a rate of $0.10 per hour higher than his classification calls for under this decree.

7.07 Employees who are temporarily changed from their regular jobs to one for which the scheduled wage is higher will be paid the higher rate for all the time they have worked at such temporary occupation over and above 1 day. However, no reduction will be made when any regular employee is requested to work temporarily at a job for which a lower rate is established.

7.08 (1) Each employee's wages must be paid him in full at each pay period, in a sealed envelope, in cash or by cheque.

(2) The following particulars shall appear on the envelope, the cheque or separate payslip:

(a) employer's name;

(b) employee's family name and first names;

(c) employee number;

(d) payment date and work period covered;

e) le nombre d'heures normales;
f) le nombre d'heures majorées de 50%;
g) le nombre d'heures majorées de 100%;
h) le taux horaire de salaire;
i) le montant du salaire brut;
j) la nature et le montant des retenues opérées;
k) le montant du salaire net.

7.09 1) lorsque les salariés sont à l'extérieur d'un rayon de 50 milles de Montréal, les repas doivent être payés à un taux de $1.50 le dîner et $2.00 le souper. Les chauffeurs qui sont en route et qui arrivent à leur terminus après 19 h, doivent téléphoner à leur bureau ou au garage et obtenir l'autorisation d'arrêter pour souper pour avoir droit au paiement dudit repas. Le temps alloué pour les repas sur la route est d'une demi-heure pour chaque repas. Toutefois, la période de temps allouée pour les repas pris sur la propriété du client doit être identique à la période réservée aux repas chez ce dernier; elle ne doit jamais dépasser 1 heure ni être inférieure à 1/2 heure.

2) **Dépenses quotidiennes:** Frais d'hôtel lorsqu'un salarié doit coucher à l'extérieur de la ville du soir au lendemain:

Dans le Québec:

Hôtel	$ 10.00
Déjeuner	$ 1.50
Dîner	$ 2.50
Souper	$ 2.50

En dehors du Québec:

	minimum
Hôtel	$ 10.00
(Si plus, le salarié sera payé sur présentation d'un reçu).	
Déjeuner	$ 2.00
Dîner	$ 3.00
Souper	$ 3.00

Les dépenses seront calculées à compter du moment du départ du salarié jusqu'à son retour.

3) Si un salarié commence à travailler avant minuit, il a droit à un montant de $2.00 comme dépense de repas additionnel. Toutefois, si le salarié commence à travailler avant 3 h, l'allocation additionnelle pour le repas est de $1.50.

4) L'employeur doit, de plus, avancer les dépenses à chacun de ses salariés lorsqu'ils sont appelés à voyager en dehors.

5) Tout salarié qui, dans l'exercice de ses fonctions, doit demeurer à l'extérieur de la ville un jour de fête, un samedi ou un dimanche ou dans un cas de force majeure, a droit à une indemnité minimale

(e) number of regular hours worked;
(f) number of hours at time and one-half;
(g) number of hours at double time;
(h) hourly wage rate;
(i) gross amount of wages;
(j) type and amount of deductions made; and
(k) net amount of wages.

7.09 (1) When an employee is more than 50 miles from Montreal, the employer shall pay his meals at the rate of $1.50 for lunch and $2.00 for supper. Drivers who are on their way back and who will arrive at their terminal after 7:00 p.m. shall telephone their dispatch office or the garage to obtain the proper authorization to stop for supper and thus be entitled to payment for the said supper. The time granted for meals on the highway shall be one half hour for each meal. However, the time allowed for taking meals on the client's premises shall be identical with the said client's lunch period but shall not exceed 1 hour nor be less than 1/2 hour.

(2) **Daily espenses:** Rates allowed for hotel accomodation when an employee must sleep outside the city from the evening to the following day:

Within Québec:

Hotel	$ 10.00
Breakfast	$ 1.50
Lunch	$ 2.50
Supper	$ 2.50

Outside Québec:

	minimum
Hotel	$ 10.00
(If more, the employee shall be paid upon presentation of a receipt)	
Breakfast	$ 2.00
Lunch	$ 3.00
Supper	$ 3.00

These expenses shall be counted from the time of dispatch of the employee until his return.

(3) If an employee starts working before midnight, he is entitled to an amount of $2.00 as additional meal expenses. However, if an employee starts working before 3 o'clock the additional meal allocation shall be $1.50.

(4) Moreover, the employer shall pay each of employees in advance when they are called upon to travel outside the Province of Québec.

(5) Every employee required to live outside the city to perform his work on a holiday, Saturday or Sunday and / or in a case of circumstances beyond one's control, such employee is entitled to a minimum

de 9 heures de paye au taux horaire régulier de salaire. À compter du 1er octobre 1974, ladite indemnité sera payé au salarié après 8 1/2 heures de travail.

7.10 L'employeur doit fournir des gants pour la manutention des produits pétroliers en vrac. De plus, il s'engage à fournir, à ses frais, l'équipement protecteur nécessaire à la manutention de matériel dangereux tel que « fish meat », produits chimiques, et à le maintenir en bon état.

7.11 1) **Représentation à la cour comme témoin ou juré:** Tout salarié qui est appelé à se présenter à la Cour pour une cause concernant son employeur doit être payé pour toute perte de temps qu'il a subie.

2) **Indemnité de juré:** Tout salarié qui doit remplir la fonction de juré reçoit de son employeur un montant équivalent au taux horaire de son salaire multiplié par le nombre d'heures qu'il aurait normalement effectué au cours de cette absence, moins l'indemnité qu'il reçoit du gouvernement en tant que juré.

7.12 Paiement sur congédiement: Tout salarié congédié doit recevoir en totalité tous les salaires qui lui sont dûs par l'employeur, y compris l'indemnité de congés payés gagnée, s'il y en a, aussitôt que possible dans les 5 jours ouvrables de la date de son congédiement.

8.00 Sécurité sociale: À chaque mois, l'employeur doit transmettre au comité paritaire, pour chacun des salariés éligible à l'assurance, un montant de $11.25 pour qu'il s'inscrive à un régime d'assurance-collective. À compter du 1er janvier 1974, le montant de $11.25 sera porté à $12.45.

8.01 Un salarié n'est assurable qu'après avoir complété une période de 45 jours civils au service d'un même employeur. Cependant, tout salarié qui a perdu son emploi par suite de maladie ou de manque de travail et qui revient chez le même employeur, a droit à l'assurance à compter de la date à laquelle il a effectué 45 heures chez cet employeur. L'employeur n'est pas tenu de verser le montant de $11.25 pour le mois durant lequel l'assurance est remise en vigueur.

8.02 Le régime d'assurance doit fournir les avantage suivants:

a) assurance-vie;

b) assurance accident et maladie;

c) frais médicaux et d'hospitalisation;

d) indemnité hebdomadaire;

e) prestations pour personnes à charge.

indemnity of 9 hours of pay at the regular hourly wage rate. After October 1, 1974, 9 hours shall be replaced by 8 1/2 hours.

7.10 The employer shall provide gloves for the handling of bulk petroleum products. Moreover, he promises to supply, at his own expenses, the safety equipment necessary for the handling of dangerous material such as fish meat, chemical products and to maintain it in good order.

7.11 (1) **Appearance in Court as witness or jury:** Every employee called in to appear in court for a cause concerning his employer shall be paid for all time lost.

(2) **Jury indemnity:** Every employee called in for jury duty shall receive from his employer an amount equivalent to his hourly wage rate multiplied by the number of hours worked during such absence, minus the amount of money he shall receive from the government for jury duty.

7.12 Payment on discharge: Any discharged employee must be paid in full all wages owed to him by the employer, including earned vacation pay, if any, as soon as possible within 5 working days from date of discharge.

8.00 Social security: Every month, the employer shall transmit to the Parity Committee, for each of the employees who is eligible for insurance, an amount of $11.25 to have such employee covered by a group insurance plan. As of January 1, 1974, the amount of $11.25 shall be changed to $12.45.

8.01 An employee is eligible for insurance only after having completed a period of 45 calendar days in the employ of the same employer. However, every employee who has lost his employment through illness or lack of work, and who returns in the employ of the same employer shall be entitled to the insurance when he has completed 45 hours of work for said employer. The employer shall not be required to pay the amount of $11.25 for the month in which the insurance is put into force again.

8.02 The insurance plan should provide the following benefits:

(a) Life insurance.

(b) sickness and accident insurance.

(c) hospital and doctor's fees.

(d) weekly indemnity.

(e) benefits for dependents.

8.03 Il est entendu que durant une période d'invalidité due à un accident ou maladie, le salarié continue d'être assuré et l'employeur est exempt de payer les primes pour tout le temps de l'invalidité.

8.04 À partir du moment où l'employeur est appelé à contribuer la prime de $11.25 par mois par salarié incluant les prestations pour les personnes à charge, l'employeur peut, dès lors, annuler tout autre régime d'assurance qui pourrait être en vigueur pour les personnes à charge.

8.05 Tous les salariés doivent se soumettre promptement à tout examen médical demandé par l'employeur, pourvu, toutefois, que ce dernier paie les frais de tel examen. L'employeur a le droit de choisir le médecin qui fera subir l'examen médical. Si le salarié choisit le médecin, il doit payer les frais médicaux.

8.06 L'employeur se réserve le droit de fixer, pour l'examen médical, des heures en dehors des heures de travail. Si, toutefois, l'employeur fixe pour l'examen médical, une heure comprise dans la période normale de travail d'un salarié, celui-ci doit alors être payé pour le temps consacré à l'examen au taux horaire normal de salaire.

8.07 Le salarié qui subit une lésion corporelle pendant son travail, doit être payé au taux horaire normal pour le temps qu'il met à aller consulter un médecin, jusqu'à la fin de sa journée normale de travail, jusqu'à concurrence de 7 heures, à condition que la Commission des accidents du travail ne l'indemnise pas pour le jour de l'accident.

8.08 L'assurance de tout salarié se termine automatiquement à la date où il quitte son employeur. Cependant, l'employeur est tenu de verser au comité paritaire un montant de $11.25 pour le mois entier durant lequel le salarié a quitté son emploi.

8.09 Ce régime est administré par le comité paritaire qui peut nommer un sous-comité à cet effet, lequel est chargé de percevoir les cotisations des employeurs et de les verser suivant un contrat approuvé par le surintendant des assurances de la province de Québec.

8.10 Le régime d'assurance collective prévu au présent article doit toujours être négocié dans un contrat unique couvrant tous les assujettis et être administré avec la collaboration du comité paritaire.

8.11 Le contrat d'assurance est sujet à l'approbation du Surintendant des assurances du Québec et son fonctionnement soumis à sa surveillance.

8.03 During an employee's invalidity due to an accident or sickness, the employee shall continue to be insured and the employer shall be exempted from paying the premiums respecting such employee during the latter's entire period of invalidity.

8.04 As soon as the employer will be required to contribute the premium of $11.25 per month per employee, including benefits for dependents, he shall be allowed to cancel any other insurance plan that might be in force covering benefits for dependents.

8.05 Any medical examination requested by the employer shall be promptly complied with by all employees provided however that the employer pays for such examination. The employer has the right to select his own examining physician. If the employee selects the physician, he shall pay the medical fees.

8.06 The employer reserves the right to make appointments for examination at times other than during working hours. If, however, an employer should arrange for a medical examination during the normal shift hours of an employee, then the employee must be paid for the actual time involved at his regular rate of pay.

8.07 An employee, in case of physical injury while on duty, shall be paid at his straight time hourly rate for the time spent to visit a doctor, up to the end of his regular working day, but in no case shall this exceed 7 hours, provided the employee is not paid by the Workmen's Compensation Commission for the day on which the accident happened.

8.08 The insurance of every employee shall terminate automatically immediately upon leaving his employer. However, the employer is required to pay to the Parity Committee an amount of $11.25 for the whole month in which the employee has left his employment.

8.09 This plan is administered by the Parity Committee and the latter may appoint a sub-committee for that purpose which will be entrusted with the collection of employers' assessments and the remittance thereof according to a contract approved by the Superintendent of Insurance of the Province of Québec.

8.10 The group insurance plan referred to in the present section shall always be negotiated through an individual contract covering all employees governed by the decree and shall be administered with the collaboration of the Parity Committee.

8.11 The insurance contract is subject to the approval of the Superintendent of Insurance of the Province of Québec and its administration submitted to his surveillance.

9.00 Jours fériés: Les jours suivants sont considérés jours fériés, chômés et payés: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le vendredi-saint, la fête de la reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le Jour d'Action de grâces, le jour de Noël et le 26 décembre.

Lorsqu'un des jours fériés mentionnés ci-dessus tombe un samedi ou un dimanche, la fête est reportée au lundi suivant à moins d'une entente entre l'employeur et ses salariés ou une proclamation des autorités gouvernementales compétentes et dont copie a été transmise au comité paritaire.

9.01 Toutes les heures effectuées les jours fériés énumérés à l'article 9.00 et le dimanche entraînent une majoration de salaire de 100%. Tout salarié doit recevoir une indemnité égale à 9 heures au taux horaire normal de salaire pour chaque jour férié énuméré, même s'il ne travaille pas et quel que soit le jour de la semaine où tombe le jour férié.

9.02 Tout salarié doit être payé pour chaque jour férié pourvu qu'il ait travaillé chez son employeur pour une période de 30 jours civils précédant le jour férié et qu'il ait travaillé un minimum de 5 jours durant ladite période.

9.03 Tout salarié qui est disponible pour la période normale de travail précédant et suivant un jour férié, doit recevoir une indemnité égale à 9 heures au taux de salaire normal pendant le jour férié. À compter du 1er octobre 1974, l'indemnité sera égale à 8 1/2 heures.

Les salariés qui, par force majeure, ne sont pas disponibles la veille ou le lendemain d'un jour férié doivent être payés sur la base de l'alinéa précédent. Le fardeau de la preuve incombe au salarié et cette preuve doit être fournie en dedans d'une période 5 jours ouvrables suivant le jour férié.

Dans les cas de maladie, le salarié doit avoir avisé l'employeur au moment de son absence et établir la preuve de sa maladie à l'aide d'un certificat médical fourni au moment de son retour au travail.

9.04 Si une période de travail commence un jour férié et se poursuit une partie du jour suivant, ou si une période de travail commence le jour qui précède le jour férié et se poursuit une partie dudit jour, le salarié doit être payé au taux horaire normal de salaire, pourvu que le travail fait durant ledit jour férié ne dépasse pas 4 heures. La durée minimale garantie des périodes de travail spéciales mentionnées ci-haut est de 8 heures de travail.

9.05 Si un ou plusieurs jours fériés payés tombent pendant les congés payés d'un salarié, celui-ci doit bénéficier l'un jour supplémentaire de congé pour chaque jour férié, ou de l'équivalent en salaire, au choix de l'employeur.

9.00 General holidays: The following are general holidays with pay: New Year's Day, January 2nd, Good Friday, the Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26.

Should one of the above mentioned general holidays fall on a Saturday or Sunday, the holiday shall be celebrated on the following Monday unless there is an agreement between the employer and his employees or a proclamation from competent government authorities which copy has been transmitted to the Parity Committee.

9.01 Double time shall be paid for all hours worked on Sundays and the general holidays stipulated in section 9.00. Every employee shall be paid 9 hours at straight time and regardless of the week day the general holiday may fall on.

9.02 Each employee shall be paid for each general holiday with pay, provided he has been in the employ of his employer for a period of 30 calendar days preceding such general holiday with pay and that he has worked at least 5 days during the said period.

9.03 Employees who are available for work on the normal shift preceding and following a general holiday shall be paid 9 hours at the regular rates while observing the holiday. After October 1, 1974, the indemnity shall be equal to 8 1/2 hours.

Employees who, for reasons beyond their control, are not available the day before or the day after any general holiday with pay shall be paid on the basis of the foregoing paragraph. The burden of the proof shall be upon the employee, and the said proof shall be supplied to the employer within a period of 5 working days following the said holiday with pay.

In cases of absence through sickness, the employee shall notify his employer at the beginning of his absence and establish the proof of his sickness by means of a doctor's certificate that he will hand to his employer upon returning to work.

9.04 All shifts which start on a holiday and run into the day following, or those shifts which start on the day preceding a holiday and run into the holiday shall be paid at normal rates, provided that time worked on the holiday does not exceed 4 hours. These special shifts outlined above shall be guaranteed 8 hours of work.

9.05 If one or more paid holidays fall within an employee's vacation period, the said employee shall be granted thereof in pay, at the employer's choice.

9.06 Un salarié n'a pas droit à une indemnité pour les jours fériés lorsque ces jours fériés tombent durant les premier 30 jours de sa période d'essai.

10.00 Congés annuels payés: Tout salarié qui, le 1er mai de chaque année, ne justifie pas d'un an de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'un jour ouvrable pour chaque mois de service continu. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération totale perçue par le salarié à compter de la date de son embauchage jusqu'au 30 avril de l'année en cours.

10.01 Tout salarié qui, le 1er mai de chaque année, justifie d'un an de service continu chez le même employeur et de moins de 8 ans, doit recevoir un congé dont la durée est de 2 semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération totale perçue par le salarié durant la période qui va du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours. À compter du 1er mai 1973, un salarié aura droit à 2 semaines de congés après 7 ans de service.

10.02 Tout salarié qui, le 1er mai de chaque année, justifie de 7 ans de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de 3 semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% de la rémunération totale perçue par le salarié durant la période qui va du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

10.03 Tout salarié qui, le 1er mai de chaque année, justifie de 20 ans ou plus de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de 4 semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 8% de la rémunération totale perçue par le salarié durant la période qui va du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours. À compter du 1er mai 1974, un salarié aura droit à 4 semaines de congé après 17 ans de service.

10.04 Les congés payés sont accordés par l'employeur à la date choisie par les salariés.

10.05 La période des congés payés s'étend du 1er avril au 31 décembre de chaque année.

10.06 1) Les 2 premières semaines consécutives de congés doivent être données durant les mois d'été au choix du salarié. Cependant, si un trop grand nombre de salariés dans une même classification d'emploi choisissent leurs 2 semaines consécutives de congés dans la même période, l'employeur peut demander aux salariés de choisir une autre période entre le 1er avril et le 31 décembre ou tout autre période convenue entre l'employeur et le salarié.

9.06 Employees shall not be entitled to payment for any general holiday with pay that fall during the first 30 days of their employment (period of probation).

10.00 Annual vacation with pay: Any employee, who on the 1st of May of each year has not completed one year of continuous service with the same employer, shall be granted one day of vacation with pay per month of continuous service. The vacation pay for said vacation shall be 4% of his total earnings from his hiring date to the 30th day of April of the current year.

10.01 Any employee who, on May 1st of each year, has completed one year's continuous service with the same employer, but less than 8 years' continuous service, shall receive 2 weeks' vacation with pay. Vacation pay for the said vacation shall be equal to 4% of the employee's total earnings during the period extending from the 1st of May of the preceding year to the 30th of April of the current year. After May 1, 1973, an employee shall be entitled to 2 weeks' holiday after 7 years' service.

10.02 Any employee who, on the 1st of May of each year, has completed 7 years' continuous service with the same employer, shall receive 3 weeks' vacation with pay. Vacation pay for the said vacation shall be 6% of the employee's total earnings during the period extending from May 1st of the preceding year to April 30 of the current year.

10.03 Any employee who, on May 1 of each year, has completed 20 years' continuous service with the same employer shall receive 4 weeks' vacation with pay. Vacation pay for the said vacation shall be 8% of the employee's total earnings during the period extending from: May 1st of the preceding year to April 30 of the current year. After May 1, 1974, an employee shall be entitled to 4 weeks' vacation after 7 years' service.

10.04 Annual vacation with pay shall be granted by the employer at the date chosen by the employee.

10.05 The period during which annual vacations with pay may be taken extends from April 1 to December 31 of each year.

10.06 (1) The first 2 consecutive weeks' vacation shall be granted during the summer months at the date chosen by the employee. However, if too many employees in a given classification wish to take their 2 consecutive weeks' vacation during the same period, the employer may ask such employees to choose some other period between April 1 and December 31 or any other period mutually agreed upon between the employer and employee.

2) La troisième et la quatrième semaine de congés peuvent être prises séparément soit entre le 1er avril et le 31 décembre soit à toute autre période convenue entre l'employeur et le salarié.

3) De plus, 3 ou 4 semaines consécutives de congés peuvent être prises au choix du salarié par consentement mutuel entre l'employeur et le salarié en dehors de la période normale de congés.

10.07 Si un salarié a droit à plus de 2 semaines de congés, les autres semaines peuvent être remplacées par une indemnité compensatrice de congés pourvu que l'employeur et le salarié soient d'accord. On ne peut forcer un salarié à accepter une indemnité compensatrice pour le faire renoncer à son congé.

10.08 Si un salarié quitte volontairement son emploi, il a droit de recevoir une indemnité compensatrice de congé de 4%, de 6% ou de 8%, selon son admissibilité à la date du 1er mai précédent.

10.09 L'indemnité des congés déterminés dans les paragraphes précédents, est payable en un seul versement, avant le départ en vacances du salarié.

11.00 Disposition spéciale relative aux congés annuels payés: Malgré toute autre disposition du présent décret relative aux congés annuels payés, l'employeur doit accorder à tout salarié des conditions au moins égales à celles prévues dans l'Ordonnance numéro 3, 1972 de la Commission du salaire minimum ou dans toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

11.01 À moins d'incompatibilité ou à moins que le contexte ne s'y oppose, les dispositions générales de la Première Partie s'appliquent à la Deuxième Partie et à la Troisième Partie du présent décret.

12.00 Durée du décret: Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 septembre 1975.

12.01 Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus 60 et d'au moins 30 jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du travail et de la main-d'oeuvre. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

(2) The third and fourth weeks of vacation may be taken separately either between April 1 and December 31 or at any other time mutually agreed upon between the employer and the employee.

(3) Moreover, 3 or 4 consecutive weeks' vacation may be taken, as chosen by the employee, outside the standard vacation period upon agreement thereto between the employer and the employee.

10.07 When an employee is entitled to more than 2 weeks' vacation, he may be paid a compensating indemnity in lieu of the remaining portion of his vacation, provided the employer and the employee have agreed to such an arrangement. No employee may be compelled to accept a compensating indemnity and renounce his right to this vacation.

10.08 When an employee voluntarily leaves his employer's service, he shall receive, upon severance, 4%, 6% or 8% of his total earnings, according to his eligibility on the previous May 1.

10.09 The vacation pay determined in the preceding subsections is payable to the employee in one payment, before he leaves on vacation.

11.00 Special provision respecting annual paid vacations: Notwithstanding any other provision of this decree respecting annual paid vacations, the employer shall grant every employee conditions at least equal to those provided for in Ordinance No. 3, 1972 of the Minimum Wage Commission or in any other further ordinance that could amend or replace it."

11.01 The general provisions of Part One apply to Part Two and Part Three of the present decree unless there is inconsistency or unless the context demands otherwise.

12.00 Term of the decree: This decree is valid from the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until September 30, 1975.

12.01 It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than 60 days and no less than 30 days before the original expiry date or before the end of any subsequent year. Such a notice must also be addressed to the Minister of Labour and Manpower."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

64-o

During the 30 days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

64-o

LOI DU SALAIRE MINIMUM
(S.R.Q., 1964, ch. 144)

Commerce de détail de l'alimentation

Ordonnance 14-1973

La Commission du salaire minimum donne avis conformément à l'article 20 de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, ch. 144) qu'elle proposera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'une ordonnance d'amendement à l'ordonnance 14-1973 concernant le commerce de détail de l'alimentation, dont le texte apparaît ci-dessous.

Ceux qui désirent formuler quelques commentaires à cette ordonnance doivent le faire dans 30 jours suivant la date de publication de ce projet.

Le président,
CLAIRE KIRKLAND-CASGRAIN.

Ordonnance d'amendement à l'ordonnance 14, 1973 commerce de détail de l'alimentation

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144 et am.), décrète par la présente ordonnance d'amendement ce qui suit, savoir;

L'ordonnance 14, 1973 adoptée par la Commission du salaire minimum le 20 février 1973, approuvée par l'arrêté en conseil 783-73 du 7 mars 1973 et publiée dans la *Gazette officielle du Québec* le 14 mars 1973 est modifiée en ajoutant au paragraphe 1 à l'article 1 (Définition), ce qui suit:

«Et les districts électoraux de Jean Talon, Louis Hébert, Limoilou, Saint-Sauveur, Chauveau, Lévis et Montmorency, ainsi que la ville de Bélair et les municipalités de Val Saint-Michel, Saint-Charles, Saint-Étienne-de-Beaumont et Saint-Augustin-de-Desmaures.

Entrée en vigueur: La présente ordonnance d'amendement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Faite et signée en la ville de Montréal, ce 29 mars 1973.

64-o

MINIMUM WAGE ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 144)

Retail Food Trade

Ordinance 14-1973

Pursuant to section 20 of the Minimum Wage Act R.S.Q., 1964, ch. 144), the Minimum Wage Commission gives notice that it will recommend to the Lieutenant-Governor in Council that the ordinance of amendment to Ordinance 14-1973 respecting retail food trade, a copy of which appears hereinafter, be adopted.

Any person who wishes to comment upon this Ordinance must do so within the 30 days following its publication.

CLAIRE KIRKLAND-CASGRAIN,
President.

Ordinance of amendment to Ordinance 14-1973 Retail Food Trade

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1964, ch. 144 and am.), orders, by this Ordinance of amendments, ad follows:

Ordinance 14, 1973 adopted by the Minimum Wage Com-

Ordinance 14, 1973 adopted by the Minimum Wage Commission on February 20th, 1973, approved by Order in Council 783-73 of March 7th, 1973, and published in the *Québec Official Gazette* on March 14th, 1973, is amended by adding to paragraph 1 in section I (Definitions), as follows:

"And the electoral districts of Jean Talon, Louis Hébert, Limoilou, Saint-Sauveur, Chauveau, Lévis and Montmorency, as also the town of Bélair and the municipalities of Val Saint-Michel, Saint-Charles, Saint-Étienne-de-Beaumont and Saint-Augustin-de-Desmaures."

Effective date: This Ordinance of amendment shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Signed and dated, in the city of Montreal, this March 29, 1973.

64-o

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ
ET LES SERVICES SOCIAUX
(L.Q. 1971, ch. 48)

Projet de règlement

Le ministre des affaires sociales donne avis conformément à l'article 129 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.Q. 1971, ch. 48), qu'il proposera dans 90 jours au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption du règlement dont le texte apparaît ci-dessous, modifiant le Règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Ceux qui désirent formuler quelques commentaires à ce projet de règlement doivent le faire dans les 90 jours suivant la date de publication de ce projet.

CLAUDE CASTONGUAY,
Le ministre des affaires sociales.

Règlement modifiant le règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux

1. Le règlement adopté en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux par l'arrêté en conseil 3322-72, est modifié en remplaçant, au premier alinéa de l'article 2.1.1 les mots «Une corporation constituée en vertu de la Loi» par les mots: «Un établissement public est exploité par une corporation qui».

2. Ledit règlement est modifié en ajoutant après l'article 2.1.2 un article 2.1.3 comme suit:

«**2.1.3** Tous les pouvoirs énumérés aux articles 2.1.1 et 2.1.2 sont exercés, au nom de la corporation, par le conseil d'administration, formé suivant les articles 50 à 53 de la Loi.»

3. Ledit règlement est modifié en supprimant la seconde phrase du premier alinéa de l'article 3.4.2.

4. Ledit règlement est modifié en remplaçant l'article 3.4.6 par le suivant:

«**3.4.6 Réadaptation et hébergement:** Sous réserve de l'article 3.4.7, une personne ne peut être admise dans un centre de réadaptation ou d'hébergement que si elle fait une demande d'admission. Lorsqu'une demande d'admission est faite, elle doit être soumise au comité d'admission et si elle est approuvée, le centre doit admettre la personne.

Le comité d'admission peut exiger que la demande d'admission soit appuyée du diagnostic écrit d'un professionnel.

La composition du comité d'admission peut être déterminée par un contrat de services professionnels au sens

ACT RESPECTING HEALTH SERVICES
AND SOCIAL SERVICES
(S.Q. 1971, ch. 48)

Draft Regulation

The Minister of Social Affairs hereby gives notice that, pursuant to section 129 of the Act respecting health services and social services (S.Q. 1971, ch. 48), he will, upon the expiry of ninety days, submit for the approval of the Lieutenant-Governor in Council the Regulation amending the Regulation under the Act respecting health services and social services, a copy of which appears below.

Any person desirous of commenting on this draft regulation must do so within 90 days following upon the date of publication thereof.

CLAUDE CASTONGUAY,
Minister of Social Affairs.

Regulation amending the Regulation under the Act respecting health services and social services

1. The Regulation under the Act respecting health services and social services enacted by Order in Council 3322-72, is amended by replacing, in the first paragraph of section 2.1.1, the words "A corporation constituted under this Act" by the words "A public establishment shall be operated by a corporation which".

2. The said Regulation is amended by adding, at the end of section 2.1.2, the following section 2.1.3:

"**2.1.3** All the powers enumerated in sections 2.1.1 and 2.1.2 shall be exercised, on behalf of the corporation, by its board of directors composed in accordance with sections 50 to 53 of the Act."

3. The said Regulation is amended by deleting the second sentence in the first paragraph of section 3.4.2.

4. The Regulation is amended by replacing section 3.4.6 by the following:

"**3.4.6. Rehabilitation and home-care:** Subject to section 3.4.7, a person may be admitted to a rehabilitation or home-care centre only if he makes a request for admission. When a request for admission is made, it must be submitted to the admissions committee and, if approved, the centre must admit such person.

The admissions committee may require that the admission request be supported by a written diagnosis from a professional.

The composition of the admissions committee may be determined by a contract of professional services

de l'article 87 de la Loi, intervenu entre le centre d'accueil et le centre de services sociaux de la région. Toutefois, à défaut de telle détermination, le comité d'admission est formé de la manière suivante:

a) dans les centres où il n'y a pas de directeur des services professionnels: le directeur général et deux représentants du centre de services sociaux de la région;

b) dans les centres où il y a un directeur des services professionnels: le directeur général, le directeur des services professionnels et trois représentants du centre de services sociaux de la région.

Un centre d'accueil doit prévenir sans délai le centre de services sociaux de la région de toute demande d'admission qui y est faite.»

5. Ledit règlement est modifié en remplaçant à la première ligne de l'article 4.2.1 le chiffre «3» par le chiffre «6».

6. Ledit règlement est modifié en ajoutant à l'article 4.2.7 trois alinéas comme suit:

«Lorsqu'un contrat d'engagement au sens du premier alinéa est intervenu entre le 27 mai 1972 et la date d'entrée en fonction du conseil d'administration de l'établissement, ce contrat est considéré comme une nomination valable jusqu'au premier janvier 1975 ou jusqu'à la date de terminaison prévue au contrat si elle est antérieure au 1er janvier 1975.

Lorsqu'aucune date de terminaison n'est prévue à un contrat d'engagement intervenu avant le 27 mai 1972, ce contrat est considéré comme une nomination valable jusqu'au 1er janvier 1975.

Lorsque le contrat d'engagement d'un directeur général nommé avant la date d'entrée en fonction du conseil d'administration de l'établissement prend fin, la nomination subséquente d'un directeur général doit être affectuée suivant la procédure prévue aux articles 4.2.1 et suivants.»

7. Ledit règlement est modifié en ajoutant, après l'article 4.2.8, un article 4.2.9 comme suit:

«**4.2.9 Adjoints au directeur général:** Lorsque le plan d'organisation d'un établissement public le prévoit, le conseil d'administration peut, sur recommandation du directeur général, lui nommer des adjoints.»

8. Ledit règlement est modifié en ajoutant après l'article 4.3.2 des articles 4.3.3 et 4.3.4 comme suit:

«**4.3.3** Lorsque le plan d'organisation le prévoit, un directeur des services administratifs peut être nommé par le conseil d'administration, sur recommandation du directeur général; le directeur des services administratifs est chargé, sous l'autorité du directeur général, de surveiller, coordonner et contrôler les activités et opérations des services administratifs et de leurs chefs.

within the meaning of section 87 of the Act, made between the reception centre and the social service centre of the region. However, failing such determination, the admissions committee shall be composed as follows:

(a) in centres where there is no director of professional services: the general manager and two representatives of the social service centre of the region;

(b) in centres where there is a director of professional services: the general manager, the director of professional services and three representatives of the social service centre of the region.

The reception centre shall immediately notify the social service centre of the region of all admission requests."

5. The said Regulation is amended by replacing, in the second line of section 4.2.1, the figure "3" by the figure "6".

6. The said Regulation is amended by adding, at the end of section 4.2.7, the three following paragraphs:

"Where an engagement contract within the meaning of the first paragraph was made between 27 May 1972 and the date when the board of directors of the establishment took office, such contract shall be considered a valid appointment until 1 January 1975, or until the date of termination stipulated in the engagement contract, where such date is prior to 1 January 1975.

Where no date of termination is stipulated in an engagement contract made prior to 27 May 1972, such contract shall be considered a valid appointment until 1 January 1975.

Upon termination of the engagement contract of a general manager appointed prior to the date on which the board of directors took office, the subsequent appointment of a general manager must be made in accordance with the procedure prescribed in sections 4.2.1 *et seq.*"

7. The said Regulation is amended by adding, at the end of section 4.2.8, the following section 4.2.9:

"**4.2.9 Assistant general managers:** Where provided for in the organization plan of a public establishment, the board of directors may, upon the recommendation of the general manager, appoint assistants to the general manager."

8. The said Regulation is amended by adding, at the end of section 4.3.2, sections 4.3.3 and 4.3.4 as follows:

"**4.3.3.** Where provided for in the organization plan, a director of administrative services may be appointed by the board of directors, upon the recommendation of the general manager; the director of administrative services shall, under the authority of the general manager, supervise, coordinate and control the activities and operations of the administrative services and of their heads.

«**4.3.4** Le chef de chacun des services énumérés à l'article 4.3.1 exerce les activités et assume les responsabilités prévues au plan d'organisation et au présent règlement. Il est notamment responsable, sous l'autorité du directeur général ou du directeur des services administratifs, du contrôle et du fonctionnement du service, ainsi que de la discipline, de l'évaluation et de la répartition du personnel en fonction des besoins.»

9. Ledit règlement est modifié en supprimant la première phrase du premier alinéa de l'article 4.3.1.1.

10. Ledit règlement est modifié en supprimant la première phrase du premier alinéa de l'article 4.3.2.1.

11. Ledit règlement est modifié en supprimant la première phrase du premier alinéa de l'article 4.3.3.1.

12. Ledit règlement est modifié en remplaçant la section IV de la Partie IV comme suit:

«**Section IV**
SERVICES DANS UN CENTRE HOSPITALIER

S*1. Service de soins infirmiers*

4.4.1. Constitution: Le plan d'organisation d'un centre hospitalier doit prévoir l'institution d'un service de soins infirmiers, dirigé par un directeur.

4.4.2 Directeur: Le directeur du service des soins infirmiers est nommé par le conseil d'administration, sur recommandation du directeur général; il doit être un membre en règle de l'Association des infirmières et infirmiers de la province de Québec.

Le directeur du service des soins infirmiers exerce les fonctions et assume les responsabilités prévues au plan d'organisation et au présent règlement. Il est notamment responsable, sous l'autorité du directeur général, de la coordination et de l'évaluation des soins infirmiers dans le centre hospitalier, du contrôle et du fonctionnement du service, de la discipline et de la répartition du personnel en fonction des besoins.

Services hospitaliers

4.4.3. Constitution: Le plan d'organisation d'un centre hospitalier peut prévoir l'institution de services hospitaliers, et notamment d'un service d'accueil, d'un service de pharmacie, d'un service de diététique, d'un service des archives, d'un service de physiothérapie, d'un service d'ergothérapie et d'un service de technologie médicale.

4.4.4 Chef: Chacun des services énumérés à l'article 4.4.3 est dirigé par un chef de service nommé par le conseil d'administration sur recommandation du directeur général.

"**4.3.4** The head of each department enumerated in section 4.3.1 shall carry out the activities and assume the responsibilities provided for in the organization plan and in this Regulation. He shall be responsible, in particular, under the authority of the general manager or of the director of administrative services, for the control and functioning of the department, and for the discipline, the evaluation and assignment of personnel according to needs."

9. The said Regulation is amended by deleting the first sentence in the first paragraph of section 4.3.1.1.

10. The said Regulation is amended by deleting the first sentence in the first paragraph of section 4.3.2.1.

11. The said Regulation is amended by deleting the first sentence in the first paragraph of section 4.3.3.1.

12. The said Regulation is amended by replacing Division IV of Part IV by the following:

"**Division IV**
DEPARTMENTS IN A HOSPITAL CENTRE

1. *Nursing department*

4.4.1 Constitution: The organization plan of a hospital centre shall provide for the institution of a nursing department managed by a director.

4.4.2 Director: The director of the nursing department shall be appointed by the board of directors, upon the recommendation of the general manager; he must be a member in good standing of the Association of nurses and male nurses of the Province of Québec.

The director of the nursing department shall carry out the duties and assume the responsibilities provided for in the organization plan and in this Regulation. He shall be responsible, in particular, under the authority of the general manager, for the coordination and evaluation of nursing care in the hospital centre, for the control and functioning of the department, and for the discipline and assignment of personnel according to needs.

2. *Departments*

4.4.3 Constitution: The organization plan of a hospital centre may provide for the institution of departments, and in particular for an admissions department, a pharmacy department, a dietetic department, a medical records department, a physiotherapy department, an ergotherapy department and a medical technology department.

4.4.4 Head: Each department enumerated in section 4.4.3 shall be directed by a department head appointed by the board of directors upon the recommendation of the general manager.

4.4.5 Directeur: Lorsque le plan d'organisation le prévoit, un directeur des services hospitaliers peut être nommé par le conseil d'administration, sur recommandation du directeur général; le directeur des services hospitaliers est chargé, sous l'autorité du directeur général, de surveiller, coordonner et contrôler les activités et opérations des services hospitaliers et de leurs chefs.

4.4.6 Fonctions: Le chef de chacun des services énumérés à l'article 4.4.3 exerce les activités prévues au plan d'organisation et au présent règlement. Il est notamment responsable, sous l'autorité du directeur général, ou du directeur des services hospitaliers, du contrôle et du fonctionnement du service, ainsi que de la discipline, de l'évaluation et de la répartition du personnel en fonction des besoins.

4.4.7 Lorsque le plan d'organisation d'un centre hospitalier ne prévoit pas l'institution de tous les services énumérés à l'article 4.4.3, les fonctions que la présente section attribue aux services qui ne sont pas créés sont dévolues à l'un des services créés, au directeur général ou au directeur des services hospitaliers.

4.4.8 Service de pharmacie: Le chef du service de pharmacie doit être un pharmacien membre en règle du Collège des pharmaciens du Québec. Le conseil d'administration peut toutefois, eu égard aux circonstances, nommer au poste de chef du service de pharmacie un médecin ayant obtenu à cette fin une autorisation spéciale du Collège des pharmaciens.

4.4.9 Le chef du service de pharmacie:

a) assume la responsabilité de la préparation et de la distribution des ordonnances ainsi que du contrôle de l'utilisation de tous les médicaments, drogues et poisons;

b) assume la responsabilité de la sélection des médicaments et de la rédaction des réquisitions de médicaments lesquels, sous réserve des second et troisième alinéas de l'article 3.6.2, doivent apparaître sur la liste approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément à l'article 3*a* de la Loi de l'assurance-maladie; et

c) prépare, après consultation du comité de pharmacologie, un formulaire à même la liste mentionnée au paragraphe *b*, pour utilisation courante dans le centre hospitalier.

4.4.10 Service de diététique: Le chef du service de diététique doit être un membre en règle de l'Association de diététique du Québec.

Il est responsable du fonctionnement, de la coordination et de l'évaluation des opérations relatives à l'alimentation et à la diétothérapie.

4.4.5 Director: Where provided for in the organization plan, a director of departments may be appointed by the board of directors, upon the recommendation of the general manager; the director of departments shall, under the authority of the general manager, supervise, coordinate and control the activities and operations of the departments and of their heads.

4.4.6 Functions: The head of each department enumerated in section 4.4.3 shall carry out the activities provided for in the organization plan and in this Regulation. He shall be responsible, in particular, under the authority of the general manager or of the director of departments, for the control and functioning of the department, and for the discipline, evaluation and assignment of personnel according to needs.

4.4.7 Where the organization plan of a hospital centre does not provide for the institution of all the departments listed in section 4.4.3 the functions which this division assigns to departments which have not been created shall devolve upon one of the existing departments, the general manager or the director of departments.

4.4.8 Pharmacy department: The head of the pharmacy department must be a pharmacist in good standing of the College of Pharmacists of the Province of Québec. The board of directors may, however, under certain circumstances, appoint a physician to the post of head of the pharmacy department who has obtained special authorization therefor from the College of Pharmacists.

4.4.9 The head of the pharmacy department shall

(a) assume responsibility for the preparation and distribution of prescriptions and for the control and utilization of all medications, drugs and poisons;

(b) assume responsibility for the selection of medication and the preparation of requisitions for medications which, subject to the second and third paragraphs of section 3.6.2, must appear on the list approved by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with section 3*a* of the Health Insurance Act; and

(c) prepare, after consultation with the committee on pharmacology, a formulary from the list of medications mentioned in paragraph *b*, for general use in the hospital centre.

4.4.10 Dietetic department: The head of the dietetic department shall be a member in good standing of the Association of Dietetists of Québec.

He shall be responsible for the functioning, coordination and evaluation of food service and dietotherapy operations.

4.4.11 Service des archives: le chef du service des archives est responsable du fonctionnement du service et de la conservation des dossiers des bénéficiaires.

Il doit en outre établir un index alphabétique des malades et codifier les interventions chirurgicales; cette codification doit être établie suivant un système de codification international reconnu.

Dans les centres hospitaliers de soins de courte durée, des index distincts doivent être tenus:

a) sur les maladies;

b) sur les interventions chirurgicales; et

c) pour chacun des médecins qui exerce dans le centre.

4.4.12 Contrat pour services sociaux: Le conseil d'administration d'un centre hospitalier et le conseil d'administration du centre de services sociaux de la région dans laquelle le centre hospitalier est situé peuvent conclure, conformément à l'article 87 de la Loi, un contrat de services professionnels par lequel le centre de services sociaux s'engage à fournir des services sociaux dans le centre hospitalier.

4.4.13 Coordination: À l'intérieur d'un centre hospitalier, les services sociaux sont coordonnés par le directeur général ou le directeur des services hospitaliers.»

13. Ledit règlement est modifié en ajoutant à l'article 4.5.1.2 un second alinéa comme suit:

«Il assiste aux assemblées des membres du conseil d'administration et participe à leurs délibérations mais il ne jouit d'aucun droit de vote.»

14. Ledit règlement est modifié en remplaçant la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 4.5.1.4 par ce qui suit:

«Cette nomination est faite après consultation des médecins et dentistes oeuvrant dans le département et du conseil des médecins et dentistes.»

15. Ledit règlement est modifié en remplaçant à la première ligne du deuxième alinéa de l'article 4.5.1.5, le mot «professionnels» par les mots «médecins et dentistes.»

16. Ledit règlement est modifié en ajoutant à l'article 4.5.2.2 un second alinéa comme suit:

«Le chef du département de santé communautaire doit en outre être titulaire d'un diplôme spécialisé dans le domaine de la santé publique ou de la santé communautaire ou posséder une formation ou expérience jugée équivalente à tel diplôme.»

17. Ledit règlement est modifié en remplaçant l'article 4.5.2.4 par le suivant:

4.4.11 Medical records department: The head of the medical records department shall be responsible for the functionning of the department and for the keeping of recipients' records.

He shall, in addition, establish and alphabetical index of patients and shall code surgical operations; such coding must be established according to a recognized international coding system.

In hospital centres for short-duration care, separate indexes shall be kept

(a) on diseases;

(b) on surgical operations; and

(c) for each of the physicians who practises in the centre.

4.4.12 Contract for social services: The board of directors of a hospital centre and the board of directors of the social service centre of the region in which the hospital centre is located may, in accordance with section 87 of the Act, make a contract of professional services whereby the social service centre shall undertake to provide social services in the hospital centre.

4.4.13 Coordination: Within a hospital centre, social services are coordinated by the general manager or the director of departments''.

13. The said Regulation is amended by adding, at the end of section 4.5.1.2, the following second paragraph:

''He shall attend meetings of the members of the board of directors and take part in their deliberations, but shall not have the right to vote.''

14. The said Regulation is amended by replacing the second sentence in the first paragraph of section 4.5.1.4 by the following:

''Such appointment shall be made after consultation with physicians and dentists practising in the department and with the council of physicians and dentists.''

15. The said Regulation is amended by replacing, in the first line of the second paragraph of section 4.5.1.5, the word ''professionals'' by the words ''physicians and dentists''.

16. The said Regulation is amended by adding, at the end of section 4.5.2.2., the following second paragraph:

''The head of the community health department must, in addition, hold a diploma for specialized studies in the field of public health or community health or possess the training or experience deemed equivalent to such diploma.''

17. The said Regulation is amended by replacing section 4.5.2.4 by the following:

«**4.5.2.4 Clinique externe et urgence:** Le chef du département de santé communautaire doit faire en sorte que des médecins et dentistes fournissent les soins d'urgence de première ligne et les services externes généraux.»

18. Ledit règlement est modifié en remplaçant l'article 4.5.2.7 par le suivant:

«**4.5.2.7 Clinique externe et urgence:** Le chef du département de médecine générale doit faire en sorte que des médecins et dentistes fournissent les soins d'urgence

19. Ledit règlement est modifié en remplaçant l'article 4.5.2.8 par le suivant:

«**4.5.2.8** Dans les centres hospitaliers où il n'existe pas de département de médecine générale ou de santé communautaire, le directeur des services professionnels doit faire en sorte que les médecins et dentistes fournisssent les soins d'urgence de première ligne et les services externes généraux.»

20. Ledit règlement est modifié en ajoutant après l'article 4.5.2.18 un article 4.5.2.19 comme suit:

«E. Centres ultraspécialisés

4.5.2.19 Départements multidisciplinaires: Le plan d'organisation d'un centre hospitalier de soins ultraspécialisés peut prévoir l'institution de départements multidisciplinaires groupant des médecins, dentistes, chercheurs ou professeurs oeuvrant dans un domaine particulier.

Un département multidisciplinaire est dirigé par un chef, nommé par le conseil d'administration, après consultation des membres du département et du conseil des médecins et dentistes.»

21. Ledit règlement est modifié en remplaçant le deuxième alinéa de l'article 5.3.1.11 par les suivants;

«Il doit en outre voir à ce qu'un dossier professionnel soit tenu sur chaque médecin ou dentiste oeuvrant dans le centre hospitalier. Ce dossier contient tous les documents relatifs à la nomination ou au renouvellement de nomination du médecin ou dentiste et à sa participation aux comités du conseil des médecins et dentistes et aux divers départements cliniques; ce dossier contient en outre tous les rapports écrits au sujet du médecin ou dentiste, notamment par le comité d'évaluation médicale et dentaire.

Le dossier professionnel est conservé sous l'autorité du directeur des services professionnels. Nul ne peut en prendre connaissance, sauf le médecin ou dentiste concerné, le comité exécutif du conseil des médecins et dentistes, le conseil d'administration du centre et la corporation professionnelle à laquelle appartient le médecin ou dentiste.

"**4.5.2.4 Outpatient clinic and emergency:** The head of the community health department must ensure that physicians and dentists provide first-line emergency care and general outpatient services."

18. The said Regulation is amended by replacing section 4.5.2.7 by the following:

"**4.5.2.7 Outpatient clinic and emergency:** The head of the department of general medicine must ensure that physicians and dentists provide first-line emergency care and general outpatient services."

19. The said Regulation is amended by replacing section 4.5.2.8 by the following:

"**4.5.2.8** In hospital centres where there is no department of general medicine or of community health, the director of professional services must ensure that physicians and dentists provide first-line emergency care and general outpatient services."

20. The said Regulation is amended by adding, at the end of section 4.5.2.18, the following section 4.5.2.19:

"E. Highly specialized centres

4.5.2.19 Multidisciplinary divisions: The organization plan of a hospital centre for highly specialized care may provide for the institution of multidisciplinary divisions composed of physicians, dentists, research workers or professors practising in a particular field.

A multidisciplinary division is directed by a head, appointed by the board of directors, after consultation with the members of the division and with the council of physicians and dentists."

21. The said Regulation is amended by replacing the second paragraph of section 5.3.1.11 by the following:

"In addition, the credentials committee must ensure that a professional file is kept for each physician or dentists practising in the hospital centre. Such file shall contain all the documents relating to the appointment or renewal of appointment of the physician or dentist and his participation in the committees of the council of physicians and dentits and of his work in the various clinical departments; this file shall also contain all reports drawn up in respect of such physician or dentist, in particular by the committee on medical and dental evaluation.

The professional file shall be kept under the authority of the director of professional services. No person may take cognizance thereof, with the exception of the physician or dentist concerned, the executive committee of the council of physicians and dentists, the board of directors of the centre and the professional corporation to which the physician or dentist belongs.

Le comité doit transmettre sur demande une attestation du statut de chaque médecin ou dentiste au ministre.

Lorsqu'un médecin ou dentiste quitte ses fonctions dans un centre hospitalier, copie de son dossier professionnnel est transmise au centre hospitalier dans lequel il fait une demande de nomination ou, sur demande, à la corporation professionnelle dont il est membre.»

22. Ledit règlement est modifié en remplaçant à la sixième ligne de l'article 5.3.2.2 les mots «et aux autres comités le cas échéant» par les mots «et des nominations aux autres comités par le comité exécutif.»

23. Ledit règlement est modifié en remplaçant, au paragraphe *a* de l'article 5.3.2.18, les mots «désignés par le» par les mots «nommés par le comité exécutif du».

76-o

The committee must, upon request, transmit to the Minister a certificate as to the status of each physician or dentist.

Where a physician or dentist resigns from a hospital centre, a copy of his professional file shall be transmitted to the hospital centre where he applied for appointment, or, upon request, to the professional corporation of which he is a member."

22. The said Regulation is amended by replacing, in the sixth and seventh lines of section 5.3.2.2, the words "and other committees, as the case may be", by the words "and of appointments to other committees by the executive committee".

23. The said Regulation is amended by replacing, in paragraph *a* of section 5.3.2.18, the words "appointed by the" by the words "appointed by the executive committee of".

76-o

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(L.Q., 1972, ch. 19)

Projet de règlement

Le ministre des affaires culturelles donne avis conformément à la Loi sur les biens culturels (L.Q., 1972, ch. 19) qu'il proposera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption du projet de règlement dont le texte apparaît ci-dessous.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de ce projet de règlement dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre des affaires culturelles recevra les commentaires que les intéressés pourront désirer formuler.

Règlement sur la recherche archéologique

1. Définitions: Dans ce règlement, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

a) « demande »: la demande de permis de recherche archéologique faite en vertu de ce règlement;

b) « détenteur »: le détenteur d'un permis de recherche archéologique émis en vertu de ce règlement;

c) « domicile »: le domicile au sens de l'article au sens de l'article 2 de la Loi électorale (R.S.Q., 1964, ch. 7);

d) « Loi »: la Loi sur les biens culturels (L.Q., 1972, ch. 19);

e) « ministre »: le ministre des affaires culturelles;

f) « permis »: le permis de recherche archéologique émis en vertu de ce règlement.

2. Conditions: Un permis est délivré par le ministre sur recommandation d'un comité composé d'au moins 3 archéologues choisis si possible dans 3 organismes différents, à condition que le requérant:

a) présente une demande suivant la forme et la teneur de la formule 24 ci-annexée, au plus tard 2 mois avant la date prévue du début des travaux archéologiques;

b) démontre, par les documents et renseignements présentés à l'appui de la demande en vertu de l'article 3, sa capacité d'effectuer la recherche archéologique conformément au principe énoncé à l'article 4;

c) lorsque les fouilles ou les relevés doivent être faits sur un terrain qui ne lui appartient pas, soumette le consentement écrit du propriétaire ou de tout autre ayant droit s'il y a lieu, accompagné d'une entente concernant la nature et la durée des travaux et de l'occupation de la propriété, la remise en état des lieux après les fouilles, la garde et la propriété des biens archéologiques mis au jour, l'extinction, dans le cas de révocation du permis

CULTURAL PROPERTY ACT
(S.Q., 1972, ch. 19)

Draft regulation

Pursuant to the Cultural Property Act (S.Q., 1972, ch. 19), the Minister of Cultural Affairs gives notice that he will recommend to the Lieutenant-Governor in Council that the draft regulation which appears hereinafter be adopted.

During the 30 days following publication of the said draft regulation in the *Québec Official Gazette*, interested persons may make representations in respect of provisions contained therein to the Minister of Cultural Affairs.

Regulation respecting Archeological Research

1. Definitions: In this regulation, the following words and expressions mean:

(a) "application": application for an archaeological research permit made pursuant to this Regulation;

(b) "holder": the holder of an archaeological research permit issued in virtue of this Regulation;

(c) "domicile": a domicile within the meaning of section 2 of the Election Act (R.S.Q., 1964, ch. 7);

(d) "Act": the Cultural Property Act (S.Q., 1972, ch. 19);

(e) "Minister": the Minister of Cultural Affairs;

(f) "permit": the archaeological research permit issued in virtue of this Regulation.

2. Conditions: A permit is issued by the Minister upon the recommendation of a committee composed of at least 3 archaeologists selected, where possible, from 3 different bodies, upon the condition that the applicant:

(a) submit an application in Form 24 annexed hereto not later than 2 months prior to the date fixed for commencement of archaeological work;

(b) show, by means of the documents and information in support of his application prescribed in section 3, his qualifications for carrying out archaeological research in accordance with the principle set forth in section 4;

(c) where the excavations or surveys must be carried out on property not belonging to him, submit the written consent of the owner or other interested person, if any, together with an agreement respecting the nature and duration of the work and occupation of the property, the restoration of the property after completion of excavations, the care and ownerhsip of any archaeological property discovered and, in the case of revocation of

par le ministre, des obligations résultant du consentement et de l'entente; et

d) ne soit pas de quelque façon en défaut de satisfaire à la Loi ou aux règlements adoptés en vertu de celle-ci.

3. Renseignements et documents à l'appui de la demande: Le requérant doit présenter à l'appui de sa demande les renseignements et documents suivants:

a) le consentement écrit prévu par le paragraphe 2*c* ou, à défaut de ce document, un engagement écrit attestant que cet article sera respecté avant la date de validité du permis;

b) un dossier de qualifications professionnelles comprenant:

i) la formation académique, la liste de ses publications scientifiques, la liste des organismes auxquels il a été rattaché depuis la fin de sa formation académique et le statut qu'il y a occupé ainsi que les expériences pertinentes du requérant; et

ii) la composition prévue de l'équipe archéologique accompagnée de la formation académique et de l'expérience des personnes qui participeront à la recherche;

c) un programme de recherche archéologique comprenant:

i) la nature de la recherche et la problématique envisagée;

ii) la durée prévue de la recherche présentée sous la forme d'un échéancier général;

iii) les methodes de mise à jour, de consignation des données et de catalogage des pièces;

iv) les méthodes de conservation et de restauration des objets et des vestiges architecturaux s'il y a lieu; et

v) les lieux et circonstances de l'analyse des objets et des données;

d) un programme de diffusion et de mise en valeur comprenant:

i) les projets de publication et, s'il y a lieu, de mise en valeur des données et des vestiges révélés au cours des fouilles; et

ii) l'échéancier général des phases pour la publication et, s'il y a lieu, de la mise en valeur;

e) un dossier des ressources matérielles comprenant:

i) le nom des personnes ou organismes à qui des fonds ont été demandés par le requérant, le budget réclamé ou, si aucune subvention n'est demandée, les ressources financières dont dispose le requérant, ainsi qu'un échéancier budgétaire pour les diverses phases et étapes de la recherche;

ii) la description des moyens matériels de la recherche: équipements, locaux; et

the permit by the Minister, the extinction of the obligations resulting from such consent and agreement; and

(d) be not in default in any manner whatsoever of compliance with the Act and the regulations made thereunder.

3. Information and documents in support of the application: The applicant shall furnish the following information and documents in support of his application:

(a) the written consent prescribed in paragraph *c* of section 2 or, in default thereof, a written agreement attesting that such provision will be complied with before the validity date of the permit;

b) a record of professional qualification comprising:

(i) the applicant's educational background, a list of his scientific publications, a list of the bodies to which he has been attached since the end of his studies and his status thereat, as well as any pertinent experience; and

(ii) the proposed composition of the archaeological team together with the educational background and experience of each person taking part in the research;

(c) an archaeological research programme comprising:

(i) the nature of the research and the expected result;

(ii) the estimated duration of the research, submitted in the form of a general schedule;

(iii) the methods of updating, recording of data and cataloguing of documents;

(iv) the methods of conservation and restoration of objects and architectural remains where applicable; and

(v) the site and circumstances of the analysis of objects and data;

(d) a publicity and valuation proframme comprising:

(i) plans for the publicizing and, where applicable, valuation of the data and remains uncovered in the course of excavations; and

(ii) a general schedule of phases to be publicized and, where applicable, valued;

(e) a record of material resources comprising:

(i) the name of the persons or bodies from whom the applicant requested funds, the proposed budget or, if a grant was not requested, the financial resources of the applicant and an itemized budget covering the various phases of the research;

(ii) a description of the material resources necessary for research, such as equipment and buildings; and

iii) la copie de toute entente intervenue entre lui-même et la firme, l'organisme ou la personne pour qui il agit en ce qui a trait au financement et autres responsabilités d'ordre administratif ou scientifique; à défaut de cette copie, un engagement écrit du requérant attestant qu'il la remettra avant la date de validité du permis.

4. Principe d'examen de la demande: Toute recherche archéologique doit être effectuée par des personnes dont les méthodes, les ressources professionnelles et matérielles garantissent l'exécution complète et satisfaisante du projet.

5. Délais d'instruction: Le délai d'instruction d'une demande est de 2 mois à compter du jour de l'accusé de réception du dossier de la demande. Si le dossier de la demande est incomplet, le délai d'instruction ne court que du jour de l'accusé de réception des pièces manquantes.

6. Refus de permis: Tout requérant dont la demande de permis a été refusée peut demander la revision de son dossier.

7. Modification de la demande: Un détenteur qui désire voir modifier son permis doit présenter par écrit au ministre la nature et les motifs des changements qu'il veut y voir apporter.

Toute modification accordée par le ministre fait partie intégrante du permis initial.

8. Début des travaux: Le ministre peut révoquer un permis si les travaux de recherche ne débutent pas dans les 30 jours suivant la date prévue par le requérant pour le début des fouilles et relevés.

9. Protection des vestiges non prévus: Si, au cours des fouilles, le détenteur dégage des vestiges non prévus dans sa demande, il doit, dans les meilleurs délais, en informer le ministre qui décide des mesures de conservation à prendre ou, s'il lui est impossible matériellement d'informer le ministre, il doit en assurer la conservation par le remblayage des excavations.

Dans le cas où le détenteur est incapable de prendre ces mesures de conservation, le ministre, lorsque ces vestiges sont mis en péril, ordonne l'arrêt temporaire de la fouille sur le territoire directement circonscrit par eux, jusqu'à ce qu'il ait pris une décision relativement à la conservation ou à la non conservation de ces vestiges.

10. Présentation du rapport annuel: Le rapport annuel prévu à l'article 39 de la Loi doit être remis au ministre avant l'expiration du permis. Cependant, dans le cas où un permis est révoqué, le rapport annuel doit être remis au ministre dans le mois qui suit la révocation.

Dans tous les cas, il doit être soumis au ministre avant qu'une nouvelle demande ne puisse être faite.

(iii) a copy of any agreement concluded between the applicant and the firm, body or person whom he represents with respect to financing and other administrative and scientific obligations; in default of such copy, a written engagement by the applicant attesting that he shall submit the said copy before the date of validity of the contract.

4. Guiding principle for study of applications: Archaeological research shall be made by persons whose methods and professional and material resources guarantee the complete and satisfactory carrying out of the project.

5. Study time limit: The time limit for the study of an application shall be 2 months from the date of receipt of the file and application. Where the file relative to the application is incomplete, the time limit for study shall only accrue from the date of receipt of the missing documents.

6. Refusal of permit: Every applicant whose file application for a permit is rejected may request a review of his file.

7. Modification of application: A holder who wishes to have his permit modified shall submit to the Minister in writing the nature and reason for the desired changes.

Every modification granted by the Minister shall form an integral part of the initial permit.

8. Start of work: If the research work has not started within 30 days after the projected date fixed by the applicant for the commencement of excavations and surveys, the Minister may revoke the said permit.

9. Protection of remains discovered fortuitously: Where, in the course of excavations, the holder uncovers remains not provided for in his application, he shall inform the Minister thereof as soon as possible and the latter shall determine the conservation measures to be taken or, where it is physically impossible to advise the Minister, he shall ensure the conservation of such remains by bracing the excavations.

If the holder is not capable of taking conservation measures, the Minister shall, where such remains are imperilled, order a temporary suspension of excavation work on the territory in the immediate vicinity of the said remains until a decision by the Minister relative to the conservation or non-conservation of such remains has been made.

10. Presentation of annual report: The annual report prescribed in section 39 of the Act must be submitted to the Minister before the expiry of the permit. However, where a permit is revoked, the annual report shall be submitted to the Minister during the month following such revocation.

In all cases, it must be submitted to the Minister before any new application is made.

11. Contenu du rapport annuel: Le rapport annuel doit contenir les renseignements suivants:

a) un compte-rendu du travail effectué comprenant:
   i) la localisation et un plan détaillé du ou des sites indiquant toutes les surfaces prospectées de même que les coupes nécessaires à la compréhension de l'ensemble;
   ii) les moyens mis en oeuvre pour effectuer les fouilles ou les relevés et pour consigner les données; et
   iii) la durée des travaux;

b) un exposé substantiel des découvertes comprenant:
   i) un plan général des traces d'établissement accompagné de photographies significatives;
   ii) les mesures de protection prises, s'il y a lieu;
   iii) des indications générales sur le contenu culturel des traces d'établissement et de chaque niveau stratigraphique; et
   iv) les premières interprétations qui apparaissent après l'examen sommaire de la situation;

c) un aperçu des moyens professionnels et matériels disponibles pour assurer la poursuite de la recherche et la mener à terme;

d) une copie des notes, plans et dessins ainsi que des catalogues des pièces et des photographies, sauf lorsqu'une copie de ces documents est conservée dans un laboratoire désigné par le ministre, d'où ils ne peuvent être retirés sans l'autorisation de celui-ci.

12. Caractère confidentiel de certains documents: Les documents et renseignements présentés au rapport annuel demeurent confidentiels pour un période de 5 ans à compter de leur date de présentation à moins que le détenteur n'en autorise la divulgation à toute personne qui en fait la demande. Après cette période de 5 ans, toute personne ou tout organisme désirant utiliser les documents et renseignements ainsi que les données non publiées de la recherche doit obtenir l'autorisation écrite du fouilleur qui les a obtenus ou fournis au ministre. Dans le cas d'un refus d'autorisation écrite du fouilleur, le ministre peut exiger de ce dernier des explications écrites et il peut autoriser la divulgation de ces documents, renseignements et données non publiées de la recherche.

11. Contents of annual report: The annual report shall contain the following information:

(a) a statement of the work carried out comprising
   (i) the location and a detailed plan of the site(s) indicating all the prospected surfaces together with the sectional drawings necessary for an understanding of the whole;
   (ii) the methods used in the carrying out of excavation or survey work and in the recording of data; and
   (iii) the duration of such work;

(b) a detailed description of the findings comprising
   (i) a general plan of the remains of the place together with significant photographs;
   (ii) the protective measures taken, if any;
   (iii) general indications of the cultural content of the remains of the place and of each stratigraphical level; and
   (iv) the initial interpretation resulting from a summary examination of the findings;

(c) a summary of the professional and material means available to ensure the continuity of research and successful conclusion thereof;

(d) a copy of the notes, plans and drawings as well as the catalogues of documents and photographs, except where a copy of such documents is kept by a laboratory chosen by the Minister, from which they may not be taken without the latter's authorization.

12. Confidential nature of certain documents: The documents and information submitted in the annual report shall remain confidential for a period of 5 years from the date of presentation thereof unless the holder authorizes their divulgence to any person who applies therefor. After this 5-year period, every person or body desirous of utilizing the documents and information as well as the unpublished data of the research, shall obtain the written authorization of the excavator who has obtained or furnished the said documents to the Minister. Where such written authorization is refused by the excavator, the Minister may require from the latter the reasons in writing therefor and may authorize the divulgence of the documents, information and unpublished data of such research.

FORMULE 24

DEMANDE DE PERMIS DE RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE
(à remplir en 2 exemplaires)

Requérant

Nom: ..... Prénoms: .....

Adresse: ..... Téléphone: .....

Site:

Désignation du site ou des lieux de la recherche:

.....

.....

Localisation du site ou des lieux de la recherche:

Ville et comté municipal: .....

Délimitation physique (numéro civique, désignation cadastrale, géographique ou autre):

.....

.....

Description de l'état des lieux:

.....

.....

Nature de l'occupation connue ou présumée:

.....

.....

.....

Avez-vous déjà présenté une demande de permis de recherche archéologique?

Si oui, donnez le numéro de dossier: .....

Le soussigné requiert un permis de recherche archéologique aux endroits spécifiés à sa demande.

À cet effet, sont annexés à l'appui de la présente demande de permis, les documents et renseignements exigés en vertu des articles 2 et 3 du Règlement sur la recherche archéologique.

Le soussigné certifie que les documents et les renseignements soumis au ministre sont exacts, et fait cette déclaration la croyant consciencieusement vraie, sachant qu'elle a la même valeur et le même effet que si elle était faite sous serment en vertu de la Loi sur la preuve au Canada.

Signature du requérant

À .....

ce ..... jour

de ..... 19....

.....

Le ministre des affaires culturelles accuse réception de la demande de permis de recherche archéologique portant notre numéro de dossier no .....

Québec, ce ..... jour de ..... 19....

Le ministre des affaires culturelles,

Par: .....

PERMIS DE RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE

Après étude et sur la base des documents et renseignements fournis, le ministre émet un permis valide pour un an à compter du .....

.....

Le détenteur du permis est autorisé à effectuer le recherche archéologique aux endroits suivants:

Le détenteur du permis doit effectuer la recherche archéologique conformément à sa demande de permis et au Règlement sur la recherche archéologique.

L'étude et les vérifications préalables à l'émission de ce permis ont été faites sous la responsabilité de .....

.....

Le permis est délivré à Québec, ce ..... jour de ..... 19....

Le ministre des affaires culturelles,

67-o

FORM 24

APPLICATION FOR AN ARCHAEOLOGICAL RESEARCH PERMIT
(to be completed in duplicate)

Applicant

Name: ..... Given names: .....

Address: ..... Telephone No: .....

Site:

Description of the research site or place:

.....

.....

Location of the research site or place:

City and municipal county:

Physical boundaries (civic number, cadastral geographical or other designation):

.....

.....

Description of the state of the place:

.....

.....

Nature of known or presumed occupation:

.....

.....

.....

Have you alreary submitted an application for an archaeological research permit?

If yes, give the file number: .....

The undersigned required an archaeological research permit for the areas specified in his application.

For this purpose, the documents and information required under sections 2 and 3 of the Regulation respecting archaeological research are annexed in support of this application for a permit.

The undersigned certifies that the documents and information submitted to the Minister are true and exact, and makes this declaration consciously believing it to be true and knowing that it has the same force and effect as if made under oath under the Canada Evidence Act.

Signature of applicant

At .....

this .....day

of.....19....

.....

The Minister of Cultural Affairs acknowledges receipt of the Application for an archaeological research permit bearing our file number.....

Québec, this.....day of .....19....

Minister of Cultural Affairs,

Per: .....

ARCHAEOLOGICAL RESEARCH PERMIT

Upon study, and on the basis of the documents and information furnished, the Minister hereby issues a permit valid for one year, effective .....

.....

The permit holder is authorized to carry out archaeological research at the following places:

The permit holder shall carry out the archaeological research in accordance with his application for a permit and the Regulation respecting archaeological research.

The study and verifications prior to the issuance of such permit were made under the responsibility of .....

.....

The permit is issued at Québec, this.....day of ..... 19....

Minister of Cultural Affairs,

67-o

Erratum

Québec Official Gazette, Part II, Vol. 105, No. 5 (O.C. 683-73, Regulation 2 respecting the Detective or Security Agencies Act), Reg. 73-106 at page 462.

After subsection *e* of section 8, insert the following subsection:

"**(f)** in the case of one or several persons carrying on business under a firm name, a copy of the declaration filed with the Prothonotary of the Superior Court for the district where such business is carried on, in accordance with the Companies and Partnerships Declaration Act;"

66-o

INDEX **Textes réglementaires (Règlements)**

Statutory Instruments (Regulations)

Abréviations: A — Abrogé
Abbreviations: Abroged
N — Nouveau
New
M — Modifié
Modified

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Accredited bookshops-assistance (Booksellers Accreditation Act, S.Q. 1965, ch. 21)	Reg. 73-176	30-3-73	1149	
Agricultural producers-excessive rain (1972) (Act to promote special credit to agricultural producers, etc. S.Q. 1972, ch. 39)	Reg. 73-174	30-3-73	1147	
Alimentation au détail-Modification (Loi du salaire minimum, S.R.Q. 1964, ch. 144)			1229	Projet
Alimentation détail, Montréal-Abrogation de statuts et règlements (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-159	27-3-73	1113	
Alimentation, détail, Québec (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-184	3-4-73	1175	
Appropriation No. 1, 1973/1974 Act 1 1973			1061	
Archeological Research-regulation (Cultural Property Act, S.Q. 1972, ch. 19)			1239	Draft
Automobile, Montreal and district — Levy Regulation (Collective Agreement Decrees Act R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-161	27-3-73	1117	
Automobile, Montréal et district — Règlement de prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-161	27-3-73	1117	
Baie James, munic.— Ord. No 28 (Loi du développement de la région de la Baie James, L.Q. 1971, ch. 34)	Règ. 73-165	30-3-73	1127	
Baie James, munic.— Ord. No 29 (Loi du développement de la région de la Baie James, L.Q. 1971, ch. 34)	Règ. 73-166	30-3-73	1129	
Baie James, munic.— Ord. No 30 (Loi du développement de la région de la Baie James, L.Q. 1971, ch. 34)	Règ. 73-167	30-3-73	1131	
Baie James, munic.— Ord. No 31 (Loi du développement de la région de la Baie James, L.Q. 1971, ch. 34)	Règ. 73-168	30-3-73	1133	

INDEX — Suite / Cont'd

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Baie James, munic.— Ord. No 32 (Loi du développement de la région de la Baie James, L.Q. 1971, ch. 34)	Règ. 73-169	30-3-73	1135	
Baie James, munic.— Ord. No 33 (Loi du développement de la région de la Baie James, L.Q. 1971, ch. 34)	Règ. 73-170	30-3-73	1137	
Baie James, munic.— Ord. No 34 (Loi du développement de la région de la Baie James, L.Q. 1971, ch. 34)	Règ. 73-171	30-3-73	1139	
Bailiffs, tariff of (Code of Civil procedure, S.Q. 1965, ch. 80)	Reg. 73-182	2-4-73	1169	
Bar of Québec-Regulation 1 (Bar Act, S.Q. 1966-67, ch. 77)	Reg. 73-185	5-4-73	1177	M
Barreau du Québec-Règlement 1 (Loi du Barreau, L.Q. 1966-67, ch. 77)	Règ. 73-185	5-4-73	1177	M
Beans, sweet corn, etc.— rate of assessment (Crop Insurance Act, S.Q. 1966-67 ch. 44)	Reg. 73-163	30-3-73	1123	
Biens culturels-registre (Loi sur les biens culturels L.Q. 1972, ch. 19)	Règ. 73-153	23-3-73	1083	
Bread Delivery, Montreal — Levy Regulation (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-157	23-3-73	1105	
Building Materials — Levy Regulation (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-158	23-3-73	1109	
Camionnage, Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)			1201	Projet
Camionnage, Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)			1213	Projet
Camping grounds and trailer parks — Transfer (Executive Power Act, R.S.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 73-183	30-3-73	1173	
Cartage, Montreal (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)			1201	Draft
Cartage, Montreal (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)			1213	Draft

INDEX — Suite / Cont'd

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Code de la plomberie — dispositions transitoires (Loi des mécaniciens en tuyauterie S.R.Q. 1964, ch. 154)	Règ. 73-154	23-3-73	1095	
Coiffeurs, Drummondville — Règlement de prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-178	30-3-73	1177	
Coiffeurs, Québec (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)			1197	Projet
Coiffeurs, Québec — Modification de constitution et règlements (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-160	27-3-73	1115	
Coiffeurs pour dames, Montréal — Règlement de prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-155	23-3-73	1097	
Coiffure, Hull (Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143)			1199	Projet
Commission des transports–Bulletin officiel (Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 55)	Règ. 73-148	23-3-73	1073	M
Confection pour dames — Règlement de prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-179	30-3-73	1161	
Cultural property-register (Cultural Property Act, S.Q. 1972, ch. 19)	Reg. 73-153	23-3-73	1083	
Detective of security agencies (Detective or security agencies Act, R.S.Q. 1964, ch. 42)	Reg. 73-106	2-3-73	1247	Erratum
Distributeurs de pain, Montréal — Règlement de prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-157	23-3-73	1105	
Divorce — Règles de pratique (Loi sur le divorce, S.R.C. 1970, ch. D 8)	Règ. 73-181	2-4-73	1167	
Divorce — Rules of practice (Divorce Act, R.S.C. 1970, ch. D 8)	Reg. 73-181	2-4-73	1167	
Droits de coupe, Bonaventure — réduction (Loi des terres et forêts, S.R.Q. ch. 92)	Règ. 73-152	23-3-73	1081	

INDEX — Suite / Cont'd

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Food, retail — Amendment (Minimum Wage Act, R.S.Q. 1964, ch. 144)			1229	Draft
Food, retail, Montreal — Abrogation of Statutes and Regulations (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-159	27-3-73	1113	
Foods, retail, Québec (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-184	3-4-73	1175	
Fuel Tax Act (S.Q. 1972, ch. 30)	Reg. 73-129	14-3-73	1063	
Gant de cuir — Règlement de prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-156	23-3-73	1101	
Hairdressers, Drummondville — Levy regulation (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-178	30-3-73	1177	
Hairdressers, Hull (Collective Agreement Decrees Act, S.R.Q. 1964, ch. 143)			1199	Draft
Hairdressers, Québec — Amendment of Constitution and regulations (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-160	27-3-73	1115	
Hairdressers, Québec (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)			1197	Draft
Haricots, maïs sucré etc.— taux de cotisation (Loi de l'assurance-récolte L.Q. 1966-67 ch. 44)	Règ. 73-163	30-3-73	1123	
Health services and social services (Act respecting health services and social services, S.Q. 1971, ch. 48)			1231	Draft
Health services and social services — Regulation (Act respecting health services and social services S.Q. 1971, ch. 48)	Reg. 73-186	5-4-73	1179	M
Huissiers, tarif des (Code de procédure civile L.Q. 1965, ch. 80)	Règ. 73-182	2-4-73	1169	
Identification visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux	Règ. 73-177	30-3-73	1151	

INDEX — Suite / Cont'd

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
James Bay munic.— Ord. No. 28 ..... (James Bay Region Development Act, S.Q. 1971, ch. 34)	Reg. 73-165	30-3-73	1127	
James Bay munic.— Ord. No. 29 ..... (James Bay Region Development Act, S.Q. 1971, ch. 34)	Reg. 73-166	30-3-73	1129	
James Bay munic.— Ord. No. 30 ..... (James Bay Region Development Act, S.Q. 1971, ch. 34)	Reg. 73-167	30-3-73	1131	
James Bay munic.— Ord. No. 31 ..... (James Bay Region Development Act, S.Q. 1971, ch. 34)	Reg. 73-168	30-3-73	1133	
James Bay munic.— Ord. No. 32 ..... (James Bay Region Development Act, S.Q. 1971, ch. 34)	Reg. 73-167	30-3-73	1135	
James Bay munic.— Ord. No. 33 ..... (James Bay Region Development Act, S.Q. 1971, ch. 34)	Reg. 73-170	30-3-73	1137	
James Bay munic.— Ord. No. 34 ..... (James Bay Region Development Act, S.Q. 1971, ch. 34)	Reg. 73-171	30-3-73	1139	
Ladies' Cloak and Suit — Levy Regulation ..... Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-179	30-3-73	1161	
Ladies' Hairdressing, Montreal — Levy Regulation ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-155	23-3-73	1097	
Leather Glove — Levy Regulation ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-156	23-3-73	1101	
Librairies agréées-aide ..... (Loi de l'accréditation des libraires, L.Q. 1965, ch. 21)	Règ. 73-176	30-3-73	1149	
Matériaux de construction — règlement de prélèvement... (Loi des décrets de convention collective S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-158	23-3-73	1109	
Milk producers-Pool ..... (Agricultural Marketing Act, R.S.Q. 1964 ch. 120)	Reg. 73-187	5-4-73	1181	Decision
Motoneige - règlement 7B ..... (Code de la route S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 73-149	23-3-73	1075	

INDEX — Suite / Cont'd

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No.	Date	Page	Commentaires Comments
Plumbing-Code — transitional provisions (Pipe-Mechanics Act, R.S.Q. 1964, ch. 154)	Reg. 73-154	23-3-73	1095	
Pommes de terre — taux de cotisation (Loi de l'assurance-récolte L.Q. 1966-67, ch. 44)	Règ. 73-164	30-3-73	1125	
Potatoes — rate of assessment (Crop Insurance Act, S.Q. 1966-67, ch. 44)	Reg. 73-164	30-3-73	1125	
Producteurs agricoles pluies excessives 1972 (Loi favorisant un crédit spécial etc. L.Q. 1972, ch. 39)	Règ. 73-174	30-3-73	1147	
Producteurs de bois — règlement 7 (Loi des marchés agricoles S.R.Q. 1964, ch. 120)	Règ. 73-137	19-3-73	1071	
Producteurs de lait — Pool (Loi des marchés agricoles, S.R.Q. 1964, ch. 120)	Règ. 73-187	5-4-73	1181	Decision
Québec Pension benefits (Québec Pension Plan S.Q. 1965, ch. 24)	Reg. 73-173	30-3-73	1143	
Recherche archéologique — règlement (Loi sur les biens culturels, L.Q. 1972, ch. 19)			1239	Projet
Régie des rentes du Québec — prestations (Régime des rentes du Québec L.Q. 1965, ch. 24)	Règ. 73-173	30-3-73	1143	
Rougemont, munic.— endroit touristique (Loi des Heures d'Affaires des établissements commerciaux L.Q. 1969, ch. 60)	Règ. 73-150	23-3-73	1077	
Rougemont, munic.— tourist area (Commercial Establishments Business Hours Act, S.Q. 1969, ch. 60)	Reg. 73-150	23-3-73	1077	
School Tax — Reimbursement to farmers (The Appropriation Act No. 3, 1972-73)	Reg. 73-151	23-3-73	1079	
Services de santé et services sociaux (Loi sur les services de santé et les services sociaux, L.Q. 1971, ch. 48)			1231	Projet
Services de santé et services sociaux — règlement (Loi sur les services de santé et les services sociaux, L.Q. 1971, ch. 48)	Règ. 73-186	5-4-73	1179	M
Snowmobiles — regulation 7 B	Reg. 73-149	23-3-73	1075	
Stumpage dues, Bonaventure — reduction (Lands and forest act)	Reg. 73-152	23-3-73	1081	
Subsides de la province No 1, 1973/74 Loi 1 1973			1061	

INDEX— Fin / Conc.

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Taxe scolaire — remboursement aux agriculteurs (Loi des subsides No 3, 1972-1973)	Règ. 73-151	23-3-73	1079	
Taxe sur les carburants (Loi sur la taxe des carburants, S.Q. 1972, ch. 30)	Reg. 73-129	14-3-73	1063	
Terrains de camping et de caravaning — Transfer (Loi de l'exécutif, S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 73-183	30-3-73	1173	
Transfert d'industrie dans la classe 10 de la Cédule 1 (Loi des accidents du travail, S.R.Q. ch. 159, et amend)	Règ. 73-180	30-3-73	1165	
Transfert of industries to Class 10 in Schedule 1 (Workmen's Compensation Act, R.S.Q. 1964, ch. 159)	Reg. 73-180	30-3-73	1165	
Transport — règlement concernant les normes de tarifs etc. (Loi des transports L.Q. 1972, ch. 55)	Règ. 73-172	30-3-73	1141	
Transport Commission — Official Bulletin (Transport S.Q. 1972, ch. 55)	Reg. 73-148	23-3-73	1073	M
Transport — tariffs, rates or costs (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)	Reg. 73-172	30-3-73	1141	
Université de Montréal — modification des statuts (Charte de l'université de Montréal, L.Q. 1866-57, ch. 129)	Règ. 73-162	30-3-73	1121	
Université de Montréal — Statutes (Amendment) (Charter of the Université de Montreal, S.Q. 1966-67, ch. 129)	Reg. 73-162	30-3-73	1121	
Visual identification of Government motor vehicles	Reg. 73-177	30-3-73	1151	
Wood producers, Eastern township — Regulation 7. (Agricultural Marketing Act, R.S.Q. 1964, ch. 120)	Reg. 73-137	19-3-73	1071	

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

LOIS **ACTS**

No	Titre	No.	Title	
1	Loi des subsides No 1, 1973/1974.....	1	Appropriation Act No. 1, 1973/1974.....	1061

TEXTES RÉGLEMENTAIRES **STATUTORY INSTRUMENTS**

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 73-106	683-73	Justice	Detective of security agencies (Reg. No. 2) (Erratum).	1247
Règ. 73-129	853-73	Revenu	Taxe sur les carburants / *Fuel Tax* (Règlement / *Regulation*).....	1063
Règ. 73-137		R.M.A.Q.-Q.A.M.B.	Producteurs de bois, Estrie / *Wood producers, Eastern Township*.....	1071
Règ. 73-148	902-73	Transports	Commission des transports / *Transport Commission* (Bulletin officiel / *Official Bulletin*).....	1073
Règ. 73-149	903-73	Transports	Motoneige / *Snowmobile* (Règlement / *Regulation* 7.B)	1075
Règ. 73-150	942-73	Industrie et Commerce	Municipalité de Rougemont / *Municipality of Rougemont* (endroit touristique / *tourist area*).....	1077
Règ. 73-151	948-73	Finances	Taxe scolaire / *school tax* (remboursement aux agriculteurs / *reimbursement to farmers*).....	1079
Règ. 73-152	961-73	Terres et Forêts	Droits de coupe / *Stumpage dues*, Bonaventure (*Reduction*).....	1081
Règ. 73-153	969-73	Affaires culturelles	Biens culturels / *Cultural property* (Registre / *register*)	1083
Règ. 73-154	972-73	Travail et main-d'oeuvre	Code de la plomberie / *Plumbing Code* (dispositions transitoires / *Transitional provisions*).....	1095
Règ. 73-155	976-73	Travail et main-d'oeuvre	Coiffeurs pour dames (Montréal) / *Ladies' Hairdressing (Montreal)* (Règlement de prélèvement / *Levy Regulation*).....	1097
Règ. 73-156	977-73	Travail et main-d'oeuvre	Gant de cuir / *Leather Glove* (Règlement de prélèvement / *Levy Regulation*).....	1101
Règ. 73-157	978-73	Travail et main-d'oeuvre	Distributeurs de pain / *Bread Delivery* (Règlement de prélèvement / *Levy Regulation*).....	1105
Règ. 73-158	979-73	Travail et main-d'oeuvre	Matériaux de construction / *Building Materials* (Règlement de prélèvement / *Levy Regulation*).....	1109

TABLE DES MATIÈRES — Suite / Cont'd

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 73-159	973–73	Travail et main-d'oeuvre	Alimentation, détail, Montréal / *Retail, Foods, Montreal* (Abrogation de Statuts et Règlements / *Abrogation of Statutes and Regulations*)	1113
Règ. 73-160	974–73	Travail et main-d'oeuvre	Coiffeurs / *Hairdressers* (Québec) (Modification de constitution et Règlements / *Amendment of Constitution and Regulations*)	1115
Règ. 73-161	975–73	Travail et main-d'oeuvre	Automobile, Montréal et / *and* district (Règlement de prélèvement / *Levy Regulation*)	1117
Règ. 73-162			Université de Montréal–modification des statuts / *Statutes (amendment)*	1121
Règ. 73-163		Régie Assurance récolte	Haricots, maïs sucré / *beans, sweet corn* (Taux de cotisation / *rate of assessment*)	1123
Règ. 73-164		Régie Assurance récolte	Pommes de terre / *potatoes* (taux de cotisation / *rate of assessment*)	1125
Règ. 73-165	1011–73	Premier Ministre	Munic. Baie James / *James Bay munic.* (Ord. No 28)	1127
Règ. 73-166	1012-73	Premier Ministre	Munic. Baie James / *James Bay munic.* (Ord. No 29)	1129
Règ. 73-167	1013–73	Premier Ministre	Munic. Baie James / *James Bay munic.* (Ord. No 30)	1131
Règ. 73-168	1014–73	Premier Ministre	Munic. Baie James / *James Bay munic.* (Ord. No 31)	1133
Règ. 73-169	1015–73	Premier Ministre	Munic. Baie James / *James Bay munic.* (Ord. No 32)	1135
Règ. 73-170	1016–73	Premier Ministre	Munic. Baie James / *James Bay munic.* (Ord. No 33)	1137
Règ. 73-171	1017–73	Premier Ministre	Munic. Baie James / *James Bay munic.* (Ord. No 34)	1139
Règ. 73-172	1025–73	Transports	Transport, normes de tarifs, etc. / *tariffs, rates or costs*	1141
Règ. 73-173	1029–73	Affaires sociales	Régie des rentes du Québec / *Québec Pension Board* (Prestations / *Benefits*)	1143
Règ. 73-174	1130–73	Agriculture et colonisation	Producteurs agricoles / *agricultural producers* (pluies excessives / *Excessive rains* (1972)	1147
Règ. 73-176	1147–73	Affaires culturelles	Librairies agréées / *Accredited bookshops* (aide / *assistance*)	1149
Règ. 73-177	1150–73	Communications	Identification visuelle des véhicules automobiles gouvernementaux / *Visual identification of Government motor vehicules*	1151
Règ. 73-178	1154–73	Travail et main-d'oeuvre	Coiffeurs / *Hairdressers* (Drummondville) (Règlement de prélèvement / *Levy regulation*)	1157

TABLE DES MATIÈRES — Fin / Conc.

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 73-179	1155–73	Travail et main-d'oeuvre	Confection pour dames / *Ladies' Cloak and Suit* (Règlement de prélèvement / *Levy regulation*)	1161
Règ. 73-180	1156–73	Travail et main-d'oeuvre	Transfert d'industries dans la Classe 10 de la Cédule 1 / *Transfert of industries to Class 10 in Schedule 1*	1165
Règ. 73-181		Justice	Divorce (règles de pratique / *rules of practice*)	1167
Règ. 73-182		Justice	Tarif des huissiers / *Tariff of bailiffs*	1169
Règ. 73-183	1004–73	Tourisme	Terrains de camping et de caravaning / *Camping grounds and trailer parks* (Transfert / *Transfer*)	1173
Règ. 73-184	1153–73	Travail et main-d'oeuvre	Alimentation, détail, Québec / *Food, Retail, Québec* (Abrogation constitution)	1175
Règ. 73-185	1211–73	Justice	Barreau du Québec, règ. 1 / *Bar of Québec, reg. 1* (Mod. / *Amend.*)	1177
Règ. 73-186	1203–73	Affaires sociales	Services de santé et services sociaux / *Health services and social services* (Mod. / *Amend.*)	1179
Règ. 73-187		R.M.A.Q.-Q.A.M.B.	Producteurs de lait / *Milk producers* (Pool)	1181

PROJET DE RÈGLEMENT	DRAFT REGULATION	
Alimentation au détail (Ord. 14)	Food, retail (Ord. 14)	1229
Camionnage, Montréal	Cartage, Montreal	1201
Camionnage, Montréal	Cartage, Montreal	1213
Coiffeurs, Hull	Hairdressers, Hull	1199
Coiffeurs, Québec	Hairdressers, Québec	1197
Recherche archéologique (Règlement)	Archeological Research (Regulation)	1239
Services de santé et services sociaux	Health services and social services (Amendment)	1231